



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-07-16/2022-08-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Jeudi 16 juin.

L'Assemblée nationale invalide le mandat d'Adolphe Muzito et 4 autres députés nationaux, pour absence non justifiée. Les députés nationaux touchés par cette mesure sont : Henri Mova Sakanyi, Marie-Ange Mushobekwa, Papy Nyango, Adolphe Muzito et Luc Mulimbalimba. Le rapporteur de l'Assemblée nationale, Joseph Lembi expliquait que les députés invalidés devaient être remplacés par leurs suppléants, conformément au règlement intérieur de cet organe délibérant.

Maniema : le Fondation Antonia Kindanda appelle le gouvernement à équiper les hôpitaux et les banques de sang du Maniema en vue de sauver des vies humaines. Elle intervient dans la collecte de sang en collaboration avec la coordination provinciale de la transfusion sanguine. « Les gens sont en train de mourir du jour au lendemain par manque de sang. Nous invitons les gens de bonne volonté de nous venir en aide pour sauver des vies ».

Kasaï-Central : lancement de l'« immatriculation des fonctionnaires et agents des services publics ». Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un processus d'enregistrement informatique, qui débouche par l'octroi d'une carte de sécurité sociale. La Caisse nationale sociale des agents publics de l'Etat est l'organisme public de prévoyance sociale que le gouvernement a mis en place pour la gestion de la couverture sociale des agents publics congolais contre les différents risques sociaux. Elle fonctionne déjà dans la quasi-totalité du territoire national.

Haut-Lomami : hausse des prix sur le marché de Kabongo après incendie d'environ 20 moulins. Des présumés malfaiteurs ont pillé et mis le feu à plusieurs moulins de farine de manioc et de maïs au marché de Kime, dans le territoire de Kabongo (Haut-Lomami). Du coup, les prix de ces denrées essentielles et des autres de première nécessité ont augmenté alors qu'ils devraient baisser en cette période de récolte. Entre-temps, les auteurs de ces incendies courent toujours les rues.

Kongo-Central : les militants de l'UDPS prêts à rejoindre les Fardc au front contre le M23. Des militants de l'UDPS/ Matadi, munis de drapeaux du pays et des insignes de l'armée, ont marché de la place le Copain jusqu'au bureau du gouverneur de province, au centre-ville. Le secrétaire général de ce parti présidentiel, à Matadi, a expliqué que cette marche voulait soutenir les Fardc, qui défendent l'intégrité, face à l'agression du pays par les rebelles du M23 appuyés par le Rwanda.

EAC : le Kenya appelle au déploiement « immédiat » d'une force régionale en RDC. « La Force régionale de l'Afrique de l'Est doit être immédiatement déployée dans les provinces d'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, afin de stabiliser la région et rétablir la paix », a déclaré le président kenyan Uhuru Kenyatta. Selon lui, le « conflit ouvert » en cours dans l'Est de la RDC menace de faire dérailler les efforts politiques destinés à rétablir l'ordre au Congo-Kinshasa. Des chefs militaires régionaux des sept pays de l'EAC doivent se retrouver dimanche 19 juin, afin de mettre au point les préparatifs pour le déploiement de la force régionale, a souligné M. Kenyatta.

Le Conseil supérieur de la défense préconise la suspension des accords conclus avec le Rwanda. Cet organe de l'Etat a lancé cet appel à l'issue de sa réunion, présidée par le chef de l'Etat et élargie aux présidents de deux chambres du Parlement. Il a également recommandé au Rwanda de retirer ses troupes sur le sol congolais. Il a chargé le ministre de l'Intérieur et le commissaire général de la PNC à prendre les dispositions pour éviter la chasse à l'homme et tout acte susceptible à troubler l'ordre public, l'unité et la cohésion nationale durant cette période.

Maniema : le gouverneur intérimaire ordonne l'identification des bouviers. « La mesure tient à la sécurisation de la population, mais aussi au contrôle des mouvements de tous les bouviers et de leurs vaches, afin d'éviter les conflits qui résulteraient de l'occupation illégale des terres et de la destruction des champs par les cheptels ».

Lubumbashi : le président d'une structure des jeunes appelle au dépassement de clivages ethniques. « Nous devons aller au-delà de nos différences tribales, ethniques, sociales pour qu'ensuite nous puissions vivre ensemble comme peuple », a recommandé le président de la jeunesse de la communauté Mbuwano bwa batabwa de Lubumbashi. Ce dépassement va favoriser la cohésion sociale entre les communautés vivant à Lubumbashi.

La première raffinerie d'or prévoit une production de 200 kilos par jour. Cette usine est située au centre-ville de Bukavu non loin de la place « Feu rouge ». Pour l'heure, les derniers réglages sont effectués, et les dernières consignes adressées à la trentaine d'employés qui travailleront au sein de la raffinerie de presque 1 200 m². Le ministre provincial des mines a assuré aux initiateurs de cette raffinerie un accompagnement sans faille du gouvernement congolais pour la réussite de ce projet. Les experts du secteur miniers se sont réunis dans le cadre de la XIXe session de la plateforme de dialogue sur les investissements durables au Kivu (IDAKI).

Kasaï-Central : la SCED plaide pour un cadre de collaboration entre les députés et les nouvelles autorités. « La destitution du gouverneur de province n'a produit aucun effet bénéfique pour la population. Bien au contraire, la province, recule, s'assombrit, la population croupit dans la misère. C'est ainsi que la Société congolaise pour l'Etat de droit se permet de formuler quelques recommandations aux députés provinciaux, pour faire décoller une fois pour toutes, la province du Kasaï-Central, notamment la mise en place des canaux de communication et de concertation pour examiner toutes les questions qui seraient susceptibles de fâcher et enfin proposer un cadre de concertation qui serait élargi aux notabilités de la province pour gérer et prévenir d'éventuels conflits ».

Maniema : remise d'une centaine bornes fontaines aux autorités provinciales, par l'Agence belge Enabel. Ces ouvrages ont été construits et installés à Kindu et dans le territoire de Kailo. Ce projet est évalué à plus de 6 millions USD. L'objectif est d'améliorer les conditions des vies des populations rurales et péri urbaine du Maniema. Ces bornes fontaines vont desservir environ 140 000 habitants de Kindu et ses environs.

Modeste Bahati appelle au soutien général des Fardc. Le président du Sénat, Modeste Bahati, a appelé à un soutien général des Fardc ; avant de condamner « le comportement récidiviste du groupe terroriste M23, qui agit sous le parrainage d'un pays voisin », selon le service de communication du Sénat. Pendant les trois mois de la session de mars, le Sénat a notamment produit vingt-deux projets et quatre propositions de lois.

Procès 100 jours : la cour d'appel proroge de 5 jours le délai du prononcé. Le verdict sera ainsi rendu le 21 juin dans le procès sur le détournement présumé des fonds alloués au programme d'urgence de 100 jours du Président de la République. La cour a reporté l'audience du prononcé pour permettre aux juges de mieux approfondir le dossier, afin que la décision qui sera rendue soit plus juste.

Lubero : hausse de prix de certaines denrées alimentaires. La société civile locale, qui cite notamment du riz et l'huile de cuisine, affirme que cette situation est observée depuis la reprise des combats entre les Fardc et les rebelles du M23 dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Ces combats ne facilitent plus l'évacuation de produits importés en provenance de l'Ouganda, qui entrent par la cité frontalière de Bunagana, rapporte Kambere

Bonane, président de la société civile de Kirumba. Quant aux prix des produits qui proviennent de l'Ouganda, via Kasindi dans le territoire de Beni, ils restent encore stables.

Sud-Kivu : les enfants de Walungu réclament plus de sécurité dans leurs milieux de vie. Ils se sont exprimés ce 16 juin, à l'occasion de la journée de l'enfant africain. La coordinatrice de l'ONG Action pour enfant oublié, justifie le choix de Walungu par le nombre élevé des enfants exploités dans les sites miniers. Elle interpelle les décideurs sur les droits des enfants et rappelle les principaux articles de la Convention des Droits des Enfants. **Journée de l'enfant africain à Kinshasa : l'Unicef lance la campagne « Bopeto na Kelasi ».** Cette campagne s'ouvre sous le thème : "Parce que nous n'avons qu'une seule terre, je m'engage à la protéger avec mes condisciples à l'école." Le jeune ambassadeur pour le climat auprès de l'Unicef, a indiqué qu'une mauvaise gestion des déchets avait des graves conséquences sur la santé des enfants et sur l'environnement :

Uvira : les leaders locaux sensibilisés contre les discours de haine. Cinquante différents leaders locaux d'Uvira, issus des institutions étatiques, de la jeunesse, de la société civile ainsi que des mutualités ethniques, ont été sensibilisés le 15 juin sur le cadre juridique national qui réprime les discours de haine ethnique, tribal et racial. Cette formation dispensée par le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), vise à supprimer ce genre de messages, au lieu de les partager, et à décourager leurs auteurs. Le facilitateur de cette rencontre, souligne que le BCNUDH/Monusco considère les messages incitatifs à la haine comme des alertes dans le cadre de la protection des civils. C'est au regard de l'activisme des groupes armés locaux et étrangers, de conflits de pouvoir coutumier et des conflits fonciers qui minent la région.

Sud-Kivu : la Monusco note un retour progressif des déplacés dans leurs milieux d'origine. La Monusco note une régression sensible de la violence, qui favorise à ce jour le retour progressif des déplacés de plusieurs localités de la province du Sud-Kivu. Ce retour a été constaté de Bibokoboko à Baraka dans le territoire de Fizi, sans oublier Bijombo, Minembwe et Mikenge, ainsi que du côté du territoire de Shabunda.

Les Etats membres de la CIRGL se liguent contre la criminalité transfrontalière. Ils ont pris cet engagement au terme de leurs travaux sur le renforcement de la coopération judiciaire entre Etats. En ce qui concerne le refus d'exécution d'entraide judiciaire, les ministres de la justice encouragent la coopération régionale et internationale en matière criminelle entre pays. Ils conviennent de réduire les motifs de refus d'exécution des demandes d'entraide judiciaire, notamment celui de double incrimination. Sur le plan de prochaines démarches prioritaires visant la mise en œuvre de la déclaration de Nairobi, ils chargent leur réseau de continuer à encourager les contacts et l'échange d'expériences entre eux, comme moyen de contribuer à la mise en œuvre de cette déclaration.

Kinshasa : les étudiants de l'UPN sensibilisés sur l'entrepreneuriat. Au cours d'une conférence scientifique tenue le 16 juin à l'Université pédagogique nationale, sous le thème "Problématique de Financements des Jeunes entrepreneurs. Analyse et perspectives», le ministre de l'Entrepreneuriat, petites et moyennes entreprises a présenté les opportunités de financement que le gouvernement met à la disposition de la jeunesse pour un encadrement dans la création des entreprises. A cette occasion, le ministre a donné l'occasion au Fonds de garantie pour l'Entrepreneuriat en RDC (FOGEC) et au Projet d'Appui pour le Développement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (PADMPME) d'expliquer les préalables pour bénéficier de l'encadrement.

Lubumbashi : début du colloque sur "le vivre ensemble". Le colloque organisé par l'archevêché de Lubumbashi sur le vivre ensemble s'est ouvert ce 16 juin. Cette rencontre se veut un cadre de réflexion pour prévenir les tensions et les conflits sociaux afin de garantir une société meilleure fondée sur l'unité dans la diversité et le respect des particularités. Ce colloque connaît la présence de la conférence épiscopale nationale du Congo.

Vendredi 17 juin.

RDC-Rwanda : Martin Fayulu exige la « rupture immédiate des relations diplomatiques, entre la RDC et le Rwanda, le départ sans délai de l'ambassadeur du Rwanda en RDC, le rappel de notre ambassadeur à Kigali », a déclaré le président du parti politique Engagement citoyen pour le développement. Il a par ailleurs appelé la CIRGL et l'Union africaine à actionner les mécanismes appropriés pour rétablir la paix dans la région. Mercredi dernier, le Conseil supérieur de la défense, a aussi appelé le gouvernement à suspendre les accords et conventions conclus avec Kigali. Il a également recommandé au Rwanda de retirer ses troupes du sol congolais.

Conflit dans l'Est de la RDC : le CSAC appelle les journalistes au professionnalisme, en privilégiant tout ce qui est susceptible de promouvoir la cohésion et l'unité nationale », a-t-elle déclaré. Le Conseil supérieur de

l'audiovisuel et de la communication (CSAC) a également invité les journalistes à s'interdire des émissions à téléphone ouvert sur la guerre dans l'Est du pays. Il a demandé aux acteurs politiques et sociaux d'éviter tout discours susceptible d'aggraver les conflits communautaires et de démobiliser l'armée, engagée au front.

Maniema : plaidoyer pour le respect des droits des enfants. A l'occasion de la journée de l'enfant africain, la Commissaire provinciale en charge du genre a regretté que des enfants soient victimes de diverses exactions : « il y a plusieurs phénomènes en défaveur des enfants dont l'exploitation économique, enfants accusés de sorcellerie, enfants orphelins, torturés dans les chambres de prière et plus particulièrement les enfants victimes des violences sexuelles ». Elle demande le renforcement du système de protection des droits des enfants dans ce coin du pays. **Lubero : le parlement d'enfants demande aux enfants « de prendre leurs études au sérieux,** afin de libérer notre pays des affres qu'il vit actuellement. Qu'ils aient cette envie de faire mieux prochainement pour que la future génération vive en paix. L'insécurité qui sévit dans l'Est de la RDC doit servir de leçon pour les enfants, appelés à proposer des stratégies afin d'assurer leur avenir ».

Kongo-Central : controverse autour de la perception des frais d'enseignement à distance. Les parents d'élèves de la province du Kongo-Central s'indignent que les écoles continuent de percevoir, auprès d'eux, cinq mille FC de frais pour l'organisation de l'enseignement à distance alors que celui-ci n'a pas été organisé au cours de l'année scolaire 2021-2022 qui s'achève déjà. Ils qualifient ce paiement « d'escroquerie ». Face aux parents récalcitrants, les écoles ponctionnent cette somme directement sur les autres frais scolaires payés par les parents. En réaction, le proved du Kongo-Central 1, John Bopilo affirme que les fonds perçus jusque-là ont permis d'installer du matériel internet sans fil (Wifi) dans quelques écoles.

Goma : 4 morts et 2 blessés après une fusillade à la petite barrière. Selon des sources locales, parmi les tués il y a deux militaires et un civil rwandais qui tentait de traverser au Congo et le tireur, un homme non identifié, habillé en tenue militaire. Ce dernier a été abattu par un membre des forces de l'ordre du Rwanda, en poste du coté rwandais de cette frontière, à Rubavu (Rwanda) Les mêmes sources disent ignorer encore les mobiles ayant poussé ce tireur à ouvrir le feu à ce poste frontière. **Goma : nouveau bilan de la fusillade à la petite barrière (armée rwandaise).** L'armée rwandaise a indiqué, que seuls deux de ses policiers ont été blessés. L'unique personne décédée est un militaire congolais, auteur de la fusillade. Il a été abattu par un militaire rwandais en situation de légitime défense, précise le communiqué.

Kwilu : une ONG locale appelle l'Etat à construire des centres d'hébergement d'enfants en conflit avec la loi. « Le message est de mener le plaidoyer auprès de l'Etat congolais pour la construction des centres d'hébergement. Il y a beaucoup de manquements dans la prison où les enfants sont placés », a fait savoir le représentant du Groupe de travail protection de l'enfant au Kwilu. En marge de cette journée, ce groupe de travail a apporté des vivres et non-vivres aux enfants détenus dans la prison centrale de Kikwit. Comme ailleurs des enfants de Kikwit font également face à des enlèvements, la traite d'êtres humains, les accusations de sorcellerie.

Nord-Kivu : reprise des combats entre Fardc et M23 autour de Bunagana. Des détonations étaient entendues ce vendredi matin à Tchengerero, à Mungo et à Kabindi, situés à environ 5 km de Bunagana, indiquent les sources militaires et civiles dans le territoire de Rutshuru. Les mêmes sources précisent que les Fardc ont répondu aux attaques des rebelles qui tentent, depuis jeudi, de déborder leurs positions vers l'Ouest de Bunagana, en passant par le groupement de Busanza, pour attaquer l'armée au niveau de Kabindi. Mais des sources proches de de la société civile du territoire de Rutshuru, indiquent que cette situation a paralysé les activités autour de Bunagana.

Ituri : 7 morts à la suite d'une attaque des ADF à Mambelenga. La société civile locale demande aux services de sécurité de renforcer les systèmes de protection des civils pour encourager le retour de milliers de déplacés. Mardi dernier, ces assaillants avaient tué 4 civils et incendié des maisons à Mambamike, dans le territoire de Beni.

Equateur : l'UG-PDSS sensibilise les femmes leaders pygmées sur la vaccination contre Ebola. Cette sensibilisation de pré-campagne vaccinale sert à identifier en amont des risques environnementaux, sociaux et ceux liés aux violences basées sur le genre, ainsi que des mesures d'atténuation de ces risques. La présidente de l'association des femmes pygmées d'Ingendea souhaité que cette sensibilisation soit étendue aux autres membres de sa communauté, ainsi que l'intégration de certains d'entre eux dans le processus de la campagne de vaccination.

Sud-Kivu: les femmes politiques plaident pour une loi électorale « plus sensible au genre et à la parité ». Ces femmes exigent que soient insérées dans cette loi, les dispositions obligeant les partis politiques et l'Etat congolais à respecter l'article 14 de la Constitution, relatif à la participation de la femme au processus électoral.

Kwilu : campagne de vaccination contre la rougeole, près de 60 000 enfants attendus à Vanga. La province du Kwilu compte actuellement plus de 200 cas de rougeole, dont plus de 50 dans la zone de santé de Vanga. Cette campagne se réalise avec l'appui financier et technique de l'OMS et de l'Unicef, annonce Dr Bena Mutuyi.

RDC-Rwanda : les acteurs de la société civile environnementale préoccupés par le sort des gorilles de montagne. Une dizaine d'organisations de la société civile environnementale déplore que ce sanctuaire soit devenu une zone de combats qui opposent les Fardc aux M23. Estimant que cette zone de combat menace la survie des gorilles et son habitat, demandent aux chefs d'Etats rwandais et congolais de démilitariser cette zone.

Kwilu : les inspecteurs de l'EPST en grève. Ces inspecteurs exigent du gouvernement central, l'amélioration des leurs conditions de travail et salariales. D'après le président du syndicat des inspecteurs de cette juridiction, la grève va se poursuivre jusqu'à la prise en compte de leurs revendications par l'Etat congolais.

Nord-Kivu : la situation militaire demeure tendue à Jomba. Des combats ont opposé depuis 3 h du matin, les Fardc aux rebelles du M23, dans la région de Chengerero à une dizaine de km de Bunagana. A l'issue de ces affrontements, les Fardc ont effectué un repli stratégique de leurs positions de Chengerero, Bugusa, Kabindi, Rangira. Ces localités sont désormais occupées par le M23. Des sources dans l'armée indiquent que les Fardc concentrent leurs efforts pour protéger Rutshuru-Centre d'une attaque des rebelles.

Maniema : le gouvernement lance l'opération de mise à jour du fichier provincial des armes à feu. Cette décision vise à maîtriser la circulation des armes dans la province. Le gouverneur intérimaire se dit préoccupé par la situation sécuritaire qui prévaut actuellement dans la région. Un moratoire de 14 jours est accordé à tous les détenteurs d'armes pour se faire enregistrer.

Nord-Kivu : les déplacés vivant à Oicha sollicitent l'assistance. Le bourgmestre de la commune rurale d'Oicha, du territoire de Beni, a appelé à la mobilisation de tous, en vue d'apporter assistance aux déplacés se trouvant dans cette entité, ayant fui des multiples attaques de l'ADF dans la région. Plusieurs déplacés nouvellement venus restent entassés à l'institut Mabalako et les autres à l'école primaire Mwangaza sans aucune assistance.

Lubero : les Mai-Mai FFP/AP toujours actifs dans certaines entités, affirme le délégué du gouverneur. Il a indiqué ce 17 juin que ces miliciens exigent une taxe mensuelle de 1.000 FC à chaque habitant et ceux qui n'exécutent pas sont soumis à des tortures et sommés de payer des amendes forfaitaires.

Ituri : une ONG invite le gouvernement à réduire la présence des enfants dans les sites miniers. En effet, 1500 enfants et des femmes enceintes ont été sensibilisés sur le risque que présentent des produits chimiques dans les puits d'or, sans en donner plus de détails. Selon le coordonnateur de l'Association des personnes victimes des troubles, déplacées et vulnérables de l'Est, le nombre de déplacés et de vulnérables ne cesse de croître dans plusieurs sites à cause de l'insécurité et de la pauvreté.

La RDC invite le Royaume-Uni à faire pression sur Kagame pour mettre fin à la violence. Le gouvernement congolais indique que le choix du Royaume-Uni se justifie notamment par le fait que ces deux Etats ont conclu récemment un accord sur l'immigration. « La réunion de la semaine prochaine des dirigeants du Commonwealth à Kigali est une excellente occasion que le Premier ministre Johnson conduise le Rwanda sur la voie de la paix et de la stabilité entre voisins », a exhorté le Premier ministre Sama Lukonde. La même demande faite au Royaume-Uni est aussi faite aux Etats-Unis et à l'Afrique du Sud. **L'ONU s'inquiète du regain de violence sur les civils.** La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme Michelle Bachelet et la conseillère spéciale pour la prévention du génocide, Alice Nderitu, ont exprimé leur profonde inquiétude sur l'impact d'une recrudescence récente des hostilités entre le groupe armé M23 et les Fardc sur la population locale dans l'Est du pays. Dans un communiqué, les deux hauts responsables ont appelé à l'arrêt immédiat de toutes les attaques contre des civils.

Samedi 18 juin.

Bintou Keita invite la population à bannir le discours de haine et la discrimination. « Aujourd'hui, le 18 juin marque la première journée internationale de lutte contre le discours de haine. A cette occasion, je

souhaiterais réitérer la profonde préoccupation face à la montée d'appels à la violence et à la haine en RDC, en particulier dans l'Est du pays. Ne cédon pas aux discours incendiaires qui n'ont que trop nourri la violence en RDC et chez nos voisins. Travaillons ensemble à la paix comme l'a souligné le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, les discours de haine sont un danger pour tous et c'est notre devoir à tous de les combattre », a indiqué la cheffe de la Monusco. Le discours de la haine entraîne la violence et divise. **L'UDPS condamne tout discours de haine contre la population rwandophone.** Le parti au pouvoir est accusé d'avoir présenté une liste des lieux bien documentés et identifiés où se retrancheraient les membres de la communauté tutsi et aurait donné le mot d'ordre à leurs militants de les mettre hors d'état de nuire. Pour son président, l'UDPS étant un parti structuré et bien organisé, ne peut être engagée que par ses instances officiellement reconnues. Il met tout de même le Rwanda en garde face à cette énième agression. Il interpelle le président du Rwanda, Paul Kagame à savoir que « la vie de l'homme est sacrée ». **Félix Tshisekedi : « la situation est grave, car notre pays fait face à une agression qui viole tous les traités internationaux ».** Tout en saluant la bravoure des militaires au front, Félix Tshisekedi a invité le gouvernement à mettre tout en œuvre pour leur doter des moyens conséquents. Il a aussi exprimé la solidarité et la compassion de toute la nation aux compatriotes déplacés et autres qui subissent la violence de cette guerre injuste. Le chef de l'Etat a tenu « à rassurer le peuple congolais dans son ensemble qu'il ne ménage aucun effort tant au plan militaire que diplomatique pour que la paix soit rapidement rétablie et que les agresseurs puissent quitter notre territoire ». Le président de la République a en outre demandé aux Congolaises et Congolais de respecter l'ordre établi et d'éviter de tomber dans le piège de l'ennemi, avant de poursuivre que « les faciès des uns ou des autres ne doivent pas ouvrir la voie à la discrimination ou à toute quelconque forme de menace ». **Est de la RDC : l'ECC condamne le comportement hypocrite des pays voisins et le silence coupable de certains pays.** «L'Eglise du Christ au Congo (ECC) soutient le gouvernement congolais dans sa détermination à l'égard de pays environnants, du Rwanda notamment, qui croient qu'ils peuvent gagner paix et prospérité pour leurs pays respectifs par des violations massives de droits fondamentaux, des crimes contre l'humanité, exercés sur leurs propres populations, les repoussant ainsi vers notre pays, en le déstabilisant », indique le document signé par le président de l'ECC.. L'ECC apprécie « à juste titre les deux mesures prises par l'Etat congolais, spécialement celle de rompre tout accord, protocole et autres engagements pris avec le Rwanda et encourage l'Etat congolais à prendre d'autres mesures sévères allant jusqu'à voir s'il faut rompre les relations diplomatiques avec le leadership d'un pays qui tient son bonheur sur le sang des Congolais ».

« **Le vivre ensemble forge une nation et transcende les différences** » (Olivier Kamitatu). « Le vivre ensemble, c'est toutes ces communautés qui dépassent et transcendent leurs différences pour ne faire qu'un seul corps, une seule nation qu'une seule patrie », a déclaré Olivier Kamitatu, intervenant au colloque sur le vivre ensemble qui se tient à Lubumbashi (Haut-Katanga). Il a en outre estimé que les Congolais ont intérêt à se dépasser pour construire la paix, le dialogue, pour avoir une vision et un projet commun et mobiliser toutes leurs ressources humaines matérielles et financières afin de construire ce grand Congo.

La Haute cour militaire se prononcera vendredi 24 juin sur sa compétence ou non de juger François Beya. La Haute cour militaire doit reconnaître sa compétence dans cette affaire par le fait d'une connexion des infractions entre les prévenus, s'appuyant sur une des accusées, membre de l'ordre des héros nationaux Patrice-Emery Lumumba-Laurent-Désiré Kabila. Concernant la santé de François Beya, l'Auditorat militaire a estimé qu'il peut solliciter l'autorisation de se faire soigner tout en étant en détention. Un argument qui n'a pas convaincu la défense.

Environ 4 millions d'enfants de 6 à 11 ans sont toujours en dehors de l'école (Unicef). La chargée du secteur de l'éducation à l'Unicef, tout en reconnaissant les efforts du gouvernement congolais à offrir l'accès à l'éducation à tous les enfants, a évoqué plusieurs défis à relever dans ce secteur : « Il y a encore des défis à relever dans l'actuel système éducatif congolais. Environ 4 millions d'enfants entre 6 et 11 ans sont toujours en dehors de l'école. Ce qui représente à peu près 21% du total des enfants de cette tranche d'âge qui seraient censés aller à l'école ». De leur côté, les députés présents au lancement de cette campagne ont réitéré leur volonté de jouer leur rôle de contrôler et légiférer pour l'amélioration du système éducatif national.

Vaccination contre la rougeole : environ 33 000 enfants de moins de 5 ans attendus à Maï-Ndombe. Selon le médecin chef de cette zone de santé, cette campagne de cinq jours entend riposter contre l'épidémie de rougeole qui sévit dans cette partie du pays. Il a signalé que l'INRB y a déjà notifié 38 cas dont 3 confirmés.

Félix Tshisekedi recommande la tenue rapide des Etats-généraux des sports. Le chef de l'Etat a fait cette recommandation lors du Conseil des ministres qu'il a présidé, à Kinshasa. Il a fait savoir que toutes les disciplines sportives sont affectées par des difficultés de toute nature, au point que le caractère aléatoire des résultats positifs est devenu le principe en lieu et place de la construction et de la consolidation d'une dynamique de progression. « Le sport est un facteur fédérateur et de renforcement de la cohésion nationale. Au-delà de nos

diversités ethniques, politiques et socioculturelles, il est impératif de réfléchir à la restructuration du sport congolais, au moyen d'une approche transversale afin de le doter d'une véritable stratégie nationale à partir de laquelle les fédérations développeront les politiques structurelles avec des objectifs à court, moyen et long terme bien identifiés et propres à leurs disciplines », a souligné Félix Tshisekedi.

Sud-Kivu : les frontières de la RDC avec le Rwanda désormais ouvertes de 6h à 15h. Bien avant cette mesure, les frontières s'ouvraient à 5h et se fermaient à 22h. C'est pour des raisons sécuritaires et aussi sur ordre de la hiérarchie du pays que cette décision est prise. La province du Sud-Kivu partage avec le Rwanda trois postes frontaliers officiels : sur la rivière Ruzizi, dans la ville de Bukavu et à Kamanyola.

Nord-Kivu : l'évêque de Butembo-Beni appelle les Congolais à se mobiliser pour la pacification de la partie Est du pays. « Nous devons être attentifs, nous les Congolais, pour regarder comment nous vivons, comment nous agissons, comment nous bâtissons la paix, comment nous recherchons le bien, le vrai. En ce qui concerne la situation que nous vivons, ça doit interpeller chaque Congolais », a lancé Mgr Melchisédech Sikuli Paluku. Pour lui, chaque jeune doit maîtriser le rôle à jouer pour bâtir un Congo plus beau en se débarrassant des futilités.

Beni : amélioration de la production agricole à Watalinga à la suite du renforcement de la sécurité par l'armée. Cette amélioration de la production agricole dans la chefferie de Watalinga jadis menacée par des attaques à répétition des ADF, est consécutive aux efforts fournis par les Fardc pour la sécurisation de cette région. De son côté, l'armée rassure. Son porte-parole dans la région, indique que le déploiement des troupes continue afin de contrôler toutes les zones qui étaient sous menaces des ADF et il ajoute que ces efforts vont aussi être conjugués pour la partie Ouest du territoire où certains champs de la population sont encore envahis par ces rebelles.

Ituri : l'ONG PSSP distribue des non-vivres à plus de 5 000 déplacés à Kaliko-Omi. Plus de 5 000 déplacés ont bénéficié des baches, des nattes, d'ustensiles de cuisine ainsi que des pagens et cette structure a également doté deux aires de santé de Kaliko-Omi de médicaments pour leur prise en charge gratuite surtout des enfants, souffrant de malnutrition, d'amnésie et de paludisme. Ce don vise à réduire la vulnérabilité de ces déplacés.

Nord-Kivu : Calme précaire à Rutshuru sur la ligne de front entre l'armée et le M23. Des sources locales indiquent que les activités tournent normalement à Rutshuru-centre, malgré quelques inquiétudes. Elles confirment la récupération de Tchengerero par les rebelles en sachant que l'armée congolaise maintient toujours ses positions au niveau de Rwanguba et même Ntamugenga, dans le voisinage de Tchengerero. Elles ajoutent que les combats ont accentué le mouvement des populations sur le chemin de l'exil des trois groupements concernés.

Kongo Central : 2 meurtres enregistrés à l'espace d'une semaine à Lukula. Il s'agit d'un étudiant de l'ISTM Mbata-Mbengi qui a été tué par la machette vers le village Kaidanga, du secteur de Kakongo. Le second cas remonte à jeudi, dans l'agglomération de Lemba, où un motocycliste a été abattu par des personnes non identifiées.

Discours de la haine : les mots transformés en armes peuvent mener à la violence physique, estime Antonio Guterres, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les discours de haine. Les discours de haine alimentent le racisme, la xénophobie et la misogynie. Ils déshumanisent les individus et les communautés et compromettent les efforts déployés pour promouvoir la paix, les droits humains et le développement durable.

Nord-Kivu : l'évêque du diocèse de Goma appelle la population à « ne pas tomber dans le piège de la violence » Mgr Willy Ngumbi, attire l'attention de ses fidèles à éviter de tomber dans ce piège, en répondant aux appels de ceux qui veulent créer le chaos dans le pays pour servir les pêcheurs en eau trouble de tous bords et les exhorte d'éviter la haine ethnique, les agitations, l'exclusion de l'autre et le vandalisme.

Ituri : marche des partis politiques de l'Union sacrée pour soutenir l'armée. Dans leur memorandum, ils demandent notamment au gouvernement de mettre des moyens nécessaires à la disposition des Fardc pour répondre efficacement à l'agression du Rwanda contre la RDC. Des centaines de militants avec des drapeaux de leurs partis politiques ont sillonné les principales artères de la ville de Bunia pour manifester leur ras-le-bol face à l'agression du Rwanda et aux tueries de civils par des groupes armés à l'Est de la RDC.

Insécurité en RDC : plus de 700 000 personnes déplacées depuis le début de l'année 2022. Le Coordonnateur Humanitaire du système des Nations Unies en RDC, a déploré cette situation, dans un communiqué publié

samedi 18 juin. Selon cette agence onusienne, près de 5,9 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du Congo.

Dimanche 19 juin.

Haut-Katanga : Mgr Fulgence Muteba appelle à bannir les affrontements ethniques, et tout ce qui divise et ne contribue pas à l'édification de la nation. Il a lancé cet appel samedi 18 juin, lors de la clôture du colloque organisé par l'archidiocèse de Lubumbashi sur le vivre ensemble. A l'issue des trois jours des travaux, les participants ont formulé plusieurs recommandations pour que le vivre ensemble soit enfin une réalité dans notre société. Ils proposent notamment l'insertion dans le programme scolaire de la notion du vivre ensemble.

Kinshasa : libération de 46 prisonniers dont Jacky Ndala, président de la ligue des jeunes du parti politique Ensemble pour la République, qui avait été condamné en juillet 2021, pour incitation à la désobéissance civile. Plus de 200 prisonniers ont été graciés. Leur libération va se poursuivre ce lundi pour ceux qui restent.

Plus de 6 000 alignés à la prime de risque. Six mille dix-sept médecins, sur près de huit mille répertoriés, et un peu plus de dix mille agents des autres catégories professionnels de la santé ont été alignés à la prime des risques en RDC. Le ministre de la Santé, Hygiène et Prévention, s'est réjoui de la mise en œuvre progressive du protocole d'accord signé avec le banc syndical. Parlant au nom du banc syndical, le président du Syndicat national des médecins, dit compter sur la bonne foi du gouvernement. La clôture des travaux est prévue lundi 20 juin.

Nord-Kivu : situation tendue après affrontements entre les Mai-Mai APCLS et NDC à Nyamaboko. Ce climat fait suite aux nouveaux affrontements qui ont opposé la nuit de vendredi à samedi deux factions des groupes armés : l'Alliance pour un Congo libre et souverain (APCLS) de Janvier Kalahiri et Nduma pour la Défense du Congo (NDC) Renové. Au moins cinq villages, où ces affrontements ont eu lieu, se sont vidés de leurs habitants.

Antonio Guterres appelle les groupes armés à adhérer au processus DDRC-S. Le Secrétaire général de l'ONU reste préoccupé par la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC et réaffirme son soutien aux efforts nationaux et régionaux visant à promouvoir la paix et la stabilité en RDC et dans la région des Grands lacs, notamment par le biais du processus de Nairobi et du prochain conclave des chefs d'État.

Beni : la société civile dénonce des barrières illégales érigées par des Mai-Mai à Baswagha-Madiwe. Cette situation met en mal la quiétude de la population, qui demande au gouvernement de concrétiser son programme de Désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire et stabilisation (DDRC-S) en faveur de ces combattants volontaires au processus de paix dans la région.

Nord-Kivu : la société civile contre le discours de haine. Pour le vice-président de la société civile du Nord-Kivu : le fait de s'attaquer aux individus sur base de leur appartenance communautaire est un jeu au profit de l'ennemi. Il a alors souligné la nécessité de promouvoir la cohabitation pacifique des communautés pour l'instauration d'une paix durable dans la région. Dans ces conditions, on risque de se rabattre sur des innocents et laisser malheureusement les bourreaux. Il a invité la population locale à éviter de victimiser les autres. « Nous devons éviter de généraliser, plutôt nous devons développer chacun dans sa communauté des éléments qui cherchent à promouvoir la paix, à promouvoir la concorde et la cohabitation pacifique ».

Les dirigeants d'Afrique de l'Est au chevet lundi de l'est de la RDC. Ce sommet des dirigeants des sept pays de la Communauté d'Afrique de l'Est intervient alors que les tensions ont redoublé ces dernières semaines entre la RDC et le Rwanda avec la résurgence de la rébellion du M23, accusée d'avoir tué en janvier au moins 26 militaires congolais dans une attaque. Depuis, Kinshasa accuse Kigali de soutenir cette rébellion à prédominance tutsi, ce que Kigali dément. Le M23 avait été vaincu en 2013 mais a repris les armes fin 2021.

Kinshasa : inauguration d'un laboratoire pour diagnostiquer les cas drépanocytose au centre Mabanga. Le ministre de la Recherche scientifique et innovation technologique, a inauguré ce 19 juin à Kinshasa le laboratoire moderne scientifique au centre de médecine mixte et d'anémie SS Mabanga dans la commune de Kalamu. C'était à l'occasion de la journée mondiale de drépanocytose célébrée chaque 19 juin. Ce laboratoire permettra de diagnostiquer rapidement tous les cas drépanocytose dans la ville de Kinshasa.

Maniema : une personne tuée à Kalima à la suite d'une marche de l'UDPS qui a dégénéré. Selon le bourgmestre de cette commune, cet acte a été posé par la population après la marche organisée par l'UDPS/section de Kalima pour soutenir les Fardc qui sont au front au Nord-Kivu et qui a dégénéré. Il appelle la

population au calme et à éviter des actes de haine, les conflits internes et règlements de compte, des comportements qui sont contraires au vivre ensemble. Cette situation a paralysé toutes les activités dans cette commune.

Le BCNUDH condamne les appels à la violence et à l'hostilité. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme en RDC affirme avoir pris connaissance de « vidéos d'individus clairement identifiés appelant à s'en prendre à des personnes et à leurs biens sur base de leur appartenance ethnique ». À la suite de ces appels, d'autres vidéos commencent à circuler, montrant des individus, armés de machettes et gourdins, menaçant de passer à l'action. Il condamne fermement ces actes, et rappelle que l'incitation à la violence et à l'hostilité est un fait répréhensible et leurs auteurs doivent être poursuivis et sanctionnés conformément à la loi.

Lundi 20 juin.

Félix Tshisekedi à Nairobi pour participer à la rencontre de l'EAC consacrée à la situation sécuritaire à l'Est de la RDC. « Arrivé ce dimanche soir à Nairobi pour le 3ème conclave de Nairobi, le Président de la république Félix-Antoine Tshisekedi entend dénoncer clairement à ses pairs le jeu ambigu de certains pays voisins dont la connivence avec les groupes terroristes du M23 n'est plus à démontrer et exiger le retrait immédiat des troupes rwandaises du territoire congolais », note une dépêche de la Cellule de communication de la Présidence.

L'enjeu principal de ce troisième sommet (après ceux du 8 avril et 21 avril) depuis l'adhésion de la RDC à cette communauté sous régionale demeure l'évaluation du processus politique de Nairobi depuis le dernier conclave d'avril et la composition de la force militaire régionale. **Les dirigeants de l'EAC s'accordent sur le déploiement d'une force régionale en RDC.** Le sommet appelle « à une cessation immédiate de toutes les hostilités à l'Est de la RDC et à tous les groupes armés, tant étrangers que locaux, à déposer les armes immédiatement et sans condition, et à s'engager au processus politique. » Le communiqué final appelle en outre « à la déclaration des provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu (Bunagana, la plupart des régions du Petit Nord, Masisi, Lubero, Axe principal Beni-Kasindi) et du Sud-Kivu ZONES SANS ARMES, où tout individu ou groupe portant des armes en dehors des forces loyalistes et légalement déployées, et mandatées dans le pays sera désarmé. »

La Belgique remet officiellement la relique de Lumumba à sa famille à Bruxelles. Le Chef de l'exécutif national congolais, Jean-Michel Sama Lukonde, prend part à cette cérémonie. En effet, la restitution du coffret contenant la dent de l'ancien Premier ministre congolais assassiné se fera en présence de plusieurs officiels belges et congolais. Bien avant cette cérémonie, la famille de Patrice Lumumba sera reçue au Palais royal belge par le roi Philippe. Une veillée mortuaire sera organisée à l'ambassade de la RDC en Belgique ce même lundi ainsi que l'ouverture d'un livre de condoléances. Des honneurs militaires seront organisés avant le départ.

La RDC et le Rwanda ont essentiellement signé des accords militaires. C'est le cas de l'accord signé en 2012, entre Kabila et Kagame sur le principe d'une force internationale armée et neutre pour éradiquer le M23 et les rebelles rwandais des FDLR dans l'Est de la RDC, patrouiller et sécuriser les zones frontalières. Mercredi 13 juin dernier, le Conseil supérieur de la défense a demandé au gouvernement de la RDC de suspendre tous les protocoles d'accord, accords et conventions conclus avec le Rwanda. Cette mesure a été prise à la suite de l'appui du Rwanda aux rebelles du M23 qui ont lancé des hostilités depuis octobre 2021 dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu).

Tanganyika : les agences de l'ONU restent après le départ de la Monusco (Bruno Lemarquis). « La Monusco est un membre de la famille qui a joué un rôle important. Elle se retire mais des nombreux autres membres de la famille des Nations Unies resteront dans la province de Tanganyika. C'est ce qu'on appelle les agences, les fonds et les programmes des Nations Unies, qui sont plus d'une dizaine à Kalemie pour la province. Il y a l'Unicef, le FNUAP, le PNUD, l'UNOPS, l'OIM, le HCR, OCHA, etc. Avec le départ de la Monusco, il y aura une montée en puissance des agences. Certaines agences vont vraiment se déployer, plus, surtout pour tout ce qui est du suivi de tous les acquis de la Monusco, en termes de consolidation de la paix », a précisé le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies et coordonnateur humanitaire en RDC

Nord-Kivu : nouveaux affrontements entre Fardc et M23 dans le groupement Bweza, dimanche 19 juin. Sur l'axe Rutshuru-centre-Bunagana, l'armée congolaise maintient toujours ses positions au niveau de Rwanguba, alors que les rebelles M23 sont au niveau de Tchengerero, et certains autres villages des groupements de Jomba et Busanza. L'hôpital de Rwanguba a été évacué, et les malades transférés vers l'hôpital général de Rutshuru. Cette opération d'évacuation a créé une certaine panique au sein de la population.

Tension RDC-Rwanda : des sanctions à l'encontre des auteurs des appels à la violence et à la xénophobie.

Dans son intervention le 19 juin sur la télévision nationale, le ministre de l'Intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières a précisé que des congolais doivent éviter les actes de stigmatisation et des actes qui s'apparentent à une sorte de chasse à la sorcière. « Pour ce qui est arrivé à Kalima au Maniema, ou des gens sont tombés sur un citoyen congolais, à morphologie nilotique, l'image circule sur les réseaux sociaux. Ce sont des actes à décourager. A Kinshasa, on a encore vu un groupe des jeunes gens, circulant sur les artères de Kinshasa, à la recherche des rwandais », déplore le ministre. « J'interpelle tous les responsables de services de renseignements, les responsables de entités politico-administratives de tout faire pour mettre la main sur ces inciviques ».

Nord-Kivu : la Monusco condamne « sans réserve » les nouvelles attaques ciblées du M23 contre ses positions.

Dimanche 19 juin, au moins six tirs de mortiers ont été lancés contre les Casques bleus. La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC, rappelle que viser des soldats de la paix des Nations unies peut constituer un crime de guerre au regard du droit international. La Monusco réitère son soutien au gouvernement congolais et à son armée dans leur lutte contre le M23 et tout groupe armé. Bintou Keita, exprime par ailleurs sa profonde inquiétude quant à la recrudescence des messages de haine et l'incitation à l'hostilité en RDC. Malgré les appels à la retenue et au calme des autorités congolaises, des messages incitant à l'hostilité contre des citoyens congolais ou étrangers en raison de leur appartenance ethnique ou nationale, continuent à être diffusés.

Nord-Kivu : poursuite des combats entre les Fardc et M23 dans le Rutshuru.

Les sources de la société civile locale rapportent que, le théâtre d'affrontements se situe dans la zone de Bikenge et Shanghi, dans le groupement Bweza. D'autres affrontements sont signalés dans le groupement Busanza. Les rebelles visent le contrôle de la frontière de Kitagoma avec l'Ouganda, à 20 kms de Bunagana. Pendant ce temps, le calme règne encore dans les grandes agglomérations situées le long de la RN2, depuis Rugari jusqu'à Rutshuru centre en passant par le camp de formation et d'entraînement des Fardc à Rumangabo.

Bruxelles: Sama Lukonde appelle la jeunesse congolaise à "porter à bras le corps le combat de Lumumba".

La dépouille de Lumumba a été remise officiellement à sa famille dans la matinée lundi 20 juin à sa famille par le procureur fédéral belge. La restitution officielle du coffret contenant la dent de Lumumba a été organisée au palais d'Egmont à Bruxelles en présence notamment du Premier ministre congolais, Jean-Michel Sama Lukonde, et son homologue belge qui a présenté des excuses pour la responsabilité morale de la Belgique dans l'assassinat du Patrice Emery Lumumba.

Goma : plus de 200 jeunes candidats à la formation d'officiers des Fardc.

Plus de deux cents jeunes diplômés sont déjà sélectionnés pour le concours national de la formation des officiers des Fardc, qui sera organisé le week-end prochain à Goma (Nord-Kivu)." Les gradués et les licenciés vont faire la session spéciale à l'école de formation des officiers, qui est à Kananga. Tandis que les diplômés (d'État), eux, ils vont étudier pendant trois ans à Kananga et ils vont y sortir sous-lieutenants. Le concours sera organisé, ici à Goma, à l'EP Tanganyika, ce sera samedi et dimanche. Nous voulons cette-fois ci l'armée professionnelle", a précisé le colonel Tshika.

Maniema : le gouverneur décrète un couvre-feu à Kalima.

Cette décision intervient après les incidents survenus le week-end dernier à Kalima, où un bouvier a été lynché par la population." La justice populaire n'est pas autorisée par la constitution de la RDC. Si une fois vous suspectez une personne, venez signaler l'autorité compétente pour s'en occuper. Pas à la population de se rendre justice. Nous demandons à la population de rester à la maison à partir de 20 h jusqu'à 5 h du matin. Toute personne trouvée en circulation pendant les heures du couvre-feu sera arrêtée."

Butembo : les écoliers de l'EP Kinyabuyira n'étudient plus depuis l'incendie de leur école.

Le président du parlement d'enfants de Butembo-Lubero, qui dénonce et condamne fermement cet incendie, indique que cet acte n'est pas le premier dans la région. Il estime que cet incendie constitue une violation des droits de ces enfants et un grand danger pour la communauté. Il appelle ainsi les autorités à prendre des dispositions pour prévenir de tels incidents et à soutenir cette école en vue de sauver l'éducation de ces écoliers.

Gbadolite : le Conseil provincial de la jeunesse lance une collecte des fonds pour les Fardc.

L'opération va se dérouler de porte à porte jusqu'au 3 juillet prochain. Par ailleurs, le CPJ, en collaboration avec les églises et des leaders de la société civile, a projeté une marche de soutien populaire aux Fardc ce jeudi 23 juin. **Maniema : la communauté de Salamabila organise une marche de soutien aux Fardc.** "Nous, communauté de Salamabila, préoccupés par la situation sécuritaire qui prévaut dans notre pays précisément à l'est de la RDC,

avons pris le courage de descendre sur la rue pour manifester notre soutien aux institutions de notre pays, à nos vaillantes forces loyalistes qui combattent jour et nuit pour défendre l'intégrité territoriale contre l'agresseur de la République du Rwanda cachée sous le M23".

Goma : 100 officiers de l'armée et de la police à l'école des droits de l'homme. Cet atelier de deux jours est organisé par le ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières avec l'appui du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme. Les officiers Farde sont formés au respect des droits de l'homme, non seulement en temps de paix mais surtout en temps de conflit.

Le HCR dénombre 72 000 réfugiés en Ituri et Haut-Uele. « Nous avons à peu près 72.000 réfugiés, en majorité Sud-soudanais, qui sont gérés par le bureau du HCR à Aru. Qui comprend aussi bien des réfugiés qui sont installés dans le territoire de Faradje dans la province du Haut-Uele. Au niveau de la province de l'Ituri, le HCR a mis en place le programme d'insertion et d'autonomisation, parce que le HCR travaille beaucoup plus sur des questions de solutions. Donc, sur le programme d'autonomisation, l'idée c'est de rendre les réfugiés autonomes de sorte que, en plus de l'assistance alimentaire qu'ils puissent subvenir à leurs besoins. » a affirmé le chef de Bureau du HCR.

Mongala : mise en place du bureau d'âge à l'assemblée provinciale. Cette mise en place est consécutive au dépôt, samedi dernier, de trois différentes pétitions contre le président, le vice-président et le rapporteur adjoint de l'organe délibérant. Il leur est reproché plusieurs griefs, dont le détournement, la mauvaise gestion et l'incompétence. Le bureau d'âge se donne une semaine environ en vue d'installer les nouveaux membres, qui vont combler les postes vacants. Le président du bureau d'âge a dévoilé le chronogramme sommaire de son mandat, à savoir l'installation des nouveaux membres élus, le cas échéant. Ainsi le mercredi 23 juin, il a prévu l'examen et le vote de différentes pétitions déposées contre le président, le vice-président et le rapporteur-adjoint sortants.

Mardi 21 juin.

Kasaï-Central : l'ex-gouverneur intérimaire accusé détournement de fonds publics. Les députés provinciaux du Kasaï-Central accusent Tharcisse Kabatusuila d'avoir détourné 170 000 USD. Cet argent a été emprunté dans une banque pour les plaques d'immatriculations. L'incriminé pour qui les arguments n'ont pas été acceptés par les députés a expliqué que cet argent devait être remboursé après la vente de ces plaques. Par ailleurs, le nouveau gouverneur du Kasaï-Central, John Kabeya a débuté ce même lundi les consultations avec les forces vives de la province pour s'imprégner des difficultés de la province pour son développement.

Ouverture à Kinshasa du Forum régional pour la prévention et la lutte contre les discours de haine. La ville de Kinshasa accueille du 21 au 24 juin un Forum régional pour le développement et l'adoption d'un projet de stratégie régionale et du plan d'action pour la prévention et la lutte contre les discours de haine dans les supports de communication écrite, audiovisuelle et numérique en Afrique centrale. La rencontre mobilisera les professionnels de l'information et de la communication ainsi que toutes les autres parties prenantes provenant des pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), notamment les régulateurs et autorégulateurs des médias, les membres de la société civile et des confessions religieuses, les acteurs étatiques et socio-politiques, entre autres.

Nairobi : les Chefs d'Etat de l'EAC ordonnent «la cessation immédiate des hostilités, y compris le retrait des positions récemment prises ». Le conclave a reconnu et réitère que la confiance, la cessation des hostilités, et le cessez-le-feu inconditionnel, sont parmi les questions essentielles qui nécessitent une résolution concertée, urgente et durable. Ils ont reconnu la suprématie de la Constitution de la RDC et se sont engagés à maintenir un pays unifié et sécurisé, avec des institutions cohérentes et crédibles du gouvernement central exerçant une autorité totale sur son territoire et reconnaissant que les voies pacifiques constituent la meilleure façon de résoudre les conflits. **La force régionale.** Les Chefs d'Etat ont donné des instructions pour que la Force régionale qui sera mise sur pied dans les prochains jours, cherche à stabiliser et à garantir la paix en RDC, en coopération avec les forces militaires et administratives de la RDC. La Force Régionale devrait également coopérer dans la mise en œuvre du processus de désarmement et de démobilisation, indique le communiqué final. **Le plan politique.** Les parties prenantes ont convenu que le processus politique devrait être intensifié par toutes les parties afin de permettre aux citoyens de la RDC de se sentir en sécurité et de pouvoir reprendre et poursuivre leurs activités sociales, culturelles et économiques respectives. **Les discours de haine.** Les chefs d'Etat ont également souligné que, tout langage offensant, tout discours de haine, toute menace de génocide et tout autre langage politiquement incitatif doivent cesser et être découragés par toutes les parties et que le peuple congolais doit être encouragé à travailler ensemble afin de stabiliser l'est de la RDC pour que cette partie du pays

prospère, précise le communiqué final. **RDC-Rwanda : les députés provinciaux de Rutshuru exigent le retrait des troupes étrangères.** Le caucus des députés élus du territoire de Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu ont déploré, lundi 20 juin à Goma, les conséquences humanitaires qu'entraîne la guerre imposée à la RDC par les rebelles M23 soutenus par le Rwanda. Pour ces élus, la communauté internationale devrait obliger le Rwanda à retirer ses troupes du sol congolais.

Nord-Kivu : interdiction d'importer et d'exporter les marchandises via Bunagana. C'est à la suite de la réouverture le lundi, de ce poste frontalier par les terroristes du M23 qui occupent avec leurs alliés rwandais, la cité de Bunagana depuis le 13 juin. Le gouverneur du Nord-Kivu, prévient « toute personne dont la marchandise, de quelle que nature que ce soit entrerait par ce poste frontalier sera considérée comme fraudeur, collaborateur de l'ennemi et subira la rigueur de la loi ». Les effets de cette mesure prendront fin dès la reprise de Bunagana par les Fardc qui se préparent pour restaurer l'intégrité du territoire et l'autorité de l'Etat dans cette partie du territoire de Rutshuru, précise le communiqué.

Nord-Kivu : un élève tué par la foudre à Kitshanga. Le directeur de l'école primaire Bibwe, qui livre cette information indique que seize autres élèves ont été grièvement blessés. Toutes les victimes de l'école primaire Bibwe, sont prises en charge dans deux structures sanitaires de la place.

Tanganyika : Bruno Lemarquis appelle les humanitaires à appuyer les autorités le développement de la province. Le coordonnateur Humanitaire en RDC a lancé cet appel à l'issue d'une rencontre avec les humanitaires de la province. « Notre nouvelle stratégie ici, sera une approche de NEXUS, c'est-à-dire : nous allons travailler, les humanitaires, les agences de développement, le gouvernement. Ensemble, on va se mettre au tour de la table pour avoir une analyse commune, pour voir ce qu'il faut faire ensemble et puis chacun de nous va contribuer par rapport à son mandat ». Le représentant du réseau des ONG nationales et coordonnateur zone Est de la LIZADEL, plaide quant à lui, pour une implication des structures locales et nationales dans la mise en œuvre des projets, suivant cette nouvelle stratégie.

Guy Bandu promet de faire du Kongo-Central le poumon économique de la RDC. Le gouverneur du Kongo-Central l'a annoncé le 20 juin lors de la prise officielle de ses fonctions à Matadi. Il promet de concentrer ses efforts sur l'économie pour atteindre les objectifs qu'il s'est assigné. Il s'engage aussi pour la restauration de la cohésion au sein de la province. Il tend la main à tous ceux qui veulent travailler pour l'essor du Kongo-Central.

Nord-Kivu : les combats s'intensifient entre les Fardc et M23 à Rutshuru. Des sources administratives ainsi que de la société civile à Rutshuru indiquent qu'après avoir été repoussés, le 20 juin de Karambi, Kitagoma et Kitovu, groupements Bweza et Busanza, les rebelles du M23 et leurs alliés ont attaqué l'axe sud ce mardi 21 juin. Les rebelles M23 ont pris pour cible, les positions Fardc vers Bikenke et Ruvumu sur l'axe Kabaya-Rumangabo, précisent ces sources. Toute la matinée de ce lundi, des tirs à l'arme sont entendus dans la zone. Selon les sources administratives locales, si cette attaque a été repoussée par l'armée, quelques civils trouvés dans la zone auraient été tués par des bombes larguées par les rebelles.

Ituri : accrochages entre militaires et Codeco dans le territoire de Djugu, entre les localités de Lopa et Gina dans le territoire de Djugu (Ituri). Les assaillants ont lancé l'assaut sur la position des Fardc dans le but de les déloger et d'occuper la RN27. Leur tentative a échoué, mais, le trafic a été perturbé pendant quelques heures.

Ituri : retour progressif des populations en raison de l'amélioration des conditions sécuritaires. Des populations des localités des territoires de Djugu, Mahagi et Irumu regagnent progressivement leurs milieux, en raison de l'accalmie observée depuis la cessation unilatérale des hostilités par des groupes armés et les opérations militaires menées par les forces conjointes Fardc-UPDF contre les groupes armés et les rebelles des ADF.

Les groupes armés appelés à s'inscrire dans le schéma de la paix pour la stabilisation de l'est du pays. La délégation des émissaires du Président de la République pour une mission de paix en Ituri entre juillet 2020 et janvier 2021 encourage le groupe armé URDPC/Codeco à demeurer fermement engagé au processus de paix et de dialogue. Elle invite, en même temps, les autres groupes armés opérant dans l'est de la RDC à s'inscrire dans le schéma de la paix pour la stabilisation de l'est, en emboîtant le pas de l'URDPC/Codeco.

Denis Mukwege invite la population Congolaise à dénoncer les messages d'incitation à la haine. « Ne donnons pas un prétexte aux criminels qui nous attaquent. Ne confondons pas les hommes et les femmes

paisibles avec les régimes qui équipent les terroristes du M23 tant avec les armes qu'avec des soldats qui sèment la mort et la désolation dans la région depuis plus d'un quart de siècle », martèle le prix Nobel de la paix 2018.

Butembo : plus de 30 officiers et agents de la PNC formés pour prendre la relève après le départ de la Monusco. Une trentaine de policiers ont été formés pendant deux semaines à Butembo, Nord-Kivu, en andragogie (méthodologie et techniques de formation des personnes adultes). Cette formation s'est clôturée ce lundi 20 juin. Elle avait pour but de permettre à la PNC d'être à même d'assurer seule le renforcement de capacités de ses éléments, après le départ de la Monusco.

Haut-Katanga : les responsables de l'UDPS et UNAFEC appelés à mettre fin au désordre à Kasumbalesa. La demande a été faite le 20 juin par le vice-gouverneur du Haut-Katanga qui a réuni les deux parties à Lubumbashi à la suite des troubles survenus la semaine dernière à Kasumbalesa. Certains militants de ces deux formations politiques se sont affrontés, paralysant ainsi les activités commerciales, renseigne le maire de Kasumbalesa.

Dieudonné Kamuleta Badibanga élu président de la Cour constitutionnelle. Le nouveau président de cette Haute juridiction est un magistrat de carrière, ancien conseiller à la Cour de cassation et juge à la Cour constitutionnelle depuis le 17 juillet 2020. Il faisait partie du quota du Conseil supérieur de la magistrature et avait commencé sa carrière dans la ville de Kamina, province du Haut-Lomami. Conformément à l'article 158 alinéa 5 de la Constitution il a été élu par ses pairs pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois.

Uvira : le président du comité des réfugiés burundais appelle au respect du droit d'asile. Il a lancé cet appel, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale des réfugiés dont le thème de l'année 2022 est « droit de demander l'asile ». Le plus grand camp de réfugiés burundais de Lusenda comptait près de 40 mille personnes en 2015. Des sources du HCR, relayées par le chargé de rapatriement à la Commission nationale pour les réfugiés, CNR/Uvira, font état de près de 10 mille réfugiés burundais rapatriés volontairement au Burundi.

Kikwit : plus de 70 convives victimes d'une intoxication alimentaire, confirme l'INRB. D'après les informations fournies par le maire, ces personnes ont été internées dans différentes formations sanitaires de cette ville, après avoir participé à une fête de mariage le dimanche 12 juin. Les analyses médicales ont confirmé une intoxication alimentaire. "Ils sont hors du danger", assure-t-il.

" Avoir un gouverneur élu au Maniema est une urgence pour son émergence" (Société civile de Salamabila). En marge de la marche de soutien aux Fardc, organisée le 20 juin à Salamabila dans le territoire de Kabambare, la société civile locale a appelé à la réorganisation urgente du scrutin du gouverneur du Maniema. Cet appel intervient après l'annulation des résultats provisoires du scrutin du 6 mai dernier par le Conseil d'Etat.

Maniema : plus de 217 600 enfants attendus à la vaccination contre la rougeole. « Nous avons procédé au lancement de la campagne de riposte contre la rougeole dans la province du Maniema et cette campagne a concerné 5 zones de santé dans le cadre de l'OMS et une zone de santé avec l'appui de l'Unicef. ».

Bruxelles : derniers hommages à Patrice-Emery Lumumba. Des hommages mérités ont été rendus mardi 21 juin à Patrice-Emery Lumumba, héros national et premier Premier ministre congolais, à l'Ambassade de la République démocratique du Congo à Bruxelles où la dépouille a été exposée pour une veillée mortuaire. Danses traditionnelles et tam-tam ont accompagné le corbillard. Entre l'ambassade de RDC et le square Patrice Lumumba à l'entrée de "Matongé", le quartier de la communauté congolaise à Bruxelles, le cortège a réuni environ 200 personnes, selon la police.

L'Inde promet 282 millions USD pour électrifier la RDC, selon Laurent Batumona. Le gouvernement indien, à travers l'Exim Bank of India, a promis de financer le secteur de l'électricité en RDC, a annoncé le directeur général de la Direction générale de la dette publique (DGDP), Laurent Batumona, mardi 21 juin à la presse.

Nord-Kivu : le parlement d'enfants sensibilise sur la gestion des déchets en milieu scolaire. Elle concerne vingt écoles primaires de la région. La campagne vise à sensibiliser les écoliers sur la bonne gestion des déchets pour protéger l'environnement. « Nous avons disponibilisé quarante poubelles ; deux poubelles par école où on doit voir les déchets dégradables dans leur poubelle et les non-dégradables dans une autre poubelle pour que ces déchets ne puissent pas être mélangés, car cela n'est pas bon également pour la santé des enfants. »

Mercredi 22 juin.

Retour en RDC de la relique de Lumumba. La dépouille mortelle de Patrice-Emery Lumumba est de retour au pays depuis ce 22 juin matin. L'avion de Congo Airways, transportant les restes de l'ancien Premier ministre congolais, a atterri à l'aéroport international de N'djili, en provenance de Bruxelles via Paris. Après l'escale de Kinshasa, sans passer par le centre-ville, la délégation prend la direction d'Onalua, village natal de Patrice Emery Lumumba, rebaptisé « Lumumba-ville », dans la province du Sankuru. Parmi les personnes ayant accompagné le coffret à Kinshasa, figurent les membres sa famille et du gouvernement, notamment le Premier ministre Sama Lukonde. **Trois jours de deuil national.** Après le Sankuru, le cortège se rendra à Kisangani, puis Lubumbashi pour être conduit à Shilatembo, où Lumumba avait été assassiné le 17 janvier 1961, avec deux de ses compagnons, Maurice Mpolo et Joseph Okito. Ces derniers ont été élevés au rang de grands officiers de l'ordre national des héros nationaux Kabila-Lumumba. La dépouille sera ensuite ramenée à Kinshasa. Trois jours de deuil national seront organisés, puis l'inhumation au mausolée à la place de l'Echangeur à Limete.

« **La RDC s'est engagée à poursuivre tous les auteurs des actes d'incitation à la haine envers qui que ce soit** » (Nana Manuanina). La ministre près le Président de la RDC, a réaffirmé l'engagement de Kinshasa « à poursuivre tous les auteurs des actes d'incitation à la haine envers qui que ce soit ». Elle l'a déclaré à l'ouverture le 21 juin à Kinshasa, d'un forum régional dont l'objectif est la mise en œuvre d'une stratégie régionale et d'un plan d'action pour la prévention et la lutte contre les discours de haine en Afrique centrale. Ce forum est une initiative conjointe du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). La rencontre de Kinshasa est la 3e de la série, après celles tenues successivement à Douala, au Cameroun, du 26 au 29 octobre 2021, et à Bangui, en RCA, du 26 au 29 avril 2022. **RDC-Rwanda : l'auditeur supérieur près la Cour militaire de l'Ituri met en garde les xénophobes.** Des sources concordantes affirment que 3 personnes sont déjà victimes du discours de haine et de xénophobie. Un habitant a été agressé et dépouillé d'un montant estimé à 1 250 USD vers Rwampara, à la périphérie de Bunia. Un autre a été menacé de mort sur la route de Kasenyi, à 55 kms de Bunia et le troisième cas est signalé au quartier Ndibe au chef-lieu de la province. Les acteurs politiques également s'insurgent contre cette pratique qui limite même le mouvement de certains habitants qui ont peur d'être assimilés aux rwandais. **Sud-Kivu : l'Eglise catholique appelle la population à la non-violence.** L'Eglise catholique de Bukavu au Sud-Kivu invite ses fidèles à la retenue face aux messages de haine propagés ces derniers temps par certaines personnes mal intentionnées. Le directeur de la Commission Diocésaine Justice et Paix de l'Archidiocèse de Bukavu, évoque les bonnes relations de fraternité qui caractérisent depuis des décennies les peuples Rwandais et Congolais. D'après lui, il ne faut pas que les Agenda politiques motivés par des ambitions politiques divisent la population : "Nous nous sommes des paisibles citoyens et nous voulons entretenir toujours ces relations de bon voisinage. De la même manière que les enfants du Rwanda viennent étudier ici, ceux d'ici peuvent aller étudier là-bas. Il y a même ici au bureau de la commission justice et paix un programme de commerce transfrontalier entre nous et Cyangugu, entre nous et le Burundi, donc il n'y a pas de raison d'hystériser la situation politique pour envenimer les relations entre les gens. Et je ne crois pas que le fusil soit toujours la meilleure solution pour régler un problème. Encore moins la machette, le couteau ou le bâton".

Giscard Kusema : « **La RDC n'est pas une jungle où n'importe quelle force peut venir combattre** ». Le directeur adjoint de la cellule de la Communication de la Présidence de la République, affirme que toutes les voies qui mènent vers un retour de la paix en RDC sont exploitées, mais sans compromission, ni de remise en cause de la souveraineté de la RDC. Il répondait aux inquiétudes soulevées par certains compatriotes quant à l'intervention de la force régionale décidée par les Chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), réunis en conclave lundi 20 juin à Nairobi au Kenya. Ces derniers ont donné des instructions pour que la Force régionale qui sera mise sur pied dans les prochains jours, cherche à stabiliser et à garantir la paix en RDC. **Chober Agenonga :** « **La stabilité de la RDC ne dépend pas de cette puissance régionale qui sera déployée** ». Le professeur Chober Agenonga, spécialiste dans le domaine des études de sécurité, de géopolitique et de sociologie militaire, explique « Je crois qu'il ne faut pas être prestidigitateur pour dire qu'il s'agit d'un projet mort-né de la paix. Il appartient aux responsables des institutions de la RDC de mettre en place une approche efficace et proactive. Et cette approche ne doit pas se reposer sur les puissances extérieures. Nous ne sommes pas un Etat sous tutelle. Nous sommes un Etat souverain. A ce titre, nous devons mettre sur pied une armée qui soit à mesure de défendre l'intégrité territoriale, une armée qui soit capable d'assurer la sécurité des institutions et des civils. ». « **Ces rebelles neutralisés en 2013 reviennent en force parce que parrainés par des Etats voisins** », dénonce Nosiviwe Mapisa, la présidente de l'Assemblée nationale sud-africaine, « Le Conseil de sécurité doit tout faire pour que la RDC puisse avoir l'appui qu'il faut afin que ce conflit puisse prendre fin. Car, maintenant que le président de l'Assemblée nationale de la RDC a retracé clairement la situation, nous sommes bien informés et vos décisions seront relayées », a-t-elle ajouté. Parmi les pays membres du Conseil de sécurité, il y en a qui ne veulent pas s'impliquer pour trouver des solutions définitives à ce problème, profitant des ressources minières de l'Est de la RDC, a aussi dénoncé Mosiviwe Mapisa. **Des**

agresions répétées du Rwanda. Le président de l'Assemblée nationale de la RDC, a mené un plaidoyer contre l'occupation d'une partie du territoire congolais par le Rwanda sous le label du M23. Il a demandé à ses pairs de la SADC de mener un plaidoyer auprès de leurs chefs d'Etat et de gouvernement respectifs en vue d'obtenir la condamnation sans équivoque de l'agression de la RDC par le Rwanda.

Bukavu: meurtre de l'homme d'affaires Donald Bagula. Le propriétaire de l'Hôtel Blue Sky au quartier Labotte dans la commune d'Ibanda, a été tué dans sa maison dans la nuit du 21 au 22 juin. Une enquête est ouverte.

Nord-Kivu : 13 civils tués par les bombes lancées par le M23 à Kisigari. D'après des sources locales, les attaques des rebelles sur les villages Bikenke, Shangi, Bukima et Ruvumu et leurs environs ont causé d'énormes dégâts humains. L'armée est parvenue à repousser ces attaques des villages qui ont connu une brève occupation des rebelles. D'autres localités limitrophes sont encore contrôlées partiellement par les M23 depuis mardi soir.

Sud-Kivu : le gouvernement autorise la circulation nocturne des bateaux transportant des marchandises sur le lac Kivu. Dans un message à la population diffusé le 21 juin, le ministre provincial des transports et tourisme, affirme que le trafic de passagers reste interdit pendant les heures de la nuit, du moins, les bateaux transportant des marchandises sont maintenant autorisés à circuler. Il a par ailleurs affirmé que "chaque bateau qui transporte les marchandises ne doit pas dépasser plus de 20 personnes".

Bandundu : résurgence du phénomène "Kuluna" dans la ville. Ces inciviques appelés Kuluna qui sont munis d'armes blanches, opèrent librement même en pleine journée. Des blessés, des extorsions, vol et pillage des biens de paisibles citoyens, le sabotage des domiciles et des commerces des particuliers, tel est le tableau exhaustif de leurs actes qui laissent la population dans un sentiment mêlé entre la panique et l'étonnement.

Tanganyika : une force de maintien de paix maintenu à Bendera, a indiqué la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies en RDC, mardi 21 juin lors de la cérémonie officielle de fermeture de la base de la Monusco à Tanganyika. « Par rapport à Bendera, 70 policiers y sont arrivés et seront déployés, c'est le résultat d'une collaboration et d'un plaidoyer commun entre l'autorité provinciale et ceux qui sont à Kinshasa »

Nord-Kivu : le verdict des militaires et civils poursuivis pour viol fixé le 27 juin prochain. Le tribunal militaire garnison de Butembo poursuit ses audiences foraines à Lubero-centre, chef-lieu du territoire dans le Nord-Kivu. Après instruction et plaidoiries, le tribunal a pris en délibéré mardi 21 juin cinq dossiers de viol sur mineure, dont le prononcé du jugement est fixé pour le lundi 27 juin en cours.

Jeudi 23 juin.

Marie-Claude Nkulu invite les femmes à s'impliquer dans la recherche de la paix. « Que la femme prenne conscience du fait que son apport est très important dans tous les processus de recherche de paix et que la recherche de la paix n'est pas seulement fonction des ONG de manière stricte, n'est pas seulement fonction des institutions de l'armée et la police. Toute personne est censée apporter son concours pour que la paix soit recouvrée dans notre pays », a déploré Marie-Claude Nkulu Mbayo, membre du Mécanisme de suivi de l'accord cadre d'Addis-Abeba, lors d'une session d'échange pour le développement des stratégies pour une meilleure participation des femmes congolaises aux processus de paix en RDC. La session d'échange organisée à Kinshasa s'inscrit dans le cadre du mandat de la Monusco, pour la promotion de la participation et du leadership des femmes dans la recherche et la consolidation de la paix. Elle a été organisée par la Monusco en partenariat avec l'ONU Femmes.

Début ce jeudi de la cérémonie funéraire traditionnelle de Lumumba à Onalua. Le cercueil transportant ces reliques est arrivé le 22 juin à Onalua, village de naissance du tout premier Premier ministre du Congo indépendant, devenu Lumumba-Ville. C'est un soulagement pour le peuple congolais et surtout pour sa famille de faire le deuil autour de la dépouille mortelle de Patrice Lumumba. **Modeste Bahati à Kisangani pour accueillir la relique de Patrice-Emery Lumumba.** Il y représente le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi à la cérémonie officielle de présentation de la dépouille du tout premier Premier ministre de la RDC à l'étape de Kisangani. La relique de Lumumba est attendue à Kisangani samedi 25 juin. Elle sera exposée à l'Esplanade de la Poste. **Haut-Katanga : le site de Shilatembo prêt à accueillir la relique de Patrice-Emery Lumumba.** Animations culturelles, discours, danses traditionnelles expositions, rafraîchissement et autres témoignages sont au menu de cette soirée mémorable. La présence du Premier ministre et de plusieurs personnalités locales et nationales est confirmée.

Nord-Kivu : la FEC demande aux autorités de renforcer la sécurité sur la route Beni-Kasindi, ce tronçon est l'une des alternatives pour continuer à alimenter la région en produits importés. La Fédération des entreprises du Congo du territoire de Lubero a également salué la décision du gouverneur du Nord-Kivu, interdisant l'importation et de l'exportation des marchandises via le poste frontalier de Bunagana sous contrôle des rebelles du M23.

Election de gouverneur au Mai-Ndombe : Frédéric Mwanfwa dénonce la fraude et saisit le Conseil d'Etat. Il n'est pas satisfait de l'arrêt de la cour d'appel du Mai-Ndombe, confirmant Rita Bola comme gouverneure de province. Pour lui ces élections doivent être annulées pour plusieurs irrégularités, entre autres, la fraude organisée par deux députés provinciaux. Ces derniers se seraient fait passer pour des aveugles et fait assister pendant le vote. Le candidat malheureux invite le Conseil d'Etat à faire appliquer les dispositions de la loi électorale.

Idiofa : la police réprime une marche des enseignants. Ces enseignements réclamaient leur salaire du mois de mai à Afriland Bank. Selon le commandant de la police d'Idiofa, cette marche a été interdite par l'administrateur du territoire, parce que la situation était déjà sur le point d'être décanquée. Tout a basculé au niveau de la place de la Tribune. « La police s'interpose. Ils sont en train de tabasser, frapper les enseignants. Vraiment, nous déplorons ce comportement de la police ici, qui maltraite les enseignants en public, devant leurs élèves. »

Maniema : les enseignants sollicitent des formations continues sur la réforme circulaire. Ils ont exprimé leur besoin au cours d'un échange avec le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), à Kindu, chef-lieu de la province. « Nous avons sollicité du ministre de l'EPST de prendre des arrêtés de changement de structures des classes pour permettre aux enfants d'étudier dans de bonnes conditions. Au niveau de la gouvernance, nous avons aussi parlé de la gestion des écoles. » Pour sa part, le ministre de l'EPST Tonny Mwaba a invité ses interlocuteurs à ne pas tout attendre de Kinshasa.

Nord-Kivu : les Fardc libèrent 8 otages des mains des ADF à Mayimoya. Cette libération est intervenue après des combats avec ces rebelles ougandais au Nord-Ouest de Mayimoya, une localité du territoire de Beni.

Ituri : l'explosion d'une grenade et une mine anti personnelle à Sikumbili et Gokpa fait 2 morts. Selon des sources locales, ces engins ont été posés par les belligérants pendant les combats dans ces entités. Les autorités coutumières déplorent l'absence de service de déminage pour identifier d'autres engins qui constituent une menace permanente pour la population.

Kwilu : 50 000 enfants vaccinés contre la rougeole à Vanga. Le médecin chef de zone, affirme avoir notifié, grâce à cette campagne, 8 cas de paralysie flasque aiguë, 3 cas de fièvre jaune et 12 cas de rougeole dans la communauté. Déjà, 83 pour cent des enfants attendus sont vaccinés. En attendant, le médecin appelle les parents des enfants non encore vaccinés à les amener dans les centres de santé pour les protéger contre la rougeole.

Nord-Kivu : le bilan des civils tués dans l'attaque de Jomba et Kisigari passe de 13 à 17 morts. Ces entités ont été le théâtre des affrontements violents durant toute la journée de mardi entre les Fardc et les rebelles du M23. Selon les témoignages des habitants de Ruvumu, Buharo et Rutakara, ces trois villages sont passés sous contrôle des rebelles à l'issue des affrontements de mardi. Les mêmes affrontements avaient mis sur le chemin d'exil les habitants d'au moins huit autres villages de la zone.

Nord-Kivu : la Cour militaire annule la condamnation de 12 militants de LUCHA. Dans son arrêt, la cour militaire qui s'appuie sur l'ordonnance loi modifiée sur l'Etat de siège, indique que l'infraction sus évoquée relève des juridictions civiles et non militaires. Ainsi, elle a ordonné que ces douze militants de la Lucha en détention soient renvoyés devant le parquet près le tribunal de grande instance/Beni, qui décidera de la fixation du dossier devant le tribunal si les faits sont établis.

Lualaba : l'assemblée provinciale demande des poursuites judiciaires contre Richard Muyej. Elle accuse ce dernier de détournement des fonds. Mais le gouverneur a toujours rejeté ces accusations. Les avocats de Richard Muyej disent affûter les armes pour prouver l'innocence de leur client.

Procès 100 jours : Vital Kamerhe acquitté. « Je confirme que notre client M. Kamerhe a été acquitté par la cour d'appel de Kinshasa-Gombe. Les infractions de détournements ont été déclarées non établies en fait comme en droit par ladite cour », a déclaré un des avocats de Vital Kamerhe. L'audience qui était prévue pour demain vendredi 24 juin s'est transformée en une communication de l'arrêt de la Cour aux parties au procès sans extrait de rôle.

Nord-Kivu : suspension du trafic sur la route Butembo-Lubero. Cette suspension est consécutive aux travaux de réhabilitation du pont Bukano, situé sur la route nationale numéro deux Butembo-Goma, en état de délabrement.

Kinshasa : Cabelec-Proton produira 3 600 tonnes des câbles électriques l'an. Le lancement officiel des activités de cette usine s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan directeur d'Industrialisation de la RDC. Sa production va permettre de réduire les importations des câbles électriques. Cabelec-proton utilise comme matière première, le cuivre cathodique qui provient du Katanga pour fabriquer ses câbles.

Mbandaka : l'ONG APEE plaide pour la libération de 26 enfants détenus en prison. « C'est mieux que ces enfants soient déférés devant le tribunal pour enfant pour être poursuivis, si effectivement ils sont poursuivables ! Au cas contraire, il faut les libérer pour qu'ils passent leurs examens de fin d'année en bonne et due forme », déclare l'ONG Action pour la protection et l'encadrement de l'enfant (APEE)

Ituri : des produits avariés commercialisés à Bunia et Irumu. Ces denrées alimentaires sont visibles en vente à Bunia dans les marchés, magasins et autres boutiques, ou encore avec les vendeurs ambulants. Elles sont conditionnées dans des boîtes de conserve, emballages capsulés, bidons ou encore dans des bouteilles entre autres l'huile végétale, la sardine, le corned-bœuf, la tomate en boîte, la farine de maïs et les céréales. La même situation s'observe dans la chefferie de Walendu Bindi au sud du territoire d'Irumu.

Nord-Kivu : la carence de magistrats affecte le fonctionnement de la justice, alerte le REDHO. Selon le Réseau pour les droits de l'homme une lenteur est observée dans le traitement des dossiers et la détention prolongée des détenus sans leur audition. Conséquence : certains se rendent justice, et d'autres justiciables préfèrent recourir aux groupes armés. Une situation qui accentue l'insécurité dans la région, précise le REDHO.

Tanganyika : des échauffourées à l'assemblée provinciale après l'installation d'un nouveau bureau d'âge. 14 députés provinciaux se réclamant d'une nouvelle majorité parlementaire ont signé le 22 juin une pétition contre les membres du bureau de l'assemblée provinciale du Tanganyika. Désavouant les anciens membres du bureau, ils ont installé un nouveau bureau à l'hémicycle. Une action qui n'a pas plu aux membres du bureau désavoué. Ils ont qualifié la pétition de ces 14 députés de violation flagrante du règlement intérieur de l'assemblée. Des échauffourées et affrontements opposent les deux camps, rendant ainsi l'organe législatif provincial ingouvernable.

Après l'affrontement de ces trois derniers jours, le Vice-Premier ministre de l'Intérieur suspend toutes les plénières et convoque tout le monde à Kinshasa.

Uvira : la Monusco entretient des jardins potagers pour nourrir plus de 1 000 prisonniers. L'objectif est d'améliorer l'alimentation et lutter contre la malnutrition. Une dizaine de plates-bandes sont bien visibles à l'intérieur de la clôture de la prison. D'autres projets qui aident à la prise en charge alimentaire des prisonniers sont aussi mis en place. Il s'agit de la mini boulangerie et d'une unité de pêche sur le lac Tanganyika. Les revenus générés par ces activités sont déposés dans un compte bancaire. Les détenus pourront en bénéficier une fois libérés.

Maniema : lancement de la campagne « Pas une école sans banc ». Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), Tony Mwaba a présidé jeudi 23 juin une double cérémonie à Kindu. La première relative au lancement officiel de la campagne "Pas une école sans banc" et la seconde à la remise des bulletins de la gratuité au gouverneur intérimaire, Afani Idrissa Mangala.

Vendredi 24 juin.

Force régionale de l'EAC : la question devrait être soumise à l'Assemblée nationale, estime Emmanuel Ilunga. Emmanuel Ilunga, le secrétaire général du parti Action républicaine pour le progrès (ARP) dit ne pas partager la décision du Président Félix Tshisekedi d'autoriser, par sa seule signature, l'entrée sur le sol congolais d'une autre force étrangère, alors que d'autres forces y sont déjà, telles que la Monusco. « Appeler les armées extérieures qui ne connaissent pas notre territoire, qui ne connaissent pas nos valeurs, ça va être très compliqué. D'abord à les intégrer et puis, à les faire partir. Qui va payer la facture ? Donc, il y a toutes ces questions qu'il faut analyser », pense-t-il. Il invite plutôt le Chef de l'Etat à opter pour une mobilisation tout azimut du peuple congolais, particulièrement les jeunes pour s'enrôler dans l'armée afin de mettre fin à l'insécurité.

Tshopo : « Le retour de Lumumba est une victoire pour tout le Congo » (Pr Casimir Gumbi). L'Université de Kisangani, à travers sa faculté des Sciences sociales, administratives et politiques, a rendu hommage à Patrice

Emery Lumumba lors d'une séance académique organisée le 23 juin, à la veille de l'arrivée de la relique du premier Premier ministre de la RDC. Au cours de cette séance, les orateurs ont planché notamment sur la vie et l'œuvre de Lumumba, la leçon à tirer de son martyr ainsi que le lien existant entre lui et la ville de Kisangani. «C'est à Kisangani où Lumumba a été connu comme acteur politique, notamment à travers le congrès qu'il a organisé de tous les nationalistes qui a débouché à des émeutes de Stanleyville en octobre 1959. Un congrès qui a précipité même la visite du roi au Congo, un congrès qui a été à la base de l'organisation de la table ronde politique en janvier 1960. » **Sankuru : des habitants d'Onalua ont rendu des hommages émouvants à Patrice Emery Lumumba.** « Chez nous, on dit que c'est le corps qui est revenu au village. Je voudrais vous dire que c'est vraiment un satisfecit pour toute la population du Sankuru, parce que 62 ans après, le corps de Patrice Emery Lumumba qui était gardé ailleurs est revenu au Sankuru. » La relique de Patrice Emery Lumumba a quitté l'aéroport de Tshumbe ce vendredi 24 juin au matin pour la ville de Kisangani dans la province de la Tshopo. **Arrivée de la dépouille de Patrice Emery Lumumba à Kisangani.** Le cortège accompagnant la dépouille de Patrice Emery Lumumba, premier Premier ministre de la RDC, est arrivé vendredi 24 juin à Kisangani (Tshopo), en provenance de son village natal Onalua dans le Sankuru. La population boyomaise a rendu des hommages mérités au tout premier Premier ministre du Congo indépendant à l'esplanade de la poste de la ville de Kisangani. A l'occasion, les différents orateurs ont vanté les mérites de Patrice-Emery Lumumba. Le fils de l'illustre disparu, Roland Lumumba, a émis le vœu de voir l'esprit nationaliste du père de l'indépendance rassembler les Congolais pour la défense de leur patrie, menacée par les ennemis du M23.

Sud-Kivu : le DDRC-S appelle les groupes armés à déposer les armes. « A tous ceux qui détiennent encore les armes, je vous demande de les rendre. A ceux qui sont encore dans les groupes armés, de revenir sur la voie de la raison, en acceptant la main tendue du Chef de l'Etat ; car, c'est une dernière chance pour eux. Ceux qui ne vont pas se rendre de gré, ils le seront par la force », a prévenu la coordonnatrice provinciale de DDRC-S.

Kwilu : mise en place d'une commission pour les élections du rapporteur et du questeur de l'assemblée provinciale. Cette commission est composée de cinq députés provinciaux, en raison d'un député par territoire. Selon le président de l'assemblée du Kwilu, la mission de la commission est « d'abord d'établir le calendrier des travaux, de recevoir les candidatures et enfin d'organiser les élections proprement dites. »

Kinshasa : les jeunes de la Tshopo se réjouissent de l'élection d'une femme à la tête de leur province. Ils appellent tous les fils et toutes les filles de la Tshopo à l'unité, la réconciliation et à la paix, en vue d'accompagner la nouvelle autorité pour le décollage effectif de la Tshopo.

Sud-Kivu: affrontements entre deux groupes armés dans les hauts plateaux de Fizi. Des affrontements ont été signalés le 24 juin entre Twirwaneho et Biloze Bishambuke à Irumba, village situé à 15 kms au sud de Minembwe-Centre, dans les hauts plateaux du territoire de Fizi (Sud-Kivu) Irumba, zone tampon qui sépare Minembwe de Lulenge, a été désertée par ses habitants alors que chaque groupe tente de le contrôler.

Ituri : baisse de prix des carburants et des denrées alimentaires. Certains commerçants témoignent que, les attaques des groupes armés sur le tronçon Komanda-Bunia-Mahagi-Aru sont devenues rares depuis plus d'un mois. D'autre part, cette route est en bon état grâce aux travaux de réfection financés par le gouvernement. Ce qui a rendu le trafic très fluide sur cette route nationale. De nombreux camions transportant de marchandises arrivent à Bunia en provenance de pays voisins et de zones de desserte agricole dans les territoires de Djugu et de Mahagi.

Bukavu: carnaval et scènes de joie après l'acquittement de Vital Kamerhe. Les artères principales de la ville de Bukavu (Sud-Kivu) ont été envahies jeudi 23 juin par de nombreux sympathisants de l'Union pour la nation congolaise (UNC), parti cher à Vital Kamerhe, après l'annonce de la libération de ce dernier à la télévision nationale congolaise (RTNC). Une caravane motorisée a sillonné la ville sous la vigilance de la police. La même ambiance de grande joie a été observée dans son territoire natal de Walungu. Dans les quartiers, les commentaires sont allés bon train. La plupart des habitants semblaient ne pas comprendre comment s'est fait ce virage brusque de la justice congolaise en faveur de Vital Kamerhe, condamné d'abord à vingt, puis à treize de prison pour détournement des fonds publics. D'autres en revanche ont apprécié la célérité avec laquelle le dossier Kamerhe a été traité en appel.

Nord Kivu : les pêcheurs de Vitshimbi célèbrent la journée du poisson dans un contexte d'insécurité. Selon le secrétaire exécutif de la Fédération des Pêcheurs individuels du Lac Edouard, pendant que les pêcheurs sont victimes des tracasseries sur le lac, le secteur est aussi gravement affecté par les affrontements entre les Fardc et la rébellion du M23 dans le territoire de Rutshuru. « C'est pourquoi, nous demandons au gouvernement congolais un appui militaire, politique et diplomatique, pour que la population du Nord-Kivu soit sécurisée avec

ses biens. » Concernant justement ces tracasseries, il fait état d'arrestation de quarante pirogues des pêcheurs congolais par la marine ougandaise cette semaine. Les pêcheurs et leurs pirogues ont été libérés moyennant 150 USD de rançon, par pirogue. Il plaide pour la réglementation de la pêche et le balisage de la frontière lacustre avec l'Ouganda.

Kasaï-Central : le gouverneur John Kabeya publie son gouvernement. Le nouveau gouverneur de la province du Kasaï-Central, John Kabeya, a rendu public le 23 juin son gouvernement. Dix ministres, dont deux femmes, en dehors du secrétariat exécutif, forment le nouveau gouvernement. Bien avant la publication de ce gouvernement, il a supprimé toutes les barrières illicites sur l'ensemble de la province et restauré la pratique de Salongo obligatoire, chaque samedi de 8 h à 12 h. Il a annoncé le début des travaux de la route Kananga-Kalamba Mbuji.

Naupess Kibiswa : « Non à la chasse contre les Rwandais et les rwandophones vivant en RDC ». « Non à la chasse contre les Rwandais et les populations rwandophones vivant en RDC, mais il faut plutôt une mobilisation populaire tous azimuts derrière les Fardc et une forte pression sur les gouvernants et les instances internationales pour obtenir la condamnation formelle du Rwanda », a indiqué ce professeur d'université. Il a estimé que la colère des Congolais ne devait pas être déversée sur les Rwandais, mais plutôt sur les autorités de Kigali.

Nord-Kivu : plaider pour l'application des lois contre le braconnage dans le parc des Virunga. Ils ont lancé cet appel à l'issue d'un symposium organisé pendant 4 jours, à Beni (Nord-Kivu). Le responsable de l'ONG Alerte congolaise pour l'environnement et les droits de l'homme, estime que la loi en la matière devra être appliquée dans sa rigueur. Pour cet avocat, il faut éviter d'accorder des libertés provisoires à ceux qui exploitent illicitement la faune et la flore du parc des Virunga. Il préconise également le renforcement de collaboration entre les forces de l'ordre et les écogardes pour décourager ce phénomène.

Nadège Bula Bula remporte la 3^e édition du prix Pierre Castel. La lauréate recevra une enveloppe de 15000 euros et un programme de monitoring et de coaching, a indiqué le Directeur général de la Bracongo. L'entreprise My Succès est spécialisée dans la transformation et commercialisation de deux infusions locales, le Bulukutu (Lippa multiflora) et la citronnelle. Elle a fait savoir son souci d'accroître et professionnaliser la chaîne de production de son entreprise. Elle compte également investir dans l'acquisition d'un outil qui lui permettra de professionnaliser le processus de séchage de ces thés. Le Prix Pierre Castel est une initiative du Fonds Pierre Castel et s'attèle à promouvoir l'entrepreneuriat agricole en Afrique.

Beni : 7 morts dans une attaque des ADF à Samboko. Selon la société civile d'Oïcha, ces assaillants ont également blessé un grand nombre de personnes et incendié des maisons dont une pharmacie. Ces rebelles ont perturbé la circulation sur la RN4 entre Oïcha et Eringeti.

Samedi 25 juin.

Bahati Lukwebo appelle à la défense du pays face à l'agression étrangère. Le président du Sénat a lancé cet appel lors de l'exposition de la dépouille de Patrice-Emery Lumumba à l'esplanade de la poste de Kisangani. « L'histoire politique de la RDC révèle que l'agression dont notre pays fait l'objet a été déjà dénoncée par Patrice-Emery Lumumba alors Premier ministre lorsqu'il parlait de la tentative de balkanisation de notre pays par certaines puissances à cause de ses nombreuses ressources naturelles ». Il a également salué le rôle de premier plan que Lumumba a joué, le 19 mai 1960, lors du débat sur l'élaboration de la loi fondamentale relative aux structures du Congo. « Patrice-Emery Lumumba est un champion de l'unitarisme et de l'antifédéralisme », a-t-il poursuivi. **Kisangani rend des hommages mérités à Patrice Emery Lumumba.** Ses mérites ont été vantés par différents orateurs, notamment le gouverneur intérimaire de la Tshopo, le président du Sénat et l'ADG de la SCPT. Les fils de l'illustre disparu, Roland et François Lumumba, au nom de la famille et de son parti politique, le MNC, ont émis le vœu de voir l'esprit nationaliste du père de l'indépendance congolaise, rassembler le peuple congolais autour d'un idéal commun, celui de la défense de son unité, surtout en cette période où l'intégrité du pays est menacée par ses ennemis. Enfin, le président du Mouvement national congolais (MNC), François Lumumba a annoncé l'installation prochaine à Kisangani de la Fondation Lumumba en vue de travailler avec les jeunes pour le développement de cette entité.

Est de la RDC : Félix Tshisekedi privilégie la voie diplomatique sauf pour les groupes armés considérés comme terroristes. « Tout en réaffirmant sa ferme volonté d'instaurer une paix durable à l'Est de notre pays et sans porter préjudice aux efforts déployés sur le terrain par nos forces de défense et de sécurité qu'il félicite de manière très soutenue, le Président de la République a fait observer que la voie diplomatique demeure l'option idéale et privilégiée, sauf pour ceux des groupes armés considérés comme terroristes et pour lesquels la voie militaire reste comme la seule option ». Le Chef de l'Etat a aussi chargé la ministre d'Etat, ministre de la Justice

et garde des sceaux, à mener des enquêtes approfondies sur tous les prétendus actes des violences communautaires en rapport avec la guerre de l'Est du pays.

Nord-Kivu : la Monusco remet des hangars et équipements construits dans des marchés de Lubero. Le marché de Mulo (un quartier de Lubero) a été financé à hauteur 84.000 USD. A part les deux hangars d'une capacité d'environ 130 marchands, il y a un bloc de latrines de quatre portes et d'un grand dépôt. Le marché central de Lubero (situé au centre de la commune) a été financé à hauteur de 95.000 USD. Trois hangars, avec une capacité d'environ 200 marchands, plus un bloc de latrines, dépôts et bureau de l'administrateur du marché.

Lubero : la MONUSCO saluée pour son engagement dans la promotion des activités d'autonomisation de la femme. Les associations féminines de Lubero l'ont exprimé le 23 juin à Lubero, à l'occasion de la visite du centre de promotion de la femme et jeune fille de Lubero par la cheffe de bureau de la Monusco/Beni. Ce centre a été construit grâce au financement de la mission onusienne. L'objectif était de voir la femme de Lubero s'autonomiser à travers des activités d'auto prise en charge, ce centre étant un cadre d'apprentissage. La coordonnatrice de la FADP affirme que ce projet a répondu aux besoins de la communauté.

CAFCO soutient les Fardc et le gouvernement pour la paix dans l'Est. La plateforme Cadre permanent de concertation de la femme congolaise a organisé le 24 juin à Kinshasa, une marche de soutien aux Fardc et au gouvernement dans le combat que ces derniers mènent pour le rétablissement de la paix dans l'Est du pays. La présidente de CAFCO explique : « C'est le sens du patriotisme et du ras de bol. Nous sommes des Congolaises, nous voyons tout ce qui se passe dans notre pays. Ça fait trois décennies que les femmes meurent, que les femmes sont violentées. Et tout ça, à cause du Rwanda, ça il faut le citer. Nous sommes derrière nos Forces armées congolaises, derrière le Chef de l'Etat dans tout ce qu'il va entreprendre dans la recherche de la paix. Les femmes sont des artisanes de la paix, nous sommes venues juste pour réclamer la paix, rien que la paix ».

Nord Kivu : retour progressif des déplacés de Banande Kainama, dans le secteur de Beni-Mbau, du territoire de Beni (Nord-Kivu). Ces déplacés avaient fui les atrocités qui avaient secoué cette partie, depuis mars 2021, abandonnant presque leur contrée. Mwami Kambale Selemani dudit groupement, confirme que cette réinstallation progressive est consécutive à la présence des troupes ougandaises qui s'y trouvent, en collaboration avec les Fardc, dans la traque contre les ADF. Actuellement, plus de 65% d'habitants y sont retournés. Plusieurs défis restent à relever étant donné l'enclavement de la contrée. Il s'agit notamment de l'approvisionnement en médicaments et en d'autres biens de première nécessité.

L'acquiescement de Kamerhe va changer le jeu politique, annonce le secrétaire général de l'UNC. « Nous devons rendre grâce à Dieu. Je voudrais remercier le président de la République, parce qu'il est resté au-dessus de la mêlée, il a joué son rôle d'arbitre pour le bon fonctionnement des institutions et la bonne administration de la justice. Je voudrais aussi remercier les juges parce qu'il n'y avait pas de preuves qui prouvaient la culpabilité de notre chef », a déclaré le Secrétaire général de l'Union de la nation congolaise (UNC). Il s'est dit enfin confiant en l'avenir « avec leur chef qui recouvre ses droits civiques et politiques » et va travailler pour changer le pays.

Rutshuru : près de 800 enfants séparés de leurs familles à la suite des combats, opposant l'armée congolaise au M23, indique le CICR. Selon cette organisation internationale, à la suite de ces violents combats, de nombreuses personnes demeurent sans nouvelles de leurs proches dont elles ont perdu la trace. Ce qui suscite un nombre important de demandes de recherches de familles dispersées. La responsable du programme de rétablissement des liens familiaux du CICR en RDC, qualifie la situation de tragique particulièrement pour les enfants, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les malades. Pour tenter de réunifier les familles, le CICR et la Croix rouge RDC ont mis en place un dispositif de réponse. Ce dispositif permet d'offrir des appels téléphoniques gratuits aux personnes déplacées et séparées de leurs proches. Depuis le mois de mars, au moins 155 enfants non-accompagnés ont pu être réunifiés avec leurs familles grâce à ces appels gratuits.

La RDC boycotte la session de l'APF au Rwanda. Le Parlement congolais ne prendra pas part à la 47e Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) qui se tiendra du 5 au 9 juillet à Kigali au Rwanda, à cause de l'agression rwandaise.

Kwilu : une épidémie bovine décime plus de 43 000 vaches à Bagata. Selon l'administrateur du territoire de Bagata, son entité est touchée par la pasteurellose depuis plus d'une année. L'épidémie s'est estompée un moment avec la vaccination organisée par le gouvernement l'année écoulée pour reprendre finalement, faute d'une deuxième dose de vaccination. Il déplore la perte de plus 43.000 vaches depuis le mois de janvier, mettant

ainsi par terre, l'économie du territoire. Outre la pasteurellose, la trypanosomiase et la diarrhée déciment les bêtes.

La communauté Hutu du Kivu appelle à la paix dans l'Est du pays. « L'ASBL Igisenge, une association qui regroupe les Hutus du Kivu condamne sans équivoque l'agression de notre pays par le M23 soutenu par le Rwanda et apporte son soutien indéfectible au Commandant suprême des Fardc et demande au gouvernement de la République de ne ménager aucun effort dans la recherche de la paix et la sauvegarde de l'intégrité de notre territoire. Et lui rassure de son soutien dans la recherche des solutions susceptibles de ramener la paix dans l'Est de notre pays », soutient le président de cette Asbl dans sa déclaration.

Sud-Kivu : l'ONG « Justice pour Tous » dénonce les actes de fraude et contrebande minières. Cette structure a fait cette dénonciation à Bukavu, dans son rapport d'une centaine de pages, appuyé par le Fonds des Nations Unies pour la démocratie. Il a regretté la dégradation du niveau social de la population du Sud-Kivu qui portant regorge des minerais importants. L'ONG « Justice pour Tous » a ainsi promis de travailler avec les services étatiques pour que les minerais de cette province profitent réellement à sa population.

Maniema : 7 coopératives minières bénéficient des kits d'exploitation. Ces matériels sont constitués entre autres de paires de bottes, des casques de protection, des salopettes, des bêches ainsi que des sacs vides. « L'objectif pour nous, c'est le renforcement des capacités managériales et l'émergence de la classe moyenne en RDC. Nous allons aussi accroître la production minière issue de la production artisanale, assurer l'application des normes de santé sécurité aux sites miniers et réduire les accidents dans la mine en maximisant les recettes de notre province».

Cette campagne de distribution de ces kits a été lancée par le ministre provincial de la Santé du Maniema.

Lubero : l'Asbl CERAPI encourage la population à investir dans la pisciculture. Le dicteur de cette Asbl, a lancé cet appel à l'occasion de la journée nationale du poisson. Il fait savoir que sa structure encadre plus de 120 pisciculteurs des territoires de Beni et Lubero et a souligné que CERAPI leur distribue des semences et autres kits.

Félix Tshisekedi réitère son appel contre le discours de haine et xénophobie. « Le président de la République a rappelé de ne pas tomber dans la tentation de l'ennemi, en évitant tout discours, tout acte qui friserait la haine, la discrimination, la xénophobie qui céderaient les pas à l'ennemi qui a toujours joué à la victimisation pour en faire un fonds commerce rentable auprès des instances décisionnelles internationales ». Son souhait est que la RDC reste un vivier de cohabitation pacifique entre communautés, une qualité qui a toujours fait sa force.

Crise dans l'Est de la RDC : la société civile appelle aux sanctions contre le Rwanda. La coordonnatrice de la société civile dans sa diversité a recommandé à l'ONU : « L'ONU devra mettre en place un système d'activisme plus accru de ses troupes présentes dans l'Est aux cotés des Fardc dans le cadre de leur mission en RDC. De convoquer une réunion de conseil de sécurité de l'ONU qui devra statuer sur la situation sécuritaire en RDC, cette fois-ci en condamnant le Rwanda et ses complices et leur infliger des sanctions sévères ». Elle a également demandé à l'ONU d'imposer l'embargo d'achat d'armes au Rwanda, arrière base des groupes armés dont le M23.

Butembo : l'Association des manutentionnaires apporte de vivres et non vivres aux Fardc. Les membres de cette structure ont fait ce don à l'issue d'une marche de soutien aux Fardc, à Butembo (Nord-Kivu). Ils leur ont remis entre autres, des sacs de riz, de maïs, des cartons de savons et autres biens.

Kongo-Central : 94 candidats inscrits au concours d'admission dans les écoles militaires. Les écoles militaires concernées par ce recrutement sont : l'Académie militaire, l'Ecole de santé militaire et l'Ecole de formation des sous-officiers. Au Kongo-Central, les aspirants militaires venus de plusieurs coins de la province sont au nombre de 94 dont 23 femmes.

Ituri : dix ans après l'attaque des Maï-Maï, la RFO ne compte aucun animal okapi. La station d'Epulu hébergeait en son sein environ 20 animaux okapis en captivité depuis 1987. Ce qui attirait, de nombreux touristes qui venaient du monde entier. Le 24 juin 2012, les Maï-Maï Simba du chef milicien Morgan ont attaqué la réserve de faune à Okapi. Ces assaillants ont sauvagement tué 15 okapis mais également 2 gardiens de la réserve en détruisant le bâtiment administratif de la station.

Dimanche 26 juin.

La relique de Patrice-Emery Lumumba attendue ce dimanche à Lubumbashi. Cependant, cet événement ne domine pas l'actualité dans la capitale du cuivre. A peine quelques affiches de Lumumba sont visibles à certains endroits de la ville. A quelques heures de l'arrivée de cette relique, les états-majors des partis politiques ne connaissent pas d'engouements. **Haut-Katanga : à la découverte de Shilatembo, lieu d'exécution de Lumumba.** La relique de Patrice Emery Lumumba, arrivée ce 26 juin à Lubumbashi, sera amenée au village Shilatembo où Patrice-Emery Lumumba et ses deux compagnons Maurice Mpolo et Joseph Okito avaient été tués le 17 Janvier 1961. L'endroit où ils ont été exécutés est devenu un site touristique aménagé par le gouvernement provincial du Haut-Katanga.

Tshopo : le président de l'ECC appelle les Congolais à se souvenir de Lumumba en gardant l'unité du pays. Mgr Samuel Lotika l'a dit à l'occasion du culte œcuménique organisé à l'esplanade de la poste de Kisangani où, des hommages ont été rendus au premier Premier ministre du Congo indépendant. De nombreux participants à ce culte ont salué ce message à l'instar de Rémy Lisingo, professeur à l'Unikiset opérateur culturel : « Lumumba a été un patriote, un homme qui a cherché le bien de tous les Congolais sans exception. L'impression générale est comme si le Congolais n'a pas de balise, n'a pas de modèle de vie alors que c'est à base d'un modèle de vie qu'on peut construire une société ».

Nord-Kivu : l'Unicef condamne les attaques armées contre des civils ayant entraîné la mort de quatre enfants. L'Unicef condamne la perte de vies innocentes dans cette escalade de la violence au Nord-Kivu et appelle les parties au conflit, à mettre fin aux combats, à assurer un accès humanitaire aux zones touchées et à respecter leur obligation de protéger les enfants. Selon l'Unicef, environ 41.000 enfants déplacés âgés de 3 ans à 17 ans ne vont actuellement pas à l'école et près de 29.000 sont privés d'éducation, car leurs écoles sont occupées par les personnes déplacées. On estime que 652 enfants ont été séparés de leurs parents ou gardiens depuis mars 2022.

Haut-Lomami : impayés depuis 3 mois, les enseignants de Malemba Nkulu menacent d'aller en grève. Cette situation intervient à quelques jours de la fin de l'année scolaire. Cette information est confirmée par le sous-PROVED de Malemba Nkulu qui compte échanger avec leurs délégués pour essayer de désamorcer la crise.

Christophe Bonyoma, collègue de service de Lumumba à Kisangani : « Il fut un garçon doué de bagage intellectuel solide ». « Patrice-Emery est arrivé à Kisangani en 1944 et employé à la poste. En 1946, lors de la création de l'école postale, il est allé suivre les cours à Kinshasa. Garçon doué au bagage intellectuel solide, a obtenu son diplôme avec grande distinction (87%). De son retour à Kisangani en 1947, il fut admis sous statut et mis à la disposition du percepteur principal. Cet élément consciencieux et dévoué, fut ensuite muté à la sous-perception de Yangambi où il rendit encore de bons services, à la grande satisfaction de ses chefs hiérarchiques », explique Christophe Bonyoma Wa Lobanga, agé aujourd'hui de 94 ans.

Sept personnes tuées à la suite d'une attaque des ADF à Samboko. Les Fardc affirment être intervenus pour mettre en déroute ces assaillants. Il s'en est suivi un échange de tirs. Dans leur fuite, ces ADF ont mis le feu à quatre maisons, huit boutiques et ont pris en otage seize personnes pour transporter des biens pillés. Selon des sources de sécurité, l'ennemi voulait se ravitailler en nourriture et médicaments dans cette entité.

Le BCNUDH finance un projet d'appui de réinsertion socio-économique de plus de 60 victimes de violences sexuelles. Ce projet financé par le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) est exécuté par la Coopérative des femmes vivant autour et dans les sites miniers. Selon la responsable du bureau de Droits de l'homme à la Monusco/Goma, la situation est alarmante avec la résurgence de conflits au Nord-Kivu.

Kongo-Central : le gouverneur Guy Bandu publie son gouvernement. Son équipe est composée de vingt-deux membres, dont dix ministres et dix commissaires généraux. Parmi les nominés, certains sont reconduits et d'autres sont des anciennes figures ayant exercé la fonction de ministre. **Kongo-Central : l'éducation oubliée dans le gouvernement Guy Bandu, dénoncent les syndicalistes.** Le gouvernement Guy Bandu n'a pas pris en compte le ministère de l'Education, a dénoncé le 26 juin la synergie de syndicats des enseignants. Selon le porte-parole de cette structure : « Nous avons constaté que le ministère de l'Education est omis de la liste du nouveau gouvernement qui devra désormais conduire notre chère province. Nous leur demandons de réitérer le ministère de l'Education, parce que l'enseignement primaire, secondaire et professionnelle relève de la compétence exclusive de la province ». Il ajoute que l'enseignement est le cheval de bataille du quinquennat du Président de la République.

Haut-Katanga : marche des partis politiques de l'Union sacrée pour soutenir les Fardc. Tous ces manifestants étaient conduits par leurs responsables au-devant desquels, le vice-gouverneur du Haut-Katanga. Prenant la parole, le vice-gouverneur a donné le sens de cette marche et encouragé la population à continuer à soutenir les militaires qui sont au front. Le tout a été ponctué par une collecte des fonds en faveur des militaires qui se battent dans l'Est du pays pour bouter l'ennemi dehors. C'est dans le calme que les manifestants se sont dispersés.

Lundi 27 juin.

Beni : des rebelles ADF multiplient des attaques contre les civils, alerte la société civile. D'où son appel au gouvernement à concentrer également ses actions dans cette région. « Tout le monde tourne le regard vers Rutshuru alors que dans le territoire de Beni il y a des menaces graves sur la population. A l'intervalle de dix jours, il y a eu trois attaques dans la commune rurale d'Oicha, alors qu'on venait de faire presque deux ans sans qu'on assiste à ce genre de situation », a fait savoir le premier vice-président de la société civile du Nord-Kivu. Il renseigne que la situation sécuritaire reste volatile dans plusieurs villages du territoire de Beni, notamment à Mamove et Kokola.

Nord-Kivu : moins de candidature féminine au concours national de la formation des officiers des Fardc. Onze filles sur un total de 494 candidats ont participé samedi 25 et dimanche 26 juin, au concours national pour la formation des officiers des Fardc à Goma (Nord-Kivu). Pour le spécialiste des écoles de formation militaire venu de Kinshasa, le nombre des candidatures est moins par rapport à celui attendu. Il indique que le recrutement visait plus les filles afin d'obtenir un équilibre entre les deux sexes, au sein de l'armée congolaise.

Hommages à Lumumba sur le site de son assassinat à Shilatembo. Plusieurs personnes se sont donné rendez-vous le dimanche 26 juin à Shilatembo, à mi-chemin entre Lubumbashi et Likasi, pour rendre les derniers hommages à Patrice Emery Lumumba (Haut-Katanga). La dépouille de ce dernier a été déposée au mausolée au village Shilatembo, où Lumumba et ses compagnons Maurice Mpolo et Joseph Okito avaient été assassinés il y a 61 ans. Une cérémonie à la fois solennelle et rituelle a donné le ton à cette longue journée d'hommages avec l'accueil du cercueil par le Premier ministre Sama Lukonde et quatre chefs coutumiers. Le gouverneur du Haut-Katanga, voit en ce retour de Patrice Emery Lumumba dans son pays natal comme une nouvelle histoire, qui marque ses premières lettres. « Notre histoire sera écrite par les Congolais et les Africains eux-mêmes. Nous sommes venus dans ce mémorial, non pas pour pleurer mais pour célébrer notre héros national qui nous rappelle de continuer sa lutte », a-t-il renchérit. Patrice Emery Lumumba n'a pas pu terminer tout son programme d'action. « Il est mort trop tôt, c'est pourquoi notre génération doit faire l'effort nécessaire pour la continuité du programme de Patrice Lumumba. Que ça soit sur le plan social ou sur le plan de l'unité nationale. L'unité nationale est extrêmement importante. Sans l'unité nationale, on ne peut pas aller de l'avant. Ça demande non seulement de la volonté mais du courage pour réaliser le rêve de Patrice Emery Lumumba », a déclaré son fils François Lumumba.

La relique de Lumumba accueillie au Palais du peuple. La dépouille de l'ancien premier Premier ministre du Congo, Patrice-Emery Lumumba est arrivée lundi 27 juin à 16 h au Palais du peuple, siège du Parlement congolais.

Le Président de la République, Félix Tshisekedi l'a accueillie à l'aéroport international de Ndjili, avant de se diriger au Palais du peuple. Sur place, les deux présidents des chambres du Parlement, Modeste Bahati du Sénat et Christophe Mboso de l'Assemblée nationale, ainsi que les familles Lumumba, Okito et Mpolo, ont rendu hommage à l'ancien Premier ministre. Le cercueil en bois noir, massif, a été porté sur les épaules par huit "solides" officiers militaires qui l'ont déposé sur le podium aménagé, à cet effet dans le hall du Palais. Une veillée mortuaire est prévue cette nuit sur les lieux en attendant la suite du programme qui connaîtra son épilogue avec l'inhumation prévue le 30 juin 2022 dans son mausolée érigé pour la circonstance à l'Échangeur de Limete.

Nord-Kivu et Ituri : les exportations du café et cacao ont baissé de 60 % en 5 mois. Le Nord-Kivu et l'Ituri ont exporté, en cinq mois, environ 4 000 tonnes de café et 22 000 autres de cacao, soit une baisse de 60% par rapport à l'année passée. Les membres de l'Association des exportateurs de ces produits attribuent cette baisse de production à l'insécurité, à la fraude et à la contrebande. Le directeur de cette association, a également précisé que leurs dépôts de café et cacao avaient été incendiés dans les territoires de Djugu, d'Irumu, de Mambasa (Ituri) et Beni (Nord-Kivu). Il accuse les groupes armés de commettre ces actes de sabotage. Il a ainsi invité le gouvernement de prendre des mesures afin d'améliorer le climat des affaires dans cette contrée.

Kindu : interdiction de tripatouiller les effectifs de ménages lors de la distribution des moustiquaires. Le médecin chef de zone de santé de Kindu (Maniema) regrette que certains chefs de ménages aient effacé les

marquages des relais communautaires, en déclarant n'avoir pas reçus les moustiquaires. « Cette manière d'agir n'a pas facilité la tâche à la zone de santé. Nous interpellons la population pour la deuxième phase de rattrapage que ces pratiques ne puissent pas être au rendez-vous », a poursuivi Dr Alain Shabani.

Goma : clôture de la semaine des prières de soutien aux Fardc. Cette initiative de la coordination urbaine de la société civile a duré sept jours. Dans le recueillement, des dizaines de personnes se rassemblaient, chaque fois à 12 h et à 17 h, pendant 5 minutes, autour du rond-point " Signers " avec des bougies et autres insignes du pays. Le président de la société civile de Goma a remercié toutes les personnes qui les ont accompagnés dans le recueillement pour implorer la paix en RDC.

Ituri : une ONG appelle à l'assistance d'environ 14 000 retournés à Bapulu. Ces personnes dépourvues de tout vivent dans des conditions difficiles. « Leurs maisons ont été incendiées et la population est entrain de retourner dans la région sans aucune assistance. Le gouvernement congolais et ses partenaires doivent voir comment apporter assistance à ces populations ». Ces retournés ont passé près de deux mois à Komanda-centre où, ils avaient trouvé refuge, fuyant les exactions des ADF.

Ituri : une attaque des ADF fait 5 morts à Ceca, dans le territoire de Mambasa (Ituri). Une ONG locale affirme que ces victimes ont été tuées à la machette et plusieurs maisons, incendiées dans ce village. L'arrivée des Fardc a limité les dégâts de ces assaillants. Ce lundi dans la matinée, ces mêmes rebelles ont également attaqué le village de Ngubo, se trouvant dans la même contrée.

Nord-Kivu : trois jours d'accalmie sur les lignes de front à Rutshuru, dans les groupements de Kisigari et de Jomba où se sont déroulés les derniers affrontements. Chaque partie conserve ses positions conquises à l'issu des combats. Toutefois, beaucoup de villages sont restés quasiment vidés des leurs habitants, qui ont déjà trouvé refuge ailleurs. Pendant ce temps, des milliers de déplacés dans les agglomérations situées sur la RN 2, entre Goma-Rutshuru-Centre, et sur l'axe Rutshuru Jomba-Bunagana vivent des conditions difficiles, précisent les sources de la société civile de Rutshuru. Elle en appelle à l'intervention du gouvernement congolais.

Lubero : plus de 5.800 familles vulnérables bénéficient d'une assistance humanitaire du PAM. Les bénéficiaires sont essentiellement des familles de déplacés venues de Beni et de l'Ituri, qui ont fui les atrocités des groupes armés. Il s'agit notamment de familles d'accueil des déplacés, les retournés ainsi que d'autres catégories de vulnérabilité. Ce projet rentre dans le cadre de la recherche de la « sécurité alimentaire. » Ces ménages sont repartis sur un total de 37.654 personnes. Celles-ci reçoivent chacune une quantité du sel, d'huile végétale, des légumineuses dont les petits poids ainsi que 6 kilos de farine de maïs.

Beni : 24 personnes tuées en trois jours à Mamove, localité située à l'ouest d'Oicha, chef-lieu du territoire de Beni (Nord-Kivu). Ces personnes ont été tuées dans différentes attaques des ADF dans différents villages de la zone depuis samedi dernier. Cette situation est à la base d'un déplacement des habitants vers des localités et agglomérations voisines. Le président de la société civile de Mamove qui donne ce bilan, appelle l'armée à mettre la population à l'abri de l'ennemi, qui est visible dans plusieurs villages dans la zone.

Bukavu : Mgr Maroy demande à communauté internationale « plus d'équité et de justice envers la RDC et son peuple ». Mgr François-Xavier Maroy s'est exprimé à travers sa lettre pastorale intitulée « heureux les artisans de la paix ». Il demande que cesse toute ambiguïté de la Communauté internationale vis-à-vis de la souveraineté de la RDC, qui n'est pas négociable, 62 ans de souveraineté nationale et internationale après. « Toujours les mêmes acteurs, les mêmes motifs, avec les mêmes alliés. Curieusement le soutien extérieur est toujours le même, avec le même schéma décrié par tous et les mêmes visées : la soustraction de cette partie du pays au contrôle de notre gouvernement central et peut-être son annexion pure et simple aux pays voisins », rappelle-t-il.

Nord-Kivu : le poste frontalier d'Ishasha de plus en plus sollicité par les importateurs de la province. Depuis la fermeture de Bunagana, sur instructions du gouverneur, consécutivement à l'occupation de cette cité frontalière par la rébellion du M23, Ishasha est de plus en plus sollicité par les opérateurs économiques. Cela est aussi le résultat de la praticabilité de l'axe routier Ishasha-Nyamilima-Kiwanja, en réhabilitation par l'Office des Routes, depuis plus de deux semaines. Le poste d'Ishasha donne donc accès au district ouest Ougandais de Kanungu.

Beni : 600 kilogrammes de munitions obsolètes détruites par UNMAS. Il s'agit de munitions telles que des Mortiers de 60 et 80 millimètres, des roquettes aviation de 80 et 120 millimètres, des grenades à fusils, des fusées des mortiers et autres. L'opération de destruction va se poursuivre durant toute cette semaine.

Plus de 12 000 cas de choléra enregistrés en 2021, dont deux cents neuf décès. Selon le Secrétaire général du ministère de la Santé, la situation épidémiologique en 2021 a été marquée par une forte épidémie de choléra à Kalemie, dans la province du Tanganyika. Le Chargé du Bureau OMS en RDC estime que « le choléra est lié, malheureusement, à des mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement. »

Kongo-Central : l'assemblée provinciale investit le gouvernement Guy Bandu. Il a présenté son programme qui comporte 5 axes et se déclinent en 13 piliers qui prend en compte presque tous les secteurs de la vie de la province en tenant compte de l'équilibre entre les dix territoires. Il épingle le renforcement de la gouvernance, la consolidation de la paix, le développement social et la revalorisation des ressources humaines.

Kindu : l'ECC organisera une collecte de fonds pour les Fardc. L'opération vise à soutenir l'armée engagée aux fronts contre les rebelles des ADF, les terroristes du M23 et les autres milices nationales et internationales.

Nord-Kivu : un véhicule écrase une moto sur l'axe Beni-Butembo, 2 morts dont un bébé. L'accident s'est produit à Kabasha, localité du groupement Buliki, du secteur de Ruwenzori. Passagers d'une moto qui a été percuté par un camion qui venait en sens inverse. Le conducteur de la moto, grièvement blessé, a été acheminé à l'hôpital.

Mardi 28 juin.

Début d'indemnisation des propriétaires des parcelles où sera érigé le port en eaux profondes de Banana. Selon le ministre des Affaires foncières, soixante-dix personnes sont concernées et l'exécutif a déjà déboursé 3 millions USD. Le 1^{er} juillet prochain, le gouvernement remettra aux partenaires les titres de propriété au nom de la firme saoudienne DP World RDC dans laquelle l'Etat détient 34% de parts. Le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, a lancé les travaux de construction du port en eaux profondes le 31 janvier 2022 à Muanda (Kongo-Central). Le coût de ces travaux est estimé à plus d'un milliard de dollars et vont s'achever en 2025.

Tanganyika : l'OIM recense près de 300 000 déplacés internes en 3 ans. Ces chiffres sont contenus dans le rapport des évaluations que l'agence onusienne a réalisées dans le cadre de son programme de suivi des déplacements dans la province du Tanganyika. Ce programme a pour objectif de fournir des informations de base concernant les mouvements des personnes déplacées et retournées dans la région, afin d'améliorer la compréhension des dynamiques du déplacement forcé et la mise en place de réponses humanitaires appropriées.

Félix Tshisekedi rend hommage à Lumumba. Le Président de la République a lui-même accueilli le cortège funèbre puis s'est incliné devant le cercueil en bois massif placé sous une chapelle dressée à l'entrée du salon présidentiel de l'aéroport international de N'djili. L'ancien vice-président de la République Jean-Pierre Bemba, les anciens premiers ministres ainsi que les présidents honoraires de l'Assemblée nationale ont assisté à cette sobre cérémonie.

Lubero : des militaires et civils condamnés à de lourdes peines pour viol sur mineure. Dans les dix dossiers, des militaires Fardc et des civils ont été condamnés à de peines allant de sept à vingt ans de servitude pénale. Pour les dossiers liés au mouvement insurrectionnel, le tribunal a condamné les accusés à des peines allant de dix à vingt ans de servitude pénale et un détenu condamné à la peine de mort. Le dossier lié au meurtre impliquant un militaire des Fardc a été renvoyé à l'audience du 6 juillet prochain.

Kasai-Central : la plate-forme « Voix des jeunes » appelle à la création d'ONU-Jeunes, sur base de la résolution 2250 pour la prise en compte des besoins de la jeunesse. Cette résolution du Conseil de sécurité de l'ONU appelle entre autres les Etats membres à accroître la représentation des jeunes au sein de leurs institutions et dispositifs de prévention des conflits violents. « La Résolution 2250 donne cinq piliers ; la participation des jeunes, le partenariat, la protection, la prévention, le désengagement mais aussi la réinsertion. Nous lançons notre plaidoyer allant dans le sens de la prise en compte des structures de jeunes ».

Beni : le chou ne procure pas de bénéfice au marché de Mayangose (femmes marchandes). Le chou est un produit qui n'est pas facile à conserver. Il fane facilement au soleil (la chaleur) ou à la fraîcheur et pourrit vite. Pour éviter d'encaisser des pertes dues aux conditions difficiles de conservation, ces femmes optent pour la stratégie de découper les choux, les rendre prêts à la cuisson avant de les exposer à la vente. D'après certaines femmes du chou déjà découpé leur permet de réduire du temps de cuisson.

Kinshasa : début de l'instruction du fond dans l'affaire François Beya. L'ex-patron du Conseil national de sécurité (CNS) est accusé avec quatre autres policiers et militaires de complot contre le Chef de l'Etat, offense à

celui-ci, incitation des militaires à commettre des actes contraires à la discipline et violation des consignes. La Haute Cour a décrété le huis clos des audiences, refusant la publicité du procès au motif de secret défense. **Craignant pour sa sécurité, François Beya absent à l'audience de ce mardi.** Une courte audience s'est tenue ce 28 juin à la Haute Cour militaire où les quatre prévenus ont comparu au procès de François Beya et consorts. Seul l'ancien conseiller spécial du Chef de l'Etat en matière de sécurité était absent.

Uvira : le test COVID-19 réduit de 15 à 5 USD à la frontière burundaise, pour une seule entrée au Burundi. La mesure est entrée en vigueur lundi 27 juin, à la suite d'un mouvement de protestation de la société civile face aux frais qu'elle juge élevés de ce test. Conséquemment à cette protestation, la circulation a été réduite dès le matin entre Kavimvira (Sud-Kivu) et la frontière burundaise. Elle a repris son cours normal dans l'après-midi.

Tous les vaccins consommés dans l'incendie du bâtiment du PEV à Bunia. Des sources médicales estiment que des équipements de près 2 millions USD ont été consommés. Vingt-trois zones de santé sur les trente-six que compte cette province sont désormais privées de vaccins contre la COVID-19, la poliomyélite, la rougeole, la coqueluche, la fièvre jaune ou encore la tuberculose. Personne ne sait se prononcer sur l'origine de cet incendie.

Kinshasa : Bahati Lukwebo et André Flahaut pour la « redynamisation du partenariat entre la RDC et la Belgique». Le président du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo, et le ministre d'Etat belge, André Flahaut en séjour à Kinshasa pour participer aux obsèques du Premier ministre congolais, ont discuté lundi 28 juin à Kinshasa sur la « redynamisation du partenariat entre la RDC et la Belgique. » Les deux personnalités ont étudié les possibilités pour la mise en œuvre de l'accord de coopération interparlementaire signé en Belgique au début de ce mois de juin par le président du Sénat congolais, pour le compte du Parlement congolais, et la présidente de la chambre belge des représentants, Eliane Tillieux. Ils ont aussi échangé sur des projets de développement entre leurs pays respectifs et la coopération militaire entre la RDC et la Belgique.

Nouveaux affrontements entre l'armée et le M23 à Rutshuru. Vers 8. des tirs d'armes lourdes et légères ont commencé dans la zone, autour de la colline de Bikona, qui serait stratégique dans la zone après celle de Mbuzi. Ces habitants regrettent qu'à Rutsiro, situé à 11 km de Rutshuru, certains civils auraient été empêchés par le M23 de quitter le village. Pendant ce temps, le calme règne dans des villages stratégiques comme Kabaya/Rumangabo et environs, toujours contrôlés par l'armée nationale et où la population vaque paisiblement à ses activités.

Bukavu : 9 élèves meurent dans un accident de circulation à Kadutu. Une dizaine d'enfants, tous écoliers à SOS village d'enfants sont morts dans un accident de circulation dans la commune de Kadutu. Le bus scolaire s'est retrouvé totalement en dessous du camion en provenance de Walungu pour le centre-ville.

Nord-Kivu : des marchandises sous douane bloquées au poste frontalier de Bunagana, qui est sous occupation des rebelles du M23 depuis le 13 juin. A cet effet, le président provincial de l'Association Congolaise des Commissionnaires Agréés en Douane, appelle le gouvernement Congolais à entamer, auprès du gouvernement Ougandais, les procédures de rappel des marchandises sous douane. Cela, consécutivement à la législation douanière. C'est pour permettre aux propriétaires, opérateurs économiques, d'accéder à leurs marchandises.

Haut-Lomami : les enseignants de Malemba Nkulu en grève, depuis lundi 27 juin pour réclamer les trois mois d'arriérés de salaire. Les parents d'élèves regrettent que ce mouvement intervienne à quelques jours de la clôture de l'année scolaire. Mais, ils appellent le gouvernement à trouver une solution avant la date de la tenue des épreuves certificatives.

Bunia : 100 cas de tuberculose enregistrés à la prison centrale, qui héberge à ce jour plus de deux mille personnes. Selon le responsable provincial du Programme de lutte contre la Tuberculose, il y a un déficit dans la prise en charge des patients qui souffrent de cette maladie qui se propage vite. Il lance un appel aux autorités pour la construction d'une salle d'isolement des malades et la mise en place d'un système de contrôle des détenus.

Nord-Kivu : plus de 700 décès enregistrés à la suite du paludisme en 2021. Le vice-gouverneur de province a révélé que plus d'un million de cas de malaria parmi lesquels, 781 décès ont été enregistrés en 2021 au Nord-Kivu.

Le paludisme demeure un problème majeur de santé publique au Nord-Kivu. Six millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide seront distribuées gratuitement à plus de 1,8 millions de ménages de la province.

Beni : 4 morts dans une attaque des Mai-Mai à Butuhe. Selon le commandant des Fardc à Butembo, un groupe des présumés Mai-Mai non encore identifié a attaqué les militaires Fardc commis au poste de péage de Butuhe, localité située à une vingtaine des km de Butembo. Il s'en est suivi des échanges des tirs qui ont duré une trentaine de minutes. Il parle de quatre personnes mortes : un militaire et trois civils atteints par balles.

Après son acquittement, Vital Kamerhe rencontre Félix Tshisekedi à Kinshasa. Les deux personnalités se retrouvent après plus de deux ans de séparation due au procès 100 jours, à l'issue duquel l'ancien directeur de cabinet et allié politique de Félix Tshisekedi, été acquitté le 23 juin dernier. Les deux personnalités se sont saluées dans un climat décontracté. Tout sourire, le Chef de l'Etat déclare : « Comment vas-tu, Vital. Et ce dernier de répondre : « C'est l'émotion Monsieur le Président ». Vital Kamerhe a promis de donner sa première interview à la presse présidentielle.

Mercredi 29 juin.

Le programme DDRC-S bénéficie de véhicules et matériel de bureau, don de la Monusco. Ce lot est composé de six véhicules légers, caméras photos et vidéos, appareils de prise de son et mobilier de bureau. Le coordonnateur du programme désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation a salué ce geste et indique qu'il rentre dans le cadre d'un partenariat stratégique entre les deux structures et a mis en exergue l'accompagnement continu dont jouit le DDRC-S de la part de la Monusco. Il ajoute que son programme prépare avec la Monusco et tous les partenaires de la communauté internationale, le Plan opérationnel national. Un grand espoir a été placé en ce programme pour une contribution décisive à la paix, la stabilité et le développement à l'Est de la RDC, à travers le désengagement définitif des groupes armés et leur réinsertion durable.

Vital Kamerhe : « Je me vois comme un citoyen prêt à servir son peuple ». L'ancien directeur de cabinet du Chef de l'Etat a notamment réitéré son soutien et sa loyauté au Chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi et se dit prêt à renforcer le partenariat politique qui le lie au Chef de l'Etat à travers leurs partis politiques, UNC et UDPS, rapporte la dépêche de la Cellule de la communication présidentielle. « Quelle que soit l'épreuve qu'on endure, elle doit être en dessous de ce que l'on peut donner à sa patrie, à son peuple », a ajouté Vital Kamerhe. Au sujet de la situation dans la partie Est du pays, le Patron de l'UNC évoque son plan de sortie de crise qui privilégie l'option militaire, diplomatique et humanitaire. Sur le programme 100 jours, Vital Kamerhe pense qu'il reste un des programmes les mieux réussis car beaucoup de choses ont été réalisées en 9 mois malgré la saga judiciaire.

Beni : le poste frontalier de Kasindi-Lubiriha revêt une importance économique et stratégique. Situé à environ 90 km de Beni dans le secteur de Rwenzori, le poste frontalier de Kasindi-Lubiriha est l'un des plus importants du pays ; car il est la voie d'exportation et d'importation de plusieurs marchandises. Il ouvre la voie à l'Afrique de l'Est et à l'océan Indien à partir du district ougandais de Kasese. Les recettes douanières au niveau de ce poste frontalier varient entre 2 à 3 millions de dollars américains par mois, selon des sources de la Direction des douanes et accises (DGDA). Le ciment gris, la farine du blé, le savon, l'huile végétale, la cigarette, les produits pharmaceutiques et les matériaux de construction sont les produits importés à partir de ce poste frontalier. Les produits importés sont principalement consommés dans les provinces du Nord Kivu, de l'Ituri et de la Tshopo.

Maniema : le député Amisi Lupya demande la réorganisation de l'élection du gouverneur, dans le délai légal, afin de doter la province d'un gouverneur élu. Sa déclaration intervient après que le Conseil d'Etat a annulé les élections du 6 mai et après bien d'autres réactions en faveur d'un nouveau scrutin dans cette province.

Butembo : les jeunes débattent sur la répression de la torture. Plusieurs personnes sont régulièrement victimes des actes de torture, mais ne savent comment procéder pour les dénoncer en justice. « Nous avons démontré que la torture est non seulement physique, elle peut être aussi mentale, mais il y a la difficulté de la preuve, c'est comme ça que la répression pose problème. »

Beni : plus de 88 500 ménages visés dans la distribution des moustiquaires imprégnées. Le médecin chef a appelé les bénéficiaires au bon usage de ces moustiquaires, en vue de se préserver du paludisme qui sévit dans cette contrée. Cette campagne de distribution des moustiquaires va se dérouler de porte à porte et selon la taille de chaque famille. Une famille de neuf personnes par exemple, recevra cinq moustiquaires d'une durée de trois ans.

Haut-Katanga : le ministre Aselo interdit l'élection du vice-président de l'Assemblée provinciale, pour préserver d'éventuelles tensions liées à ce scrutin. Le ministre de l'Intérieur a invité les membres de ce bureau à

Kinshasa pour une consultation. De nombreux élus provinciaux du Haut-Katanga désapprouvent cette décision. Et assurent qu'il n'y a aucune tension relative à l'élection du vice-président de leur assemblée provinciale. Trois députés provinciaux se disputent le poste vacant de vice-président du bureau de l'Assemblée provinciale.

Kasaï-Central : Stéphane Bambi porté à la tête de l'Assemblée provinciale. Candidat unique à ce poste, a été proclamé le 28 juin, président de l'Assemblée provinciale du Kasaï-Central. Il est le troisième président de ce bureau, après la démission Patrice-Aimé Sessanga et la destitution de Jérôme Muntu.

Beni : 47 personnes tuées au mois de juin (Société civile). Dans le même communiqué, elle dit avoir répertorié une vingtaine de villages attaqués par des rebelles des ADF dans le secteur de Beni-Mbau et Ruwenzori et à Oicha, chef-lieu du territoire au cours de ce mois de juin. Cette situation a aussi occasionné l'incendie de plus de 34 maisons et boutiques. Plus de 50 personnes sont aussi portées disparues au cours de ce mois. Ituri : sept véhicules incendiés et marchandises calcinées dans une incursion de présumés ADF à Idohu. La société civile demande ainsi à l'armée de revoir leurs stratégies de défense, afin de vite restaurer la paix et la sécurité dans cette région.

Shabunda : un projet soutenu par le BCNUDH améliore les conditions de vie à Kigulube. Deux associations des cent femmes de Kigulube, regroupées au sein Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC)», participent au relèvement socio-économique de la population de cette partie de la province du Sud-Kivu. Le crédit leur est accordé de manière rotative. Incapables jadis de réunir un chiffre d'affaires de démarrage d'une activité génératrice de revenu, ces femmes disent y avoir trouvé une opportunité. Elles sont encouragées par leurs conjoints à subvenir aux besoins de leurs familles, comme le paiement des frais scolaires de leurs enfants, les besoins alimentaires et les soins médicaux. Tous ces besoins trouvent facilement une réponse, selon les mêmes sources.

Kindu : 75 albinos bénéficient de consultations ophtalmologiques grâce à l'IPOLK/Maniema. Pour l'association Initiative Plus Olive Lembe Kabila, (IPOLK Maniema), le souci est de redonner la joie et de permettre à cette frange de la population de vivre comme les autres. «Les albinos ont beaucoup de problèmes. C'est ainsi qu'aujourd'hui, on a procédé aux examens ophtalmologiques. Après cela, nous allons leur remettre des matériels de protection sanitaire », a déclaré pour sa part Al Asani, coordonnateur provincial de l'IPOLK.

Joseph Okito et Maurice Mpolo décorés "grand officier" de l'ordre national des héros nationaux Kabila-Lumumba. C'était au cours d'une cérémonie solennelle et émouvante, après projection d'un extrait du discours prononcé par Patrice Emery Lumumba le 30 juin 1960. Sous le rythme de la fanfare d'honneur, le chef de l'état a remis les médailles aux deux représentants des familles Okito et Mpolo

Le conseil de la jeunesse de Butembo appelle à la non-violence, et à s'abstenir de discours haineux. Le président de cette structure, dit avoir lancé cet appel pour amener la RDC à faire face à l'agression dans sa partie Est et indique que des attaques liées à l'appartenance tribale sont des stratégies qui concourent en faveur de l'ennemi. Il invite les Congolais au respect de la vie humaine et à traduire tout suspect devant les instances compétentes. Il a invité la population surtout les jeunes à accompagner les Fardc au front contre le M23.

Chantal Kanyimbo publie : « Mémoires : les plus belles années de ma vie ». Cet ouvrage paru aux éditions Harmattan, dans la collection Comptes rendus est préfacé par l'ancien Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba. Chantal Kanyimbo, journaliste présentatrice vedette du journal télévisé sur la RTNC, Rapporteuse au Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication est la première femme à diriger l'Union de la presse du Congo (UNPC). A travers cette autobiographie, l'auteure partage quelques moments forts de sa vie.

Rutshuru : les Fardc reprennent le contrôle de 4 villages jadis occupés par le M23. Cette reprise est intervenue à l'issue des affrontements du mardi 28 juin, dans les groupements Jomba et Kisigari. Il s'agit des villages: Nkokwe, Ruvumu, Rugarama et Rutakara. Les opérations de ratissage se poursuivaient encore dans la zone,

Lubero : la société civile de Munoli alerte sur la circulation d'hommes armés dans cette localité. Ces miliciens qui proviennent de l'axe Mabambi ont pillé une boutique et une maison d'habitation mardi lors de leur passage, avant de blesser un civil à l'arme blanche. Ils se seraient dirigés vers Inenehya, autre entité du groupement.

Nord-Kivu : lancement de la campagne de vulgarisation de la résolution 1325 du conseil de sécurité des Nations unies. "Le Gouvernement provincial, s'est doté d'un plan d'action provinciale de la résolution 1325, un appel pathétique vous est lancé pour sa vulgarisation jusqu'aux entités locales, afin de faire avancer la cause de

la femme dans le domaine de la paix et sécurité. Et pousser ainsi l'implication des hommes et des femmes engagés aux efforts de la réalisation des objectifs de développement durable". Il s'agit d'accroître le nombre de femmes dans les instances de prise de décisions, et dans tous mécanismes ayant une incidence sur la paix et la sécurité.

Plus de 170 000 déplacés à la suite des offensives du M23 (Bintou Keita). Ces personnes sont obligées de « fuir », en raison notamment de l'intensification des attaques du M23 contre la population civile, les forces de sécurité nationales et les Casques bleus, a souligné la Représentante spéciale du Secrétaire général en RDC, Bintou Keita, devant le Conseil de sécurité ce mercredi. Alors que certaines ont trouvé refuge grâce à l'hospitalité des familles d'accueil, les abris communautaires construits par des partenaires humanitaires sont devenus surpeuplés, tout comme les écoles, les stades, et les autres espaces collectifs dans lesquels étaient abritées d'autres personnes déplacées, a-t-elle ajouté. Elle a également rapporté des attaques des Forces démocratiques alliées (ADF) de la Coalition des démocrates congolais (Codeco), ainsi que des attaques d'autres groupes armés en Ituri et au Nord-Kivu. Mme Keita se dit notamment préoccupée par l'entrave à la scolarité des enfants qu'entraîne la situation, « qui n'est qu'un seul exemple de la manière dont la résurgence du M23 a perturbé la vie quotidienne d'une population civile qui a déjà souffert de l'insécurité persistante ». Mme Keita a concédé que le M23 se comporte de plus en plus comme une armée conventionnelle plutôt que comme un groupe armé, disposant d'une puissance de feu et d'équipements de plus en plus sophistiqués. « La menace que cela représente pour la population et les Casques bleus qui ont le mandat de la protéger est évidente », a-t-elle reconnu. La Représentante spéciale a rappelé qu'il incombe au Conseil de sécurité d'apporter son plein soutien aux efforts menés au plan régional pour ramener le calme entre États voisins, une condition, selon elle, pour qu'il soit mis fin au fléau des groupes armés.

La Monusco ferme officiellement ses bureaux au Tanganyika. Dans le cadre de l'ajustement de sa présence en RDC, la Monusco fermera définitivement ses bureaux le 30 juin 2022 à Kalemie, dans la province du Tanganyika, a rapporté Mme Bintou Keita. « Le déploiement récent de 80 policiers, dans des zones où les défis sécuritaires persistent, constitue une preuve tangible de l'engagement des autorités congolaises à assumer leurs responsabilités envers la population dans les zones où la présence des Nations Unies est destinée à évoluer ». Mme Bintou Keita a assuré que l'Équipe de pays des Nations Unies continuerait de soutenir les efforts du gouvernement visant à préserver et à consolider les progrès réalisés avec l'appui de la Mission de l'ONU en RDC (Monusco).

Jeudi 30 juin.

Fête de l'indépendance : des scènes de liesse et une ambiance électrique le 30 juin 1960. La RDC célèbre le 62e anniversaire de son indépendance. Comme le 30 juin 1960, cette date tombe un jeudi. Ce jour-là, le monde assistait à des scènes de liesse populaires à Léopoldville, capitale de la toute nouvelle RDC, mais également en provinces. A la cité, c'était une ambiance électrique qui contrastait à la solennité de l'événement officiel. Tout commence le matin de jeudi 30 juin 1960 par une messe en la cathédrale Sainte Anne de Léopoldville, aujourd'hui Kinshasa. Les Congolais nouvellement indépendants entonnent alors en chœur le « Te Deum », l'hymne latine d'action de grâces de la liturgie catholique. Vient ensuite la séance solennelle au Palais de la Nation devant le Parlement réuni en congrès. Les forces politiques congolaises et des invités venus de tous les coins du monde sont présents. Dans son allocution, le Roi Baudouin des Belges va louer l'œuvre de colonisation amorcée par le roi Léopold et poursuivie par la Belgique. Joseph Kasa-Vubu, le tout nouveau président du Congo Indépendant, va remercier les Belges. Avant de s'attarder sur les perspectives du nouvel Etat composé de 14 millions d'âmes. Alors qu'il n'était pas prévu par le protocole, Patrice Emery Lumumba, le Premier ministre prend lui aussi la parole. Il va prononcer un discours fort peu apprécié dans les milieux diplomatiques mais qui fera date chez les nationalistes africains. La liesse suscitée par l'accession de la RDC à l'indépendance va être de courte durée. Cinq jours seulement après cet événement, c'est la mutinerie de la force publique. Avant que le nouveau Chef de l'Etat et son Premier ministre ne se neutralisent. Le Congo vit alors la première d'une longue série de crises institutionnelles que le pays va connaître des décennies durant. **Fête de l'indépendance: la RDC enterre Patrice-Emery Lumumba, 61 ans après.** La RDC commémore les 62 ans de son indépendance le 30 juin 2022. Cette année est marquée par les funérailles du premier Premier ministre congolais, Patrice-Emery Lumumba, assassiné en 1961. Depuis lundi 20 juin dernier, la Belgique a restitué la dent (seul objet encore existant) de l'ancien Premier ministre à sa famille. Ce qui a permis au gouvernement congolais d'inhumer le martyr de l'indépendance. **Coup d'envoi de l'Exposition « Echos Lumumba » ce jeudi 30 à Kinshasa.** L'exposition C'est une activité pluridisciplinaire d'œuvres d'art qui va s'étendre jusqu'à la fin du mois de janvier 2023 au Musée des arts contemporains et multimédias. Selon Franck Dikisongele Zatumwa, artiste peintre, cette expo accueille 43 œuvres de peinture, sculpture et performance, réalisées par 23 artistes, sous sa direction. L'expo s'inscrit dans le cadre des activités d'hommage à Patrice Emery Lumumba. **Projecteur sur la**

tour de Lumumba, lieu d'inhumation de l'ancien Premier ministre de la RDC. La relique de Patrice-Emery Lumumba, a été enterrée ce jeudi 30 juin dans un mausolée peint en jaune sur lequel trône la statue du héros national. Ce mausolée a été construit aux pieds de l'échangeur de Limete. La première pierre de construction de cet édifice un des symboles majeurs de la ville province de Kinshasa a été posé le 12 septembre 1967 par le feu président Mobutu. Les fondements de cette tour ont été posés en 1969 et les colonnes sont montés en 1970, en 1974 les travaux se sont interrompus. On ne connaît pas la cause exacte de l'arrêt des travaux. L'Échangeur de Limete est une tour en béton armé de 210 mètres de hauteur. Construite par l'architecte franco-tunisien Olivier-Clément Cacoub et une entreprise de travaux yougoslave, ce monument avait pour but de devenir le symbole de la nation congolaise et un site touristique de premier plan, à l'exemple de la tour Eiffel à Paris ou de la statue de la Liberté à New-York. **La famille Lumumba remercie le peuple congolais.** Elle affirme avoir senti la grandeur de leur grand-père à travers « la fierté exprimée du peuple du Sankuru, la nostalgie mélancolique du peuple de la Tshopo ainsi que les chants d'apaisement des Katangais ». L'un des petits-fils de Lumumba se réjouit d'avoir entendu les Kinois réclamer, au nom de la communauté nationale, la justice, la paix et le travail. Il a en outre remercié l'Eternel qui leur a permis de découvrir l'épopée de Patrice-Emery Lumumba, leur grand-père. **Lumumba inhumé dans le mausolée à la place de l'échangeur de Limete.** A l'occasion, Félix Tshisekedi se réjouit que les Congolais aient offert une sépulture à leur tout premier Premier ministre : « Ce jour mémorable, se veut donc l'épilogue de la très longue démarche du retour de ce père de notre indépendance. Il nous donne enfin l'occasion, en tant que peuple, d'accomplir le devoir que nous prescrivent les traditions millénaires léguées par nos ancêtres, et de lever ainsi, en compagnie de la famille Lumumba, ce deuil entamé depuis 61 ans ». Le président de la République a invité les Congolais « à faire de ce 'Mémorial Patrice-Emery Lumumba', un lieu de recueillement susceptible de raviver l'idéal patriotique et républicain, sublimé par les gestes ainsi que les paroles de notre héros national ».

Gertrude Kitembo : « Le 30 juin est un moment précis de réflexion sur la gestion du pays ». « C'est aussi une occasion offerte à la population congolaise en général et du Maniema en particulier, de peaufiner un nouveau plan de développement de notre pays et de notre province », a-t-elle affirmé la présidente de l'assemblée provinciale du Maniema, Gertrude Kitembo.

Nord-Kivu : des avocats inquiets pour leur sécurité physique à la suite d'un conflit foncier, qu'ils défendent à la justice, opposant une femme âgée à des acheteurs qui auraient déjà impliqué certains officiers de l'armée dans le dossier. Alors que la justice aurait déjà tranché en faveur de la dame, la partie adverse utiliserait certains officiers de l'armée pour proférer des menaces indique l'un de ces avocats. Selon lui, le parquet général a fait une réquisition d'information, au commandant ville de la police, mais lui aussi a été paralysé.

Haut-Lomami : le gouvernement provincial investi avec dix ministres dont une femme. Le gouvernement Isabelle Yumba a été investi mardi 28 juin à Kamina par l'assemblée provinciale du Haut-Lomami. Il comprend dix ministres et trois commissaires généraux dont deux femmes. C'est sur cette équipe que compte la gouverneure du Haut-Lomami, afin d'atteindre ses objectifs fondés sur trois piliers à savoir politique, économique et social.

Butembo : une marche des femmes pour soutenir les Fardc. Réunies au sein de la Dynamique des femmes pour la bonne gouvernance (DYFEGOU), les femmes de Butembo (Nord-Kivu) ont organisé, ce jeudi 30 juin une marche de soutien aux FARDC, engagées aux fronts dans l'Est du pays. « Nous avons pensé qu'il est difficile de célébrer cette journée comment une fête alors que nous sommes en train de perdre sur les lignes de front de vaillants militaires qui sont tués, alors que nous sommes en train de perdre du côté de Beni comme du côté de Bunagana. L'indépendance, c'est pour nous une occasion de dire honneur aux FARDC qui sont en train de se battre, mais aussi d'honorer les âmes de toutes les victimes ». Elle a également appelé à l'assainissement de l'armée, à l'amélioration des conditions de vie des militaires et à la sécurisation des frontières de la RDC.

Fête de l'indépendance : Mgr François-Xavier Maroy appelle au soutien inconditionnel de l'armée. L'essentiel du message de l'archevêque de Bukavu a porté sur l'éveil patriotique. Mgr Maroy appelle tout le monde à la prière pour le pays en lieu et place des scènes de réjouissances. Il faut soutenir et encourager nos militaires qui se sacrifient jour et nuit pour préserver l'intégrité de notre territoire national, a ajouté le prélat. Il invite les Congolais à prier pour les « traîtres », qui font semblant d'aimer le pays mais Ils le trahissent.

Nord-Kivu : deux villages de Jomba sous contrôle des Fardc. Les Fardc ont repris le contrôle des villages de Kabindi et Chengero, dans le groupement de Jomba au Nord-Kivu. L'armée a reconquis ces deux villages après de violents combats contre les terroristes du M23. Ces affrontements se sont poursuivis jeudi 30 juin matin à Rutsiro, dans le groupement de Bweza, où les rebelles ont tenté d'opposer la résistance. Les terroristes seraient en débandade et se seraient concentrés autour de la colline de Runyonyi.

Kongo-Central : Pour chaque investisseur, il faut exiger des emplois pour les jeunes (Jean-Claude Mvuemba). Le président de l'Assemblée provinciale du Kongo-Central, a plaidé pour la création des emplois pour les jeunes de ce coin du pays. Il a fait ce plaidoyer dans son discours, clôturant la session de mars de cet organe délibérant. Il a également appelé à l'amélioration de la fourniture en eau et en électricité pour les populations urbaines. L'Assemblée provinciale du Kongo-Central souhaite que la décentralisation soit effective et que de nouvelles villes soient créées dans la province.

Bintou Keita attire l'attention du Conseil de sécurité sur le drame de l'Est de la RDC. Pour étayer son argumentaire, elle se s'est fait le porte-voix d'une écolière du Nord-Kivu, implorant l'implication des adultes pour que cesse la guerre dans l'Est du pays. Dans son slam, indique la cheffe de la Monusco, Zewede, âgée de 11 ans, a voulu transmettre une expression d'amour, d'espoir et une douleur aigue qu'elle a pour la RDC, son pays. La fillette a, dans sa poésie, exprimé sa déception et son sentiment d'abandon de la part des adultes qui, selon elle, devaient s'impliquer activement dans le processus de maintien de la paix dans l'Est de la RDC. « Dans cette optique, je prierai donc à chaque membre du conseil de sécurité de s'approprier ma voix, de l'amplifier pour que l'ensemble du monde, de l'Afrique, du Congo, du Kivu et de Bunagana jouissent de ce droit étant qu'être humain et étant qu'enfant et qu'il recouvre sa dignité dans un climat de prospérité et de stabilité », a recommandé Zewede

Le message de cette écolière du Nord-Kivu, lu devant le Conseil de sécurité, est relatif à l'activisme, depuis plus de 20 ans, des hommes armés dans la partie orientale de la RDC.

Nord-Kivu : plus de 3 000 déplacés vivent difficilement à Kanyaruchinya, dans le territoire de Nyirangongo. Ces personnes ont fui leurs villages à la suite des combats opposant les FARDC au rebelles M23 dans le territoire de Rutshuru. Elles sont dans des écoles, des églises et autres lieux publics à Kanyaruchinya. Ces personnes n'ont pas d'eau, ni de nourritures et non plus d'installations sanitaires.

Butembo : lancement de la campagne de collecte des vivres en faveur des Fardc. Cette campagne a été lancée au camp Rughenda en collaboration avec les autorités urbaine de Butembo, les leaders religieux et ceux de la société civile. Cette campagne s'inscrit dans le cadre de renforcement du mariage civilo-militaire. La remise des vivres et non-vivres aux Fardc se fera à la fin de ce mois de juillet.

30 juin 2022 : « la célébration de ce jour a eu lieu dans un contexte sécuritaire préoccupant », note Félix Tshisekedi. « La célébration de ce jour a eu lieu dans un contexte sécuritaire particulièrement préoccupant qui affecte notre existence étant que nation. Comme nous savons, notre pays fait face à une énième agression de la part du Rwanda qui agit sous couvert du mouvement terroriste M23 et ce en violation de tous les accords et traités internationaux ». A ce sujet, Félix Tshisekedi a réitéré son engagement de maintenir l'indépendance et de l'intégrité territoriale, en sauvegardant l'unité nationale. Il a promis de ne ménagerai aucun effort pour que la paix et la sécurité soient rétablies et que les agresseurs soient repoussés hors de notre territoire. Le chef de l'Etat a également appelé chacun de nous à considérer l'intégrité de notre territoire comme une question vitale pour laquelle nous, Congolais, n'admettrons ni transaction, ni compromission. Pour mettre fin à cette situation, ajoutait-il, la RDC a résolu d'orienter ses efforts sur le double front diplomatique et militaire.

Lundi 1^{er} août.

Les casques bleus à la base de la fusillade de Kasindi ne feront plus partie de la Monusco (Gouvernement). Le gouvernement congolais a condamné et déploré, dimanche 31 juillet, la fusillade survenue à Kasindi (Nord-Kivu), impliquant les casques bleus de la Monusco. Dans un communiqué, le gouvernement congolais a présenté ses condoléances aux familles éplorées et exprimé sa compassion aux blessés. Il a assuré que des dispositions requises sont en cours pour assurer la prise en charge matérielle et judiciaire consécutive à ce drame. Le gouvernement, conjointement avec la Monusco, a initié une enquête pour établir les responsabilités, connaître les motivations d'un tel forfait et obtenir des sanctions sévères à l'encontre des casques bleus incriminés qui sont, du reste déjà aux arrêts. Il a appelé au calme la population congolaise et particulièrement, celle de Kasindi et de toute la province du Nord-Kivu. Il a également assuré qu'il veillera à ce que pareil incident ne se reproduise plus.

Beni: de nouvelles manifestations anti-Monusco, après la fusillade de Kasindi. Des jeunes venus majoritairement de la partie Ouest de la ville, sont descendus dans les rues et y ont érigé des barricades. Un dispositif sécuritaire des forces de l'ordre est mis en place pour empêcher toute éventualité de dérapage de la part des manifestants. Ces activités de colère ont eu lieu un jour seulement après que la vie a repris son cours normal dans la ville de Beni qui sortait de 3 autres jours de manifestations anti-Monusco. **Fusillade de Kasindi : Bintou Keita compatit avec les familles éprouvées.** Bintou Keita a déploré les pertes en vies humaines et les blessés graves enregistrés. Elle a également juge inexplicables les fusillades comme les passages en force de ces soldats

de la paix. La cheffe de la mission onusienne en RDC s'est dite choquée après avoir vu les photos et les vidéos de cette fusillade. Elle a par ailleurs insisté sur le fait que les auteurs de ces incidents ne resteront pas impunis.

Butembo : Daniel Aselo appelle la population au calme. Le vice-Premier ministre de l'Intérieur a lancé cet appel à son arrivée dans cette ville ayant connu, il y a quelques jours, des manifestations anti-Monusco. A la tête d'une délégation, il a échangé tour à tour avec la société civile, les groupes de pression et les familles des victimes de ces manifestations. Pour sa part, le président de la coordination urbaine de la société civile de Butembo, a appelé la population à vaquer à ses occupations quotidiennes à partir de ce lundi.

Le gouvernement préconise l'obtention d'un moratoire sur la délivrance des titres des stations-services. Le gouvernement congolais s'est dit, le 29 juillet dernier, préoccupé de la prolifération des stations-services à travers le pays. Pour y remédier, le ministre des Hydrocarbures a préconisé l'obtention d'un moratoire sur la délivrance des titres des stations-services et la suspension des chantiers en cours. Il fait notamment allusion à l'autorisation de bâtir et le permis de construire. L'Etat affirme avoir recensé environ 245 stations-services à Kinshasa dont 204 opérationnelles, 21 en construction et 20 autres en arrêt. La prolifération des stations-services est également observée à Lubumbashi (Haut-Katanga). Il y en a qui sont construites à côté des écoles et même dans les quartiers résidentiels sans aucune précaution de sécurité.

Haut-Lomami : 21 morts dans un accident de circulation à Musaka. Les victimes étaient à bord d'un grand camion parti de l'espace Grand-Kasaï à destination de Lubumbashi (Haut-Katanga). Le chauffeur du camion accidenté était dans un état d'ébriété. Il a perdu le contrôle du volant avant que le camion se renverse dans un bourbier. Les morts ont été inhumés sur place avec l'aide de la Croix-Rouge de la RDC alors que les survivants, une trentaine, sont admis dans un centre de santé de la place. Le gouvernement provincial du Haut-Lomami a dépêché le ministre provincial de la Santé sur place pour s'imprégner de cette situation. Il a apporté un lot de médicaments aux survivants et de l'argent pour leur faciliter le déplacement ou leur évacuation "parce qu'il y en a qui veulent retourner d'où ils sont venus alors que d'autres décident de poursuivre leur voyage".

Kwilu : retour au calme au village Kakoyi après des accrochages communautaires. La population qui avait vidé ce village y retourne déjà progressivement. Les affrontements survenus jeudi dernier entre Lunda et Pende, avaient fait 6 morts ainsi que plusieurs blessés à cause d'un conflit foncier. Après ces combats, certains habitants passent encore nuit dans la forêt et d'autres ont trouvé refuge dans les villages voisins. L'ONG LIDEPROV, invite les autorités à mettre fin à ce conflit foncier et demande que les auteurs de ces actes barbares soient sanctionnés.

Kidnapping de 3 chefs coutumiers à Djugu: les autorités interpellées. Le coordonnateur de la société de Djugu (Ituri), a invité, lundi 1^{er} août, les autorités à s'impliquer dans la recherche de 3 chefs coutumiers enlevés depuis trois jours par les miliciens de la Codeco. Il s'agit du chef de secteur de Walendu Pitsi et deux chefs des groupements de la même entité, pris en otage au centre commerciale Kpandroma à une centaine de km de Bunia. Le porte-parole de l'armée en Ituri affirme qu'un comité mis en place poursuit les tractations avec la milice Codeco, pour obtenir la libération de ces autorités coutumières.

Kasaï-Oriental : 28 décès sur environ 2 800 cas de rougeole recensés en 7 mois. Selon le médecin chef de Division provinciale de la santé au Kasaï-Oriental, cette épidémie touche plus les enfants de 6 à 59 mois. Il attribue la propagation de cette maladie à la faible couverture vaccinale faute de moyens et au mouvement de la population. Il a lancé un cri d'alarme afin d'obtenir les vaccins afin de contrer cette épidémie.

Manifestations anti-Monusco : la levée des corps des victimes interdite pour raison d'enquêtes. Cette mesure fait suite à une réquisition de l'auditeur militaire du Nord-Kivu, qui a ouvert des enquêtes pour déterminer les causes de décès de ces victimes. Une quinzaine des personnes ont trouvé la mort et plusieurs autres blessés par balles au cours des manifestations organisées dans des villes du Nord-Kivu pour obtenir le départ de la Monusco.

Après son investiture, Rita Bola veut consolider la paix au Mai-Ndombe. « Je pense que la paix est sûrement une urgence pour le moment pour notre province et nous allons commencer par ça si Dieu le veut. » Candidate de l'Alliance des Congolais progressistes (ACP), parti cher à Gentiny Ngobila, Rita Bola avait été élue le vendredi 6 mai avec 12 voix sur 21 votants. Elle devient donc la première femme à diriger la province de Mai-Ndombe.

Félix Tshisekedi remet 80 véhicules aux professeurs émérites. Selon le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, la cérémonie de ce jour constitue la première phase d'une vaste opération de remise des moyens

de locomotion à tous les professeurs d'Universités des établissements publics. Les professeurs ordinaires, puis professeurs et professeurs associés vont aussi recevoir leurs véhicules, a-t-il promis. Au nom des bénéficiaires, le recteur honoraire de l'IFASIC, a remercié le président de la République pour ce geste historique. Il a par ailleurs plaidé pour la prise en charge des professeurs émérites conformément aux dispositions légales en la matière.

Kasaï : le territoire de Luebo en proie aux érosions, alerte le député Olivier Tombe. Dans un mémorandum adressé au chef de l'Etat sur cette situation, il lui demande d'user de ses prérogatives pour demander au gouvernement d'accorder une particulière attention au territoire de Luebo, pour empêcher sa disparition de la carte géologique de la RDC.

Goma : dernier hommage de la Monusco aux casques bleus tués au front. Deux casques bleus marocains ont tragiquement perdu la vie lors des manifestations violentes et d'un accident mortel le 26 et le 27 juillet dernier à Butembo. A ceux-là s'ajoutent deux policiers indiens. Le troisième marocain, était mort lors des combats contre les rebelles du M23 dans la zone de Tshanzu, territoire de Rutshuru. Le secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, affirme qu'il était nécessaire de rendre hommage, à la fois à ces casques bleus, mais aussi aux citoyens congolais qui ont péri dans les mêmes manifestations violentes. Il met aussi en exergue la nécessité de travailler ensemble en faveur de la paix dans la région. Il affirme avoir discuté de ce sujet avec les plus hautes autorités de l'Etat.

Mardi 2 août.

Le gouvernement annonce la réévaluation du retrait de la Monusco. Le Chef de l'Etat a instruit le gouvernement de diligenter une réunion avec la Monusco en vue de « réévaluer le plan de son retrait convenu en vertu de la résolution 2556 du Conseil de sécurité ». La décision a été prise à l'issue de la réunion de crise présidée par Félix Tshisekedi dans la soirée de lundi à la Cité de l'UA, autour des présidents des deux chambres du Parlement, le Premier ministre ainsi que les membres de la commission spéciale du gouvernement déléguée dans la province du Nord-Kivu. Cette décision est consécutive aux manifestations contre la Monusco au Nord-Kivu et à la fusillade au poste frontière de Kasindi impliquant les casques bleus.

Bilan revu des manifestations anti-Monusco en RDC : 36 morts. Le bilan officiel des manifestations anti-Monusco et de la fusillade de Kasindi impliquant les casques bleus de la mission onusienne s'élève trente-six morts et cent soixante-dix blessés. Le président de la République a aussi fait part de son entretien avec le Secrétaire général de l'ONU qui lui a exprimé ses vives condoléances après les incidents graves survenus à la frontière entre la RDC et l'Ouganda. Tshisekedi a rappelé au Secrétaire général de l'ONU que le retrait du M23 de toutes les localités occupées conformément aux communiqués de Nairobi, à la feuille de route de Luanda et à la déclaration du Conseil de sécurité des Nations unies du 1^{er} juin 2022 est une condition nécessaire à la baisse de la tension. **Manifestation anti-Monusco : plusieurs enfants ont raté le vaccin contre la poliomyélite au Nord-Kivu.** « Nous avons vacciné dans un contexte tellement difficile. Même si toutes les zones de santé n'ont pas encore rendu toutes les données, nous venions de vacciner 726.104 enfants de 0 à 5 ans (sur les 888.000 enfants visés). Cela montre que, dans les trois jours de campagne, nous n'avons pas pu vacciner tous les enfants ». « La vaccination se poursuit. Les zones de santé qui ont connu beaucoup en problème, sont les zones de santé urbaines ». **Bukavu : les conducteurs des motos appelés à ne pas se faire manipuler dans les manifestations contre la Monusco.** Le coordonnateur de la Synergie des associations des motocyclistes du Sud-Kivu s'engage « à demander à tous nos membres motards de respecter la vie humaine, de respecter nos chers compatriotes congolais et aussi nos frères partenaires la Monusco parce que le processus entre notre gouvernement et la Monusco est déjà en cours pour achever le processus de départ de la Monusco dans notre pays ». **Reprise des activités à Beni et Butembo après des manifestations contre la Monusco.** Les activités socio-économiques tournent normalement ce mardi 2 août. Toutefois, vers la partie ouest de la ville, certaines barricades sont encore visibles le long de la route. Les forces de l'ordre poursuivent avec les patrouilles afin de sécuriser la ville.

Kinshasa : lancement de la campagne « Po Na Congo » pour renforcer l'engagement des Congolais. Pour le superviseur de la zone Est de ce réseau national, il est question de partager l'expérience des élèves de Beni au Nord-Kivu dans l'engagement pour la paix, en vue d'inspirer les jeunes à s'engager pour un Congo meilleur. Il appelle les jeunes à dupliquer ce genre d'exemples dans les exigences pour l'accès à l'eau et l'électricité, pour l'emploi et de bonnes routes ; bref les revendications pour l'amélioration du social des Congolais. Sans l'engagement des jeunes, le Congo ne changera jamais. « Je prends un exemple : le projet Kin Bopeto. Si chacun pourrait s'engager à son niveau, pour que nous puissions vaincre les immondices, on peut y parvenir. » Musicien engagé, Jean Goubal est de même avis : « L'effort de se relever et de relever le pays doit partir de tout un chacun. Tout le monde doit faire sa part, de son côté, et que ça aille automatiquement. Si on se dit, je ne veux plus jeter une bouteille plastique dans la rue, on n'en trouvera plus dans la rue. » A l'issue de cette rencontre, le

film documentaire « La voix des oubliés », du réalisateur Kelly Mulisya a été projeté. Ce film relate les revendications des élèves pour la paix, lors du sit-in du 30 avril 2021 à Beni.

Mongala : 18 détenus s'évadent de la prison de Lisala. Les fugitifs ont réussi à détruire un mur de la prison, construite à l'époque coloniale il y a environ un siècle. L'ONG Action des jeunes pour le bien-être social (AJBS), dénonce la négligence des autorités ainsi que le nombre insuffisant des policiers commis à la garde.

Sud-Kivu : le chef de la cité de Sange appelle au calme après une tentative de manifestation anti-Monusco, initiée par un petit groupe de jeunes. Cette situation a paralysé la circulation sur la RN5. Des leaders locaux, avec à leur tête le chef de cité de Sange, ont réussi à calmer ces jeunes qui commençaient déjà à rançonner les passagers.

Les véhicules qui étaient bloqués ont repris la circulation après une heure de paralysie.

Kasai-Oriental : le BCECO appelle la population à s'approprier le programme de développement des 145 territoires. Pour le Bureau Central de Coordination il s'agit de l'exécution du premier volet du programme de développement local de 145 territoires, axe sur les infrastructures socioéconomiques de base. Ce premier volet comprend également la réhabilitation des routes de desserte agricole, la construction des mini centrales hydro électriques et photo voltaïques, l'installation des lampadaires, les forages ainsi que les infrastructures d'adduction d'eau. Quelques défis se dressent : l'impraticabilité des routes et l'acheminement des matériaux de construction.

Lubero : 8 miliciens tués dans les affrontements avec les Fardc. Les faits se sont produits dans la localité Kavinyito, en territoire de Lubero. Deux militaires des Fardc sont tombés sur le champ d'honneur dans ces affrontements. Les Fardc continuent la patrouille de combat dans la zone.

Nord-Kivu : environ 30 ménages quittent Kanombe pour se mettre à l'abri des affrontements Fardc-M23 à Rumangabo. Ces personnes se sont rajoutées à d'autres déplacés installés dans divers sites notamment à Kanyaruchiny dans le territoire de Nyiragongo. Le président des déplacés déplore toujours les conditions difficiles dans lesquelles vivent ces personnes, sans assistance jusque-là.

Nord-Kivu : Jean-Pierre Lacroix réitère le renforcement de la coopération avec le gouvernement congolais. « La poursuite et le renforcement de ce travail commun, avec les autorités congolaises, notamment avec monsieur le gouverneur pour, non seulement éviter que cela se reproduise, mais aussi mieux répondre ensemble aux défis sécuritaires. Il y a évidemment beaucoup de choses à faire. Le gouverneur nous a dit, nous ne baissons pas les bras, et c'est aussi notre état d'esprit », a indiqué le secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de paix. Au sujet des événements malheureux survenus au poste frontalier de Kasindi, le chef des opérations de Paix des Nations Unies confirme que toute la lumière sera faite sur la question. Il révèle que les attaques contre la Monusco ont été planifiées, organisées, et systématiquement conduites. Il espère que, les enquêtes pourront tout déterminer.

Mai-Ndombe : la société civile attend de la gouverneure Bola le désenclavement de la province. Entourée à plus de 80 % par des rivières, le Mai-Ndombe est l'une des provinces enclavées de la RDC. Cette province ne compte aucune route de desserte agricole en bon état et l'interconnexion est difficile entre différents coins de la province. Elle n'a pas non plus d'électricité. Du coup, la population locale doit emprunter la pirogue ou la baleinière pour se déplacer, même jusqu'à Kinshasa avec tous les risques sur le fleuve Congo. Toujours d'après la société civile, il n'y a pas d'infrastructures sanitaires et scolaires viables. Elle déplore également le phénomène Kuluna (gangstérisme urbain) et des conflits communautaires et interethniques.

Mbuji-Mayi : 2 paroisses catholiques vandalisées en 2 jours. La nuit dernière, la paroisse Saint David a été la cible des bandits. D'après certains paroissiens, ces hors la loi ont cassé la porte de la sacristie. Ils ont emporté une dizaine de chaises plastiques, avant de prendre le large. Par ailleurs, dans la nuit de dimanche à lundi, d'autres bandits ont incendié la paroisse Notre Dame de Lourdes de la colline Sainte Mbuya Charles. D'après le curé de cette paroisse, tous les objets sacrés ont été consumés par le feu. Le maire de Mbuji-Mayi, s'est rendu sur place. Il lie ces faits à un règlement des comptes : « Ça sent un peu une colère, un règlement des comptes, parce que les envahisseurs n'ont rien emporté. Ils ont tout brûlé sur place ».

Kinshasa : la LIPADE mobilise pour la table ronde sur la paix et le développement du Sud-Kivu, à l'intention des ressortissants de cette province établis à Kinshasa, toutes tendances et catégories confondues. Pour le chef de la maison civile du chef de l'Etat, ces assises s'inscrivent dans la ligne droite de la vision du chef de l'Etat en vue de la pacification de l'Est de la RDC. Pour sa part, le président du Sénat, a salué cette initiative, tout en appelant tous les fils et filles du Sud-Kivu à conjuguer les efforts pour bâtir la paix et faire décoller leur province. « Nous devons faire quelque chose pour que les intérêts du Sud-Kivu et de sa population soient au-

dessus de tout ». Mais avant d'en arriver là, la LIPADE organisera un forum avec les chefs des tribus et les groupes armés, afin de persuader ces derniers à déposer les armes et à rejoindre le programme Démobilisation, désarmement, réinsertion communautaire-stabilisation (DDRC-S).

Tension RDC-Rwanda : le secrétaire d'État américain attendu à Kinshasa et Kigali. Au cours de cette visite, il va échanger avec les autorités congolaises sur entre autres le soutien aux initiatives régionales africaines visant à promouvoir la paix dans l'Est de la RDC et dans la région des Grands lacs, indique le document. Après la RDC, il se rendra aussi au Rwanda, où il rencontrera de hauts responsables du gouvernement pour discuter sur le rôle que le gouvernement rwandais peut jouer pour réduire les tensions et les violences actuelles dans l'Est de la RDC.

Le HCR n'est plus en mesure de répondre aux besoins humanitaires des réfugiés, en raison d'un manque de financement. « La RDC est l'une des opérations du HCR les plus sous-financées au monde. En date du 30 juin 2022, seulement 19% du montant de 225 millions USDs prévu au budget en début d'année avaient été obtenus », reconnaissant que cette pénurie de fonds affecte de façon significative la vie des personnes contraintes de fuir. Au début 2022, la RDC accueillait plus d'un demi-million de réfugiés et de demandeurs d'asile, et plus de 5,6 millions de personnes déplacées internes. « Au rythme actuel, 82% des personnes déplacées internes ne recevront pas d'aide adaptée en matière d'hébergement. De ce fait, elles seront forcées de dormir dans des églises, des écoles et des stades, en plein-air, ou risqueront de devoir rentrer chez elles malgré le risque d'être prises pour cible par des groupes armés », s'alarme le HCR. Autre conséquence des niveaux de financement actuels : le HCR n'a pas la capacité d'aider un seul enfant réfugié à fréquenter l'école secondaire cette année.

Beni: l'armée annonce avoir tué 11 rebelles ADF. Il s'agit du bilan d'un accrochage entre l'armée et les ADF dans la localité Chani-Chani-Baoba, groupement Bambuba-Kisiki, en secteur de Beni-Mbau. Ces rebelles avaient contourné une position des Fardc dans le but de tendre une embuscade au commandant du 323^{ème} Bataillon qui venait avec sa voiture 4x4 pour évacuer deux militaires malades. Du côté de l'armée, un soldat a été blessé.

Mercredi 3 août.

Nord-Kivu : SOS pour l'assistance à plus de 700 ménages de déplacés en détresse à Pinga. Ces déplacés sont dépourvus de tout et vivent dans des conditions très difficiles. Ces familles ont fui, par vagues, les affrontements entre deux factions de Mai-Mai Nyatura, qui rivalisent dans la zone de Bashali-Mokoto. Ces personnes sont venues de plusieurs villages. Certains déplacés vivent dans les écoles de la place, tandis que d'autres sont dans des familles d'accueil et à l'ancienne base de la Monusco à Pinga. Déjà, des cas de maladies sont enregistrés.

Maniema : la société civile déplore le retard dans le démarrage du programme de 145 territoires. La province du Maniema avec ses 7 territoires va bénéficier d'une enveloppe de plus de 71 millions USD dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme. En juillet dernier, le gouverneur intérimaire, avait lancé un atelier du dispositif opérationnel de la mise en œuvre de ce programme. Cet atelier avait pour but la sensibilisation et l'appropriation de ce programme par les entités territoriales décentralisées, les députés de cette province et la société civile.

Signature d'un accord pour construire 1000 centres de santé en 5 ans. « Ce projet qui commencera dans les semaines à venir. Vous devez savoir que, pour construire 1.000 centres de santé à travers le pays afin de rencontrer la vision du Chef de l'Etat, qui consiste à mettre en œuvre la Couverture santé universelle. Le projet prendra 5 années. Cinq années pour rapprocher ce qu'on appelle l'offre des soins de service auprès de la population de base. A travers ce projet, le dernier kilomètre de la RDC sera couvert avec des centres de santé équipés, dignes et capables de soigner efficacement la population congolaise » note le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention. Le ministre a fait savoir que 104 centres de santé seront construits d'ici le mois de décembre.

Sécurité dans la région de Beni : la jeunesse appelle le gouvernement et la Mission à prendre leurs responsabilités. Cette structure de la jeunesse recommande « au gouvernement congolais de tirer toutes les conséquences qui s'imposent de la situation qui se vit dans l'Est du pays et de ne pas laisser sa population mourir en revendiquant.» Il recommande également au gouvernement de mener une enquête sérieuse pouvant établir les responsabilités des uns et des autres, afin de traduire les coupables devant la justice, de jouer son rôle dans la protection des civils et de pacifier le pays. Mais aussi, de tirer leçon des circonstances et des événements malheureux « que nous venons de vivre ». A la Monusco, le Conseil de la jeunesse demande de «respecter la

volonté du peuple congolais et de se retirer le plus vite possible ». Enfin, aux jeunes, la structure les exhorte à « rester vigilants et à ne pas céder à toute forme de manipulation qui peut l'amener à jouer le jeu de l'ennemi ».

Maniema : les chefs de travaux et assistants en grève. Le délégué de syndicat national des chefs de travaux et assistants du Maniema, fait savoir que « le gouvernement congolais ne parvient pas à payer les chefs de travaux et assistants à leurs grades actuels. Nous venons de le réaliser à la paie du mois de juillet » Quant aux accords signés à l'Hôtel du gouvernement et à Bibwa, ils ne sont évalués qu'à 2% dans la province du Maniema. « Le résultat n'étant pas escompté, nous décidons d'aller en grève à partir de ce 2 août ».

Kasaï-Oriental : inauguration de 3 mini-réseaux d'adduction d'eau potable. Ces ouvrages ont été réalisés dans le cadre du Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques. Le coordonnateur du projet a indiqué que ces mini-réseaux d'adduction d'eau visent améliorer l'accès à l'eau potable à près de 2 600 000 personnes de l'espace Kasaï. Ces ouvrages sont réalisés sur financement de la Banque africaine de développement.

Mbuji-Mayi : la population appelée à « ne pas se faire justice ». Le maire de Mbuji-Mayi a lancé cet appel le 2 août, à la suite d'un événement malheureux. Les habitants du quartier Meta Mudiayi à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), ont incendié la maison d'une femme et pillé ses biens de valeur le 1^{er} août. Elle a été soupçonnée par ses voisins et les gens du quartier, d'avoir kidnappé un enfant disparu récemment dans cette partie de la ville. La femme a été conduite à la police pour sa sécurité.

Kinshasa : ouverture de la semaine annuelle de l'industrialisation. A l'initiative de la Communauté pour le Développement des Etats de l'Afrique Australe (SADC), cette activité consiste à amener les pays membres à développer des industries au niveau local. Le ministre congolais de l'Industrie a expliqué que la RDC a tout le potentiel pour rapidement s'industrialiser et que cette révolution industrielle permettra aux Congolais de transformer leurs propres produits agro-alimentaires et devenir les fournisseurs des autres. La réalisation de ce rêve n'est possible que si les Congolais mettent en place des politiques publiques appropriées.

Maniema : la Fondation Aziza Muzelela lance les travaux d'assainissement à Kindu. Les membres de cette organisation ainsi que les volontaires sillonnent les grandes artères de la ville et débouchent les caniveaux. Par manque des poubelles publiques suffisantes, les populations jettent les immondices dans les caniveaux. Faute d'évacuation, ces immondices dégagent une odeur nauséabonde gênant ainsi les ruissèlements des eaux de pluies.

Affrontements Fardc-M23 : au moins 5 villages vidés de leurs populations à Rutshuru. Après une brève accalmie observée, lundi soir, les affrontements ont repris dans la matinée du 2 août, entre l'armée et ces rebelles dans la localité de Kanombe. Des tirs nourris ont été entendus jusque mardi dans la soirée et ont provoqué une psychose dans la région, occasionnant un déplacement massif des populations. Le M23 aurait renforcé ses positions en troupes et munitions ce qui ravive l'inquiétude de la population de cette partie du Nord-Kivu.

Kolwezi : 200 jeunes délinquants transférés à Kaniama Kasese pour apprendre les métiers. Ils ont été arrêtés dans le cadre « Zéro délinquant dans la ville de Kolwezi », au regard de la recrudescence de la criminalité ces derniers jours. Le gouvernement provincial du Lualaba rassure qu'après leur arrestation, la police nationale et une commission du service national procèdent au tri des jeunes délinquants. Ceux qui ne sont pas concernés sont tous libérés. Pour leur bon encadrement, les mineurs sont placés dans les centres spécialisés tenus par des religieux.

La ville de Mbandaka va organiser un festival dénommé « Evasion culturelle », qui se tiendra au mois d'octobre. En prélude de cet événement culturel, un atelier réunit tous les acteurs culturels depuis le 31 juillet au chef-lieu de la province. Le Coordonnateur national du Cercle des amis de la culture et de l'excellence invite tous les artistes : musiciens, comédiens, peintres, danseurs, modélistes, photographes à participer à cet atelier.

Nyirangongo : retour au calme après des échanges des tirs entre Fardc et RDF. A la base de cet incident, les militaires rwandais ont accusé ceux de la RDC d'avoir facilité la traversée transfrontalière clandestine d'un commerçant au niveau de la borne 11. Ce qui a occasionné un échange de tirs de quelques minutes entre les deux armées. Ces tirs ont créé une panique au sein de la population du village Murambi qui, du coup, a cru à une incursion. Le commandant peloton des Fardc a échangé avec celui du Rwanda et, aussitôt, le calme est revenu.

Ituri : le gouverneur interdit aux miliciens, candidats à la démobilisation, de circuler avec les armes. Tout est parti de l'entrée spectaculaire, le dimanche dernier, d'une dizaine de miliciens de la FPIC, munis de leurs armes, au village Lengabo, à la périphérie Sud de Bunia. Ce qui avait créé une panique au sein de la population.

Le gouverneur de province a ainsi instruit les commandants de toutes les unités militaires d'amener ces miliciens à se conformer à cette disposition et d'éviter tout mouvement armé parmi la population. Depuis la signature des actes d'engagement par les groupes armés Codeco/URDPC et de la FPIC, plusieurs de leurs éléments ont quitté leurs maquis pour regagner leurs villages respectifs avec leurs armes.

Mgr Melchisédech Sikuli : « **Nous n'avons qu'un vœu : recouvrer la paix** » a déclaré le 2 août, l'évêque du diocèse de Butembo-Beni après avoir pris part à une messe de paix dite à la paroisse Sainte-Thérèse d'Avila, à Beni. « La paix que nous demandons, c'est d'abord les enfants. Il faut qu'ils vivent dans un Congo meilleur que celui dans lequel nous vivons, qu'ils vivent dans une province du Nord-Kivu meilleure que celle d'aujourd'hui ; dans une ville de Beni, d'Oicha et dans un territoire où la paix règne, où le sang cesse de couler ». De nombreux enfants ont pris part à cette messe, dite à l'occasion de 24 ans d'épiscopat de l'évêque.

Le Gouvernement exige le départ du porte-parole de la Monusco, Mathias Gillmann. Dans une note datée du 28 juillet et adressée à la Monusco, le ministre des Affaires étrangères, dit considérer que les tensions actuelles entre la Monusco et la population seraient dues « aux déclarations indélicates et inopportunes du porte-parole de la Monusco ». Les Fardc et la force de la Monusco sont mobilisées face à la résurgence du M23. Mais leurs moyens étant limités face à plusieurs autres fronts dont celui des ADF, il y aura des endroits où les deux forces ne sauront être présentes de manière satisfaisante, avait déclaré le porte-parole de la Monusco, Mathias Gillmann, lors de la conférence de presse des Nations unies du mercredi 13 juillet à Kinshasa. Selon lui, « le M23 se comporte de plus en plus comme une armée conventionnelle, bénéficie d'équipements qui sont beaucoup plus sophistiqués que par le passé. » Cette déclaration avait suscité beaucoup de réactions négatives au sein de l'opinion nationale. Les autorités nationales estiment qu'elle est à la base de récentes manifestations anti-Monusco, qui ont fait une trentaine des morts et cent soixante-dix blessés ainsi que d'importants dégâts matériels.

Sud-Kivu : 21 000 enfants vaccinés contre la poliomyélite à Minembwe, dans les hauts plateaux du territoire de Fizi/Itombwe. Cette campagne de vaccination s'est clôturée le weekend dernier. Son superviseur affirme que des enfants de zéro à 5 ans ont reçu chacun une dose de prévention contre la poliomyélite.

Maniema : la société civile déplore l'absence des médecins à l'hôpital général de Samba, à environ 285 km de Kindu. Sur six médecins que compte l'hôpital général de référence de Samba, il n'y a qu'un seul sur place, et les autres traînent à Kindu pour des fins personnelles. Les malades sont abandonnés à leur triste sort et obligés de consulter les charlatans, se demandant s'il ne s'agit pas d'un génocide. La société civile appelle à sanctionner celui qui leur délivre les feuilles de route, « parce que six mois d'absence, c'est déjà une désertion ».

Mai-Ndombe : au moins 12 morts dans un double accident de circulation au village Limete. Dans la nuit de mardi à ce mercredi, deux gros véhicules ont fini leurs courses dans des trous sur la RN17 au niveau du village Limete, situé non loin de Kwamouth. Ces deux camions, à destination de Kinshasa, transportaient plusieurs passagers dont le nombre reste à préciser. L'un partait du village Mbomo et l'autre, de Salongo. Le bilan provisoire de ces deux accidents fait état d'un mort pour le premier véhicule et onze pour le second, dont six enfants.

Jeudi 4 août.

Ouverture des enquêtes sur les manifestations anti-Monusco à Uvira. Conduite par le secrétaire exécutif provincial, cette équipe d'enquête, comprend deux experts des droits de l'homme et la Monusco. L'objectif est de trouver un cadre de paix, de sécurité, de stabilisation et de confiance mutuelle entre la population, le gouvernement congolais et la Monusco. Les corps des 5 personnes décédées lors de ces manifestations publiques ont été inhumés après des consultations entre les familles des victimes, les acteurs de la société civile et les autorités urbaines.

La Monusco regrette l'expulsion de son porte-parole. La mission onusienne a exprimé son regret dans un communiqué de presse. Mais elle s'est engagée tout de même à continuer de travailler aux côtés de la population et des autorités congolaises pour mettre en œuvre le mandat qui lui a été confié par le Conseil de sécurité.

Signature du protocole d'accord pour la réhabilitation de la route Kananga-Kalamba Mbuji. Cette route longue de plus de 200 km est une voie d'intérêt économique pour l'espace Kasai. Le directeur du le Bureau Central de Coordination (BCECO) a indiqué que cet axe routier sera réhabilité en deux phases. Il sera d'abord question de préparer l'asphaltage et placer deux bacs sur les rivières Lueta et Kasai et finaliser avec les péages construits dans les normes au milieu de l'année prochaine. Cette route une fois réhabilitée facilitera les transactions commerciales entre les provinces de Lunda Norte (Angola) et du Kasai-Central (RDC).

Beni : l'ONG CRDH demande aux jeunes d'adopter les méthodes de revendication pacifique. « La Convention pour le respect des droits humains condamne les multiples violations et abus des droits humains survenus lors des différentes manifestations anti-Monusco, vécues à Beni, Butembo, Kanyabayonga, Goma et ailleurs ». Cette structure de défense des droits de l'homme appelle les manifestants aux actions pacifiques et non violentes. Elle recommande au gouvernement de se pencher sur le plan stratégique du retrait de la Monusco.

Walikale : 8 décès dus à la diarrhée au village Ntoto, en trois semaines. « Beaucoup d'autres cas sont en train d'être suivis dans de structures sanitaires locales, lesquelles sont dépourvues de médicaments essentiels pour arrêter cette maladie. Voilà pourquoi, nous sommes en train de lancer cet appel au gouverneur militaire du Nord-Kivu pour prendre toutes les dispositions nécessaires afin de l'arrêter », a recommandé Le député national élu de ce territoire. Il a invité le chef de Division provinciale de la santé du Nord-Kivu à bien vouloir déployer une équipe sur le terrain pour suivre les cas et leur apporter les premiers soins.

Equateur : lancement du projet de lutte contre les abus et exploitation sexuels dans 3 zones de santé. Ce projet est exécuté par la Caritas Développement de Mbandaka-Bikoro dans ces zones ayant connu la 14^e épidémie de la maladie à virus Ebola. Prévu pour 6 mois, ce projet vise la prévention des cas d'abus et d'exploitation sexuels, mettant en cause des humanitaires locaux. Les médias locaux, les chefs des quartiers, les crieurs, les autorités religieuses, seront mis à contribution afin de sensibiliser la population. Un numéro vert et des boîtes à suggestion seront disponibles en vue de permettre aux victimes de faire les dénonciations.

Combats Fardc-M23 : des milliers de déplacés vivent difficilement à Kanyaruchinya. Ces populations sont sans assistance et exposées aux intempéries. Les mêmes sources rapportent que les écoles, églises et autres édifices public sont bondés de familles, alors que d'autres passent nuits à la belle étoile sur la route. Le président des déplacés de Kanyaruchinya a indiqué que les forces de l'ordre ont dû tirer des coups de sommation, mercredi, pour calmer la foule qui se disputait un peu de nourriture ramenée des champs. « Nous demandons aux ONG de nous venir en aide et au gouvernement de mettre fin à la guerre pour que nous puissions rentrer chez nous ».

Tshopo : les services de sécurité accusés d'extorsion à Bafwasende. Le président de la société civile, a déclaré, que ces services exigent 1000 FC à tout passant à une barrière installée autrefois par la Direction générale des recettes de la province de la Tshopo (DGRPT). Il regrette que ces militaires et ces agents des renseignements ne fassent plus leur travail : « Les agents de l'ANR, au lieu de chercher les infractions et les Fardc au lieu de chercher là où il y a l'ennemi et de l'attaquer afin de protéger la population, non, ils font le contraire ».

Une nouvelle sculpture à l'ONU rend hommage aux experts des droits de l'homme tués en RDC. Une nouvelle sculpture percutante, dévoilée mercredi au siège de l'ONU, honore la mémoire et la mission de deux experts des droits de l'homme assassinés en RDC il y a cinq ans. Lors de la cérémonie, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a de nouveau exprimé ses plus sincères condoléances aux familles de Zaida Catalán et Michael Sharp, qui ont assisté à l'inauguration de la sculpture en verre intitulée Abused Ammunition, qui a la forme d'une balle en or. Mme Catalán, originaire de Suède, et M. Sharp, un Américain, étaient membres du groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC, qui soutient le travail d'un comité du Conseil de sécurité supervisant les mesures de sanctions imposées aux groupes armés dans le pays. Ils ont été enlevés le 12 mars 2017 alors qu'ils enquêtaient sur des informations faisant état d'atrocités de masse dans la région instable du Kasai, à la suite de combats entre les forces gouvernementales congolaises et des milices armées. Les soldats de la paix de l'ONU ont retrouvé leurs corps deux semaines plus tard à l'extérieur de la ville de Kananga. Le sort de leur interprète et de trois conducteurs de motos reste inconnu. En janvier, un tribunal militaire congolais a condamné à mort des dizaines de personnes pour le meurtre des deux experts, mais beaucoup pensent que la justice n'a pas encore suivi son cours, d'autres personnalités de haut rang étant également impliquées dans ces meurtres. « Leur meurtre est un crime odieux. C'était une attaque contre les valeurs des Nations Unies - une attaque contre la mission que d'innombrables femmes et hommes à travers le monde risquent leur vie chaque jour pour défendre », a déclaré le chef de l'ONU.

Irumu : tenue des dialogues sociaux pour favoriser la cohabitation pacifique. L'administrateur du territoire d'Irumu (Ituri) organise, depuis le 3 aout, des échanges avec les couches sociales de sa juridiction dont les chefs miliciens pour favoriser une cohabitation pacifique. Des chefs coutumiers et des représentants des jeunes sont associés à ces rencontres qui se tiennent à Bunia, chef-lieu de cette province.

Sud-Kivu : des affrontements entre groupes armés étrangers dans les Hauts plateaux d'Itombwe. Des miliciens burundais Imbonerakure ont repris le 3 août le contrôle de la localité de Birimba après de violents combats qui les ont opposés aux rebelles burundais de Red Tabara dans la forêt d'Itombwe, dans les Hauts plateaux du territoire de Mwenga, au Sud-Kivu. Le bilan : 12 rebelles de Red Tabara tués et 24 blessés. Des détonations d'armes lourdes et de petits calibres ont été entendues toute la journée à Rubuga, créant la panique au sein des populations des Hauts plateaux du territoire d'Uvira. Des civils ont aussi été tués, mais leur nombre n'est pas connu. Des agressions entretenues par des rebelles burundais Imbonerakure sont signalés contre des civils dans le village de Mugutu, groupement de Basimukindji 2, secteur d'Itombwe, territoire de Mwenga.

Kwilu : réconciliation entre deux ethnies, après 11 ans de conflit foncier à Gungu. A l'initiative de l'administrateur du territoire assistant de Gungu, les ethnies Kombana et Kiehu ont décidé de vivre en parfaite harmonie et leurs chefs se sont salués. « Cette réconciliation se fait au niveau du chef-lieu du territoire, c'est une bonne chose, c'est déjà un pas. Mais ces deux chefs des groupements devraient descendre à la base, donner un message de paix pour que les deux populations Lunda ainsi que Pende puissent se réconcilier », a-t-il recommandé.

Cette réconciliation intervient une semaine après que ces deux ethnies se sont affrontées au village Kakoyi. Ces accrochages avaient causé 6 morts et de nombreux blessés.

Lualaba : la société civile dénonce le dérapage dans l'arrestation des « jeunes délinquants » à Kolwezi. Selon cette structure citoyenne, ces méthodes portent atteinte aux droits humains. Shadrack Mukad condamne le « dérapage de la police ». D'après lui, certains jeunes sont maltraités, tabassés et même blessés. Sur ordre du gouvernement provincial du Lualaba, des centaines de jeunes de Kolwezi sont traqués par la police puis envoyés à Kanyama Kasese afin d'apprendre des métiers.

Omar Kavota : « Les manifestations anti-MONUSCO sont une page à tourner pour se concentrer sur la traque des terroristes ». « Nous voudrions à ce moment que l'attention soit accordée dans la traque contre les ADF MTM, dans la traque contre les M23, et les autres forces de déstabilisation en Ituri et dans le Nord-Kivu, et laisser la question de la Monusco qui est déjà prise en charge sérieusement par le chef de l'Etat et par les institutions du pays, à pouvoir évoluer car nous pensons que les cris de détresse de la population ont été entendus. Il est temps donc que nous puissions nous accorder à aller de l'avant vers la lutte contre ce qui peut nous surprendre », a indiqué le responsable de l'organisation de défense des droits de l'homme à Beni.

Vendredi 5 août.

Goma : l'inhumation des victimes de manifestations anti-Monusco ce vendredi. Le vice-gouverneur du Nord-Kivu a fait cette annonce mercredi dernier à l'issue d'une réunion avec les délégués des familles des victimes et les responsables des mouvements citoyens, initiateurs des dites manifestations. L'objectif de cette rencontre était de convenir d'un certain nombre de dispositifs afin d'éviter que ce rassemblement de foule ne puisse tourner à l'émeute. Ainsi, a été décidé, que toutes les victimes soient enterrées à Goma aux cimetières Makao, qu'aucune cérémonie d'hommages, ni veillée mortuaire ne sera organisée, ni au stade, ni à la morgue de l'hôpital général comme l'ont souhaité les mouvements citoyens. La levée des corps est prévue vers 9 h ce vendredi matin et tous les cortèges se dirigeront vers les cimetières où, une cérémonie commune sera organisée avant l'enterrement.

Sud-Kivu : reprise du trafic à la frontière entre la RDC et le Rwanda à Kamanyola, après une vive tension due à une confusion autour du contrôle des colis par les services rwandais des migrations. Un chauffeur congolais arrêté a été libéré par le Rwanda après avoir été soupçonné de faire traverser frauduleusement des colis. C'est ainsi que les services de douane ont pris la décision que tout chauffeur qui passe par cette frontière soit muni d'un manifeste des colis marchandises, en dehors du manifeste des passagers. Mais ils ont pris cette décision sans informer tous ceux qui fréquentent ce poste frontalier. C'est ainsi que les premiers arrivés à la frontière mercredi étaient surpris par cette décision et voulaient protester. Peu après, la circulation a repris.

Kalemie : les activités tournent au ralenti à l'Hôpital général de référence. Cette situation est due à la grève déclenchée par les médecins membres du Syndicat national des médecins du Congo (SYNAMED). Seuls leurs collègues, membres du Syndicat des médecins de la RDC (SYMECO) continuent d'y prester. La conséquence est que les patients peinent à bénéficier de la prise en charge médicale adéquate, comme indique le médecin directeur de cet hôpital. L'Hôpital général de référence de Kalemie est le plus grand centre hospitalier du Tanganyika, comptant plusieurs services notamment la pédiatrie, la maternité, l'ophtalmologie, la neurologie et autres.

Le gouvernement salue le rapport de l'ONU sur le soutien du Rwanda au M23. « Parmi les preuves rassemblées figurent des photos de soldats rwandais dans un camp du M23, des images filmées par des drones montrant des colonnes de centaines de soldats marchant en territoire congolais, et des photos et vidéos montrant des combattants du M23 munis d'uniformes et d'équipements de l'armée rwandaise », a indiqué le ministre de la Communication. Pour lui face à ces multiples preuves, le Rwanda ne peut plus démentir les accusations et doit reconnaître sa culpabilité et sa complicité dans l'instabilité en RDC. Le rapport du groupe d'experts de l'ONU transmis au conseil de sécurité, indique « l'armée rwandaise a lancé des interventions militaires contre des groupes armés congolais et des positions des Fardc » depuis novembre 2021 et jusqu'en juin 2022. **Rapport des experts de l'ONU : Kigali se réserve de tout commentaire.** La porte-parole de son gouvernement a déclaré dans un communiqué qu'elle ne commenterait pas un « rapport non publié et non validé ». Elle a ajouté « qu'au mois de juin dernier un rapport antérieur du groupe d'experts ne contenait aucune de ces fausses allégations ».

Butembo : reprise du mouvement de grève des Chefs des travaux et assistants. Le communicateur du noyau local de ce syndicat, Célestin Mutunda est d'avis que le gouvernement fait preuve de mauvaise foi : « Si nous déclençons le mouvement de grève, c'est parce que notre partenaire, le gouvernement congolais, n'a pas été honnête compte tenu de ses engagements. On avait signé les accords de Bibwa, là où on réclamait la réduction des écarts qui existent entre les professeurs, les chefs des travaux et les assistants. Cela n'a pas été respecté. On avait demandé qu'on paye les NP (Non payés) le salaire de base, le gouvernement n'a pas respecté ça aussi. On avait aussi demandé qu'on puisse considérer ou payer les NU (Nouvelles unités) cela n'a pas été fait. Compte tenu de cette situation, nous avons compris que notre partenaire avait utilisé la malignité. Et c'est comme ça que nous avons jugé bon de reprendre notre mouvement de grève que nous avons suspendu au mois de mars 2022 ». Il a précisé que le syndicat reste ouvert au dialogue avec le gouvernement.

Mai-Ndombe: 5 morts dans un nouvel accrochage entre Tékés et Yaka à Kwamouth. Tout a commencé quand les Yaka, en provenance du village Mpudumu, ont incendié le campement du chef coutumier du village Ngambomi. En représailles, les Tékés de Ngambomi ont contre-attaqué leurs agresseurs. Et cette bagarre généralisée a fait cinq morts. Préoccupé, le Collectif des élus de Kwamouth dénonce l'indifférence du gouvernement congolais vis-à-vis des tensions ethniques qui persistent dans ce coin du pays.

Kasai-Central : début des travaux de construction de la Cour et du tribunal militaire de garnison. Ces travaux rentrent dans le cadre du programme conjoint des Nations unies d'appui à la justice, sous la coordination du PNUD. La durée des travaux de construction de la Cour et du tribunal militaire de garnison de Kananga ainsi du parquet de grande instance de Tshimbulu est de 6 mois alors que la réhabilitation d'un hangar des filières de formation à la prison centrale de Kananga prendra 3 mois.

Nord-Kivu : un militaire rwandais a abattu un soldat de la RDC à Kanyesheja. L'armée rwandaise affirme avoir confondu la victime à un combattant FDLR. Ce soldat congolais est mort sur place après avoir été touché par balle. Son corps a été ramené au Rwanda "pour dissimuler cet acte". Le président de la société civile de Nyirangongo, qualifie ce forfait "d'un dérapage de trop" commis par l'armée rwandaise. Ce deuxième incident de la semaine intervient après celui de mardi dernier où un échange des tirs a opposé l'armée rwandaise aux Fardc.

Nord-Kivu : réinsertion communautaire de 4 enfants ex-miliciens à Mabalako. Ces mineurs étaient au camp de cantonnement des miliciens de l'Union des Patriotes pour la libération du Congo (UPLC) qui attendent le processus de démobilisation et réinsertion communautaire. Depuis l'année dernière, plusieurs centaines des combattants UPLC, cantonnés dans le camp de Mambale, attendent la mise en œuvre du programme de démobilisation et réinsertion communautaire.

Kasai-Central : nomination d'un nouveau directeur à la Direction provinciale des recettes. Le gouverneur de province a nommé, le 3 août, un nouveau directeur à la tête de la Direction générale des recettes du Kasai-Central. Lors de sa prise de fonctions, il a pris l'engagement d'aider la province à maximiser ses recettes.

Rutshuru : des dizaines de localités vidées de leurs habitants. Une accalmie s'observe toujours, ce 5 août, sur la ligne de front entre les Fardc et le M23 à Rutshuru (Nord-Kivu) mais des dizaines de localités des groupements Kisigari et Jomba, sont vidées de leurs habitants. Ces populations ont fui les combats, il y a quelques jours. Le dernier mouvement de ces populations a été enregistré lundi et mardi derniers à la suite d'une progression du M23 vers Rumangabo, affirment des sources locales.

Kwango: 2 morts dans un accident de circulation. Une jeep de marque Nissan en provenance de Kikwit pour Kinshasa a fait trois tonneaux avant de se renverser dans un ravin, à cause du mauvais état de la route. Deux personnes ont trouvé la mort parmi les 7 passagers. L'accident s'est produit à Kasaunseke, à 25 km de Kenge.

Maniema : les acteurs politiques de l'Union sacrée encouragés à plus de redevabilité, vis-à-vis de leurs bases électorales. Pour ce faire, elle a primé, le 4 août à Kindu, ceux d'entre eux qui se sont distingués dans ce sens. Les critères d'octroi de cette distinction sont « le contact avec la base, l'effectivité des interventions au niveau de l'hémicycle, la redevabilité. Nous visons l'amélioration de chacun d'eux, pour qu'ils soient redevables, qu'ils reviennent à leur base et pour qu'ils soient plus effectifs à l'hémicycle ».

Sud-Kivu : l'insuffisance de lait maternel, une des causes de malnutrition infantile (pédiatre). A l'occasion du lancement de la semaine mondiale de l'allaitement maternel, ce vendredi, Dr Nyakasane a interpellé les mères du Sud-Kivu : « Oui, les mères allaitent, mais il y en a qui n'allaitent pas jusqu'à six mois, deuxième chose, il y a des mères qui commencent très vite à donner de la bouillie et d'autres aliments à leurs enfants, même à deux mois. Je vois très souvent même en pratique clinique des mères qui ont des nourrissons qui sont sevrés à deux mois, à trois mois et c'est très mauvais », a-t-il martelé. Pour lui, il faut travailler sur la sensibilisation des mères.

Gratuité de l'accouchement à Kinshasa : le Gouvernement doit encore déboursier 25 millions USD, pour compléter l'enveloppe globale qui permettrait aux 26 autres zones de santé de Kinshasa d'emboîter le pas dans la mise en application de la gratuité de l'accouchement. Selon le ministre de la Santé, Hygiène et Prévention le gouvernement s'est déjà engagé à déboursier cette somme pour rendre opérationnel son programme qui rentre dans le cadre de la couverture santé universelle annoncé par le chef de l'Etat. « A ce jour, 10 millions sont déjà disponibles, en lien avec la Banque mondiale et d'autres structures, et c'est à travers cet argent que la gratuité se fait. Nous allons rajouter au niveau du gouvernement 25 millions supplémentaires pour que les structures qui vont entrer dans le cadre de ce programme puissent donner les actes définis gratuitement ».

Sud-Kivu : des policiers et civils pris en otage par un groupe armé à Minembwe. Le communiqué des Fardc à Minembwe fait état de 4 civils tués depuis début juillet à Minembwe. Les victimes auraient refusé d'adhérer au recrutement forcé des jeunes pour le compte du groupe Twirwaneho. Pour l'instant, d'après le porte-parole de l'armée à Minembwe, plusieurs enseignants du primaire et du secondaire ainsi que des élèves de 4^e, 5^e et 6^e des humanités ont été conduits sous la contrainte à une formation militaire dans la forêt de Bijabo, dans le groupement Balala Nord. Il souligne aussi que les deux éléments de la police et certains parents séquestrés à Kabingo subissent des tortures et d'autres traitements dégradants et inhumains de la part de ce groupe armé.

Beni : les ripostes de l'armée doivent être accentuées contre les groupes armés (CEPADHO). « Nous territoire de Rutshuru. Nous avons appris que ces terroristes cherchent à contrôler Rumangabo et cela à travers des attaques dirigées çà et là contre les positions des Fardc. Nous souhaitons que notre armée inflige des revers à ces terroristes comme cela vient d'être fait dans le territoire de Beni, où les Fardc ont effectivement donné une leçon aux terroristes ADF-MTM », a expliqué le coordonnateur de cette l'ONG de défense des droits de l'homme. Pour sa part, le porte-parole de l'armée dans la région de Beni, capitaine Anthony Mualushayi, rassure que toutes les dispositions sont déjà prises afin de contenir toutes les menaces des terroristes dans la région.

Uvira : un conseil de sécurité élargi aux représentants de la population pour calmer les tensions après les manifestations anti-Monusco. Les membres du conseil urbain de sécurité d'Uvira (Sud-Kivu) ont échangé jeudi 4 août avec les différentes couches de la population locale en présence des responsables de la Monusco. Cette première réunion du conseil de sécurité élargi tenue à la mairie d'Uvira après les incidents survenus à la fin du mois de juillet à Kavimvira, a connu la participation de près de 500 participants regroupant tous les chefs locaux, les chefs des mutualités, les représentants des partis politiques, associations des jeunes, membres de la société civile ainsi que les structures étatiques locales. Les échanges avaient pour objectif de ramener la paix, la sécurité, la stabilisation et la confiance mutuelle dans la ville et territoire d'Uvira. Pour le président du comité urbain de la jeunesse d'Uvira, dire que la Monusco parte immédiatement n'est pas une solution. Selon lui, « la Monusco a encore des choses à faire à Uvira, elle a des tâches à accomplir. Il y a encore des réformes qu'elle doit mener. Surtout que nous sommes en face de grande tension à Uvira avec les combats armés qui se font chaque jour dans les hauts et moyens plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga ». Le chef du sous bureau de la Monusco, a plaidé pour le dialogue avec la mission onusienne : « Je réitère la main tendue de la Monusco ici à Uvira à s'engager dans ce dialogue pour corriger les insuffisances, il y en a. Et également pour faire mieux, si la société civile estime que la Monusco ne fait pas davantage ».

Samedi 6 août.

Nord-Kivu: le MCVE appelé à enquêter et publier les résultats de l'appui du Rwanda au M23. Le Comité laïc de coordination (CLC) au Nord-Kivu a fait cette demande à la suite du rapport du groupe d'experts de l'ONU qui a affirmé avoir les preuves des interventions militaires du Rwanda dans l'Est de la RDC. Cette organisation de l'église catholique se dit en particulier inquiète de la dégradation de la situation sécuritaire dans le territoire de Rutshuru, en proie aux combats opposant les Fardc au M23 soutenus par le Rwanda. Elle exige,

entre autres, que les rapports des enquêtes menées par le Mécanisme conjoint de vérification de la CIRGL, sur les mêmes allégations rapportées par le groupe onusien, soient aussi publiés et est d'avis que le M23 constitue une grave menace pour la paix et la stabilité dans l'Est du pays.

Franck Diongo désapprouve la demande du départ précipité de la Monusco. « Nous ne sommes pas d'accords qu'on demande le départ précipité et non planifié de la Monusco. La Monusco ne peut pas partir avant les élections et on ne peut pas laisser qu'il y ait des élections sans témoin », a déclaré le président du Mouvement des Lumumbistes Progressistes (MLP). Il a plutôt proposé que les Nations unies changent le mandat de la Monusco afin de regagner la confiance de la population. Parlant de l'insécurité de l'Est du pays, il attribue la responsabilité au chef de l'Etat qui, selon lui, a le devoir de sécuriser les frontières du pays et la population.

Beni : plaidoyer pour le renforcement de la sécurité dans l'Ouest du secteur de Ruwenzori, en cette période proche de la récolte de maïs et haricot. Ces activistes des droits de l'homme font allusion notamment aux villages Mabasimba, Mayele, Toya, au-delà de la rivière Butahu et autres, où la présence des rebelles ADF est signalée. Depuis le retour au calme au Nord, Sud et Est de Ruwenzori, la population s'est donnée à l'agriculture dans les zones qui entourent la commune rurale de Bulongo. Des sources signalent le renfort d'effectif militaire aux villages Kisima et Mutilipi, afin d'empêcher les mouvements des ADF de l'Est vers l'Ouest du secteur de Ruwenzori.

Bunia : lancement des travaux d'asphalte de 8 Km de la voirie urbaine. Il s'agit des axes Kanyasi-Exécutif Lodge, pont Tonglet-Marie, Parquet-deuxième rue de Yambi Yaya, pont Nyamukau-marche Saio et le boulevard principal de Hoho. Le gouverneur de province explique que ce projet s'inscrit dans le cadre de la modernisation des infrastructures routières de la ville de Bunia. Le responsable de l'entreprise Mogabaon qui exécute ce projet, ces travaux consistent à construire des routes bitumées pour les rendre carrossables.

Kisangani : il faut privilégier la personne vivant avec handicap (Jean-Pierre Lifoli). Professeur de science politique à l'Université de Kisangani a lancé cet appel au cours de la conférence sur la vulgarisation de la loi sur les personnes vivant avec handicap, tenue à Kisangani (Tshopo) : « Dans la loi, on arrive à considérer le langage des signes comme la 5e langue nationale. En cas de concours par exemple, il faut leur ajouter un temps supplémentaire. Il en est de même du travail à compétence égale, il faut privilégier la personne vivant avec handicap... » Pour Jean-Pierre Lifoli, des innovations apportées dans cette loi sont de nature à promouvoir les droits des personnes vivant avec handicap, au pays.

COVID-19 : environ 150 000 personnes vaccinées au vaccinodrome en 8 mois à Kinshasa. « Nous avons installé depuis le 29 novembre 2021, 4 sites de vaccination à travers la ville province de Kinshasa : dans la commune de la Gombe, à la « Place des évolues », à la commune de Kalamu à la place des artistes au rond-point Victoire, au terrain Sainte-Thérèse à N'djili et au Marché de la Liberté à Masina et nous avons pu vacciner plus de 150 000 personnes », a révélé le Directeur pays de l'ONG Village Reach. L'ONG Village Reach met l'accent sur des solutions à fort impact en favorisant une collaboration verticale avec le gouvernement congolais.

Ituri : une vingtaine de morts dans une incursion de la milice Zaïre à Damas, et 16 autres grièvement blessées. Ces assaillants ont surpris la population au lieu de deuil du chef de leur groupement Musaba décédé il y a trois semaines. A leur incursion dans ce village de Mbijo, ils ont directement tiré à balles réelles sur la foule qui était en plein cérémonie de deuil. Ce bilan pourrait s'alourdir car parmi les blessés, certains sont dans un état critique.

Lualaba : environ 180 jeunes « délinquants » transférés à Kanyama Kasese. Le ministre provincial de l'Intérieur du Lualaba, a expliqué qu'au total 246 jeunes ont été arrêtés au cours de l'opération « Zéro délinquant » avant que 65 soient relâchés pour diverses raisons. Il a reconnu que la police a usé de la brutalité lors de la mise en œuvre de cette opération et dit endosser la responsabilité de ces dérapages de la police. Il a toutefois précisé que l'opération « zéro délinquant » se poursuit. La société civile du Lualaba a exigé la démission du ministre.

Kongo-Central : démenti sur la présence des militaires rwandais à Mbanza-Ngungu. « Je tiens à démentir les rumeurs qui circulent sur les réseaux sociaux autour de la situation sécuritaire qui prévaut à Mbanza-Ngungu et Madimba. Il est fait état de la présence de militaires rwandais dans le secteur de Ntimati, villages Mbanza-Ngoyo, Boko. Après vérification, ces militaires sont des éléments Fardc basés dans cette contrée depuis 2018 ». Ainsi, le ministre provincial de l'Intérieur du Kongo-Central a appelé l'opinion provinciale que nationale au calme.

Goma : 20 000 USD emportés lors d'un braquage au quartier Himbi. Des hommes armés non identifiés ont ravi cette somme à l'Association villageoise de crédit (AVC). Un bandit a été maîtrisé par les habitants. Plus d'une dizaine de membres de l'AVC comptaient l'argent à ciel ouvert, et au même moment, des hommes armés ont surgi à cet endroit. Ils sont parvenus à ravir cet argent après avoir torturé tous les membres qui étaient en majorité des femmes. Ces bandits venus à bord d'une voiture 4x4 sans immatriculation, ont pris le large en toute quiétude.

Mai-Ndombe: les enseignants de Nioki assiègent l'agent payeur de la Caritas. Le président de la synergie syndicale des enseignants de Kutu, explique : « Les enseignants étaient en train d'attendre la paie du mois de juin et de juillet. Mais subitement, la Caritas arrive avec un seul mois qui est le mois de juin. Alors, les enseignants ont refusé de prendre ce mois, ils exigent aussi ce mois de juillet, qui est déjà payé partout sauf ici. Donc, nous sommes en retard de deux mois. » Ils disent camper sur le lieu pour empêcher la fuite de l'agent payeur de la Caritas.

Lomami : les ministres provinciaux sortants réclament la totalité de leurs primes. « Sur les salaires qu'on touchait, on a coupé encore ou on a réduit encore à 45 %. On a coupé cet argent pour le mettre où et dans quel compte ? » s'interroge l'ancien ministre provincial de la communication. Il y a les ministres sortants, qui ont travaillé le mois de juin et le mois de juillet, qu'on leur donne seulement leurs salaires qu'ils touchaient, plaide-t-il. Le nouveau gouverneur « commence maintenant à réduire les salaires qu'il a trouvés. Ça, nous ne pouvons pas accepter ! » C'est pourquoi, les membres du gouvernement sortant n'ont pas pris cet argent-là, exigeant la totalité de leurs primes. Contacté par Radio Okapi, le gouverneur Ilunga précise pour sa part que l'enveloppe sur laquelle leurs primes ont été retirées est celle destinée au fonctionnement de l'exécutif provincial et non à leur rémunération. Pour lui, ces primes sont payées au taux budgétaire ; tel que mentionné dans l'édit budgétaire.

Dimanche 7 août.

Rapport de l'ONU sur la RDC : Denis Mukwege exige des sanctions contre le Rwanda. C'est avec grand intérêt que le Prix Nobel 2018 a suivi la couverture médiatique du rapport du Groupe d'experts des Nations-Unies sur la RDC du 4 août 2022. Ce document fait état des preuves solides collectées par les Nations unies entre novembre 2021 et juillet 2022. Il atteste que l'armée rwandaise a lancé des attaques contre l'armée congolaise sur le territoire de la RDC et a apporté son soutien logistique et opérationnel aux rebelles du M23. Pour Denis Mukwege, le gouvernement congolais, les Nations unies, l'Union africaine et les partenaires bilatéraux et régionaux de la RDC doivent tirer les conséquences de ces preuves démontrant la énième guerre d'agression du Rwanda. Il demande que des sanctions soient prises sans tarder contre le Rwanda, tant sur le plan politique, diplomatique, économique que militaire ; conformément aux résolutions 1807 et 2293 du Conseil de sécurité de l'ONU. Celles-ci sanctionnent les personnes et entités se livrant à des actes qui compromettent la paix, la stabilité ou la sécurité de la RDC. Il exhorte les dirigeants congolais et les partenaires privilégiés de la RDC comme les Nations unies, les Etats-Unis et l'Union européenne à créer des conditions propices pour le développement d'un commerce propre et transparent des ressources dont regorge la RDC. Ces derniers, devraient faire respecter les droits humains et les principes de base du droit international par tous les Etats dans la région des Grands lacs africains. Par ailleurs, le gouvernement congolais doit urgemment reformer le secteur de la sécurité en RDC, seule solution durable à la sécurisation et à la pacification du pays. **Nord-Kivu: le député provincial Sherimpuwe réclame des sanctions contre le Rwanda.** « Au-delà des condamnations, qu'on impose des sanctions exemplaires au régime de Kigali. Ce n'est pas tous les temps qu'ils vont continuer à se moquer des Congolais. Depuis la rébellion de l'AFDL, RCD, CNDP, M23 ; le Rwanda n'a jamais accepté qu'il combattait aux côtés des rebelles en RDC », a affirmé le député provincial élu de Rutshuru.

Kinshasa : Martin Fayulu exige la libération de Mme Marie Masemi, arrêtée depuis le 5 août. « Forcer la chambre d'une maman de 69 ans à 4 h du matin et l'enlever est un acte lâche, dégoûtant et inadmissible de la part d'un régime désespéré aux abois. J'exige la libération de maman Marie Masemi, membre de l'ECIDE ». C'est une femme très engagée qui a été enlevée pour ses opinions qui prennent appui sur la façon dont le pays est dirigé, affirme l'un des communicateurs du parti politique Engagement citoyen pour le développement. Mme Marie Masemi serait actuellement détenue au commissariat provincial de la police ville de Kinshasa notamment pour «ses insultes et propos diffamatoires contre les autorités », dit un responsable de la police.

Djugu : des miliciens de la Codeco imposent aux paysans une « redevance » de 15 000 FC avant l'accès aux champs. Il s'agit d'une redevance que ces miliciens ont instaurée il y a une semaine sur les différentes artères pour identifier tous les paysans qui fréquentent cette zone. D'autres personnes déboursent jusqu'à vingt-cinq mille FC mensuellement pour la prise en charge des miliciens. Les contrevenants sont soumis à des traitements inhumains.

Le Syndicat des enseignants des écoles primaires publiques menace de boycotter la rentrée scolaire. Cette menace sera mise en exécution, selon ce syndicat, si certains enseignants désactivés de la liste de la paie ne sont pas réactivés mais aussi si toutes les promesses faites par le gouvernement ne sont pas réalisées. Cette structure reproche au gouvernement « la non-application du deuxième et troisième palier des accords de Bibwa comme prévu au mois de juillet 2022. Mais aussi la retraite des enseignants sans notification ».

Sud-Kivu : vote d'un édit qui écarte l'exigence de l'expérience professionnelle pour entrer dans la fonction publique. « Ils auront des numéros matricules, ils seront sécurisés dans leur emploi. On devra respecter et suivre les normes liées à l'exercice de la fonction publique en province du Sud-Kivu. Par rapport à l'entrée à la Fonction publique provinciale et locale, nous avons clairement interdit le recours à l'expérience professionnelle. Tous les Congolais au Sud-Kivu seront éligibles et cela sans discrimination ». L'édit sera transmis au gouverneur du Sud-Kivu pour promulgation. Si rien n'est fait, 15 jours après la transmission des textes, l'édit sera d'office promulgué et entrera en vigueur 3 mois après.

« Il est inexplicable que l'Ituri continue à enregistrer des morts plus d'une année après l'installation de l'état de siège ». Le député national Jackson Ause dénonce ce 7 août les attaques des ADF perpétrées vendredi et samedi 6 août dans les villages de Kandoyi et Bandiboli sur la RN 4, axe Komanda-Kisangani, causant la mort de plus de 20 personnes, plusieurs autres disparues et des dizaines de maisons incendiées. Face à ce tableau sombre, le député s'est dit très consterné. Il appelle les autorités à mettre en place un mécanisme d'anticipation et de riposte à ces attaques pour épargner les vies humaines. L'armée appelle la population à lui faire confiance. Car les Fardc sont à la poursuite de l'ennemi qui opérerait avec la complicité de certains civils dans la région. **La société civile demande aux autorités de « tout faire pour stopper ces massacres ».** Le coordonnateur de la société civile en Ituri, réagissait aux tueries récentes de 22 personnes par des assaillants du groupe armé Zaïre à Damas et de plus de dix autres personnes dans le sillage de l'incursion des ADF à Kandoyi et Bandiboli. Le porte-parole des Fardc en Ituri qualifie les auteurs de ces massacres de civils de lâches. Il demande aux miliciens du groupe Zaïre de déposer les armes et de s'inscrire dans le processus de paix.

Lomami : remise d'intrants médicaux à 7 structures sanitaires, don du partenaire PATH-UTAID. Le lot est constitué "essentiellement de 32 concentrateurs d'oxygènes, de 32 oxymètres de coup, et plus de 1.700 masques faciaux et plus de 9.000 lunettes nasales que nous appelons canules. Il faut dire que la porte d'entrée de ce matériel, était la COVID- 19", a précisé pour sa part le chef de bureau suivi et évaluation. Mais, il n'y a pas que la COVID-19, "vous avez des maladies telles que l'asthme, la pneumonie qui provoque aussi les détresses respiratoires. Nous pensons que ces équipements pourront aider pour la prise en charge de toutes ces maladies", a-t-il poursuivi.

Lualaba : poursuite de l'opération "Zéro délinquant". Au cours d'une conférence de presse le 7 août à Kolwezi, la gouverneure intérimaire du Lualaba, a confirmé la poursuite de l'« opération zéro délinquant », lancé depuis quelques jours dans cette province. Elle a salué cette initiative du Chef de l'État consistant à envoyer des jeunes bâtisseurs au Service national à Kanyama Kasese. Cette initiative permet, selon elle, à sa province de résoudre tant soit peu le phénomène de délinquance juvénile, à la base de plusieurs cas d'insécurité surtout à Kolwezi. Elle offre aussi l'opportunité de former ces jeunes à un métier qui leur permettra de se prendre en charge.

Lundi 8 août.

Jean-Marc Kabund de nouveau attendu ce lundi au bureau de l'Assemblée nationale, afin de l'entendre à la suite du réquisitoire du procureur général près la Cour de cassation. Ce dernier sollicite la levée des immunités de cet élu de la circonscription du Mont-Amba (Kinshasa). Cette invitation est lancée après que Jean-Marc Kabund a sollicité la surséance de la procédure engagée contre lui par l'Assemblée nationale. Dans cette lettre du 5 août, le président de l'Assemblée nationale, explique à Jean-Marc Kabund que la démarche du bureau, qui est une exigence de l'article 102 du règlement intérieur de la Chambre basse du Parlement, privilégie la nécessité de le protéger. **Jean-Marc Kabund décline la seconde invitation de Christophe Mboso.** Dans une interview, le communicateur du parti Alliance pour le changement, affirmait que son président ne répondrait pas à l'invitation du président de l'Assemblée nationale tant que les préalables à une telle séance ne sont pas toujours remplis. Pour lui, Jean-Marc Kabund, en tant que légaliste, a eu à répondre au premier mandat de comparution décerné par le procureur général près la Cour de cassation et attend comparaitre à nouveau ce mardi 9 août pour apporter les éléments des preuves pour achever son instruction de manière adéquate.

Paul Djunga : « Le MLC se prononcera le moment venu sur les élections à tous les niveaux ». Ce cadre du MLC a précisé que son parti, en tant que membre de l'Union sacrée, est préoccupé par la guerre qui sévit dans l'Est du pays et la situation sociale de la population. « Mobilisons-nous derrière nos forces armées et notre gouvernement pour relever le défi sécuritaire et social ». Il coordonne une structure dénommée la « Dynamique Paul Djunga » chargée de relayer les messages du MLC à la base, ceux de paix, d'amour, d'unité aux Congolais.

Haut-Uélé : les populations peinent à accéder aux soins de santé à Niangara. La majorité des patients de cette contrée recourent à l'automédication et aux tradipraticiens pour se faire soigner. Les habitants de cette entité ne font plus confiance à l'unique hôpital de la place qui manque de moyens humains et matériels adéquats. Le médecin chef de zone de santé de Niangara, a par ailleurs invité gouvernement et ses partenaires à venir en aide à cette entité où, les patients font plus de 100 km à la recherche des hôpitaux mieux équipés.

Le Kwilu doté d'une régie provinciale de traitement de l'eau. Cet ouvrage, installé dans la ville de Bandundu, sera opérationnel dès le mois de septembre prochain. Cette régie permettra de desservir la population tant urbaine que rurale en eau potable à un prix abordable, avec l'appui de la coopération Allemande GIZ. Ce projet vise offrir à la population du Kwilu de l'eau potable à l'horizon 2030. Cette régie pourra aussi bénéficier de l'appui de la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Ces deux institutions financières se proposent à s'investir pour résoudre le problème de l'eau qui jusque-là se pose encore avec acuité dans ce coin du pays.

L'abbé Godefroid Mpembele du couvent Mukasa succombe à ses blessures à Kinshasa. Cet abbé a été grièvement blessé dans l'attaque des bandits armés survenue dans la nuit du 6 août au couvent Mukasa, de Kikwit. L'abbé Godefroid Mpembele a été transféré le 7 août à Kinshasa pour qu'il bénéficie d'une bonne prise en charge médicale. Les services spécialisés ont ouvert une enquête en vue de retrouver ces malfrats.

Nord-Kivu : calme relatif malgré les appels à manifester contre la Monusco. Toutefois, dans certaines entités, les activités socio-économiques tournent au ralenti par peur d'éventuelles représailles des manifestants. **Manifestations anti-Monusco : journée ville-morte observée ce lundi à Baraka et Fizi.** La population a répondu aux appels des acteurs de la société civile qui demandent le départ de la Monusco de la RDC, en particulier de la ville de Baraka et du territoire de Fizi. Aucune manifestation publique n'a été observée sur les artères principales de Baraka ni, du territoire tout entier. Les magasins, les marchés et les écoles ont été tous fermés. A Mboko, chef-lieu du secteur de Tanganyika, la RN5 est bloquée par des manifestants mais sans d'incidents.

Nord-Kivu : 11 décès dus au choléra recensés à Ntoto en 2 semaines. Face à cette recrudescence, l'ONG FONAHAD a lancé un appel à la mobilisation des fonds au niveau local et national pour une aide d'urgence dans ce territoire et ses voisins. Dans son communiqué, cette structure a indiqué que plusieurs autres personnes malades sont en observation dans centres de santé, mais elles n'ont pas accès aux soins.

Ituri : la Codeco a tué 7 combattants de la milice Zaïre à Djugu, dans les villages Mbidjo, Akwe, Sukisa, Tchudja et Jinga, dans le territoire de Djugu (Ituri). Une dizaine d'hommes armés identifiés aux assaillants de la Codeco en provenance de Damas, Nguo et Dukri se sont introduits dans ces villages, dimanche, pendant que des fidèles revenaient des lieux de culte. Les Codeco ont pris par la suite, plus de vingt personnes en otage. Ils ont également pillé des animaux de la base cours, des panneaux solaires et ont incendié plusieurs habitations. Par cet acte, la Codeco s'est vengée de leurs proches tués le vendredi dernier par la milice Zaïre au village Damas.

Kasaï-Oriental : l'église catholique excommunie les auteurs d'actes de vandalisme contre ses paroisses. Depuis quelques semaines, quelques paroisses de l'église catholique de cette partie du pays étaient les cibles des malfrats ayant même emporté des objets sacrés. L'évêque du diocèse de Mbuji-Mayi a signé ce décret à partir de l'étranger où, il séjourne : « Tous les auteurs des actes de vandalisme et leurs complices sont excommuniés ». Toutes les paroisses profanées ont été momentanément fermées et elles tiennent leurs messes dans des lieux inhabituels. La police nationale congolaise dit poursuivre des enquêtes. Jusque-là, aucun suspect n'a été appréhendé.

Nord-Kivu : découverte des corps de 3 femmes décapitées à Ikobo. Ces victimes, tuées à coups de manchettes, sont toutes des vendeuses de haricots du village Ikobo, portées disparues depuis lundi 1^{er} août alors qu'elles revenaient du village Miriki où, elles étaient allées s'approvisionner en marchandise. La notabilité d'Ikobo s'inquiète de voir le mode opératoire des ADF se produire à Walikale. Les services de sécurité disent avoir ouvert les enquêtes pour élucider les mobiles de ces meurtres.

Haut-Katanga : 20 morts dans un accident de circulation à Makola. Le camion accidenté provenait de Lubumbashi et se rendait à Kalemie, alors que le chauffeur était en état d'ébriété. Ce véhicule, appartenant à un transporteur privé, avait à son bord une quarantaine de passagers assis au-dessus des casiers de bière. Le chauffeur a été maîtrisé après une tentative de fuite. Des membres de famille sont arrivés sur le lieu du drame pour récupérer les corps de leurs proches. Les corps non identifiés seront enterrés sur place, précise l'administrateur du territoire.

Sud-Kivu : les jeunes de Kamanyola réclament l'asphaltage de la route Ngomo-Kamanyola, long de 40 km. Le président de cette structure, a déploré le délabrement de ce tronçon au niveau de Ngomo, dans le territoire de Walungu. Cette situation oblige les conducteurs à emprunter la voie du Rwanda pour arriver à Bukavu par la plaine de la Ruzizi. Plusieurs sources renseignent que les fonds pour la modernisation de la RN5 seraient déjà logés dans une banque à Kinshasa. L'entreprise SINOHYDRO serait toujours en attente du décaissement de ces fonds pour poursuivre les travaux interrompus depuis des mois.

Lubumbashi : une maison et des véhicules incendiés après la mort d'un moto-taximan. Tout a commencé la nuit de vendredi dernier avec un accident de circulation. Un véhicule a tamponné un moto-taximan et une fille. Le motard est mort sur place et la fille est décédée à l'hôpital. Le chauffeur du véhicule a été arrêté par la police. Cet incident a provoqué la colère des « Wewa » et des militants d'un parti politique. Ce samedi, ils ont organisé une expédition punitive au domicile du propriétaire du véhicule à la base de l'accident. Ils ont incendié la maison et une dizaine des véhicules trouvés dans la parcelle. Le propriétaire de la maison condamne cet acte et affirme avoir tout perdu. Il dit ne pas comprendre le comportement des gens qui ont attaqué sa parcelle. Le bourgmestre de Kampemba souligne que personne n'a été arrêté parmi les inciviques, mais la police a ouvert une enquête.

Kananga : arrivée d'experts de l'ONU chargés d'exhumer les corps des victimes de Kamuina Nsapu. Une équipe technique d'experts du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) qui travaille avec la police scientifique sur réquisition du parquet général militaire, a procédé le weekend dernier à l'identification des sites. Ce travail d'enquête permettra de mettre au clair les atrocités du Kasai et va aussi permettre à la justice d'identifier les personnes qui avaient été impliquées. La mort du 6^{ème} chef Kamuina Nsapu en août 2016 avait jeté toute la région du Kasai dans la violence. Des centaines de personnes avaient été tuées. En plus, il y a eu un million de déplacés enregistrés et une crise humanitaire, dont la région peine encore à s'en sortir.

Route Matadi-Kinshasa : circulation bloquée à Luila après un accident. Des embouteillages monstres sont observés dans le territoire de Kasangulu à cause du rétrécissement de la chaussée au niveau du secteur de Luila. Le passage est bloqué sur les deux bandes après un accident de circulation survenu samedi dernier. La police précise que jusqu'à ce lundi, il n'y a pas d'engins pour soulever les véhicules accidentés, qui bloquent le passage.

Les leaders de l'Union sacrée dénoncent l'agression de la RDC par le Rwanda. Dans une déclaration politique signée lundi 8 août à Kinshasa, les chefs des partis et regroupements politiques de l'Union sacrée de la nation condamnent « fermement la nouvelle agression de notre pays par le Rwanda sous le label des terroristes du M23. » Les leaders de l'Union sacrée réaffirment leur détermination à sauvegarder et à consolider, plus que jamais, l'indépendance, l'unité et la concorde nationales. Ils renouvellent leur soutien aux Forces armées de la RDC, à la police nationale et aux services de sécurité dans leur combat pour la défense de l'intégrité territoriale. Les mêmes personnalités lancent par ailleurs un appel pressant « à toutes les nations amies, éprises de paix et de justice, afin qu'elles intensifient avec notre pays des relations d'amitié et de coopération multisectorielle. »

Mardi 9 août.

Visite d'Antony Blinken : des ONG congolaises et américaines exigent des sanctions contre le Rwanda. Dix-sept organisations et experts congolais et américains ont appelé le 8 août le Secrétaire d'État américain, Antony Blinken, à encourager publiquement la tenue d'élections libres et équitables, le respect des droits humains et la lutte contre la corruption lors de sa visite en RDC les 9 et 10 août 2022. Selon eux, Antony Blinken devrait également affirmer des sanctions américaines contre le Rwanda, accusé de lancer des attaques sur le sol congolais.

« Le secrétaire d'État Blinken devrait informer le président rwandais Paul Kagame que les États-Unis ne toléreront aucun soutien au M23, comme l'a fait le président Barack Obama en 2012. Il devrait insister sur le fait que le gouvernement congolais doit réformer son armée, en améliorant les mécanismes de lutte contre la corruption, en filtrant et en renvoyant les officiers qui commettent des abus, et en enquêtant sur ceux qui ont été impliqués dans des crimes de guerre par le passé », a déclaré le P. Rigobert Minani Bihuzo du Centre d'études pour l'Action sociale (CEPAS). Pour les auteurs de ce document, la RDC devrait exclure la possibilité

d'amnistier les responsables de crimes internationaux graves, empêcher les commandants qui se sont rendus coupables d'abus d'intégrer les Fardc, et prévoir un ambitieux programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration, dirigé par une nouvelle équipe. **Halte à la corruption !** Sous la présidence de Félix Tshisekedi, selon eux, « la RDC est confrontée à des violations des droits humains et à une corruption généralisée, à des attaques répétées contre des civils par de nombreux groupes armés, et à des institutions démocratiques défailtantes. Les forêts et tourbières du bassin de la RDC, essentielles à la lutte contre le changement climatique, sont de plus en plus menacées par l'exploitation forestière et minière. » Lors de sa visite, « le Secrétaire Blinken devrait dénoncer l'escalade de la répression contre les militants, les manifestants et les journalistes et mettre en garde contre l'intolérance croissante à l'égard des critiques, qui risque de compromettre la tenue d'élections libres, crédibles et tenues dans les délais, en 2022 ». **Arrivée du Secrétaire d'Etat américain à Kinshasa**, ce 9 août. Il a été accueilli à l'aéroport international de N'djili par le vice-premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula Apala.

Désenclavement des provinces, relance de l'agriculture, ...les défis des nouveaux gouverneurs de la Mongala et du Nord-Ubangi. Le nouveau gouverneur de la Mongala, devra s'attaquer principalement à l'insécurité actuelle à Bumba et à Lisala, ainsi qu'au désordre dans l'exploitation forestière. La détérioration des infrastructures routières, administratives, agricoles et scolaires, sont à combattre pour l'élan socio-économique de la Mongala. Au Nord-Ubangi, le nouveau gouverneur devrait lui relever en priorité, l'enclavement de la province en rendant opérationnels l'aéroport international de Moanda et le port de Businga, sous-exploités. Il faudra au nouveau gouverneur de restaurer l'unité qui exige une bonne collaboration entre l'assemblée et l'exécutif provincial.

Bunia : la famille du commissaire principal Gad Rugama exige la justice contre ses meurtriers. Le 6 août la victime se trouvait à son poste de travail sur un chantier minier à Moku. Vers 22 h, ses compagnons d'armes, sans aucune explication ni altercation ont ouvert le feu sur le commissaire principal Rugama, le touchant mortellement par plusieurs balles. Son corps est arrivé le 8 août à Bunia (Ituri) pour des obsèques. La famille du commissaire dénonce ce meurtre. Son neveu pense qu'il a été visé à cause de son appartenance ethnique. Deux soldats des Fardc qui seraient impliqués dans ce meurtre sont déjà aux arrêts au parquet militaire de Moku.

Beni : « Manifester contre la Monusco pourrait profiter à l'ennemi », selon le président de la jeunesse d'Erengeti. Pour le président de la jeunesse de la localité d'Eringeti, s'attaquer à la Monusco pourrait profiter à l'ennemi ADF pour mener des attaques dans cette zone déjà en proie à l'insécurité caractérisée par des massacres. Il ajoute que plusieurs mouvements de jeunes dont la Lucha ont été sensibilisés à cet effet.

Bukavu : la mauvaise gouvernance des bassins versants du Lac-Kivu et la rivière Ruzizi, une menace pour la vie des populations. Un atelier de sensibilisation de deux jours auquel participent les services étatiques, de la société civile, les scientifiques ainsi que les autorités du Sud-Kivu se tient depuis le lundi 8 août à Bukavu. Il est organisé par l'autorité du bassin du lac Kivu et de la rivière Ruzizi (ABAKIR). L'accent est mis sur l'éveil de conscience de l'autorité urbaine à faire respecter les lois en rapport avec la conservation de l'environnement en vue de protéger les versants du bassin du lac Kivu et de la rivière Ruzizi.

Tshopo : la nouvelle gouverneure Madeleine Nikomba appelle la population au travail et à l'unité. Elle propose à la population de signer un pacte républicain reposant sur la discipline, la conscience et la responsabilité car, il faut que la Tshopo s'améliore. Elle fustige aussi les guerres de camps, de partis, de clans, de tribus et d'ethnies. Enfin, elle enjoint la population au travail et à s'acquitter de ses obligations vis-à-vis de de l'Etat afin de sortir cette province du sous-développement.

CLC/Goma et MCVE/CIRGL échangent sur la dégradation de la situation humanitaire dans la partie Est de la RDC. D'après les sources contactées, le Comité laïc de coordination, antenne du Nord-Kivu a fait part à l'équipe du mécanisme conjoint de vérification de la CIRGL de ses vives préoccupations par rapport aux violations répétées de l'intégrité de la RDC par les pays de la sous-région des Grands Lacs et confirmée par plusieurs sources, sauf le MCVE. Ce qui n'est pas de nature à favoriser une paix durable dans la région. Les deux parties se sont accordé, à l'issue de la rencontre, sur la nécessité de tout mettre en œuvre pour faire respecter l'intégrité du territoire de la RDC et d'élargir ses discussions aux différentes couches de la population. L'objectif est non seulement d'expliquer à cette population son mandat, mais surtout l'écouter et répondre à ses préoccupations.

Butembo : plus de 800 000 personnes visées par la 2ème phase de la vaccination contre la COVID-19. Cette campagne va jusqu'au au 14 août dans les dix-sept zones de santé de cette antenne. Selon le médecin chef d'antenne du Programme élargi de la vaccination dans la région de Butembo la cible qui est visée c'est toute

personne âgée de plus de 18 ans. « Les personnes qui avaient déjà reçu leurs deux doses peuvent aussi prendre une dose si elles le veulent, c'est pour booster encore leur immunité », a-t-il précisé.

Maniema : collation des grades académiques de 72 sages-femmes. La province du Maniema est parmi les provinces ayant un taux élevé de mortalité maternelle. Le directeur général de l'ISTM/ Kindu, soutient que les nouveaux promus vont renverser la tendance. « Cela veut dire qu'il y aura de plus en plus d'amélioration de la qualité des soins des femmes qui viennent accoucher ».

Tanganyika : deux nourrissons meurent à la suite des conditions précaires dans le camp Mulicha, à une cinquantaine de km de Kalemie. Sur place, il y a un manque criant de nourriture. Les déplacés n'ont pas d'abris ni de lieux d'aisance. Pourtant, Mulicha héberge plus de mille trois-cents ménages. Le camp de Mulicha existe depuis quelques mois. Cependant, le HCR/ Kalemie dit n'est pas être au courant de l'existence de ce camp de déplacés.

Kikwit : arrestation de présumés assassins de l'abbé Godefroid Pembele. Selon le commandant urbain de la police l'un de ces suspects est le propre cousin de l'abbé, qui aurait planifié cette opération. Il se dit préoccupé et rassure que des enquêtes se poursuivent pour établir les responsabilités.

Karna Soro réaffirme le soutien de la Monusco aux Fardc en vue de rétablir la paix en Ituri. Le nouveau chef de la Monusco à Bunia, réagit aux derniers massacres des civils enregistrés dans les territoires de Djugu et d'Irumu et dont le bilan à ce jour s'élève à près soixante-cinq personnes tuées par des hommes armés. Il affirme que la Monusco a renforcé sa présence aux côtés des Fardc pour organiser des patrouilles dans le territoire d'Irumu.

Il ajoute que la mission onusienne appuie le processus de dialogues communautaires initié par le gouvernement.

Ituri : 20 morts dans des affrontements entre miliciens, à Kalandau. C'était au cours des combats du 7 et 8 aout entre les assaillants de la Codeco et ceux de Zaïre. Les combattants de la Codeco avaient lancé une attaque contre le groupe Zaïre à Kalandau, vers Boku, région de Berunda. La Codeco était venue protéger les membres de la communauté Lori qui seraient réduits à esclavage depuis plusieurs mois par des miliciens Zaïre.

Nord-Kivu : le recrutement des jeunes au sein du M23 menace la sécurité des membres de la communauté Tutsi. Le président de la jeunesse de la communauté Tutsi dénonce : « Ils sont arrêtés arbitrairement puis, on les relâche après avoir donné une caution. Avoir un enfant dans un groupe armé ne signifie pas que c'est toi qui l'as envoyé. Cela ne devrait pas être l'objet d'une poursuite. Aujourd'hui, nous sommes menacés par les forces loyalistes et services de renseignement ». Les responsables de la sécurité dans le groupement Bishusha précisent que depuis plus d'un mois, des recrutements pour le compte de la rébellion du M23 sont rapportés dans cette zone de Bwiza et Kitshanga. Particulièrement au sein de la communauté Tutsi.

Kasaï-Oriental : le gouverneur interdit toute construction sur les espaces de la MIBA. Il a rendu public, le 8 aout, un arrêté, interdisant la poursuite des travaux de construction sur les 5 espaces appelés cités de la Société minière de Bakwanga. Cette décision vise à préserver la paix sociale entre la MIBA et les autochtones.

Barrage de la Ruzizi en difficulté de fonctionnement : 3 de ses 4 machines en panne. Les machines de la Société nationale d'électricité sont tombées brusquement en panne à la suite de leur vétusté et leur envahissement par les déchets plastiques jetés dans la rivière Ruzizi. Du coup, les villes de Bukavu, Uvira et Goma connaissent de sérieuses perturbations en énergie électrique depuis le 8 aout. La centrale de la Ruzizi 1 fonctionne normalement avec 4 machines. Deux ont été installées en 1958 et les deux autres en 1974. En dehors de cette centrale propre à la SNEL, une autre quantité du courant électrique provient du barrage de la Société internationale de l'Électricité des Grands Lacs, installée à Mumosho et qui dessert le Rwanda, le Burundi et la RDC au Sud.

Beni : 4 blessés graves dans un accident de route au centre-ville, la nuit du 8 au 9 aout. Une voiture qui roulait à vive allure a percuté un motard avec son client. Les deux victimes sont décédées. Voulant s'échapper, le conducteur du véhicule a percuté 2 autres personnes non loin de la mairie de Beni. Le bilan fait état de 4 blessés.

Jean-Marc Kabund placé sous mandat d'arrêt provisoire. Après son audition au parquet près la Cour de cassation, le 9 août à Kinshasa, le député national et président de l'Alliance pour le changement, Jean-Marc Kabund, a été placé sous mandat d'arrêt provisoire. Il a été conduit à la prison centrale de Makala. Sa défense a crié au non-respect de la procédure. Elle estime qu'il ne devrait pas être placé sous mandat d'arrêt provisoire

sans que ses immunités ne soient levées. Au fait, celles-ci ont été effectivement levées, selon des sources judiciaires.

Mercredi 10 août.

Rapport de l'ONU sur la RDC : le gouvernement insiste sur l'examen de ce document au Conseil de sécurité. Le vice-Premier et ministre des Affaires étrangères, a réitéré cet appel à l'arrivée du secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken à Kinshasa. « Nous avons une expérience malheureuse. Le rapport mapping qui a été déposé, il y a une dizaine d'années, n'a pas été examiné. Nous demandons que le Conseil de sécurité d'abord publie le rapport des experts de l'Onu sur la RDC dans son intégralité, y compris des pièces à conviction et ensuite l'examine et en tire des conséquences ». Ce rapport ayant fuité dans la presse accuse le Rwanda de soutenir la rébellion du M23 en guerre, depuis quelques mois, contre les Fardc dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu).

Les Etats-Unis « préoccupés » par le soutien du Rwanda au M23. Antony Blinken a précisé que sa visite à Kinshasa puis à Kigali consistait à appuyer les efforts de médiation qui sont en cours pour mettre un terme à cette violence dans l'Est de la RDC. Selon lui « tous les pays doivent respecter l'intégrité territoriale de leurs voisins ». **Antony Blinken salue « la profondeur et l'importance » de relations entre la RDC et les USA.** Le Premier ministre Sama Lukonde et le Secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, ont échangé le 10 août à Kinshasa sur des questions sécuritaires, économiques et de développement. « Je pense que l'agenda que nous avons sur divers sujets, que ce soient les questions de la sécurité alimentaire, que ce soient les questions de la préservation du climat, que ce soit le travail que nous faisons ensemble pour soutenir la démocratie, pour aider également à retrouver la paix et la sécurité dans l'Est...Tous ces sujets démontrent à la fois la profondeur et l'importance de nos relations. Nous sommes ravis de pouvoir travailler ensemble », a déclaré devant la presse Antony Blinken.

Ituri : le gouverneur accuse le chef milicien Mandro d'être auteur des tueries enregistrées à Djugu. Le gouverneur de l'Ituri, a également assuré « disposer des éléments de preuves sur l'implication de cet ancien chef-coutumier dans un projet de déstabilisation de la province ». « Yves Mandro recrute, mobilise les autres communautés pour qu'ils se joignent à lui », a souligné le gouverneur de l'Ituri.

Kongo-Central : les premiers travaux du projet de 145 territoires débutent ce mois à Tshela. Ces travaux consistent à la construction de 12 écoles et 8 centres de santé. Le vice-ministre du Plan a assuré que les routes de desserte agricoles sont également prises en compte dans ce programme en vue de faciliter l'évacuation des produits agricoles vers les centres de consommation, dans le territoire de Tshela.

Maniema : plus de 300 vendeurs du marché central exemptés de la taxe sur l'étalage, pendant un mois. L'ONG « Dynamique Salomon Idi Kalonda » a versé, le 8 août, la somme de 10 millions FC (5 000 USD) à la mairie de Kindu pour couvrir cette taxe. Ces marchands ont salué ce geste qui va impacter sur leurs activités.

Kananga : hausse du prix de maïs sur le marché de la ville. Une mesurette, appelée "Meka" de 2500 FC se vend actuellement à 4 000 FC, voire plus à certains endroits. Des sources attribuent cette surchauffe à la rareté de cette denrée sur le marché. Le Comité d'acheteurs et évacuateurs des produits agricoles a évoqué le problème de perturbations d'une saison culturale à la suite de fortes pluies ayant affecté les productions. Autre raison : le maïs de l'autre saison a été évacué vers Kinshasa à partir de Mweka suite à la demande sur le marché kinois.

La DGDA appelée à annuler ses missions d'installation des machines STDA en provinces. La question du Système de traçabilité des droits d'accises (STDA) fait, depuis un certain temps, l'objet des tensions dans les provinces du Haut Katanga, Lualaba et Tanganyika. C'est ainsi que la Fédération des entreprises du Congo (FEC) a sollicité le dialogue avec cette régie financière pour planifier les différends sur cette question et a proposé que la mise en place du STDA soit faite de manière concertée et dans le respect de la législation en la matière.

Butembo : Evasion à la prison de Kakwangura : plus de 800 détenus manquent à l'appel, mercredi 10 août, à la suite de l'attaque menée par des hommes armés. Ces assaillants ont cassé le portail de l'enclos, les portes des cellules permettant ainsi l'évasion de 874 détenus qui y étaient hébergés. L'armée qui est intervenue a lancé une opération de ratissage de la partie Nord-Est de la ville où, se sont dirigés les assaillants dans leur fuite. Seulement 50 détenus sont dans cette prison pour l'instant, après récupération de certains évadés. L'armée attribue cette attaque aux miliciens Mai-Mai. Les Fardc avance un bilan provisoire de deux policiers commis à la garde tués et un milicien neutralisé. Dans leur fuite, ces miliciens ont pillé des boutiques, rapportent des témoins.

Kindu : lancement des travaux de reconstruction du marché d'Alunguli. Ces travaux sont financés sur fonds propres du gouvernement provincial à hauteur de 170 000 USD. « Les travaux consistent en la construction d'un pavillon unique pour 261 étalages avec une capacité d'accueil de 783 personnes. La construction de 13 boutiques, d'un dépôt, d'un bloc sanitaire, de deux boutiques administratives pour la police et le gérant du marché. Le forage manuel d'un puits d'eau avec un réservoir de 1000 litres. Une chambre froide et l'installation électrique».

Arrestation de Jean-Marc Kabund : son parti politique dénonce des irrégularités. « Nous sommes face à une forfaiture. Au niveau de l'affaire Jean-Marc Kabund, nous pouvons constater les irrégularités que nous n'avons cessé de soulever à travers les différentes correspondances que le président de l'Alliance pour le changement a adressées au président de l'Assemblée nationale. L'honorable Mbose s'est permis de lever les immunités de l'honorable Kabund et d'autoriser les poursuites. Ce qui est anarchique parce que les textes en vigueur à l'Assemblée nationale ne donnent pas cette latitude au bureau de l'Assemblée nationale pour agir en tant que tel, et surtout en période de vacances parlementaires », s'indigne Ghislain Muanji.

Washington octroie 23, 75 millions USD pour soutenir le cycle électoral. En juillet dernier, l'USAID et le département d'État américain ont annoncé l'octroi de 2 millions USD et d'un million USD respectivement pour financer l'observation internationale et nationale des élections. En août prochain, l'USAID entend octroyer 10 millions USD supplémentaires pour promouvoir la participation politique pacifique et la transparence des élections de 2023. Le Département d'État a en outre engagé 6 millions USD supplémentaires pour aider la RDC à améliorer son système de justice pénale, à lutter contre la corruption et à combattre le trafic de ressources minérales et d'espèces sauvages. Enfin, les États-Unis ont dit soutenir la Monusco qui, selon eux, joue un rôle essentiel dans la protection des civils, dans la fourniture d'une aide humanitaire et de soutien au gouvernement de la RDC dans ses initiatives de stabilisation et de consolidation de la paix.

Equateur : l'ISDR Mbandaka accueille 15 nouveaux professeurs. Le recrutement de ces nouveaux professeurs a été fait sur base des offres d'emploi et les dossiers minutieusement étudiés au regard notamment de la compétence, la disponibilité et de la moralité. Les nouveaux personnels académiques passeront une période probatoire, en vue de leur engagement définitif. 20 anciens assistants ont été démis de leurs fonctions.

Sud-Kivu : Office des routes sollicite des moyens pour réhabiliter des routes nationales. « Mais depuis cette année 2022, nous n'avons pas encore reçu de financements du Fond national d'entretien routier (FONER) ». La plupart des routes de cette province se trouvent dans un état de délabrement avancé, a révélé le directeur provincial de l'OR au Sud Kivu. Il a par ailleurs souligné la route qui relie Kisangani à Bukavu, vers Bunyakiri est aussi catastrophique car elle avait été mal construite dans le temps.

Kinshasa : 10 ans après, l'ex-ONATRA relance le trafic fluvial entre Kinshasa et Mbandaka. Confirmant cette reprise du trafic fluvial, le sous-directeur commercial et de marketing de la Société commerciale des transports et des Ports (SCTP) a révélé le programme de réhabilitation de plus de 20 bateaux pour couvrir les lignes fluviales Mbandaka, Kisangani, Kasai et Sankuru. « Un projet qui ne peut être réalisé que par la libération de la créance de l'Etat à l'ex ONATRA », a dit Armand Osase.

Goma : 176 cas d'accidents de circulation recensés au premier semestre 2022. Ces accidents ont causé environ 50 morts et 79 blessés. Ces statistiques émanent du président de la Commission nationale de prévention routière, qui vient boucler une tournée dans cette partie du pays. Il a appelé les conducteurs à suivre la formation de recyclage obligatoire pour prévenir les cas d'accidents de circulation devenus récurrents.

Ituri : plus de 5000 déplacés internes sont sans assistance à Kilo. Ces personnes sont dépourvues de tout. Ils ont fui leur milieu à la suite des exactions des miliciens de la Codeco depuis le 5 août. Certains passent des nuits dans des familles d'accueil, mais d'autres sont installés sous des abris de fortune aménagés à Kilo Etat.

Troubles à l'Université de Kisangani. Les cours sont complètement perturbés à l'Université de Kisangani (Tshopo) depuis le 9 août. Les étudiants finalistes trouvent exorbitants les 75 USD exigés à chacun d'eux pour l'entérinement de diplôme. Les étudiants finalistes, sont passés dans différentes facultés pour expulser des auditeurs leurs camarades des promotions inférieures non concernés par leurs revendications. Ils ont érigé des barricades sur la voie publique juste en face du bâtiment administratif de l'UNIKIS et allumé le feu. Ce mercredi matin, ils sont revenus à la charge. Ils ont à nouveau perturbé les cours dans différentes facultés. Les manifestants exigent la baisse de ces frais jugés exorbitants. Réagissant à ce mouvement, le recteur de l'UNIKIS, fait savoir que les frais d'entérinement de diplôme s'élèvent à ce montant-là depuis quelques années et ont

toujours été incorporés dans les frais académiques. Mais, cette année, ils ont été fixés en retard ; puisque leur paiement devait intervenir dans un délai assez court. Le recteur prolonge par ailleurs l'échéance de paiement de ces frais jusqu'au mois de septembre prochain. Reste à savoir comment son message sera accueilli par les manifestants.

Jeudi 11 août.

Plus de 60 ONG congolaises encouragent les entreprises minières américaines à s'installer au pays. « Nos organisations attendent que le gouvernement américain incite les entreprises américaines intéressées par le cobalt, la cassitérite, le coltan, le manganèse, le cuivre, le bois, le pétrole et autres ressources naturelles à venir négocier avec le gouvernement congolais et à s'installer dans les provinces du Grand-Kivu et celles du Grand-Katanga afin de se ravitailler à la source auprès des entreprises congolaises, en créant la valeur ajoutée avant leur exportation », a déclaré le rapporteur de ces structures de la société civile. Ces ONG ont également dit attendre du gouvernement américain des actions concrètes en faveur de la RDC et sa population dans le cadre « du partenariat privilégier pour la paix et le progrès ».

Butembo: l'attaque de la prison de Kwakangura est l'œuvre des ADF et Maï-Maï. Le porte-parole de l'armée dans la région, a indiqué que 5 assaillants ont été tués et 115 détenus rattrapés ont été retournés dans leurs cellules. « La prison centrale de Butembo a été attaquée par les terroristes ADF/MTM et aidés par leurs supplétifs Maï-Maï. L'ADF a jugé bon de venir s'attaquer à la prison de Butembo pour récupérer un certain Kizito qui était un ADF connu, arrêté ici et aussi douze femmes des ADF qui étaient ici, qui étaient dans un processus d'être évacuées ailleurs. Malheureusement dans cette opération qui a duré plus de 15 minutes nous sommes intervenus avec retard parce que l'ennemi était armé lourdement et avec un effectif évalué à plus de 80 éléments », a-t-il reconnu. **Au moins 3 civils tués à Bashu lors des affrontements entre les Fardc et les ADF.** Les Fardc ont poursuivi jeudi 11 août des rebelles ADF dans la chefferie de Bashu, au lendemain de l'attaque de la prison centrale de Kakwangura à Butembo. Au cours des affrontements, signalés dans plusieurs entités depuis la nuit de mercredi, au moins trois civils ont été tués, Six autres personnes ont été emportées à Katelya dans le groupement Bunyuka.

Goma : La BDGL annonce le projet de modernisation du marché central. La Banque de développement des Etats des Grands Lacs (BDGL), projette la rénovation du marché central de Goma (Nord-Kivu) et l'asphaltage de 3 km de route longeant le port public de cette ville. Ce projet rentre dans le cadre des activités de relance de la BDGL après une longue période de léthargie. Une équipe travaille déjà sur les aspects techniques de ces projets. La BDGL est la branche financière de la communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) dont les membres sont : le Burundi, la RC et le Rwanda. Son siège social est basé à Goma.

Kasaï-Central : le gouverneur réceptionne des engins pour la réhabilitation de la voirie de Kananga. Ces travaux de réfection seront lancés « bientôt », selon une délégation du Bureau central de coordination (BCECO) en mission à Kananga. Le directeur général du BCECO a, par ailleurs, annoncé au gouverneur des avancées dans le processus du lancement des travaux de construction de la route Kananga-Kalamba Mbuji. « La route Kalamba Mbuji est une servitude importante pour le désenclavement du grand Kasaï. Aujourd'hui nous pensons que c'est la meilleure opportunité qui s'offre, parce que ça toujours été un souci pour le Chef de l'Etat de voir cette route devenir une vraie route », a déclaré le Conseiller spécial du Chef de l'Etat en charge des Infrastructures.

COVID-19 : 17 décès sur 402 cas enregistrés au Lomami en deux ans. Les autorités sanitaires provinciales ont livré ces statistiques, le 8 août, lors du lancement de la campagne de vaccination contre cette épidémie, dans le territoire de Lubao (Lomami). A l'occasion, le représentant de l'Unicef a indiqué que deux types de vaccins dont notamment Johnson et Johnson et Pfizer sont disponibles pour cette campagne de sept jours dans onze zones de santé sur les seize zones que compte Lomami.

Kinshasa : Anthony Blinken visite un projet financé par les USA. Le secrétaire d'Etat américain, s'est rendu à « Silikin Village », un centre d'entrepreneuriat et d'innovation, situé dans la concession COTEX, à Kinshasa et financé par le gouvernement américain. Il rendait ainsi visite aux participants du concours "hackathon", organisé par Kinshasa Digital et Internews. Des jeunes startups proposent des solutions innovatrices pour répondre aux défis auxquels font face les médias en ligne et la presse écrite durant le processus électoral. « Ce programme est financé par l'USAID ainsi que les coopérations suédoises et suisses. Dans le cadre de ce programme, l'Usaid a fourni à Internews un fonds supplémentaire pour promouvoir l'engagement citoyen à travers des informations exactes et fiables ». **Blinken appelle Kigali et Kinshasa à "cesser" de soutenir des groupes armés en RDC.** "Il existe des rapports crédibles sur un soutien aux groupes armés par toutes les parties, y compris les FDLR par les forces congolaises et le M23 par les forces rwandaises", a déclaré Antony Blinken.

Les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) sont des rebelles hutus rwandais. Et le M23 est un groupe principalement composé de Tutsis congolais. "Notre position est claire : le soutien à tout groupe armé doit cesser. Il ne s'agit pas d'un groupe contre un autre. Le principe de base est qu'il ne devrait pas y avoir de soutien venant des gouvernements et des forces armées aux groupes armés comme le M23 et les FDLR". Kigali a rejeté ces "allégations non valides" et avancé son "droit à défendre son territoire".

Kwilu: l'administrateur de Masimanimba plaide pour le bitumage du tronçon Kinshasa-Kikwit. Selon lui cet axe routier totalement délabré, occasionne beaucoup d'accidents de circulation. Il regrette que l'entreprise chinoise qui exécute les travaux, soutienne que le contrat signé avec le Gouvernement, ne consiste pas à bitumer la route mais uniquement à boucher les trous. Ceci présage que l'ouvrage ne sera pas durable.

Beni : une femme morte noyée dans les eaux d'une pluie diluvienne, qui s'est abattue, mardi 9 août, sur la ville de Beni (Nord-Kivu). Ce drame s'est produit dans la cellule Kangayembi, dans la commune de Mulekera. Le coordonnateur de la protection civile a qualifié de désolant le décès de cette sexagénaire emportée par les eaux.

Tanganyika : environ 118 cas de décès maternels recensés au premier semestre 2022. Le chef de bureau du Fonds de l'Onu pour la population (UNFPA) a expliqué que ces décès surviennent lors des complications de la grossesse ou pendant l'accouchement. C'est dans ce cadre que l'UNFPA a mobilisé les ressources pour organiser cet atelier afin d'élaborer un plan de redressement des décès maternels. Après, cette activité, il entend mobiliser les finances pour la mise en œuvre de ce plan afin d'aller vers zéro cas de décès maternel dans le Tanganyika.

Beni : du chocolat fabriqué en pleine zone d'insécurité à Mutwanga. La fondation Virunga produit du chocolat dans le territoire de Beni depuis bientôt trois ans. L'usine implantée à Mutwanga, secteur de Rwenzori, fonctionne malgré l'insécurité dans la région. La vente du chocolat Virunga Origins est assurée par des distributeurs, notamment dans la ville de Beni. Ce chocolat est fabriqué à base de cacao produit dans la région. Une grande partie de cette production est exportée en Europe, principalement en Belgique. La fondation Virunga produit au moins 50 kg de chocolat par jour, et en exporte en Europe plus ou moins cinq tonnes par an. Cependant, la consommation locale n'est pas encore satisfaisante, indique Kambale Makasi. Cette usine utilise une main d'œuvre locale, dont 60% est constitué de veuves des écogardes, ces gardes morts en plein exercice de protection du parc de Virunga.

Likasi : 2 blessés dans des accrochages entre la police et la population. Ces policiers sont allés à la rescousse des militaires envoyés en mission dans cette municipalité en vue d'arrêter les vendeurs des chanvres et boissons fortement alcoolisées. En plein mission, ces Fardc ont été prises à partie par les jeunes de la commune de Kikula. Ils ont pensé que ces soldats étaient dans l'opération "zéro délinquant" dans la ville comme à Kolwezi. C'est ainsi que ces échauffourées ont éclaté entre ces jeunes et les policiers venus prêter main forte aux militaires. Un soldat de l'armée nationale et une fille ont été grièvement blessés à l'issue de ces accrochages.

Rutshuru : la société civile déplore la trêve des Fardc engagés aux combats contre le M23. La conséquence est que ces rebelles continuent d'occuper, depuis deux mois, la cité de Bunagana. La société civile encourage l'armée à mener des actions en vue de libérer les zones occupées. Le président de cette organisation, a projeté des actions de pression contre le gouvernement congolais si rien n'est fait et il fait savoir que pendant ce temps, les populations ayant fui leurs milieux d'origine souffrent dans les milieux d'accueil. Le dernier accrochage entre les Fardc et M23 remonte au mardi 9 août dans la zone de Nyesisi.

Dungu : environ 77 850 enfants visés dans la campagne de vaccination contre la rougeole, dans 12 aires de la zone de santé de Dungu (Haut-Uélé). Cette activité va durer 5 jours pour casser la chaîne de transmission de cette maladie. En février dernier, près de 200 enfants ont été atteints de la rougeole dans la province du Haut-Uélé.

COVID-19 : environ 7 600 personnes attendues dans la 2^e phase de la campagne de vaccination au Sud-Kivu. Le coordonnateur provincial du PEV/Sud-Kivu, a fait savoir que la COVID-19 est là, même s'il y a accalmie. A cet effet, il a demandé à toute la population d'adhérer à cette 2^e phase de campagne afin d'atteindre l'objectif de 3 600 000 personnes vaccinées, soit 45,2% de la population du Sud-Kivu.

Kisangani : 5 sites identifiés pour l'entreposage du matériel de la Ceni. Une partie sera envoyée dans la province de la Tshuapa à savoir à Ikela, Djolu et Bokili ainsi qu'au Maniema, notamment à Punia et Lubutu. Cependant, ces sites ne remplissent pas certains critères liés notamment à l'accessibilité, l'espace exigé et l'aspect sécuritaire. C'est ainsi que la Ceni envisage la construction d'un grand entrepôt supplémentaire.

La société civile locale, qui se dit inquiète du retour de ces rebelles dans la zone, encourage l'armée à fournir plus d'efforts afin de les neutraliser complètement. Elle appelle également la population à collaborer étroitement avec les services de sécurité en vue des résultats escomptés.

Nord-Kivu : plus de 50 acteurs de la société formés sur l'accompagnement de la population. Cette activité doit s'étendre sur toute la chefferie de Watalinga, souhaite le coordonnateur de l'organisation « Action pour la défense des droits de l'homme (ADDHO). » Cette formation concerne « la procédure comment plaider en justice, mener un plaidoyer auprès des auxiliaires de la justice et des manipulateurs des droits ; comment aider les membres de la communauté à lutter contre la violence, prévenir les infractions dans les communautés où ces activistes déjà formés vivent mais aussi dans toutes les entités où ADDHO s'est déjà installée. »

Mbandaka : « Un leader, c'est celui qui montre la voie à suivre », affirme le professeur Fohle, de l'Institut supérieur de Développement Rural (ISDR), à Mbandaka (Equateur). Pour lui, le leadership traduit l'autorité qu'exerce un leader pour influencer et transformer sa communauté. Il est d'avis que le leadership se fonde sur trois éléments, dont la personnalité, les capacités et le comportement du leader.

Beni : un mort et des maisons incendiées lors d'une attaque des présumés ADF à Ruwenzori. La société civile en secteur de Ruwenzori parle de plusieurs civils pris en otages, une femme tuée quelques maisons incendiées et des animaux emportés au cours d'une incursion attribuée aux ADF. Celle-ci a eu lieu aux environs de 20h la nuit du 10 au 11 août à Kiviri située à 1km du village Kikingi, en secteur 10 Ruwenzori.

Conflit Teke-Yaka à Kwamouth : 6 militaires et policiers tués. Le conflit persiste entre les peuples Teke, qui sont les autochtones et Yaka, les non originaires, dans le territoire de Kwamouth (Mai-Ndombe). Les non originaires, armés en forêt, ont tué le 10 août dans la soirée, trois policiers et trois militaires dépêchés vers le village Ngambomi pour désarmer la population. Le député national élu de Kwamouth, plaide pour un renfort militaire afin de rétablir l'autorité de l'État dans cette partie du pays. Cinq personnes ont trouvé la mort dans l'accrochage survenu, mercredi 3 août, entre les peuples Teke et Yaka, dans ce territoire.

Vendredi 12 août.

13 morts et 4 Chinois pris en otage lors des combats entre les milices Codeco et Zaïre, aux sites miniers de Tchanganana et Madombo, dans le territoire de Djugu (Ituri). Ce sont des combattants de la milice Zaïre qui ont attaqué les premiers la position de la Codeco de Tchanganana dans le groupement Kirongozi. Ces derniers ont répliqué. Ces affrontements se sont étendus jusqu'à la localité voisine de Madombo, un carré minier, où des Chinois exploitent de l'or avec la milice Zaïre. Ces accrochages de plusieurs heures ont causé la mort de 13 personnes de la milice Zaïre. Un élément Codeco a par ailleurs été grièvement blessé.

Goma : des petits commerçants venus du Rwanda accusés d'envahir le marché local. Selon plus de 100 femmes congolaises exerçant les petits commerces à Goma (Nord-Kivu) ces vendeurs expatriés échappent au paiement du fisc et s'illustrent par une concurrence déloyale. En outre elles déplorent la multiplicité des taxes auxquelles elles sont soumises. Le maire-adjoint de Goma a promis de transmettre leurs doléances à sa hiérarchie.

Développement de 145 territoires : le tronçon Kongo dia Kati-Songamani entièrement réhabilité. Long de 52 km, le tronçon Kongo dia Kati mène jusqu'à la frontière congo-angolaise de Lovo via Songamani où, se trouve le site du Service national. « Cet axe réhabilité permettra aux opérateurs économiques de cette province d'évacuer vers Kinshasa plusieurs tonnes de maïs produits par le Service national », a indiqué, l'administrateur du territoire. Le développement de 145 territoires prévoit également de construire, dans cette contrée, l'Ecole primaire Mvuzi Landu à Kimpese, du Centre de santé Papa Simon Kimbangu à Lufu gare et des forages d'adduction d'eau potable.

Beni : les Fardc appelées à sécuriser les lampadaires restants sur l'axe Ngite-Mavivi. La maire a lancé cette invitation 3 semaines après que la population a détruit une dizaine de lampadaires avant de voler leurs panneaux solaires et batteries. Cette autorité locale redoute que l'insécurité refasse surface après la destruction de ces lampadaires. Ces lampadaires avaient été installés par la Monusco dans le cadre de son projet d'impact rapide qui consistait en la réduction des violences communautaires à Beni.

Kindu : 90 instructeurs congolais formés sur les techniques commandos. Dispensé par les instructeurs belges, au Centre d'entraînement de Lwama, ce recyclage de 3 mois a aussi porté sur les combats sans armes, les premiers soins, la survie et le leadership. Les instructeurs formés vont, à leur tour, former les militaires de la 31ème brigade.

Goma : la BDGL sollicite la sécurisation de ses installations. Le Président du conseil d'administration de la Banque de développement des pays des Grands Lacs (BDGL), a fait cet appel quelques jours après que les manifestants ont vandalisé leurs bureaux lors des manifestations dénonçant l' « agression rwandaise » via le M23. Cette banque a également annoncé le financement de deux projets notamment de la modernisation du marché centrale de Goma ainsi que l'asphaltage de 3 KM de route menant vers le port de Goma.

Koko Cirimwami : « le Sud Kivu dispose de 3 blocs gaziers et de 2 blocs à pétrole ». Pour le ministre des Hydrocarbures du Sud-Kivu « l'économie va connaître une croissance parce que quand on va commencer à les exploiter il y aura des taxes mais notre jeunesse va aussi profiter du travail. Certains partenaires ont dit qu'ils vont employer plus de 300 personnes ». Il a également précisé que la commercialisation de ces produits fera que la population utilisera le gaz pour ses travaux ménagers, mettant fin au déboisement des forêts.

Bikoro : vive tension ce jeudi après la mort d'un jeune homme au cachot de la police, un jour après sa détention. La population en colère a vandalisé 3 bâtiments publics et incendié un véhicule de la police nationale.

Ituri : l'Hôpital de Lolwa vidé de ses malades, après la rumeur d'une incursion des ADF. Vers 21 h, des tirs à balles réelles ont été entendus dans tous les coins de la cité de Lolwa. Les rumeurs laissaient croire à une incursion des rebelles ADF dans la partie Ouest de cette cité, dont l'objectif serait de piller cet hôpital et de se ravitailler en médicaments. Dans cette confusion, une dizaine de malades sous surveillance médicale ont détalé. Mais d'après l'administrateur-adjoint du territoire de Mambasa, les premières informations prouvent qu'il s'agissait plutôt des coups de feu tirés par les Fardc. Il dit avoir saisi l'auditorat militaire pour ouvrir une enquête.

Vive tension à Butembo : 4 policiers tués par de présumés miliciens Mai-Mai. Des jeunes assimilés aux miliciens Mai-Mai ont tué, ce 12 août, 4 policiers et blessé 3 autres, à la barrière de Kangote, à Butembo (Nord-Kivu). Ces assaillants ont également brûlé 4 jeeps de la police nationale. Ces incidents sont partis d'une folle rumeur sur une éventuelle présence des ADF dans plusieurs quartiers de la commune de Bulengera dans la partie Est de la ville. Une psychose généralisée a envahi les habitants des quartiers périphériques, et nombreux se sont déplacés nuitamment vers des quartiers supposés sécurisés.

Goma : environ 17 cas de violences sexuelles et domestiques identifiés en un 1 mois. L'Asbl « Programme d'Appui aux initiatives féminines » (PAIF) qui organise ce forum, a expliqué le sens de cette activité : « Certaines femmes ont été battues, dénigrées, chassées nuitamment de leurs maisons par leurs époux. Mais elles restaient toujours silencieuses par peur d'être abandonnées par ces derniers. C'est un élément qui nous a motivés d'organiser cette table ronde, pour justement lutter contre l'ampleur des violences domestiques à Goma ».

Tanganyika : réconciliation entre communautés Twa et Bantous à Nyunzu. Une délégation d'une dizaine de personnes de ces deux ethnies est arrivée le même jour à Kalemie pour matérialiser cette entente. Le député Emmanuel Mukundi, l'un des artisans de cette réconciliation, a salué cet acte qui prouve l'effectivité de la paix entre Twa et Bantous. Sortis des forêts, ces Twas disent manquer de tout et sollicitent l'aide du gouvernement.

Butembo : 206 évadés de la prison de Kakwangura déjà repris par les autorités. Ces prisonniers ont été récupérés par l'armée en collaboration avec la population dans la chefferie de Bashu. Parmi eux, des civils et militaires, ainsi que des présumés ADF dont le nommé Kizito, présenté par l'armée comme élément clé de l'attaque de la prison de Kakwangura par des ADF. L'armée poursuit la traque afin de retrouver tous ces évadés.

Sud-Kivu : plaidoyer pour la participation effective des jeunes au processus électoral. La présidente de l'association « Karibu Jeunesse nouvelle » de Bukavu, a fait ce plaidoyer à l'occasion de la journée mondiale de la jeunesse placée sous le thème : « l'Engagement des jeunes, élément moteur de la paix et solidarité nationale, création d'emplois pour tous ». La jeunesse est un potentiel sur lequel la RDC peut construire.

Maniema : l'inspecteur provincial de l'EPSP déplore le faible niveau de performance des élèves. Il a fait cette révélation sur base de différentes analyses de performance menées par son bureau à la clôture de l'année scolaire 2021-2022. Pour renverser cette tendance, l'IPP a réuni les inspecteurs pour essayer d'énumérer et d'identifier les actes pédagogiques oubliés ou que qu'on ne fait pas très correctement.

La Cour de cassation assigne Jean-Marc Kabund à résidence surveillée. La Cour de cassation a décidé ce vendredi 12 août d'assigner Jean-Marc Kabund en résidence surveillée dans un cadre à déterminer par le Parquet général. Mais ses avocats ont plaidé pour une assignation dans sa résidence de Kingabwa. Cependant, les

autorités pénitentiaires de la prison centrale de Makala renseignent qu'il est toujours à la prison, aussi longtemps qu'il n'y a pas de document reçu de la Cour de cassation pour son départ de la prison.

Goma : le conseil de la jeunesse plaide pour la libération des kidnappés. Lors de la célébration de la journée internationale de la jeunesse, le 12 août, le conseil de la jeunesse de Goma a dressé « un tableau sombre » de la situation des jeunes sur le plan de leur sécurité. Au moins 15 kidnappés depuis plusieurs mois sont introuvables alors que nombre d'entre eux sont affectés par le phénomène, notamment le banditisme urbain. Le président du conseil communal de la jeunesse de Karisimbi, qui déplore également l'insécurité dans toute la province, plaide pour l'implication de l'autorité provinciale pour la restauration de la paix.

Contrôle des inspecteurs de l'EPST au Maniema : « des fossoyeurs seront traduits en justice », prévient l'IPP. Selon l'inspecteur principal provincial (IPP) tout inspecteur non en ordre avec ses documents administratifs sera remplacé et mis à la disposition de la justice. Il rappelle que le travail se fera sans complaisance.

Kasaï-Central : le BCECO signe avec deux entreprises un contrat de 136 millions USD pour la réhabilitation de la voirie urbaine. La première entreprise, Safrimex, travaillera sur 42 km de voirie et Towa Investment, la deuxième, sur 39 km. Le BCECO est maître d'ouvrage délégué dans ces travaux de réhabilitation de la voirie.

Mai-Ndombe : déploiement d'une équipe mixte Fardc-PNC pour faire baisser la tension à Kwamouth. Le conseil provincial de sécurité, s'est réuni en urgence, le 11 août à Inongo et a décidé à l'unanimité, le déploiement d'une équipe mixte PNC-Fardc en vue de stabiliser le territoire, avant la descente sur terrain, des notables de la province du Mai-Ndombe et du Kwango, tenir un discours pour réunir les notables Tekes et les notables Yaka' ». Trois policiers et trois militaires ont été tués par les Yaka dans la forêt vers le village Ngambomi.

Samedi 13 août.

Insécurité grandissante à Butembo : la Monusco exprime sa solidarité aux autorités congolaises. « La Mission est extrêmement préoccupée par l'hostilité grandissante, les menaces contre la population, les agents assermentés et le personnel des Nations Unies. Elle déplore également les nombreux actes de vandalisme constatés sur place ». La Monusco appelle à l'apaisement et à la responsabilité tous les acteurs politiques et de la société civile, les autorités coutumières et religieuses, et les populations locales pour le rétablissement de la loi et de l'ordre à Butembo. Elle réitère sa détermination à assurer son mandat de protection des civils et de soutien aux Fardc. **Butembo : Félix Tshisekedi appelle au calme et à la vigilance.** Le Président de la République a dénoncé l'attaque dont les policiers ont été l'objet dans cette ville de la part des présumés Mai-Mai et a appelé la population au calme tout en instruisant les autorités à protéger le personnel de la Monusco, congolais comme expatrié, afin de leur permettre d'effectuer correctement leur travail. Des jeunes assimilés aux miliciens Mai-Mai ont tué, vendredi, quatre policiers et blessé trois autres, à la barrière de Kangote, à Butembo (Nord-Kivu).

Attaque de la milice Zaïre à Djugu : la Monusco évacue les blessés graves vers Bunia. Il s'agit des civils, victimes de l'attaque de la milice Zaïre à Dala, le 5 août. Cette assistance humanitaire fait suite à une demande du gouverneur de province. À l'occasion, il a lancé un appel à toutes les communautés pour une cohabitation pacifique entre elles et aux groupes armés de rejoindre le processus de Démobilisation, désarmement, réinsertion communautaire-stabilisation pour un retour définitif de la paix dans la province.

Conflit foncier à Mbanza-Ngungu : 60 maisons incendiées (Député). En conflit foncier, les villages Ntuala 1 et Ntuala 2 sont en procès depuis plus de deux ans devant tribunal de grande instance de Mbanza-Ngungu. Et cette juridiction tarde à rendre sa décision. Pour se faire justice, ceux du village Ntuala 2 ont mis le feu au village Ntuala 1. Après leur forfait, ils sont aussi allés mettre le feu dans leur propre village Ntuala 2, après avoir évacué tous leurs biens. Dans ce drame, plus de soixante maisons, une boutique, une pharmacie et une moto sont parties en fumée. Quatre personnes sont blessées grièvement par des armes blanches. Des femmes et enfants du Ntuala 1 sont entassés dans quatre familles d'accueil. Les hommes, quant à eux, dorment à la belle étoile, à la merci des intempéries. Ces sinistrés manquent de tout, du fait que tous leurs effets ont été tous brûlés, affirme cet élu.

Nord-Kivu : 2 ADF tués lors d'un accrochage avec les Fardc à Kinyambahore. L'incident est intervenu pendant que les Fardc faisaient leur patrouille de combat dans la zone. Ces rebelles étaient visibles autour de leurs champs dans la vallée de Kinyambahore. Des opérations de ratissage se poursuivent dans cette zone.

La cité de Bunagana totalise 2 mois sous occupation du M23. Selon les notables locaux, la rébellion a déjà installé une administration parallèle dans la cité, où elle a nommé ses dirigeants et fait payer des taxes mensuelles à quelques habitants qui y sont restés. Ils réitérent leur appel au gouvernement de déployer tous les efforts pour chasser ces rebelles, afin de permettre à des milliers des déplacés, de retourner dans leurs milieux.

Bruits des grèves dans plusieurs secteurs : Félix Tshisekedi exhorte le gouvernement à poursuivre avec le dialogue. Le Président de la république se dit préoccupé par des bruits des grèves initiés dans plusieurs secteurs par les bans syndicaux à cause notamment de la non-application de certains accords pourtant agréés. « Il a exhorté de ce fait le gouvernement à poursuivre sa politique d'ouverture et de dialogue avec les différents secteurs sociaux en vue de s'assurer que la sérénité règne dans le secteur aussi bien de l'enseignement dans la perspective de la rentrée que dans le secteur de la santé ».

Manifestations à Butembo : le bilan passe de 4 à 5 agents de l'ordre tués. Cinq agents de l'ordre ont été tués vendredi 12 août à Butembo lors des manifestations des jeunes dans cette ville. L'on compte parmi les victimes, quatre policiers et un militaire. Un calme apparent a été observé ce samedi 13 août. Cependant, des coups de feu ont retenti pendant plusieurs heures depuis tôt le matin à Furu dans la commune Vulamba. C'était pour dégager les barricades placées notamment sur le boulevard. En ce qui concerne la cause des manifestations actuelles dans la ville, certains manifestants exigent le départ de la Monusco, d'autres s'insurgent contre l'intervention tardive des services de sécurité lors de l'attaque ADF de la prison centrale de Kakwangura mercredi dernier. D'autres encore affirment marcher contre « l'inefficacité de l'état de siège ».

Dimanche 14 août.

Nord-Kivu : le gouverneur interdit les manifestations sur la voie publique à Butembo. Le gouverneur du Nord-Kivu, lieutenant-général Constant Ndimba a enjoint, samedi 13 août, les forces de défense et sécurité d'interdire les manifestations sur la voie publique, de rétablir l'ordre dans l'immédiat et de remettre les choses dans le droit chemin. Le général Constant Ndimba a demandé à la population « de cesser immédiatement avec des manifestations qui frisent les émeutes et profitent, non pas à la population, mais aux terroristes ADF et autres ennemis de la République. Sous prétexte des manifestations pacifiques anti-MONUSCO organisées par des mouvements citoyens, nous constatons avec amertume et désolation les actions criminelles orchestrées contre les forces de défense et de sécurité, avec d'énormes pertes en vies humaines et matérielles », rapporte l'exécutif provincial du Nord-Kivu.

Nord-Kivu : engagement de la jeunesse de Goma à la non-violence. Cette activité à laquelle ont pris part des dizaines de jeunes s'est inscrite dans le cadre de la journée internationale de la jeunesse. « La population congolaise est majoritairement jeune. A l'issue de cette activité, nous nous sommes engagés à ne pas être les vecteurs de la violence parce que les jeunes sont ceux-là qui ont toujours été manipulés et amenés à agir violemment pour des fins qui ne peuvent pas être à leurs intérêts », a indiqué le vice-président du Conseil urbain de Goma. Il a regretté que certains politiques véreux utilisent la jeunesse comme tremplin afin d'arriver à leurs objectifs qui ne sont malheureusement pas à l'avantage de la jeunesse. Le Conseil urbain de Goma se propose par ailleurs de mener des campagnes de sensibilisation des jeunes dans les 18 quartiers de la ville volcanique sur les valeurs de la paix.

Mai-Ndombe : le gouverneur intérimaire appelle les peuples Teke et Yaka au calme. Le gouverneur a rappelé aux deux parties en conflit que tout Congolais est libre de vivre partout où il veut comme stipule la constitution de la RDC dans son article 30. « Et donc, je demanderais à nos frères de Kwamouth, essentiellement les Teke, d'accueillir leurs frères Yaka, de vivre en paix avec leurs frères. Je demanderai au chef coutumier qui est à la base de cette sur-taxation des taxes, qui est essentiellement Teke, d'éviter ce dérapage qui amène au désagrément et à l'insécurité dans la République. Enfin, aux autorités locales, aux chefs coutumiers, à l'administrateur du territoire et à tout le monde, je demande de tout faire aussi en sorte que la paix durable revienne ».

Insécurité dans l'Est de la RDC : le député Kasekwa préconise la réforme des Fardc. « Nous devons nous mobiliser pour obliger le gouvernement à se focaliser sur la montée en puissance des Fardc, de la PNC et de nos services de sécurité pour ne plus continuer de tourner le regard. Il est temps que nous puissions reprendre la sécurité de notre pays entre nos propres mains ». Il a reproché aux dirigeants congolais de sous-traiter la sécurité intérieure du pays, en comptant sur la Monusco ainsi que sur les forces sous-régionales, en délaissant les Fardc. « La solution ne va pas venir des forces sous-régionales qui, autorisées par notre propre gouvernement, viennent chacune combattre ses rebelles sur notre propre sol. Les Burundais viennent s'occuper de leurs Tabara, les Ougandais de leurs ADF, les Sud-Soudanais vont venir s'occuper de leur rébellion dans les Uelé ».

Attaque de la prison de Butembo : les Nande de Kinshasa déplorent l'inefficacité du dispositif sécuritaire.

«... cette attaque constitue une grave menace à la paix et à la sécurité, non seulement de la ville de Butembo mais aussi de toute la province du Nord-Kivu. Tout en condamnant cet acte lâche, la communauté Nande de Kinshasa n'arrive pas à comprendre comment ces assaillants ont pu traverser toute la ville de Butembo sans aucune résistance des services de sécurité et opérer paisiblement dans un périmètre suppose hautement sécurisé ».

Le bateau M/B Luberu de l'ex-ONATRA a quitté Kinshasa pour Mbandaka. Il transporte à son bord des dizaines de passagers et de tonnes de marchandises, essentiellement du ciment et divers articles. « Nous sommes fiers parce qu'il y a une dizaine d'années qu'on ne voyageait plus. En six jours, nous serons à Mbandaka ». « Nous avons le programme effectif 20 bateaux et 40 barges pour couvrir les lignes fluviales Mbandaka, Kisangani, Kasai et Sankuru. Il reste maintenant que le ministre des Finances autorise aux banques de mettre à notre disposition notre créance », a déclaré le sous-directeur commercial et marketing au département Port Transport Fluvial.

Les ingénieurs civils appelés à participer au développement du pays. Un cadre de l'Ordre national des Ingénieurs civils congolais a mobilisé, le 12 août, ses membres, au cours d'une conférence-débat tenue à Kinshasa sous le thème : « Le rôle de l'ingénieur civil dans le développement de la RDC » Il a invité ses consœurs et confrères à jouer un rôle important dans le développement de son pays. A travers le thème de leur conférence, les ingénieurs civils congolais ont lancé le défi de la formation, d'expérience professionnelle et de l'acquisition des compétences grâce à une formation continue.

Beni : des cas de vols en mains armées enregistrés à Mangina, la nuit de samedi à ce dimanche 14 août. L'organisation Convention pour la défense des droits humains (CRDH) qui parle des cas répétitifs, appelle la population à la vigilance. Elle plaide pour le renforcement des services de sécurité en logistique conséquente pour répondre en temps réel aux alertes de la population. La police dans la commune de Mangina a ouvert une enquête.

Bintou Keita échange avec le ministre de l'Intérieur sur la sécurisation des installations de la Monusco et de son personnel. « Nous avons aussi échangé sur les moyens de faire en sorte que le pouvoir public nous amène une façon de travailler avec la Monusco qui permette de sécuriser le personnel, les installations et les bureaux de la Monusco partout où ils se trouvent », a rapporté Bintou Keita. Ils ont aussi échangé sur la situation à Butembo : « C'était un moment d'échange sur la situation sécuritaire à l'est du pays et plus spécifiquement sur la situation actuelle à Butembo. Nous avons présenté nos condoléances au ministre de l'Intérieur. Nous avons aussi mentionné qu'en tant que Monusco et Nations unies, nous sommes prêts à continuer à soutenir les efforts de l'autorité ».

Ituri : au moins 20 personnes disparues et 30 maisons incendiées lors d'une incursion des ADF à Lumamisa, dans le territoire de Mambasa. Ces rebelles ont fait l'incursion le samedi matin dans ce village. Certains habitants ont réussi à atteindre le centre commercial de Mambasa ou des villages environnants avant que ces assaillants ne barricadent la route. D'autres familles qui ont pris la direction de la forêt n'ont pas pu traverser la rivière Mutufeyi qui a quitté son lit à cause des pluies abondantes qui tombent dans cette région. Plusieurs enfants se seraient noyés en essayant de gagner l'autre rive. Les Fardc sont toutefois intervenues pour repousser ces rebelles d'ADF. Ce qui a permis de limiter les dégâts. Mais avant l'intervention de l'armée, les ADF avaient déjà incendié plusieurs maisons et enlevé plusieurs personnes pour une destination inconnue.

Lundi 15 août.

Karna Soro : « En Ituri, les populations savent ce que la Monusco fait ». Le chef de bureau de la Monusco en Ituri affirme : « En Ituri, les populations savent ce que la Monusco fait. Nous avons facilité les discussions avec les FRPI pour qu'ils acceptent d'arrêter les hostilités et de se cantonner. Vous n'ignorez pas ce qui a été fait au niveau de récents actes d'engagement qui ont été signés par les groupes armés avec la facilitation du gouverneur, soutenu par la Monusco qui a fait le travail de background avec l'équipe du gouverneur. La population d'Ituri, les leaders communautaires savent ce que nous faisons puisque nous travaillons avec eux chaque jour. Les autorités provinciales, le gouverneur de province, le commandant des Fardc, le commandant de la PNC, au quotidien nous travaillons avec eux. Nous mettons en œuvre notre mandat et nous articulons avec eux les activités concrètes. Nous avons un mandat qui nous donne un certain nombre d'objectifs stratégiques, mais ces objectifs sont articulés au niveau des priorités des autorités locales. Nous venons ici pour parler avec les populations et identifier leurs priorités, articuler celles-ci autour de notre mandat et appuyer les autorités dans la réponse à ces priorités ».

Maniema : plus de 200 enfants non scolarisés par manque d'écoles au village Itampo, à 63 km de Kindu dans le territoire de Pangi. Au village Itampo, il n'existe aucune école de niveau maternel, primaire ou secondaire moins encore les centres de formation, ni d'alphabétisation, a révélé le chef adjoint du village. Les enfants en âge de scolarité restent à la maison. Il craint que cette situation n'expose les enfants à l'oisiveté et aux antivaleurs.

Maniema : l'école primaire Fataki en difficulté de fonctionnement. Construite en 2012 par le Fonds social de la République, avec une capacité d'accueil de 270 élèves, l'école primaire Fataki, située à 68 km de Kindu dans le secteur des Beia au territoire de Pangi, accueille à ce jour, plus de 600 élèves venus de six villages environnants. « Je sollicite intervention des autorités pour disponibiliser plus de locaux, les pupitres ainsi que certains manuels scolaires avant la rentrée des classes ».

Les enjeux de la présidence de la RDC à la tête de la SADC. Le jeudi 18 août, la RDC va prendre le bâton de commandement de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) à l'issue du 42ème sommet des chefs d'Etat et de gouvernements de la SADC qui se tiendra à Kinshasa. Le président Felix Tshisekedi succédera au Président de la République du Malawi qui a assumé la présidence de la SADC depuis le 17 août 2021. Cette présidence tournante d'un an fait partie de la routine des organisations internationales. Le Sommet se tiendra sous le thème « Promouvoir l'industrialisation par l'agro-industrie, l'enrichissement des ressources minérales et les chaînes de valeur régionales pour une croissance économique inclusive et résiliente ». Le thème du Sommet de 2022 est une tentative de renforcement de la mise en œuvre du Plan de développement stratégique indicatif régional de la SADC (RISDP) 2020-2030 qui vise à approfondir davantage l'intégration régionale de l'Afrique australe et à favoriser le développement à l'appui du pilier du développement industriel et de l'intégration des marchés. Parmi les défis qui attendent la gouvernance institutionnelle congolaise on peut citer la santé mais surtout les questions économiques, la sécurité maritime dans la Sous-région, la zone de libre-échange en Afrique australe, laquelle doit être soutenue par la zone de Libre-échange continentale. Une attention particulière sera portée sur la force d'intervention rapide de la SADC déployée au Mozambique dont le mandat vient d'être prolongé de trois mois pour lutter contre le terrorisme. **Sommet de la SADC: plus de 15 chefs d'Etat et de gouvernement attendus à Kinshasa.** En attendant l'arrivée des Chefs d'Etat plusieurs délégations ministérielles séjournent déjà à Kinshasa depuis plusieurs jours pour des travaux préparatoires de cette rencontre. La réunion du Conseil des ministres des 16 pays membres de la SADC s'est clôturée le dimanche à Kinshasa. Les travaux proprement dits de ce 42ème sommet auront lieu le mercredi 17 août avec l'ouverture solennelle dans la Salle des Congrès et les travaux à huis clos dans la salle des banquets du Palais du peuple, spécialement aménagé pour garantir le bon déroulement des travaux entre chefs d'Etat.

Nord-Kivu : un commandant de police tué à Burungu. La victime, le commissaire Kibanja Ngabo, était commandant du sous-commissariat de Rushebeshi à Burungu. La victime a été tuée par un soldat des Fardc pour des raisons jusqu'ici non encore élucidées. Il est déjà arrêté, précisent ces sources.

Beni : le dispositif militaire renforcé à la barrière de Lyakobo-Mukulya après une attaque des Maï-Maï. Cette mesure est prise à la suite des échanges de tirs qui ont opposé les forces de l'ordre et les Maï-Maï au poste de péage de Lyakobo-Mukulya, le 14 août. Quinze combattants Maï-Maï lourdement armés, ont envahi le poste de péage route à la barrière de Lyakobo-Mukulya. Ces combattants réclamaient leurs trois armes saisies à Kahongero par l'unité de la légion nationale d'intervention en provenance de Butembo. C'est ce qui déclenché des échanges des tirs avec les forces de l'ordre. Les Maï-Maï ont décroché quelques instants après.

Maniema : réconciliation entre les habitants de Fataki et de Lutala après le règlement d'un conflit foncier. Les deux partis ont reçu les cartes participatives et le plan de l'aménagement du territoire proposés par le Projet Intégré REDD+ (PIREDD Maniema) et mis en œuvre par la coopération allemande (GIZ). « Nous remercions PIREDD-Maniema à travers la GIZ qui vient de nous faciliter la tâche. Ces cartes et plans de l'aménagement du territoire viennent de nous réunir parce que chaque communauté connaît ses limites et nous allons vivre ensemble sans qu'il y ait des querelles entre nous », a souligné le chef de groupement Djuwa. Cet avis est partagé par le président du comité consultatif des résolutions des conflits coutumiers.

Kongo-Central : un préfet suspendu pour avoir monnayé les inscriptions. Le préfet de l'Institut Disengomoka de la sous division Mbanza Ngungu a été suspendu de ses fonctions pour avoir monnayé à 10 mille Francs congolais par élève les inscriptions dans son établissement. La suspension de ce préfet est un signal fort qui marque la fin du règne des antivaleurs dans ce sous-secteur de l'enseignement.

Ituri : 10 rebelles ADF tués à Irumu par les Fardc. Les ADF en provenance de la forêt de Zunguluka dans la chefferie voisine de Walese Vonkutu ont attaqué la localité de Malaya, à quelques km de Boga centre, à environ

120 km de Bunia (Ituri), afin de se ravitailler en vivres, indique l'armée. Ils ont opéré ; accompagnés de leurs dépendants. L'armée a rapidement répliqué à ces attaques. Après plusieurs heures d'échanges de tirs, dix ADF ont été neutralisés et six autres capturés dont un mineur. Ces combats ont poussé des centaines de familles à se déplacer vers le centre du village Kinyajojo. Ce lundi 15 août dans la matinée, les déplacés du site de la mission catholique de Tchabi ont été réveillés par des tirs sporadiques. Les ADF voulaient attaquer des civils cantonnés dans le site des déplacés de Tchabi. Mais les assaillants ont été repoussés. Aucune perte en vie humaine n'a été enregistrée.

Le Lt-général Constant Ndimba à Butembo : « Une mort de plus, c'est une mort de trop ici au Nord-Kivu ». Ce message est lancé ce 15 août par le gouverneur du Nord-Kivu à son arrivée à Butembo. Il est accompagné du commissaire provincial de la Police. Ils viennent s'enquérir de la situation après l'attaque de la prison de Kwakangura et les manifestations anti-Monusco. Le gouverneur a exprimé sa compassion à toutes les victimes, avant d'annoncer une série de rencontres avec la jeunesse de Butembo pour un retour au calme.

Kalemie : manifestations d'environ 20 journaliers de la SNCC qui réclament leur engagement. « Nous touchons 94 000 FC (47 USD). Avec cet argent, comment allons-nous nous organiser ? Nous sommes des responsables. Le souhait des responsables de la SNCC/ Kalemie est de diviser les tâcherons en deux groupes. Les uns travaillent ce mois et les autres se reposent à la maison et vice versa et nous avons refusé cette décision. L'entreprise ne nous reconnaît pas malgré les nombres d'années passées à la SNCC comme journaliers ». Pour sa part, l'inspecteur du travail de Kalemie reconnaît qu'il y a violation du code du travail. Cependant, il regrette que les tâcherons l'aient saisi en retard.

Sud-Ubangi : hausse de prix des biens de consommation sur le marché à Libenge. « Le délabrement des routes de desserte agricole et la hausse du prix du transport dû au manque de carburant, sont à la base de cette situation. A cela s'ajoute l'afflux des trafiquants centrafricains et congolais de Brazzaville. Ils traversent et vont chercher les produits jusqu'au fond des villages et cela occasionne la hausse des prix ». L'administrateur du territoire s'engage à lutter contre l'exportation incontrôlée par les étrangers au détriment des populations locales.

Nord-Kivu : retour progressif des populations dans les zones occupées par le M23, malgré les tortures subies. La population retourne dans une zone où sont signalés plusieurs abus des rebelles du M23. C'est les pillages, les travaux forcés, les tueries, la torture et autres sévices infligés aux civils. Ainsi, le M23 oblige des civils à creuser dans certaines zones supposées contenir des minerais. D'autres habitants sont forcés de transporter de l'eau, du bois de chauffe et d'autres travaux de main d'œuvre. Malgré ce retour, la population n'a toujours pas repris ses activités champêtres au regard de l'instabilité dans la région.

Beni : des agriculteurs enlevés par les ADF à Bashu s'échappent des mains de leurs ravisseurs. Environ cinq agriculteurs enlevés samedi dernier par des présumés rebelles ADF dans la chefferie des Bashu ont réussi à s'échapper dimanche 14 août des mains de leurs ravisseurs. C'est grâce à l'intervention des Fardc que ces agriculteurs se sont échappés. Deux parmi ces agriculteurs ont été blessés par leurs ravisseurs, avant de s'enfuir.

Insécurité au Nord-Kivu : le prix du sac de haricot a doublé à Rutshuru, alerte le député Jean Baptiste Kasekwa. « Avant que la crise n'éclate, un sac de haricots coûtait à Goma 50USD. Aujourd'hui à Rutshuru même, un sac est à 100USD, un sac est à 85USD à Goma à cause de la production de Masisi. Or, bientôt la production de Masisi va cesser », s'inquiète le député. « Ces habitants de Jomba, de Bweza de toutes ces collines qui constituent le poumon agricole de Rutshuru et du Nord-Kivu n'ont pas la possibilité de cultiver leurs champs. C'est-à-dire que, d'ici octobre-novembre, le prix des denrées alimentaires va grimper. La situation est la même à Beni, à Oicha. La farine de maïs vient de Goma. Donc, la situation est critique. Il faut que la population réfléchisse ».

Entrée officielle des militaires burundais en RDC, ce 15 août. Ces militaires burundais sont cantonnés au centre d'instruction de Luberizi, dans la plaine de la Ruzizi. Cette entrée officielle s'inscrit dans le cadre de la mutualisation des forces, prôné par les chefs d'Etats de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est. Cette "Task force" est sous le commandement de la RDC. Elle a pour mission de traquer tous les groupes armés nationaux et étrangers sans distinction et de restaurer la paix promue par Félix Antoine Tshisekedi.

L'église CELPA célèbre son centenaire. La Communauté des églises libres pentecôtistes en Afrique, 5e CELPA, célèbre ses cent ans d'évangile mais aussi cent ans de contribution au développement socio-économique de la population congolaise. La 5e CELPA compte actuellement un nombre important d'infrastructures sociales : 1320 écoles primaires et secondaires confondues, 3 hôpitaux de référence, 13 centres hospitaliers, 2 cliniques pour les handicapés, 86 centres de santé, 1307 églises avec 1,2 million de membres. Tout

en reconnaissant le mérite du travail accompli par la 5e CELPA, la communauté locale a demandé à l'ambassadeur norvégien en RDC, présent aux cérémonies, de plaider pour le retour des missionnaires norvégiens afin de poursuivre les œuvres sociales.

Mardi 16 août.

Est de la RDC : l'OIM recense 5,1 millions de personnes déplacées. Dans les quatre provinces de l'Est de la RDC (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Tanganyika), l'Organisation internationale de migration (OIM), par le biais de la Matrice de suivi des déplacements, (DTM), affirme avoir identifié 5 162 821 personnes déplacées internes et 3 293 026 personnes retournées en mai 2022, présentes dans 64% des villages évalués. La menace permanente de violence et d'insécurité, en particulier dans les provinces de l'Est, et la récente résurgence des conflits armés et de la violence intercommunautaire dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri ont entraîné, une augmentation substantielle des déplacements de populations au cours de l'année écoulée. En outre, des millions de personnes sont à risque et des milliers d'autres sont touchées par de nouvelles épidémies de choléra et de la COVID-19. « La situation ne montre aucun signe de redressement dans un avenir proche et risque de se détériorer dans les prochains mois avec la montée des tensions dans la région, ainsi que le processus électoral à venir qui risque d'avoir un impact négatif sur la situation sécuritaire », alerte l'OIM.

Kasaï : une clinique juridique pour assister les victimes des violences installée à Tshikapa. L'ONG Femme main dans la main pour le développement intégral (FMMDI), installe une clinique juridique à Tshikapa (Kasaï). Elle permettra de recevoir, de traiter et d'assister gratuitement les victimes des violences sexuelles et celles basées sur le genre. Le souci est d'apporter du sourire aux femmes et jeunes filles ayant subi des cas de violences et qui n'ont pas des moyens pour d'accéder à la justice à cause de la pauvreté.

Julien Paluku : « Le général Vainqueur Mayala a joué un grand rôle dans la pacification du Nord-Kivu ». Le général-major Mayala a été inhumé le 15 août au cimetière Nécropole. Le ministre de l'Industrie, Julien Paluku, qui a travaillé longtemps avec l'illustre disparu à l'époque où il dirigeait la province du Nord-Kivu, a salué les sacrifices consentis ensemble avec le défunt dans le cadre de la promotion d'une paix durable dans cette partie du pays. Le général Mayala était à la retraite depuis 2018.

Sankuru: le nouvel évêque de Tshumbe appelé à servir sans « discrimination ». Le nouvel évêque du diocèse de Tshumbe (Kasaï-Central), Mgr Vincent Tshomba Shamba a été intronisé le 14 août, lors de la cérémonie de la prise de possession canonique de son diocèse. Au cours de cette cérémonie, le cardinal Fridolin Ambongo a exhorté au nouvel évêque du diocèse de Tshumbe, à servir sans discrimination. « Votre nomination à la tête de ce diocèse n'est pas seulement une gloire mais aussi une responsabilité ». Ancien évêque auxiliaire de l'archidiocèse de Kinshasa, Mgr Vincent Tshomba a été nommé par le Pape François le 11 juin 2022 nouvel évêque de Tshumbe. **Biographie :** Mgr Vincent Tshomba Shamba, est né le 22 janvier 1963 à Kinshasa. Il a fait ses études de philosophie et de théologie aux grands séminaires Saint Kaggwa et Saint Jean XXIII, à Kinshasa. Il a été ordonné prêtre le 1er août 1990 pour le diocèse de Kinshasa. Après son ordination sacerdotale, il a travaillé comme vicaire paroissial de Saint Augustin (1994-1996), de Saint-André (1996-2003) et de Saint-Frédéric (2003-2008). Il a été aussi curé et doyen de la paroisse de Saint Marc (2008-2014), curé de Saint Augustin, Saint Joseph et curé doyen de Saint Gabriel (2014-2018). En 2018, il est curé de Saint Albert le Grand, aumônier diocésain de Justice et Paix, membre du conseil presbytéral. En 2020, il est nommé évêque auxiliaire de Kinshasa.

Nord-Kivu : reprise des combats entre Fardc et M23. « Vers 3 h 20 du matin de ce 16 août, trois de nos positions se trouvant à Rwanguba, Rangira et Muhibira, ont été attaquées simultanément par le M23 et ses alliés de l'armée rwandaise en violation de la trêve imposée par le sommet des chefs d'Etat de Nairobi dans le cadre bien évidemment de l'East African Community. Pour l'instant, les Fardc tiennent toutes ces positions et contiennent l'ennemi dans ses positions initiales ».

Butembo : le centre hospitalier Kyaghala vandalisé, par des bandits non encore identifiés dans la nuit de du 14 au 15 août. Les assaillants ont tenté de l'incendier et d'enlever quelques infirmiers. Il plaide pour la sécurisation de cette structure médicale. Pour sa part, le chef du quartier Kyaghala rappelle que ces bandits ont également vandalisé le bureau administratif central de l'église adventiste, située dans le même coin.

Goma : décès du général Ghislain Tshinkobo, commandant de la 34ème région militaire, ce mardi 16 août dans la matinée à Goma, à la suite d'un arrêt cardiaque, confirment les sources proches du commandement de cette entité de l'armée. Son corps est à la morgue de l'hôpital militaire en attendant les nouvelles dispositions.

Nord-Kivu : bilan sombre de deux mois d'occupation du M23, dans certaines zones de Rutshuru. Selon la coordination de la société civile du territoire de Rutshuru : « Sur le plan humanitaire, la situation est vraiment catastrophique. Au-delà d'une centaine de milliers de déplacés que nous avons dans le territoire, on y ajoute des milliers d'autres qui se sont réfugiés en Ouganda et qui tous vivent dans des conditions inhumaines », Sur le plan sécuritaire, plusieurs civils ont été victimes des bombardements. Il y a eu d'autres dégâts, notamment, destruction d'écoles, des pillages systématiques de maisons. Partout où ils sont, les biens sont emportés par ces assaillants au Rwanda et en Ouganda. Les centres de santé ont été sérieusement pillés. Il faut dire que la situation est très, très grave de telle sorte que si rien n'est fait, c'est vraiment une catastrophe qu'on est en train de vivre. La société civile de Rutshuru fustige également la trêve observée par les Fardc, dans la zone des combats, alors qu'à plusieurs reprises elles subissent les attaques des rebelles du M23.

Mutualisation des forces de l'EAC : les groupes armés ciblés par la force militaire régionale. La force régionale pourrait commencer par la rébellion de Red Tabara, selon certains observateurs. Leur proximité avec la frontière Burundaise pourrait expliquer cette option. Les forêts de Fizi, Uvira et Mwenga hébergent quant à elles, plus de 80 groupes armés locaux et étrangers. Dans les hauts plateaux de Minembwe des accrochages récurrents opposent les Twirwaneho aux Biloze Bishambuke. Le réseau Maï-Maï Yakutumba, opère dans l'extrême sud du territoire de Fizi et se finance par l'extraction illicite des ressources naturelles. En Ituri, les groupes Codeco et Zaïre opèrent dans le territoire de Djugu et le FPIC dans le territoire d'Irumu. Tandis qu'au Nord-Kivu, le M23 dans Bunagana et le Rutshuru, FDLR éparpillés dans le parc des Virunga depuis 1994, les ADF dans Beni et les environs, le Nyatura dans le Masisi, ainsi que les Maï-Maï APCLS. Cette guerre est asymétrique et complexe au regard des alliances existantes entre tous ces groupes armés locaux avec les groupes étrangers proches des forces militaires qui viennent les combattre.

Mai-Ndombe : 2 blessés et un village incendié dans le territoire de Kwamouth. Le lundi 15 août, ces mêmes hommes armés ont incendié toutes les maisons du village Nsia, situé à près de 12 km de Nzeme, avant de prendre en otage deux personnes qu'ils ont amenées à la ferme Lwene. Le coordonnateur de l'ONG ADH basée à Nioki appelle les autorités nationales à maîtriser la situation et à restaurer la paix à Kwamouth.

Lubero : des Maï-Maï imposent des taxes mensuelles aux habitants de Vuyinga et Muhangi. A Vuyinga, ils exigent une somme mensuelle variant entre 2 000 et 15 000 FC (1 à 7,5 USD), selon les catégories de travail de chaque habitant. Le groupe armé AFPP/AP de Kabido exige 1000 FC par habitant le mois à Muhangi.

La Haute Cour militaire accorde la liberté provisoire à François Beya. La Haute Cour a examiné le rapport médical de son médecin, qui conclut à la maladie de François Beya et ses coaccusés sollicitant ainsi tous une liberté pour raison de santé. Dans leur conclusion, les médecins requis par la Haute Cour ont recommandé « l'évacuation sanitaire urgente » de François Beya en vue de sa prise en charge par ses médecins traitants.

Tanganyika : les 16 enfants kidnappés retournent à Kalemie en provenance d'Uvira. Il s'agit d'une femme qui a été appréhendée dans la ville d'Uvira (Sud-Kivu) par les services de sécurité pendant qu'elle accompagnait ces enfants. D'après le maire de Kalemie, la femme a réussi à quitter la ville avec ces enfants sans que les services de sécurité ne s'en rendent compte. L'âge de ces enfants varie entre sept et onze ans. D'après leurs parents, le 11 août, la femme au cœur du scandale a usé des astuces pour amener ces enfants. Elle prétendait notamment les amener à une kermesse. En réalité, elle a quitté le port de Kalemie avec les seize enfants pour Uvira. Alertés, les services de sécurité au port d'Uvira ont arrêté la femme et ont retourné tous les enfants à Kalemie.

17 morts dans une attaque de la milice Codeco, du site minier de Waya dans le territoire de Djugu. Les combattants ont eu le temps d'emporter des biens de la population locale, avant l'intervention des militaires des Fardc. Ils se sont par la suite repliés dans leur bastion de Bakombe.

Gemena : des militaires invalides réclament leurs rentes impayées depuis 3 mois. Des militaires invalides ainsi que des veuves et orphelins des Fardc/Secteur Nord ont organisé des manifestations, les 15 et 16 août à Gemena (Sud-Ubangi). Ils ont érigé des barrières et bloqué tout accès à l'agence d'Afriland-Bank, qui les paye. Les manifestants ont été dispersés par la police militaire, indiquent des sources locales. Mais dans un communiqué diffusé localement à Gemena, le gérant de la succursale d'Afriland-Bank a invité ces invalides, estimés à plus de deux cents personnes, à s'y présenter le 17 août matin.

Boma : le maire interdit la pollution sonore. Le maire de Boma, Marie Josée Niongo Nsuami, interdit tout tapage diurne avant 15h30 et nocturne après 21h00. Dans sa correspondance signée le 15 août, adressée au commandant urbain de la police ville de Boma, avec une copie pour information à tous les services de sécurité,

le maire de Boma, déplore la reprise avec acuité du tapage nocturne et diurne. Celui-ci émane des bars, des terrasses, des lieux de deuil, des fêtes, des églises, des maisons d'éditions musicales ainsi que des motocyclettes. Selon elle, les nuisances sonores sur la population engendrent le manque de sommeil, la fatigue, le stress, l'anxiété, le trouble de comportement qui par la suite agissent négativement sur les systèmes nerveux, digestif et cognitif, en affectant dangereusement à la santé humaine.

Mercredi 17 août.

Le 42eme Sommet de la SADC s'ouvre ce mercredi à Kinshasa. Au cours de ces assises, le chef de l'Etat congolais sera consacré président de cette organisation sous-régionale pour l'exercice 2022-2023. C'est dans cette optique que Lazarus Chakwera, chef de l'Etat du Malawi et président sortant de cette organisation sous-régionale a échangé en tête-à-tête avec Felix Tshisekedi ce mardi dans la journée à la Cite de l'Union africaine (UA). Lazarus Chakwera a fait part à la presse de la mise sur pied dans les tous prochains jours d'une commission mixte en charge d'analyse pour la faisabilité d'un ambitieux projet entre le Malawi et la RDC. Il s'agit de la construction des voies routières et ferroviaires dans le but d'établir des échanges commerciaux entre la RDC et l'Afrique Australe, particulièrement son pays. Ceci passera par la suppression des visas pour permettre l'intégration de deux peuples. De son côté, Felix Tshisekedi a témoigné sa reconnaissance au Malawi pour son soutien contre l'agression dont est victime la RDC et surtout de l'apport de l'armée malawite. Celle-ci participe à la Brigade d'intervention rapide à côté de la Zambie et de la Tanzanie. Ce 42eme Sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la SADC est placé sous le thème : « Promouvoir l'industrialisation par le biais de l'agro-industrie, de l'enrichissement des minéraux et des chaînes de valeur régionales pour une croissance économique résiliente ». **Félix Tshisekedi salue l'engagement des chefs d'Etat de contribuer à l'émergence de la SADC.** « Je suis honoré par votre présence ici à Kinshasa. L'organisation de ce 42e sommet à un moment particulièrement difficile, témoigne de notre ferme volonté et engagement de contribuer à l'émergence de notre communauté ». **Le Président zambien appelle les pays membres à soutenir la RDC agressée dans sa partie Est,** par le Rwanda. « Je voulais profiter de cette occasion pour dire que sans la paix, la sécurité et la stabilité, toutes les projections que nous pouvons faire lors de ce sommet n'aboutiront à rien. Nous devons appuyer la RDC pour sa stabilité sapée. Ça va nous permettre d'arriver à implémenter tous nos projets de l'énergie, de l'eau et de la croissance économique ».

Le projet de stabilisation et relèvement de l'Est démarre en janvier 2023. Avec l'appui de la Banque mondiale (BM), ce projet du gouvernement congolais est conçu pour une durée de 7 ans. Il vient en appui au PDDRCS dans trois provinces de la RDC, à savoir : l'Ituri, le Nord et Sud-Kivu. Dans le Sud-Kivu, trois territoires sont concernés dans ce projet. Il s'agit de Kalehe, Mwenga et Shabunda. Le coût global du projet de stabilisation et relèvement de l'Est de la RDC est estimé à 250 millions de dollars américains.

La société civile de l'Ituri satisfaite de la levée des barrières illégales. « La société civile de l'Ituri est reconnaissante de la bonne foi de l'autorité provinciale, de fermer les portes de certains services installés illégalement aux postes de frontière de Muzibala, Dele et Lemngabo. Malheureusement, certains récalcitrants tentent de saboter l'action de l'autorité provinciale ». En juin dernier, cette structure avait recensé plus de 70 barrières « illégales » érigées par des services de l'Etat sur les routes du territoire de Mambasa (Ituri).

Kinshasa : lancement de la campagne de l'éducation électorale et civique. «En prévision des élections, nous faisons le rappel des troupes. La cinquantaine qui sera formée ici, sont des formateurs, des observateurs des élections » a expliqué le président de l'ONG Ligue des électeurs. Cette campagne de l'éducation électorale et civique va s'étendre à toutes les provinces du pays.

L'Académie diplomatique de Kinshasa, un des acquis de l'adhésion de la RDC à la SADC. L'Afrique du Sud a accompagné la RDC dans l'installation et le fonctionnement de cette Académie diplomatique de Kinshasa. « Le deuxième point : les Sud-Africains se sont intéressés à notre économie. Je peux citer les investissements sud-africains dans le secteur minier. Un grand projet qui pourra se faire dans un avenir proche, le barrage d'Inga III ».

Kinshasa : l'Hôpital Monkole démarre ce dimanche les chirurgies ophtalmologiques gratuites. Le ministre de la Santé publique, a lancé le 16 août à Kinshasa, la campagne de chirurgie ophtalmologique gratuite pour des patients souffrants de la cataracte. Ces opérations se réaliseront du 21 au 27 août à l'Hôpital Monkole de Kinshasa.

Walikale : 7 morts dus aux maladies diarrhéiques en un mois à Ntoto. 7 enfants de moins de 5 ans sont morts, depuis juillet dernier, sur environ 64 cas de maladies diarrhéiques recensées au village Ntoto, dans le

territoire de Walikale (Nord-Kivu). Le chef de Division provinciale de la santé au Nord-Kivu, a expliqué que cette localité est la plus affectée de la zone de santé de Kibua à cause notamment de son enclavement. Il a évoqué aussi le problème de mauvaises conditions hygiéniques et le manque d'infrastructures d'accès à l'eau potable au village Ntoto.

Kenge : environ 66 soignants en formation sur la prise en charge de la malnutrition. « Ils vont prendre en charge les enfants malnutris pendant six mois. Les enfants de 0 à 59 mois. C'est pourquoi ils doivent être formés. Les intrants sont déjà disponibles. La prise en charge est gratuite. Mais quand les partenaires partent, il n'y aura plus d'intrants. C'est pourquoi il faut se focaliser sur la sécurité alimentaire. Il faut que le gouvernement provincial s'investisse dans l'agriculture, dans l'élevage pour lutter contre la malnutrition dans le Kwango ». Ces assises d'une semaine s'organisent avec l'appui financier de l'Agence de développement et de secours Adventiste.

L'ITAA dotée d'un budget de 19,6 millions USD pour développer des initiatives agricoles stratégiques en Afrique subsaharienne. L'objet de ce fonds est d'améliorer le développement durable en Afrique, en comblant le fossé qui sépare la formulation d'initiatives agricoles stratégiques de leur mise en œuvre au niveau local dans le continent. Selon l'Initiative de transformation de l'agriculture en Afrique (ITAA), accélérer et renforcer une telle mise en œuvre aura un impact prononcé sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et sur l'aide fournie aux petits exploitants agricoles pour s'adapter aux changements climatiques. Cette initiative nouvelle est lancée à un moment où les tendances inquiétantes des spirales de la pauvreté et de la faim effacent des années de progrès continu.

Beni : l'armée salue la sensibilisation de la population sur le mariage civilo-militaire et le retour des déplacés, dans le secteur de Ruwenzori, du territoire de Beni. Cette activité de sensibilisation a commencé depuis la semaine dernière. Le porte-parole des opérations Sokola 1, affirme encourager cette initiative qui va apaiser les tensions et pacifier cette contrée et il est d'avis que « la communication (la sensibilisation) véhicule des vérités et par ricochet, favorise la paix et la compréhension, même si parfois la vérité fait mal ».

Nord-Kivu : les déplacés de Kanyaruchinya plaident pour leur délocalisation. Leur demande est motivée par la promiscuité et des accidents récurrents dont leurs enfants sont victimes au niveau de la grand-route près du site. Le président du site de Kanyaruchinya, dit avoir enregistré 12 cas d'accidents, impliquant majoritairement des enfants, depuis leur arrivée en juin dernier. A cela s'ajoute le manque d'assistance humanitaire et les conditions inhumaines auxquelles ils sont soumis. Ils sont répartis dans 23 sites, écoles et églises notamment.

Kasaï : le gouvernement provincial interdit l'exportation du maïs vers d'autres provinces. Depuis quelques semaines, les prix des produits de première nécessité ont pris de l'ascenseur à Tshikapa, chef-lieu du Kasaï. Le sceau de maïs qui se négociait à 12 000 est passé à 20 000 FC (10 USD). Cette situation est liée aux perturbations de l'une des saisons culturales avec les pluies qui n'ont pas permis une grande production. Mais aussi l'exportation des sacs de maïs vers Kinshasa par les commerçants à la suite de la forte demande sur le marché. D'autres mesures ont été prises également pour faire face à cette flambée de prix des produits alimentaires, notamment les allègements fiscaux sur les produits, a indiqué le ministre provincial de l'Agriculture du Kasaï.

Tanganyika : des Fardc accusées d'ériger des barrières illégales à Manono. La population de la chefferie Bakongolo sur l'axe Kanteba vers Kakelwa, du de Manono ont dénoncé, les tracasseries au niveau des barrières militaires. Ces Fardc exigent l'argent à chaque passage à ces barrières. « La population se trouve dans une grande difficulté. Elle lance un cri d'alarme au gouvernement provincial pour que ces barrières soient levées ».

Kinshasa : une dizaine de journalistes en formation sur la santé maternelle. Cette formation porte précisément sur les questions liées aux décès maternels ainsi qu'à leurs couvertures médiatiques. Dans le cadre de sa coopération avec le gouvernement congolais, le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) exécute un ambitieux programme, axé sur l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive des femmes, des adolescentes et jeunes-filles. L'UNFPA entend atteindre trois résultats à savoir : zéro décès maternel, zéro besoin non satisfait en matière de planification familiale et zéro violence basée sur le genre.

Bukavu : amélioration de la desserte en eau potable de la Regideso. Le directeur provincial de la Regideso au Sud-Kivu, a attribué cette embellie à la nouvelle stratégie de gestion de réseau de distribution en cette période de saison sèche. Pendant ce temps, la Regideso continue de déplorer la pratique des raccordements clandestins ou frauduleux à travers la ville de Bukavu.

Kwilu : plus de 25 ravins entravent la circulation routière à Kikwit. Le trafic entre la ville de Kikwit et le territoire de Gungu, Idiofa et Kahemba dans le Kwango ainsi que la province du Kasai risque d'être interrompu, font remarquer plusieurs usagers. Ces ravins sont causés par la mauvaise canalisation des eaux de pluie et la mauvaise urbanisation de la ville.

Mbuji-Mayi : une délégation du ministère des Affaires étrangères enquête sur la livraison des passeports. "Tout est parti de différentes plaintes enregistrées au ministère des Affaires étrangères et les statistiques au niveau de la chancellerie qui démontraient que beaucoup de requérants, venant du Kasai-Oriental se retrouvaient à Kinshasa pour obtenir les passeports ordinaires, alors que depuis 2009, le ministère avait décidé de créer un centre de capture ici dans la ville Mbuji-Mayi; à l'instar de Lubumbashi, Kolwezi, Kananga, Bunia que sais-je encore."

Kindu : les pygmées demandent des outils aratoires pour se lancer dans l'agriculture. Estimés à plus de cinq mille, les peuples autochtones sont répartis dans trois territoires de la province du Maniema. Ils veulent se lancer dans l'agriculture en plus de la chasse et de la cueillette « c'est pourquoi ils demandent des machettes et les houes et même les haches pour qu'ils se relancent dans l'agriculture, qu'ils ne font pas régulièrement ».

Ituri : 7 morts lors d'une incursion des ADF à Lolwa et plusieurs maisons incendiées. D'après des sources locales, les victimes sont des autochtones qui revenaient de leurs champs. Les Fardc sont intervenues pour repousser les assaillants. Les échanges de tirs ont duré plusieurs heures. Au moins cinq villages autour de ce centre commercial sont presque vidés de leurs habitants. L'armée a neutralisé un élément ADF et capturé trois autres, ajoute la même source.

Une attaque « d'artillerie lourde » du M23 fait des dégâts au parc des Virunga (ICCN), sur le chantier de construction de la nouvelle centrale hydroélectrique de Rwanguba. « Cette attaque, a entraîné la chute de deux engins explosifs au milieu du chantier qui comprend des installations résidentielles pour les travailleurs et des ateliers de construction. Elle s'est traduite par des dégâts matériels significatifs, notamment pour les équipements de chantier ». L'ICCN dit n'avoir enregistré aucune victime parmi les membres de son personnel. « Mais, plusieurs victimes sont décédées dans les villages alentour », poursuit-il sans autres précisions.

Jeudi 18 août.

Prison centrale de Bunia : 122 détenus souffrant de tuberculose en 2 mois. L'accroissement de cette maladie est dû aux mauvaises conditions de détention dans cette prison, qui compte à ce jour plus 2300 détenus. Seuls 40 malades sur les 122 sont gardés dans une cellule d'isolement érigée par les autorités. Cette situation représente un risque très élevé de contagion. Le directeur de la prison dit avoir déjà lancé un cri d'alarme auprès des autorités.

Goma : plus de 400 blessés soignés gratuitement grâce au CICR en 7 mois. Ces soins sont offerts dans le cadre du projet « Chirurgie de guerre » du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). « On fait la prise en charge des blessés. On commence avec la stabilisation quand le malade arrive, après on fait les actes opératoires. Chaque malade peut être suivi jusque 3, 4, 5 interventions chirurgicales, ça dépend de la blessure. Normalement, si la plaie est propre on fait la fermeture de la blessure, mais parfois la plaie n'est pas propre donc ça nécessite plusieurs interventions. Après, le malade est suivi pendant plusieurs semaines et parfois les mois au niveau des services...»

Ce programme du CICR prévoit plusieurs volets : le suivi psycho-social, la réinsertion socio-économique pour certains cas, le transport des malades venus de coins éloignés, la restauration pour tous les malades hospitalisés.

Butembo : la collaboration entre la police et la population encouragée. « La collaboration avec la police va faire en sorte que nous allions de l'avant, nous ayons une vraie sécurité. La sécurité, c'est l'affaire de tout le monde. La population doit travailler la main dans la main avec nous ».

Les JOUCOTEJ lancées sur les plates formes numériques. La Compagnie Théâtre des Intrigants (CTI) a lancé, le 18 août, dans les médias et sur la toile l'édition numérique de son festival « les Journées congolaises de théâtre pour et par l'enfance et la jeunesse » (JOUCOTEJ). Les meilleurs spectacles de la 36^e édition du festival Joucotej organisée au mois de mai dernier seront ainsi proposés au public.

Kasai-Central : investiture de la Commission justice, vérité et réconciliation. Le gouverneur de la province a expliqué que cette structure a été mise en place sur demande de la population pour apporter des réponses aux victimes du phénomène Kamwina Nsapu. Les animateurs de cette commission, au total 11, proviennent de différentes couches sociales du Kasai-Central et ils ont un mandat de trois ans.

Validation du plan opérationnel national du PDDRC-S. Ce document constitue un guide pour l'élaboration des plans opérationnels provinciaux du plan opérationnel du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRCS) Il décrit de manière pratique la méthodologie, les activités, les modalités de mise en œuvre, les objectifs, les résultats, la périodicité et les coûts des réalisations de ces plans provinciaux. Avec l'appui des partenaires, le plan validé se focalise sur l'engagement communautaire et renforce la résilience des communautés pour que les bénéficiaires soient des acteurs de paix. L'élaboré des plans des provinces de l'Ituri, du Nord et Sud-Kivu démarre en septembre prochain.

Sud-Kivu : ville sans taxis-motos ce jeudi à Bukavu. Cela à la suite de l'entrée en vigueur de la mesure du gouvernement provincial, interdisant la circulation des motos non identifiées. Ce qui n'est pas du gout des motards qui ont fait une sorte de ville sans motos. Pour manifester leur mécontentement, ils ont barricadé les grandes artères, empêchant ainsi la circulation d'autres engins roulants.

Beni : les Fardc appréhendent 2 miliciens Mai-Mai à Ruwenzori. « Nous avons arrêté deux éléments de ce mouvement. Chaque fois qu'ils arrivent dans des champs, ils crient Allah Akbar pour faire fuir les propriétaires du champ, et après, ils commencent à voler le cacao. L'armée a déjà pris des mesures pour sécuriser davantage les cultivateurs de l'ensemble du secteur de Ruwenzori pour qu'ils récoltent leurs produits champêtres », a souligné le porte-parole des opérations Sokola 1.

Nord Kivu : plaidoyer pour la ratification du traité d'Oslo, interdisant les armes à sous-munitions. L'ONG Compagnie congolaise pour interdire les mines (C.C.I.M) a formulé cette requête lors du 12^e anniversaire de l'entrée en vigueur du traité d'Oslo, célébré le 1er août de chaque année. La CCIM veut que la RDC s'inscrive dans la lutte contre les armes à sous munitions qui tuent sans discrimination et violent les principes du droit international humanitaire. Toutefois, cette structure reconnaît des avancées en RDC en cette matière du fait que le pays, signataire de ce traité depuis 2009, aurait déjà adopté des projets de lois interdisant les armes.

Sud-Ubangi : plus 1300 sinistrés recensés à la suite des inondations à Nzulu, dans la ville de Zongo. « Plus au moins 300 habitations sont écroulées et la plupart des familles ont élu domicile dans des écoles et utilisent les pupitres comme bois de chauffe alors qu'il y a rentrée scolaire dans quelques jours. Et, puis un cimetière qui est sous les eaux commence à donner une odeur nauséabonde », a souligné cette autorité urbaine.

Djugu : attaques de la Codeco et de la milice Zaïre, 57 morts en deux semaines. Les services de sécurité relèvent par ailleurs que pendant ces deux semaines, 98 maisons ont été incendiées et 38 personnes enlevées par la Codeco avant que 12 parmi elles soient relâchées. L'armée appelle les miliciens de la Codco à respecter leur acte d'engagement unilatéral de cessation des hostilités sinon, ils y seront contraints par les Fardc.

Les conducteurs déplorent l'irrégularité du système de convoi des véhicules sur l'axe Beni Kasindi. Cette perturbation est aussi à la base de plusieurs incidents sécuritaires sur cet axe routier, dont sont victimes les conducteurs qui finissent par tomber dans les embuscades des ADF. L'armée a demandé aux conducteurs et commerçants d'être patients. « Les efforts sont en train d'être fournis afin d'améliorer le bon fonctionnement du système de convoi sécuritaire sur l'axe Beni-Kasindi », a ajouté cet officier militaire.

Tanganyika : les députés nationaux plaident pour la réouverture de l'assemblée provinciale. « La confusion est venue des écrits du ministre de l'Intérieur. Le ministre, en acceptant que le bureau nouvellement élu puisse investir la gouverneure et son gouvernement, a reconnu ce bureau-là. Et ce bureau a fonctionné pendant tout ce temps avec le gouvernement actuel. Mais le cheveu dans la soupe est tombé, lorsque le même ministre demande à la gouverneure de recevoir les membres de l'ancien bureau et de les remettre dans leurs postes et de les sécuriser»,

Entre temps, la tension persistait entre les députés car l'ancien bureau affirmait qu'il a été réhabilité par le ministre. Le 26 juillet, les deux camps, appuyés par leurs militants respectifs se sont affrontés au sein de l'hémicycle. 24 h après, le ministre de l'Intérieur a décidé de suspendre les activités de cette assemblée provinciale.

Début ce vendredi de la publication des résultats de l'Examen d'Etat. C'est ce qu'indique le communiqué signé ce 18 août par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique. Les provinces du Haut-Katanga, du Sud-Kivu et de la Tshopo sont les concernées par la publication des résultats de ce vendredi. Les résultats des autres provinces suivront au fur et à mesure, rassure le ministère de l'EPST.

Félix Tshisekedi déçu par ce que vit la RDC à cause du Rwanda. Les Président Félix Tshisekedi et la présidente de la Tanzanie ont insisté sur la nécessité de consolider l'architecture régionale de Paix et Sécurité

aussi bien pour la SADC que pour l'Afrique de l'Est. La Tanzanie est impliquée dans la sécurité en RDC à travers la présence de militaires tanzaniens au sein de la FIB/MONUSCO.

Nord-Kivu : l'armée dénonce de graves violations des droits humains lors des attaques du M23 le 16 août, contre ses positions de Rwanguba et Rangira dans le groupement de Jomba, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). « Il s'agit notamment de largage des bombes sur les habitations civiles, à Chakere dans la localité de Rwanguba et Rangira, causant 5 blessés parmi la population civile. Ils ont aussi tiré sur l'ambulance des Fardc qui était en train de récupérer les blessés civils. Ces rebelles ont aussi procédé à l'attaque à l'artillerie sur le chantier d'une centrale hydroélectrique du Parc national des Virunga.

Haut-Katanga : les militaires et policiers sommés de quitter les carrières minières artisanales. Les policiers et les éléments des Fardc qui font le gardiennage dans les carrières minières artisanales du Haut-Katanga sont sommés de quitter ces sites. Ils ont 48h pour exécuter cette décision. C'est l'une des résolutions prises le mercredi 17 août au cours du conseil provincial de sécurité qui aussi traité la situation sécuritaire qui prévaut dans les villes de Lubumbashi, Likasi et Kasumbalesa. En outre, tous les services non éligibles qui opèrent aux postes frontières et de péage sont aussi sommés d'évacuer.

Kasaï-Central : évasion de 58 détenus de la prison centrale de Luiza. Les détenus de la prison centrale de Luiza au se sont évadés. Les faits se sont déroulés dans la soirée de mardi. Ces évadés ont profité de la distraction de la police qui assure la garde, ravi l'arme et troué le mur à l'entrée pour s'enfuir tous.

Vendredi 19 août. 22

Mai-Ndombe : 7 morts à la suite des affrontements entre Tékés et Yaka à Miboro. A côté de ces morts, il y a aussi des blessés graves. Le vice-président de la société civile de Kwamouth, a déploré ces morts et plaide pour une implication urgente du gouvernement en vue de la restauration de l'autorité de l'État et le rétablissement de la paix dans cette partie du pays. **Deux gouverneurs attendus à Kwamouth pour baisser la tension entre Teke et Yaka.** Les gouverneurs du Maï-Ndombe et du Kwango sont attendus, dans 48 h, à Kwamouth pour apaiser la tension entre Teke et Yaka. Les accrochages entre ces deux peuples ont été enregistrés dans plusieurs coins de Maï-Ndombe à Kwamouth et dans les villages Dumu, Ngambomi et ont fait des morts et de blessés graves. **Kwamouth : l'Assemblée nationale demande à la population « d'abandonner la violence et de vivre en paix».** « Les peuples Teke et Yaka ont vécu toujours ensemble depuis des siècles. Il est malheureux aujourd'hui de constater que les gens sont en train de s'entretuer. Nous demandons à la population de garder le calme, de laisser la violence et de vivre en paix. Nous enverrons une délégation des députés qui se rendra sur place. Et le président de chaque caucus et l'élu de Kwamouth vont s'adresser à la population de Kwamouth et de l'ensemble de Mai-Ndombe parce qu'à Yumbi, il y a également des problèmes », a-t-il ajouté.

Denis Mukweke empêché de se rendre à Kisangani. Denis Mukweke était pourtant attendu à l'Université de Kisangani (UNIKIS) pour animer jeudi et vendredi des conférences scientifiques. Dans un communiqué, la Dynamique des Universitaires du Congo (DUC) s'est résolue d'organiser ces conférences prochainement dès que l'agenda du professeur Denis Mukweke le permettra. Ce dernier a été bloqué à Bukavu par des motards ayant érigé des barricades, quadrillant ainsi les accès et sorties de l'hôpital de Panzi.

Butembo : la population appelée à faciliter le retrait momentané de la Monusco. La mission onusienne procède, depuis le 18 août, au retrait provisoire de son personnel de Butembo, après consultation avec les autorités locales et nationale. C'est à la suite des manifestations anti-Monusco qui, il y a deux semaines, ont occasionné mort d'hommes. Le gouverneur du Nord-Kivu a appelé la jeunesse à éviter la manipulation et les a exhortés à se méfier de réseaux sociaux qui, selon lui, sont devenus des sources d'intoxication de la population.

L'ACCO déplore l'insécurité de ses membres sur l'axe Matadi-Kinshasa. Selon l'avocat de l'Association des chauffeurs du Congo, hormis les tracasseries policières, ces conducteurs sont devenus les cibles de criminels sur la route Matadi-Kinshasa. Il sollicite l'implication du gouverneur pour résoudre cet épineux problème.

Choléra : 28 cas et 9 morts notifiés en 7 mois au Kasaï-Oriental. Selon le chef de Division provinciale de la santé, cette maladie touche plus les personnes adultes. Il affirme avoir pris les dispositions : la distribution, dans les ménages, des lave-mains et kits de prévention contenant les produits de purification de l'eau. Il a par ailleurs demandé à toute la population de se laver régulièrement les mains et de traiter l'eau de boisson et cuisson.

Anne-Kathrin : « l'évacuation des blessés des lieux d'incidents aux hôpitaux, fait partie de taches difficiles».

Pour la chef de projet de cette organisation internationale « l'évacuation des malades depuis les lieux d'incidents, souvent en milieux ruraux, jusqu'aux hôpitaux partenaires du CICR, à Goma, Bukavu et Beni, fait partie de tâches difficiles ». Des ambulances sont parfois endommagées pendant l'évacuation des blessés, se trouvant dans les zones non accessibles. « Parfois le malade doit être porté deux, trois jours par des volontaires ». Le CICR se propose ainsi de renforcer la formation du personnel local pour assurer la continuité des soins. Opérationnel depuis 10 ans à Goma, ce programme du CICR de prise en charge gratuite des blessés a un impact au regard du nombre de victimes dans le contexte des conflits récurrents à travers cette région.

COVID-19 : plus de 130 000 personnes vaccinées depuis mai 2021 au Nord-Kivu. Le coordonnateur provincial du PEV a tout de même reconnu le chemin encore important pour atteindre l'objectif de vacciner 900 000 personnes en province : « Nous allons doubler d'efforts et corriger les erreurs ». Le Nord-Kivu arrive en deuxième position avec plus de 10 000 cas notifiés après Kinshasa. Et en termes de mortalité, elle vient en tête sur l'étendue du pays avec, à elle seule, plus de 500 décès dus à cette épidémie.

Rusthuru: le M23 accusé de bombarder ce vendredi les positions des Fardc à Rwanguba. Les rebelles larguent ces obus depuis les collines de Mukarange et Shema, dans le groupement Bweza. Le commandement de Sokola 2 parlait déjà des villages Rutsiro et Ruseke qui se vidaient de leurs habitants. Ces derniers seraient sous pression du M23 que l'armée accuse de violer la trêve édictée par les chefs d'Etat de l'EAC.

Beni : les femmes journalistes appelées à promouvoir leurs semblables à l'approche des élections. A l'initiative du club RFI, cette activité s'inscrit dans le cadre du projet « Tuseme kwa uhuru » (Parler en toute liberté). Pascal Mapenzi, a recommandé aux participantes d'exercer leur métier dans le respect de l'éthique et de la déontologie. Les femmes journalistes de Beni se sont engagées à accompagner leurs semblables en cette période pré-électorale. « Nous devons les aider à être beaucoup plus compétentes et à donner le meilleur d'elles-mêmes ».

Ituri : les Fardc libèrent 17 otages des ADF à Mambasa. Les forces loyalistes ont réussi ce coup, après des affrontements avec ces rebelles. Ces personnes, prises en otage depuis quatre mois pour certaines et un mois pour d'autres, visiblement très affaiblies, ont été ramenées par l'armée à Komanda-centre le 18 août.

Sud-Kivu : 8 cas de décès maternels recensés depuis janvier dernier à Uvira. Le médecin chef de zone de santé d'Uvira, a renseigné que ces femmes sont mortes de l'accouchement, de l'avortement spontané ou encore provoqué pour grossesse non désiré. Ces statistiques ont captivé l'attention de l'ONG « Médecins du monde ». « Nous avons des conséquences économiques. La femme qui accouche chaque année et ne se repose pas, ne peut mener les activités économiques du ménage. Elle n'a pas le temps de supporter sa famille, alors que nous savons que les femmes supportent les fardeaux de nos familles sur le plan économique». L'ONG va lancer, en septembre prochain, un projet de 42 mois sur la santé reproductive et sexuelle dans les 5 aires de la zone de santé d'Uvira.

Goma : 25 journalistes formés sur les droits de l'homme et le journalisme en zone de conflit. Selon le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), il est nécessaire d'orienter le rôle des professionnels de médias vers le contexte de guerre d'agression et de l'activisme des groupes armés. Pour lui, le thème de cet atelier : « Collecte, traitement, diffusion de l'information des droits de l'Homme en zone de conflit et protection des sources... », tombe à point nommé dans une contrée en proie à l'insécurité.

Kwango : 11 de 14 zones de santé touchées par la malnutrition aigüe (PRONANUT). Le coordonnateur provincial du Programme national de nutrition au Kwango, a indiqué que cette malnutrition touche plus les enfants de moins de cinq ans. Le vice-président de la société civile de Kwango a attribué cette situation à la faible production agricole, à l'ignorance de la population et au manque d'eau potable. Il a ainsi plaidé pour une intervention non seulement du gouvernement mais également du Programme alimentaire mondial (PAM).

Le plan de réponse humanitaire exécuté seulement à 33% en 2022. Le plan de réponse humanitaire en RDC, estimé à 1,88 milliard USD en 2022, n'a reçu à ce jour que 33% des financements nécessaires pour porter assistance à 8,8 millions de personnes. Dans ce document, le ministre congolais des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale et le Coordonnateur humanitaire en RDC ont salué « le dévouement des acteurs humanitaires qui travaillent, souvent dans des conditions difficiles, pour sauver des vies et préserver la dignité des populations dans le pays ». Les huit premiers mois de l'année 2022 ont enregistré de multiples crises qui ont provoqué des besoins humanitaires, notamment dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu où plus de trois millions de personnes sont des déplacées internes, indique le communiqué. Pour Bruno Lemarquis, la

solution à cette crise viendra de la résolution des conflits, de la consolidation de la paix et du développement socio-économique à travers la réalisation des objectifs du développement durable.

Nord-Kivu : détérioration de la sécurité depuis l'évasion des détenus de la prison de Butembo (Députés). « Si on ne prend pas les choses au sérieux, les ADF risquent d'être très dangereux dans les jours à venir. Car, à l'allure où vont les choses, nous risquons d'avoir en face de nous un ennemi bien outillé, bien équipé et difficile à vaincre ; un ennemi qui pourra élargir sa menace dans la Tshopo, le Haut-Uele. Malheureusement, dans ce pays, la RDC, la priorité semble être ailleurs, loin de l'essentiel », a alerté le député. Selon lui, avec les prisonniers libérés lors de l'attaque de la prison de Kakwangura, mais aussi le recrutement de masse fait par ces ADF dans la ville de Butembo, les zones de Lubero, Masisi, Nyiragongo, Rutshuru sont en danger.

Kwilu : l'abbé Godefroid Pembele inhumé à Kinzambi. L'abbé Godefroid Pembele, prêtre du diocèse de Kikwit dans la province du Kwilu, décédé le 7 août à Kinshasa a été inhumé ce vendredi 19 août au cimetière du Petit séminaire de Kinzambi où sont enterrés les prêtres de ce diocèse. Il avait été grièvement blessé la nuit du samedi 6 août au couvent Mukasa, par des bandits en mains armées qui avaient tiré sur lui à bout portant. Avant son inhumation, des hommages lui ont été rendu à la cathédrale Saint François-Xavier de Kikwit. Mgr Timothée Bodika, évêque de Kikwit, a loué les qualités sociales mais aussi l'engagement du prêtre tué, pour la promotion de la jeunesse, son dévouement au service de Dieu et de l'Eglise et son sens d'humour.

Samedi 20 août.

Nord-Kivu : 1,5 millions déplacés ont besoin de l'aide humanitaire. Nombreux parmi eux vivent dans une précarité indescriptible, par manque de cette aide. La journée internationale de l'aide humanitaire est célébrée, le 19 août, dans un contexte où l'on assiste à des déplacements massifs de populations, à cause de l'instabilité sécuritaire que connaît la province. 50 000 déplacés reçoivent de l'aide humanitaire à Rutshuru. Ocha affirme être confronté cette année au problème des ressources financières qui ont sensiblement diminué. Ce qui ne permet pas à la communauté humanitaire d'apporter une assistance conséquente à ces personnes nécessiteuses. De son côté, la cheffe d'antenne de Beni, du ministère des Actions humanitaires et solidarité nationale, renseigne qu'au moins 77500 familles de déplacés internes ont été enregistrées entre janvier et juillet dernier dans le grand Nord-Kivu. Elle lance ainsi une campagne de solidarité nationale, en vue de réunir de l'assistance pour ces nécessiteux.

Tanganyika : hausse de prix du ciment gris à Kalemie. Le prix du sac du ciment gris est passé, depuis quelques jours, du 27 500 à 40 000 FC à Kalemie (Tanganyika). Le président provincial de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) au Tanganyika, a attribué cette situation à spéculation due à la rareté de ce produit sur le marché et il explique cette rareté par l'introduction de la taxe de l'hygiène aux frontières. Plusieurs chantiers de la ville de Kalemie sont à l'arrêt par manque de ciment.

L'ASBL Bana'maa organise une journée culturelle ce samedi à la FIKIN. Cette activité est placée sous le thème : « La culture, socle de la paix et de la cohésion nationale transculturelle ». Le programme de cette journée prévoit diverses activités à savoir: exposition d'œuvres d'art et artisanat, foire culinaire, conférences-débat et instants de convivialité, spectacles de musiques et danses.

Sankuru : 286 cas de décès sur environ 17 856 cas de rougeole. Le chef de Division provinciale de la santé, a signalé qu'au-delà des médicaments rendus disponible par l'ONG Médecins sans Frontières, le gouverneur du Sankuru a débloqué près de 3 000 USD pour faciliter la consultation gratuite et la prise en charge des malades. Le chef de Division provinciale de la santé attribue cette recrudescence notamment à la faible couverture vaccinale, au non-respect du calendrier vaccinal par les parents ainsi qu'aux mouvements de la population.

Mai-Ndombe : 15 morts dans des accrochages entre Teke et Yaka à Masiakwa, dans le territoire de Kwamouth (Mai-Ndombe). Hormis les morts, plusieurs dégâts matériels ont été enregistrés dans ces nouveaux combats ethniques. Les Boutiques, les pharmacies ainsi que des habitations ont été pillées et plusieurs autres maisons incendiées, a révélé la société civile locale. Plusieurs personnes se sont déplacées à la suite de ces incidents. et vivent dans des conditions humanitaires très précaires dans leurs milieux de refuge.

Maniema : le député Oleko appelle à l'aide pour les victimes des inondations de Lubutu. « Face à cette situation catastrophique, nous invitons le gouvernement, d'intervenir en procédure d'urgence. Le même cri est lancé à l'endroit des agences des Nations unies d'intervenir afin d'éviter les épidémies qui peuvent surgir. Nous en appelons également aux personnes de bonne volonté d'apporter leur assistance ».

Ituri : de présumés ADF décapitent 10 personnes à Mambasa. Des sources sur place ont rapporté que ces assaillants sont sortis de la brousse avec huit personnes qu'ils ont exécutées au niveau de la route principale. Ces victimes seraient les otages de ces rebelles. Vendredi dernier, vers 16 h. un véhicule de transport ayant quitté Bunia pour Mambasa-centre est tombé dans l'embuscade de ces ADF à Badibwami, à 32 km du chef-lieu du territoire. Un passager a été tué et deux autres grièvement blessés. « Si ce tronçon routier est coupé, Bunia ne sera plus ravitailler en divers produits, Mambasa sera totalement enclavé et ça aura de l'impact direct sur la province de Tshopo et celle du Haut-Uele ». Les autorités territoriales de Mambasa annoncent la suspension momentanément du trafic sur l'axe Komanda-Mambasa. Ceci, en vue de permettre à l'armée de mener des opérations de ratissage.

Le député Kasekwa appelle à la levée de l'état de siège au Nord-Kivu et en Ituri. Il a lancé cet appel dans une conférence scientifique tenue avec des étudiants des Universités de Beni sur la thématique : « Guerre au Nord Kivu et l'Ituri, les défis et pistes de solution ». Pour lui, cette mesure a démontré ses limites au regard de la détérioration de la situation sécuritaire dans ces deux provinces et propose la relève de certaines unités des Fardc restées longtemps dans cette partie du pays, comme piste des solutions à cette insécurité. Les mauvais comportements de ces hommes en uniforme poussent la population de ce coin à ne plus avoir confiance en l'armée.

Examen d'Etat à Lubumbashi : « ces enfants doivent savoir que le plus dur est à venir (un parent). Il a conseillé, aux lauréats à l'examen d'Etat 2021-2022 de se préparer pour affronter l'avenir au lieu de s'adonner aux euphories. Il a lancé cet appel après que certains de ces enfants ont manifesté leur joie parfois avec extravagances dans les artères de la ville de Lubumbashi.

Patrick Muyaya : « Les dispositions ont été prise pour accompagner le retrait de la Monusco de Butembo ». « Les dispositions ont été prise, notamment au niveau des forces armées et de la police, pour accompagner ce retrait de la Monusco de Butembo, conformément à la volonté exprimée par la population ». La mission onusienne procède, depuis jeudi dernier, au retrait provisoire de son personnel de Butembo, après consultation avec les autorités locales et nationale. Ce retrait fait suite aux manifestations anti-Monusco, qui avaient occasionné mort d'hommes, il y a deux semaines.

Ebola : deux traitements fortement recommandés par l'OMS. C'est la première fois que l'Organisation mondiale de la santé fait des recommandations de traitements relatives à Ebola. Dans ses lignes directrices publiées vendredi, l'organisation fait une "recommandation forte pour le traitement par mAb114 ou par REGN-EB3" chez les patients atteints de la maladie à virus Ebola (MVE). Elle fait cette même recommandation pour "les nouveau-nés dont l'atteinte par la maladie à virus Ebola n'est pas confirmée, âgés de 7 jours ou moins, nés de mères atteintes de MVE confirmée". Ces deux traitements ont été approuvés fin 2020 par l'Agence américaine des médicaments (FDA) et sont déjà utilisés pour traiter des malades d'Ebola. Les études ont montré que les deux traitements réduisent considérablement la mortalité liée à Ebola, a indiqué la responsable de l'équipe clinique à l'OMS.

Un militaire de la base de Kitona brûlé vif par la population de Muanda. Un militaire de la base de Kitona, ayant par mégarde blessé par balle deux civils, a été brûlé vif par la population de la cite côtière de Muanda (Kongo-Central) ce samedi 20 août matin. La société civile de Muanda qui condamne cet acte explique que la méfiance de la population envers les militaires pousse la population à ce comportement inadmissible. Les autorités locales assurent cependant que la vie de ces deux blessés est hors danger. Plusieurs personnes parmi celles ayant participé à ce meurtre ont été interpellées.

Lusambo : près de 100 cas de choléra enregistrés en 8 mois. Cette résurgence de la maladie est liée à la consommation par la population de l'eau brute de la rivière Sankuru, a indiqué le médecin chef de division provinciale de la santé. Selon lui, cette eau est utilisée par la population locale pour boire, pour la cuisine, « pour se laver et pour la défécation ». Il recommande de renforcer le volet Wash (Eau, hygiène et assainissement) et de sensibiliser la population au changement de mentalité.

Dimanche 21 août.

Le CEPADHO appelle au calme après les manifestations anti-Monusco à Butembo. Le coordonnateur du Centre d'étude pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'homme appelle la population à la collaboration avec les services de sécurité : « Nous nous réjouissons de ce vent d'accalmie qui souffle sur la ville de Butembo. Nous pensons que l'heure est aussi arrivée pour que les leaders communautaires, politiques et économiques, les jeunes et les femmes, nous puissions encourager les messages d'appel à la non-violence. »

Lualaba : début de la construction des ponts Ludi et Lufupa à Mutshatsha. Ces ouvrages avaient subi une destruction complète lors de la guerre de 80 jours. Une fois achevés, ils vont relier plusieurs coins de ce territoire restés longtemps enclavés. Sur le plan technique, ces deux ponts Ludi et Lufupa mesureront respectivement 35 et 20 mètres de longueur, avec une capacité de 80 tonnes à chacun.

Kindu : 73 infirmiers convertis en sagefemmes prêtent serment. Ces lauréats de l'institut supérieur des techniques médicales (ISTM) de la deuxième promotion des infirmiers, reconvertis en sagefemmes, sont désormais membres de la Société congolaise de la pratique sage-femme (SCOSAF)/Maniema. Ces lauréats, qui avaient reçu la bourse de l'organisme SANRU dans son projet Bomoyi, vont désormais travailler comme prestataires dans les structures tant publiques que privées, selon leurs encadreurs, pour réduire le taux élevé des décès maternels et néo-natales dans la province du Maniema. Chacun d'eux a pris solennellement et librement l'engagement à n'œuvrer que dans le respect de la dignité humaine.

Bukavu : effondrement d'un immeuble de 6 niveaux. Plusieurs sources parlent de cinq à six personnes sorties avec blessures, alors que cinq autres personnes sont ensevelies et se trouveraient encore sous les décombres jusqu'à ce dimanche matin. D'autres passants, affectés et blessés, ont été évacués à l'hôpital militaire FAC pour des soins urgents. Ce drame constitue un énième cas d'effondrement de maisons en étages dans la ville de Bukavu depuis le début de cette année. Le non-respect des normes architecturales reste la grande cause de ce genre d'incidents. La ville de Bukavu est actuellement un chantier permanent, où des maisons en étages poussent dans tous les quartiers, avec ou sans autorisation de bâtir.

Combats FARDC-M23 : activités de l'ICCN paralysées dans le parc des Virunga. Plusieurs projets de développement mis en œuvre par l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) en faveur de la population se retrouvent paralysés à la suite des affrontements entre les FARDC et les rebelles du M23. Il s'agit de notamment de projets environnementaux, énergétiques, touristiques et agricoles. L'ICCN a demandé samedi 20 août la sécurisation de ces installations et de son personnel afin de lui permettre de poursuivre sa mission. Avec ses centrales de Matebe, Mutwanga et Luviro, qui sont actuellement opérationnelles, ainsi que la centrale de Rwanguba, qui est en construction, le parc national des Virunga est également impliqué dans l'agriculture durable et la pêche, dans l'accompagnement des entrepreneurs. « Nous avons publié un communiqué faisant état de deux bombes qui sont tombées sur le site du chantier de la centrale de Rwanguba. Ce qui nous a obligés à évacuer le personnel pour la énième fois. L'ICCN n'est pas partie au conflit et demande donc la sécurisation de ses installations ainsi que celle de son personnel afin de poursuivre sa mission. »

Luero : la milice UPLC instaure des barrières et taxes illégales à Baswagha et Bapere (Société civile). Ils font payer au moins 1000 francs congolais à tous les usagers de cet axe routier. A Kambau et Bilulu, ils ont érigé des camps, où ils organisent des travaux communautaires communément appelés « Salongi » chaque jeudi. Les habitants qui ne s'y exécutent pas, sont sommés de payer des amendes forfaitaires, qui vont jusqu'à une chèvre ou plus. A Vuhinga dans la chefferie de Baswagha, ils se sont carrément substitués aux services de l'Etat, en instaurant des taxes illégales aux habitants et opérateurs économiques.

Conflits Teke-Yaka à Kwamouth : le gouvernement veut « rapprocher ces filles et fils qui s'entreteignent ». Le vice-Premier ministre, ministre de la Défense, rejette les allégations selon lesquelles le gouvernement central est resté silencieux face à cette situation. Il annonce qu'il y a deux semaines, dès que les informations ont été mises à sa disposition, il a pris toutes les précautions afin que l'ensemble du gouvernement soit mis au courant de ce qui se passe dans le territoire de Kwamouth. Il a aussi indiqué que lors du dernier Conseil des ministres, il est revenu sur cette question et des instructions ont été données par le chef de l'Etat pour qu'une délégation gouvernementale se rende dès le début de la semaine dans cette province pour mettre fin à cette situation.

Le gouverneur du Nord-Kivu échange avec les habitants de Rutshuru, mécontents de l'occupation de leurs entités par le M23. A l'issue d'un dialogue avec toutes les couches représentées, le gouverneur militaire a réussi à « faire annuler la marche pacifique qui était prévue pour lundi 22 août », à l'initiative de la société civile et mouvements de pression. Ces forces vives ont accepté l'appel du gouverneur mais exigent qu'une solution soit trouvée rapidement. Ils demandent notamment que les FARDC chassent les rebelles du M23 dans un bref délai pour permettre aux déplacés de regagner leurs entités, précise la société civile de Rutshuru. A l'issue de ce dialogue avec les leaders locaux, le gouverneur s'est exprimé devant une foule composée entre autres des déplacés. Ces derniers dénoncent leur souffrance dans les lieux de refuge par manque d'assistance du gouvernement et exigent le retour dans leurs villages d'origine.

Ituri : 20 personnes tuées en deux semaines sur le tronçon Komanda-Mambasa. La dernière victime a été enregistrée le 20 août à Mabukulu, 27 km de Mambasa centre. Un agriculteur a été découpé à la machette. Une situation qui pousse de nombreux habitants à se concentrer dans le centre du territoire. Selon la nouvelle société civile, les victimes sont principalement des cultivateurs de cacao, colocale, maïs et des ignames sauvagement abattus dans leurs champs. D'après des sources locales, les incursions répétitives des rebelles ADF qui migrent au Sud-Ouest de la chefferie de Babila Bakwanza dans le territoire de Mambasa créent l'insécurité.

Lundi 22 août.

Rutshuru: la société civile exige plus d'efforts aux Fardc pour reconquérir les villages occupés par le M23, afin que les habitants ayant fui les hostilités regagnent leurs villages et vaquer à leurs occupations. La société civile a indiqué que la population est fatiguée de la léthargie observée mais surtout « la position défensive des Fardc sur terrain » qui donne l'impression qu'elle est abandonnée. « Eu égard à cette situation macabre due au silence du gouvernement, la coordination de la société civile de Rutshuru, reconnaissant la détermination et le sacrifice de nos militaire Fardc, recommande que le gouvernement dote les Fardc de moyens conséquents, armes et munitions dans l'objectif de quitter la défensive pour mener des offensives contre les terroristes du M23 et ses alliés ». La société civile a également évoqué les dégâts humains et matériels enregistrés depuis les attaques du M23, dans les groupements Jomba, Bweza, Rugari et Kisigari. Ce sont notamment des dizaines de personnes tuées, de femmes violées, de bombardements des édifices publics, d'écoles, de centres de santé et bien d'autres.

Mbuji-Mayi : début ce lundi de la campagne d'acquisition des documents pour la création des entreprises. Cette opération qui se faisait au niveau du tribunal de commerce est momentanément délocalisée au centre-ville, non loin du cabinet du gouverneur de la province. Il dit avoir levé cette option en vue de permettre aux contribuables d'accéder facilement, à ce service de l'Etat. « Si, c'est une société, quelle que soit la taille, grande société, filiale, vous n'aurez à payer pour l'obtention du registre de commerce et crédit mobilier, que l'équivalent en FC de 30 USD. Il faut ajouter à ce montant, les modiques frais bancaires puisque vous allez les payer à la banque au numéro de l'Etat. Et s'il faut ajouter le numéro d'identification nationale 40 USD, ça sera donc 70 USD (140 000 FC) ». Le DG de Guichet unique a précisé que la création d'un établissement ne nécessite que l'équivalent en francs congolais de 10 USD plus les frais bancaires.

Préparatifs timides de la rentrée scolaire 2022-2023 à Bunia. Les commerçants du marché central de cette ville se disent inquiets et attribuent cette situation à la crise monétaire et à l'insécurité. Les parents comptent sur les efforts des autorités politiques pour l'amélioration de la situation sécuritaire. La rentrée scolaire 2022-2023 est fixée au 5 septembre prochain sur l'ensemble du territoire national.

Kinshasa : une centaine d'enfants apprennent l'hymne national en lingala. Hormis l'hymne national congolais, ces enfants sont également réunis autour de leurs enseignants pour des activités ludiques en lingala. A travers cette activité, le coordonnateur de l'ASBL « Toyekola », entend prôner l'éducation des enfants en langue nationale pour leur propre épanouissement intellectuel. Cette activité est appréciée par les jeunes apprenants.

SADC : « Je donnerai le meilleur de moi-même », assure Angèle Makombo, désignée secrétaire exécutive-adjointe de la SADC. Ancienne fonctionnaire des Nations unies, Angèle Makombo a également affirmé avoir accepté cette fonction avec un sens d'humilité : « J'accepte cette fonction avec un grand sens de responsabilité. Je donnerai le meilleur de moi-même. La SADC a une vision, qu'on appelle vision 2050, qui est d'industrialiser la région qui serait composée des pays à revenue intermédiaire ou les peuples de la SADC vont vivre dans la justice et des jeunes auront de l'emploi et autres ». Angèle Makombo a indiqué qu'il revient au secrétariat de la SADC de mettre en œuvre ou d'exécuter cette vision. Celle-ci se base sur le développement des infrastructures et un travail d'exécution de suivi et de coordination.

Daniel Aselo : « Kanyama Kasese ne règlerait pas totalement le phénomène Kuluna ». Le ministre de l'Intérieur, Daniel Aselo a indiqué, que le transfert des « Kulunas » au Service national de Kanyama Kasese, à Kamina (Haut-Lomami) ne constitue pas une panacée. Il a également soutenu que l'emprisonnement de ces enfants délinquants n'apportera pas non plus une solution. « Nous en tant que gouvernement, s'il faut trouver des solutions pour ces jeunes gens qui sont très nombreux, il faut le faire ». Depuis plusieurs mois, le phénomène Kuluna a repris surface à Kinshasa comme dans plusieurs autres villes du pays à la grande inquiétude des populations.

Ituri : des ADF signalés dans deux villages d'Irumu. Leur présence à Kitoma et à Nnumberi créé une psychose au sein de la population de Boga-centre, « parce que, la route Bunia-Boga n'est pas praticable et celle en allant vers Eringeti est coupée. Pour le moment la seule route qui ravitaille Boga en direction vers l'Ouganda est occupée par les ADF. Que les Fardc et les UPDF sécurisent la population parce que ça ne va pas. Nous

voulons que les ougandais puissent passer à l'offensive et traquer l'ennemi en profondeur mais pas rester dans leur camp ».

Ebola : non-respect de gestes barrières malgré la notification d'un cas suspect. Le porte-parole du gouvernement, a annoncé le 19 août dans le compte rendu du conseil des ministres, qu'un cas suspect d'Ebola avait été notifié le 15 août, à l'hôpital général de référence de Beni. Le malade est décédé et ses échantillons ont été envoyés à Kinshasa pour des analyses approfondies. Pendant ce temps, dans la ville de Beni, aucune nouvelle disposition de riposte contre Ebola n'est prise. Partout les gens se comportent comme d'habitude.

Bukavu : les recherches se poursuivent pour retrouver des corps sous les décombres d'un immeuble. Les engins de l'office des routes mis à contribution, le 21 août, ont pu extraire un corps sans vie qui a été acheminé dans une morgue. L'immeuble de cinq étages s'est effaissé avec une dizaine de travailleurs à l'intérieur. Six seulement ont pu sortir des décombres, le samedi même, les uns grièvement blessés, d'autres sains et saufs.

Rutshuru : un mort dans les accrochages entre forces de l'ordre et jeunes à Kiwanja. La victime est morte après avoir été touchée par balle pendant que les forces de l'ordre tentaient de dégager les barricades sur la RN2. Ces jeunes en colère exigeaient la libération de 4 de leurs camarades arrêtés depuis samedi dernier par les forces de sécurité lors d'une tentative de lynchage d'un présumé bandit par ces jeunes. Le bourgmestre a affirmé que les jeunes en détention ont été relâchés ce matin, ce qui a contribué à calmer la tension dans ce coin du pays.

Maniema : planification de la vaccination contre la fièvre jaune. Le médecin chef d'antenne du Programme élargi de vaccination (PEV) à Kindu, a indiqué : « Les membres des équipes cadres dans la planification de la campagne de la fièvre jaune sont venus à Kindu, défendre leur micro plan. Ça veut dire, ils vont exprimer les besoins pour pouvoir organiser une campagne contre la fièvre jaune de qualité. Et cette expression des besoins va prendre en compte les ressources humaines, les ressources matérielles, les ressources financières dont chaque zone de santé aura besoin pour pouvoir organiser la campagne préventive contre la fièvre jaune au Maniema ».

Beni : une position de l'armée ciblée par une attaque des Maï-Maï, à Masambo, dans la nuit de dimanche à lundi 22 août. Après quelques heures d'affrontements ces combattants ont décroché avant de disparaître dans le parc national des Virunga. Le bilan de cette attaque n'a pas été dévoilé par l'armée qui indique que ces combattants étaient venus voler. L'armée déplore que cette attaque ait été orchestrée par des jeunes du milieu qui ont illégalement pris des armes. Il demande aux jeunes qui trainent encore dans la brousse de quitter et de rejoindre le processus de paix dans la région. « Notre ennemi commun est ADF et nous sommes obligés de nous focaliser sur cet ennemi terroriste, qui endeuille notre population ».

Masisi : la milice Nyatura accusée d'avoir recruté environ 400 personnes à Bashali Kaembe. Selon l'ONG Umoja Africa ces personnes dont une vingtaine de jeunes et d'enfants sont formées par les combattants FDLR et indique que cette milice a recruté ces personnes aux villages Muheto, Busihe, Kalonge, Kahanga et Miandja. «Nous appelons les autorités à prendre leurs dispositions urgentes afin de restaurer la sécurité dans cette zone ».

Mbuji-Mayi : arrivée de 100 tonnes de bitume pour l'asphaltage des routes. Ils vont servir à l'asphaltage de plus de 25 km de route du projet Tshilejelu. D'après l'Office des voiries et drainage (OVD), ces bitumes sont passés par la gare ferroviaire de Dilolo ; avant d'atteindre la ville de Mbuji-Mayi.

Le député Nyamugabo plaide pour l'achèvement de l'asphaltage de la route Bukavu-Kamanyola. Il a invité, le gouvernement congolais à s'investir pour que les entreprises chinoises chargées d'exécuter les travaux d'asphaltage de la route Bukavu-Kamanyola (Sud-Kivu) finalisent ce projet. Il déplore que depuis environ cinq ans, seule une longueur de 10 km est recouverte sur les 55 prévus pour l'asphaltage.

Vital Kamerhe effectue sa rentrée politique. Après deux ans passés en prison, Vital Kamerhe a effectué sa rentrée politique lundi 22 août à Kinshasa. L'ancien directeur de cabinet de Félix Tshisekedi a d'abord présidé une réunion du bureau politique de l'Union pour la nation congolaise (UNC), élargi aux cadres, mandataires, députés et ministres membres de son parti. Parmi les principaux défis que le pays devrait relever, il a évoqué notamment l'insécurité persistante dans l'Est de la RDC : « Ce que nous condamnons fermement et apportons ici notre solidarité aux populations éplorées. Le temps n'est pas aux discours ni aux incantations. C'est pourquoi, j'annonce ma descente dans cette partie du pays dans les prochains jours, en vue d'annoncer ma contribution à la recherche de la paix durable à cette crise.» Il a par ailleurs appelé chaque Congolais à contribuer à « l'effort national de manière à mettre un terme à ce cycle des violences qui retarde le développement de notre beau pays. »

Mardi 23 août.

Plusieurs villages désertés à la suite du conflit Tekes-Yakas à Kwamouth. Selon plusieurs sources, les villages complètement vidés de leurs populations sont entre autres Masiambe, Nsia, Nsiene, Miboro et Engweme. Leurs populations se sont rendues soit vers le territoire voisin de Bolobo, soit vers la République du Congo en face. Ces habitants fuient les hostilités de ces derniers temps entre les peuples Téké et Yaka. Sur place au chef-lieu de Kwamouth, la situation est de plus en plus tendue depuis dimanche. Les jeunes gens déjà mobilisés, attendent l'attaque des assaillants. « Ils avaient promis d'attaquer Kwamouth depuis hier. Au moment où nous parlons, Kwamouth est mobilisé, tous les jeunes sont maintenant aux aguets. Celui qui veut la paix prépare la guerre ». Le conseil de sécurité provincial du Mai-Ndombe, est parti pour Kwamouth dans le but de maîtriser la situation.

Tshopo : la nouvelle gouverneure, Madeleine Nikomba appelle la population au travail, afin d'améliorer son vécu quotidien. Elle a affirmé qu'elle est au courant des attentes de la population de Tshopo : « Avant tout c'est le courant, de deux, il y a les routes. Il faut que le prix du riz baisse au marché, de trois, c'est le stade Lumumba..» Aux attentes citées par la gouverneure, s'ajoutent d'autres présentées par un jeune au cours de cette adresse : « Le prix du carburant a sensiblement augmenté et quand le prix du carburant augmente, tout est déstabilisé, le transport pose problème, la jeunesse au lieu de s'occuper devient source d'insécurité faute d'occupation ». Elle devra former la nouvelle équipe du gouvernement provincial qui va matérialiser sa vision « Que Tshopo se développe ».

Kinshasa : le regroupement politique le Centre invite la classe politique à se mobiliser contre l'insécurité à l'est de la RDC. « La problématique de l'insécurité dans l'Est de la RDC doit être considérée comme la priorité des priorités par les dirigeants du pays afin de consolider l'unité nationale. Cela doit passer notamment par l'implication des hommes politiques au détriment de leurs ambitions politiques ». Pour le président du Centre, des efforts budgétaires doivent être faits par le Gouvernement pour appuyer le secteur de la sécurité et il a invité la population vivant à l'ouest de la RDC à porter un intérêt aux questions de sécurité qui touchent ceux de l'Est.

Tony Mwaba : « L'augmentation de la prime de gratuité à hauteur de 30% est déjà effective ». « Les fonds sont déjà logés dans les banques. Certaines banques ont même déjà commencé la paie. C'est une paie complémentaire des enseignants du primaire, dans le cadre de l'augmentation de la prime de la gratuité. Comme promis également à Mbuela, il y a des informations, nous allons les confirmer, sur l'augmentation de 30% déjà qui seront payés dans le cadre de l'acompte du deuxième palier », a précisé le ministre de l'Enseignement. Le ministre appelle les enseignants et les parents à accompagner les élèves sur le chemin de l'école dès le 5 septembre.

Butembo : les présumés Mai-Mai attaquent la base logistique de la Monusco, qui a suspendu momentanément ses opérations à Butembo. Les forces de sécurité ont repoussé cette attaque et ont empêché à ces présumés Mai-Mai d'accéder à ces installations, situées dans le quartier Kambali dans la commune de Vulamba. C'est à plus ou moins cent mètres de l'Hôtel de ville. Deux assaillants ont été capturés, dont un déserteur de l'armée avec une arme. Le même mardi, une deuxième attaque des Mai-Mai a été signalée dans la partie Nord de la ville.

Rutshuru : une commission mixte confirme les limites actuelles du parc des Virunga. Cette commission a travaillé pendant cinq jours dans la partie Katwiguru et Kiseguru. D'après les experts, les conclusions des analyses menées sur le terrain, confirment l'emplacement des repères des limites légales du parc. Selon eux, ces repères corroborent les données des archives cartographiques. Pour l'ICCN, ces résultats constituent « un grand pas » vers une solution durable dans ce conflit qui l'oppose aux populations riveraines du parc dans les groupements de Binza et Bukoma. Cependant, certains acteurs locaux du groupement Binza rejettent ces résultats et les contestent.

Kananga : début de vente de 650 tonnes de maïs en provenance de Kanyama Kasese, pour réduire la rareté de cette denrée qui a occasionné la hausse de prix sur le marché. Et le souci, est de permettre à la population de bénéficier de cette farine qui était devenue rare sur le marché. Pour permettre la production de maïs localement, le Service national a également décidé d'ouvrir un centre agricole à Katuambi, 25 km de Kananga.

Kongolo : une école incendiée par des inconnus perd une partie de son bâtiment. A deux semaines de la rentrée scolaire, l'école Groupe scolaire Bigogo à Kongolo(Tanganyka) perd quatre salles de classe à la suite d'un incendie. Des inconnus ont mis le feu sur une grande partie du bâtiment de cette école conventionnée adventiste du 7ème jour. L'année scolaire dernière, l'école Bigogo a inscrit plus de sept cents élèves.

Haut-Katanga : Moise Katumbi s'oppose à la destruction du lycée Lubusha au profit d'une exploitation minière. Une entreprise minière chinoise extrait des minerais depuis quelques années à proximité du lycée Lubusha, et qui se trouve sur le filon qu'exploite cette entreprise. Cette dernière, voudrait à présent prendre possession de tout son terrain minier, y compris la partie sur laquelle l'école des jeunes filles est construite, qu'elle a acheté auprès de l'état congolais. La nouvelle qui circule depuis quelques jours sur les réseaux sociaux suscite donc des réactions dont celle de l'ancien gouverneur du Katanga. Pour Moise Katumbi « faire le choix des petits profits immédiats au détriment de la formation des jeunes filles relèverait tout simplement d'un aveuglement criminel ». Voilà pourquoi il s'oppose farouchement à la destruction de ce lycée.

Bukavu : la Monusco remet à l'Office des routes un pont métallique à jeter sur la rivière Chihanda.. Il s'agit d'une réponse au plaidoyer du gouvernement provincial, après l'affaissement du pont qui enjambe la rivière Chihanda, dans le groupement Nyangezi, sur la RN5, dans le territoire de Walungu. Le pont s'était affaissé le 1^{er} juin dernier, coupant la route et obligeant l'Office des routes à créer une déviation provisoire pour pallier la situation. Le coût de ce pont est évalué à 90 000 USD.

Nord-Kivu : « 4 villages du groupement de Binza sont administrés par les Ougandais », dénonce la communauté Babingi. D'après le président de la communauté des Babingi, l'opération conjointe de démarcation et bornage des limites transfrontalières entre la RDC et l'Ouganda avait été faite par des délégations conjointes composées de hautes autorités de ces deux pays en 2018. A l'issue de cette opération, les villages Kasenyi, Mutsongo, Tshizingiro et Kabumba ont été reconnus comme appartenant à la RDC. A ces villages s'ajoutent les collines Sarugera et Rusura. Ce notable se dit étonné que, quatre ans après, ces entités, déjà limitées et bornées continuent à être gérées et administrées par l'Ouganda.

Ituri : le député Adirodu pour l'accélération de la procédure de prise en charge des miliciens favorables au processus de paix. Pour le député national Wilson Adirodu, le gouvernement doit « prendre au sérieux le problème de la prise en charge des miliciens » en cette période pour limiter les exactions contre les civils.

Kinshasa : Félix Tshisekedi lance l'usine de traitement d'eau de Lemba-Imbu. Le premier module de cette usine a une capacité de production de 35 000 mètres³ par jour pour près de 2 millions de personnes. Cette usine est située à une trentaine de km du centre-ville au confluent des rivières N'djili et Lukaya. Ce premier module va desservir les habitants de N'djili et Kimbaseke, où la desserte en eau potable connaît de sérieuses difficultés. L'achèvement de deux derniers modules en 2024 et 2027 amènera la capacité de production à 165 000 mètres cube le jour. La cité universitaire, Mont Ngafula et d'autres communes du district de Tshangu seront alors desservis.

Nord-Kivu : au moins 7 morts dans une nouvelle incursion des ADF à Ruwenzori. Au total, sept personnes, dont deux femmes, sont mortes et deux autres blessées par machette et des chèvres emportées, lors d'une incursion des rebelles ADF dans la nuit de lundi à ce mardi 23 août au village Irangyo dans le groupement Baniangala, secteur de Ruwenzori dans le territoire de Beni. Le bilan est encore provisoire.

Mbandaka : lancement de la semaine de l'allaitement maternel. « Au moins six mois d'allaitement strict et deux ans de durée recommandée pour que les enfants tètent. Les enfants ne bénéficient pas pourtant de cet avantage naturel, qui les rendrait beaucoup plus forts. Et donc, le faire, c'est nous rendre tous ensemble les enfants et nos communautés plus forts. » La sensibilisation, avec l'appui de l'Unicef et d'autres partenaires, va se poursuivre toute la semaine à travers les médias, les églises et les institutions sanitaires, ont indiqué les organisateurs.

Effondrement de l'immeuble à Bukavu : un survivant repêché sous les décombres 4 jours après le drame. Il s'agit d'un homme d'une cinquantaine d'années, sorti sain et sauf, grâce aux recherches menées avec les engins de l'Office des routes. Le gouverneur de province a exigé qu'il soit soumis d'abord aux soins médicaux, avant de le remettre dans sa famille.

Mercredi 24 août.

Marche des médecins pour dénoncer le regain d'insécurité à Kikwit. Cette manifestation de colère intervient après l'attaque, il y a quelques jours, du président provincial de cette corporation par des hommes armés non autrement identifiés. Dans leur memo, les manifestants demandent aux services de sécurité et à l'autorité urbaine de prendre leurs responsabilités afin de restaurer la sécurité dans cette ville. Hormis le phénomène Kuluna (gangstérisme urbain), ils déplorent aussi le banditisme armé, qui font des multiples victimes.

Beni : le CEPADHO appelle à l'intensification des opérations contre l'ADF et les Mai-Mai. « Nous en appelons au commandement des opérations Fardc-UPDF de poursuivre les offensives contre l'ennemi. D'aucuns croient qu'il y a une certaine léthargie aujourd'hui qui s'observe actuellement sur le terrain. On dirait que ces opérations sont au point mort, alors que notre espoir repose sur ces opérations. Nous pensons que si les forces de la coalition Fardc-UPDF maintenaient leur pression sur l'ennemi, l'ADF sera totalement éradiqué », a estimé le coordonnateur de l'ONG Centre d'étude pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'Homme.

Ebola à Beni : environ 160 cas contacts identifiés. Les autorités sanitaires de la RDC ont déclaré, le 23 août, l'épidémie d'Ebola après la confirmation qu'une femme de 46 ans, est décédée du virus Ebola. Sur le terrain, des efforts sont déjà en cours pour endiguer cette épidémie. Le personnel de l'OMS et les autorités sanitaires congolaises ont identifié 160 cas contacts à ce jour. L'OMS a confirmé que sur le stock de 1000 doses de vaccins Ebola rVSV-ZEBOV disponibles au pays, 200 seront envoyées à Beni cette semaine. Selon l'OMS, la vaccination en anneau, qui consiste à vacciner les contacts et les contacts des contacts afin de freiner la propagation du virus et de protéger des vies, devrait commencer sous peu. L'épidémie d'Ebola déclarée à Beni est la 15^e depuis 1976 en RDC dont sept ont eu lieu depuis 2018.

Deux mois après son inauguration, le marché central de Lubero reste inoccupé. Le président de la FEC, attribue cette situation à la somme de 10 000 FC (5 USD) exigée pour l'occupation d'étalage dans ce marché. Il a fait savoir qu'outre cette taxe, les marchands sont contraints d'occuper un étalage à deux. Le marché central de Lubero compte 3 hangars, une capacité d'accueil de soixante-cinq étalages, d'un bloc des latrines et de dépôts.

Fidel Ayu Lumeya : « le souvenir de la traite négrière ne sont pas bons ». « C'est comme quelqu'un qui va voir son parent dans un cimetière. C'est la déshumanisation, c'est la perte de ki muntu. On a perdu le sens d'un être humain et de la part de celui qui achetait les esclaves, des vendeurs et des esclaves eux-mêmes », a déploré cet enseignant au Centre universitaire de missiologie. Ceux qui trafiquent aujourd'hui les êtres humains ne sont pas différents de ceux qui pratiquaient la traite négrière. Cette année, la journée internationale du souvenir de la traite négrière est placée sous le thème : « Résistance à l'esclavage et unité contre le racisme ». Instituée le 23 août 1971, cette journée vise à inscrire la tragédie de la traite dans la mémoire de tous les peuples.

Kinshasa : le gouverneur appelle à la protection de l'Usine de traitement d'eau de Lemba-Imbu. « L'eau c'est la vie, l'eau potable c'est la longue vie. J'invite la population bénéficiaire à la protection des ouvrages de cette entreprise publique et de s'acquitter promptement et intégralement du paiement de toutes les factures de consommation pour mieux permettre à la Regideso de nous servir et de maintenir son bon fonctionnement ».

Tshopo : les travaux de réhabilitation de la route Kisangani-Opala aux arrêts, depuis le 21 août, aux arrêts. Les conducteurs des machines ainsi que les mécaniciens ont quitté le chantier au point kilométrique 20 et regagné Kisangani, sur instruction du directeur général de l'entreprise « Maison le Juste ». Il justifie sa décision par le non-respect des clauses contractuelles par le gouvernement congolais et menace même de retirer ses engins si la situation n'est pas décantée. Ils ne concernent que les 103 km de ce tronçon d'environ 370 km de longueur.

Tanganyika : plus de 100 cas de lèpre recensés depuis janvier dernier à Moba. Le superviseur du Programme national de lutte contre la lèpre et la tuberculose à Moba, déplore le fait que certains malades se présentent dans les hôpitaux avec retard, en état d'infirmités. Ce qui rend plus difficile leur prise en charge. Il sollicite l'intervention du gouvernement en vue de leur approvisionner en produits de traitement d'infirmité chez les lépreux.

Maniema : environ 13 000 personnes privées d'eau potable à Bushiba, depuis quelques années. Selon le président de La société civile du Maniema, les femmes de cette contrée parcourent 18 km, aller-retour, à la recherche de l'eau de la rivière Lufubu. Elles se lèvent à tôt 4 h et retournent vers 10 h, affirme la même source. Il a sollicité l'assistance du gouvernement provincial et central pour approvisionner cette population en eau potable.

Insécurité en Ituri : plus de 600 véhicules bloqués sur l'axe Komanda-Mambasa, depuis lundi 22 août, après la suspension du trafic sur ce tronçon à la suite de l'insécurité. Les autorités provinciales accusent les rebelles ADF de créer l'insécurité sur cet axe routier. Des milliers de passagers vivent dans des conditions difficiles sur le tronçon Komanda-Mambasa. Les acteurs de la société civile et de la FEC demandent aux autorités de mener des opérations de ratissage pour traquer ces ADF accusés d'avoir intensifié les attaques sur le tronçon Komanda-Mambasa.

Mai-Ndombe : 10 déplacés de Kwamouth meurent en déplacement à Lediba. L'administrateur du territoire de Bolobo, indique que ces déplacés, dépourvus de tout, vivent dans des conditions précaires. « Il faut maintenant que le gouvernement puisse les assister à Lediba. D'abord par la nourriture et puis les habits aussi puisqu'ils ont laissé tous leurs biens là-bas. Il faut les moustiquaires, des mousses, l'argent aussi ». Parmi ces déplacés, les uns vivent dans des familles d'accueil, dans les hôtels alors que les autres squattent les écoles, les églises et l'hôpital secondaire de Lediba. Entre temps, dans la cité de Kwamouth, il y a accalmie avec l'arrivée des forces de sécurité.

Massacre de Kasika : les proches d'au moins 800 victimes réclament justice, 24 ans après. Mwenga, le village où se drame s'est produit se trouve à une centaine de km de Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu. Les témoins affirment que plus de 800 personnes avaient été massacrées dans la nuit du 24 août 1998 dans cette localité. Les victimes étaient principalement des femmes, des enfants dont des bébés, mais aussi le Mwami Mubeza et son épouse, un prêtre catholique et des religieuses. A ces victimes, s'ajoutent des femmes qui avaient été enterrées vivantes à Mwenga-Centre. Leurs bourreaux étaient identifiés comme rebelles du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) alors soutenu par le Rwanda.

Inauguration d'infrastructures frontalières rénovées à Kasindi et Ruzizi. « Dans le cadre de la facilité du commerce, mais aussi l'amélioration du climat des affaires en RDC, le président de la République et le gouvernement nous ont engagé à moderniser les frontières, les infrastructures frontalières du pays », a affirmé le ministre congolais du Commerce extérieur. Avec l'appui de la Banque mondiale et l'Union européenne, le gouvernement a donc construit les infrastructures au niveau des frontières entre Bukavu et le Rwanda au niveau de Ruzizi 1er, mais aussi au niveau de Kasindi, au Nord-Kivu.

Nord-Kivu : plus de 3 000 familles de déplacés en détresse à Bambo (VVIP). Alors que plusieurs organisations humanitaires et le gouvernement s'intéressent entièrement aux déplacements se trouvant à Bwisha, le coordonnateur du mouvement citoyen « Vision pour la Victoire du Peuple » (VVIP) indique que son mouvement « a bel et bien dénombré ces autres déplacés, qui nécessitent une intervention humanitaire. Ces déplacés se trouvant à Bambo manquent de vivres, d'habits, d'eau potable. Et leurs enfants sont au bout de leur espoir pour reprendre le chemin de l'école. » Le groupement de Bambo a reçu plus de 3 700 ménages tous venus de Kisigari, Bweza et Jomba, chefferie de Bwisha, fuyant les atrocités de la guerre entre les FARDC et le M23 depuis la date du 21 mars.

Prison de Butembo : le nombre d'évadés récupérés augmente progressivement. Le nombre de détenus à la prison centrale de Butembo s'élève à 319, ce 24 août. Leur nombre s'est ainsi accru grâce aux évadés récupérés progressivement, après l'attaque des ADF contre de cette maison carcérale, qui avait occasionné la fuite de 874 détenus il y a de cela deux semaines.

Ituri : Le médecin chef de zone de santé de Lolwa annonce la fermeture de l'hôpital général à cause de l'insécurité. Selon plusieurs sources locales, au moins six attaques de ces rebelles ont déjà été repoussées par l'armée autour de l'hôpital de Lolwa, dont les rebelles cherchent à tout prix à prendre le contrôle et pouvoir ainsi le piller pour se ravitailler en médicaments. Des sources médicales dans la zone rapportent que tous les malades ainsi que le corps soignant ont fui, craignant pour leur sécurité. La zone de santé de Lolwa compte plus de 118.000 habitants, dont la majorité bénéficie des soins de cet hôpital.

Sama Lukonde relance les activités de la mine de Kipushi. Cette mine sera exploitée par l'entreprise minière Kipushi Corporation (KICO). L'avènement de cette entreprise est salué par les habitants de cette cité minière, qui la considèrent comme le fer de lance du développement local. Le Premier ministre a demandé aux responsables de cette nouvelle entreprise de privilégier dans sa chaîne de production le procédé recommandable dans la protection de l'environnement. Kipushi Corporation est une jointe venture entre la Gecamines et Ivhanoe Mines. Les parts de la Gecamines s'élèvent à 32% et devront atteindre 50% dans cinq ans. Ivanhoé mines a déjà investi 700 millions USD. La première production est attendue en 2024 à raison de 45 000 tonnes le mois. Cette entreprise est appelée à créer 1500 emplois directs et indirects. KICO occupe les installations de la Gecamines, dans ce qui était appelé autre fois « Puits V ou mine souterraine. » Cette mine est à l'arrêt depuis plusieurs décennies, car elle était noyée. Cette nouvelle entreprise produira essentiellement le concentré de zinc.

Jeudi 25 août.

Ebola à Beni : la société civile appelle la population au respect des mesures barrières. Il s'agit notamment du lavage régulier des mains et de la distanciation sociale. Selon le président urbain de la société civile : « Nous

demandons à toutes les mamans, les papas, les enfants, de respecter les normes barrières, les normes sanitaires déjà connues et d'éviter d'être résistants aux équipes qui seront chez nous pour détecter d'autres cas suspects dans nos ménages. Appropriions-nous donc, la riposte contre Ebola et nous vaincrons Ebola comme nous l'avons vaincu la fois dernière ». Au Nord-Kivu, la dernière flambée dans la zone de santé de Beni, a été maîtrisée en deux mois environ, s'achevant le 16 décembre 2021. Selon l'OMS, 11 cas avaient été recensés, dont six décès.

Examen d'Etat : publication des résultats de l'Ituri 3, Tshopo 2, Tshuapa 1, Nord-Kivu 2 et Tanganyika 2.

Le ministère de l'Enseignement a annoncé le 23 aout que les résultats de l'Examen d'Etat de ces provinces éducationnelles sont déjà disponibles à travers les 4 opérateurs de téléphonie cellulaire opérant en RDC. Il s'agit de Vodacom, Airtel, Orange et Africell. Tous ces services de ces opérateurs de télécommunication sont payants.

Kasaï-Central : le maïs de Kanyama Kaseke inonde les marchés à Kananga. Des dépôts de vente sont placés dans chaque commune, notamment à Kananga, Ndesha, Lukonga, Katoka et Nganza par le service national. Un sac de 50 Kg se vend à 41 000 FC. Au site placé en plein centre-ville, le dépôt est rempli de sacs de maïs et le système de remise de jetons est instauré pour permettre à tout le monde d'en acheter, explique l'équipe qui s'occupe de la vente et du contrôle. Les femmes qui en achètent soit pour consommer soit pour revendre se disent satisfaites. Quand on fait le calcul, la mesure revient à 2 300 FC, a témoigné une femme. Sur le marché, quelques semaines avant l'arrivée de ce stock de Kanyama Kaseke, la mesure de maïs était passée à 4000 FC.

Nord-Kivu : deux médecins se bagarrent dans une salle d'opération à Rutshuru. Au cours de cette bagarre, le 23 aout, L'un de médecins, un anesthésiste, a été grièvement blessé par son collègue à l'aide d'un bistouri chirurgical. Le président provincial du Conseil national des techniciens anesthésistes réanimateurs du Nord-Kivu, exige l'ouverture d'une enquête et préconise que des sanctions soient prises à l'encontre de deux protagonistes.

Nord-Kivu : une dizaine de boutiques parties en fumée à Rubaya, dimanche dernier. La société civile locale ignore encore la cause de cet incendie et rapporte que tous les biens de ces établissements ont été calcinés. Elle demande à la population de respecter les normes urbanistiques afin d'éviter la propagation du feu en cas d'incendie et l'a également invitée à veiller sur les installations électriques alternatives notamment les panneaux solaires et les batteries qui alimentent les maisons dans la zone.

Des experts de l'ONU doutent de l'organisation des élections en 2023. A la demande de la Commission Electorale Indépendante (Ceni), la mission d'évaluation des besoins électoraux de l'ONU a été déployée en début d'année et a finalisé son rapport. Le premier défi, selon ce rapport est d'ordre sécuritaire à l'Est du pays où opèrent toujours une centaine de groupes armés dont le M23 et l'ADF. Le déficit financier : le cout pour les élections est estimé à 900 millions de dollars américains. La Ceni est encore loin de récupérer les 640 millions de dollars sollicités pour l'année 2022. Pourtant, cet argent est indispensable à l'achat du matériel électoral. **Trois scénarios dégagés par les experts de l'ONU.** Le premier « verrait le Front Commun pour le Congo, (FCC) de l'ancien président Joseph Kabila s'entendre avec la majorité actuelle pour garantir sa présence au sein des deux chambres du parlement ainsi qu'une sorte de protection juridique pour sa famille et ses collaborateurs politiques ». Le deuxième scénario « verrait, pour sa part, la formation politique de Joseph Kabila s'entendre avec un autre partenaire de l'opposition pour mener le combat dans les urnes contre Felix Tshisekedi ». Le troisième scénario est « celui de tous les dangers pour le pouvoir actuel. Il prévoit un boycott du scrutin par le FCC et son clan cherchant, à travers leur influence sur les forces de sécurité, à pourrir le processus électoral. Avec pour conséquence, une interruption des opérations électorales et le début d'une crise politique majeure ouvrant sur une période de transition et de nouvelles élections ».

Elections-2023 : les Forces sociales progressistes proposent la création d'un cadre de dialogue. « Etant donné que les conditions ne sont pas réunies pour organiser les élections dans un meilleur environnement électoral et parce que pour nous l'organisation des élections dans un délai constitutionnel constitue un impératif catégorique. Il serait sage de créer un cadre pour que les parties prenantes puissent discuter de la question électorale », a déclaré le président de cette formation politique, Il a demandé à la Ceni d'annuler l'actuelle cartographie électorale qui, selon lui, risque de consacrer la tricherie à grande échelle : « Vous allez installer les bureaux de vote sans connaître où sont les électeurs. Quel nombre, quelle distance à parcourir comme dit la loi. C'est pourquoi notre parti propose à la CENI d'annuler ces données sinon on risque d'accréditer la thèse de certains acteurs qui estiment que ça c'est préparé une fraude à grande échelle ».

Lubumbashi : la société civile de Sakania dénonce une importation de la main d'œuvre. Des habitants du territoire de Sakania dans le Haut-Katanga sont descendus dans la rue, le 24 aout, pour dénoncer la politique du

recours à la main d'œuvre non locale qu'appliquent les entreprises sous-traitantes de la compagnie minière Frontiers mining. Les manifestants ont réclamé le départ de la personne chargée du recrutement, car son attitude crée le malaise social dans la communauté. Le memorandum des manifestants a été remis entre les mains de responsable de l'entreprise Frontier Mining.

Manifestations anti-Monusco à Butembo : le commandant adjoint de la police succombe à ses blessures. Le maire de Butembo indique que cet officier supérieur avait été évacué avec un autre policier blessé, lors de violentes manifestations populaires organisées dans cette ville contre la présence de la mission onusienne. Il dit ne pas comprendre jusque-là « les vraies revendications des manifestants ». La victime avait été blessée par balle avec d'autres de ses collègues, il y a près de deux semaines.

Kongo-Central : lancement de la campagne de culture du manioc pour farine panifiable. Ce projet de la présidence de la République est exécuté par la cellule d'appui au programme d'urgence et intégrée du développement communautaire (CAPUIDC). Ce projet vise à lutter contre l'insécurité alimentaire en réalisant la substitution de la farine panifiable du blé par celle du manioc. En effet, cette initiative voudrait ainsi faire face à la rareté et hausse du prix de la farine de blé sur le marché international à cause de la guerre en Ukraine. Grâce au flux du manioc que ce projet va générer, la RDC sera dotée de la capacité d'exporter au niveau régional et international. Ce projet est financé par la banque africaine de développement à hauteur de 52 millions USD. Ce programme a trois axes : d'abord, le lancement de la campagne agricole du manioc. Puis suivra, la production intensive de la farine panifiable du manioc. Enfin, l'installation des unités de paquetage suivant les normes et standards internationaux.

Butembo : des élèves tentent de brûler leur école après leur échec à l'Examen d'Etat. Ils accusent leurs autorités scolaires d'être à la base de leur échec, en détournant leurs frais de participation à cette épreuve nationale de fin d'études secondaires. « Nous sommes là parce que nous sommes fâchés du résultat de l'examen d'Etat de l'année scolaire 2021-2022. Ce qui est arrivé à notre école est causé par nos autorités. Au centre d'examen on nous disait qu'on n'a pas encore payé les frais scolaires. C'est ça le problème. On avait payé parce qu'on avait des reçus. Nous étions à 100 finalistes mais 8 seulement ont réussi ». Ces finalistes "malheureux" ont brûlé des tableaux et quelques pupitres de leur école avant que la police intervienne pour éviter qu'ils ne fassent plus des dégâts.

Le gouvernement appelé à scolariser les enfants déplacés à Nyirangongo. Ces enfants et leurs parents ont fui leurs villages du territoire de Rutshuru à la suite des combats entre les Fardc et les rebelles du M23. Installés dans au moins cinq écoles et autres lieux publics dans le Nyirangongo, ces élèves observent désespérément, leurs semblables, prendre les inscriptions dans des écoles où ils ont trouvé refuge. Par ailleurs, le secrétaire de la société civile de Nyirangongo s'inquiète de la reprise des cours dans les écoles encore occupées par des déplacés.

Examen d'Etat : publication des résultats de Kinshasa/Tshangu, Kwilu 1, Kwilu 2, Mongala 1 et Équateur 2. Le ministère de l'Enseignement a annoncé ce 25 août la publication de ces résultats de l'Examen d'Etat à travers les quatre opérateurs de téléphonie cellulaire opérant en RDC. Il s'agit de Vodacom, Airtel, Orange et Africell.

Vendredi 26 août.

Manono : l'entreprise chinoise CREC 9 cambriolée par des bandits armés. Les bandits étaient au nombre de huit avec des armes à feu et des machettes. Ils ont réussi à emporter une importante somme d'argent, des ordinateurs et des téléphones, après avoir maîtrisé et blessé le policier de garde. Après leur forfait, ils se sont volatilisés dans la nature. La société civile dénonce la recrudescence de l'insécurité dans ce territoire.

La CENI veut lancer l'enrôlement des Congolais de la diaspora. Pendant que des observateurs pensent que cette démarche pourrait impacter négativement sur le budget alloué aux élections, la Ceni assure que le gouvernement a pris des dispositions pour la tenue des élections prévues en 2023. Selon le chargé des opérations électorales de la Ceni, il s'agit d'une phase expérimentale qui ne va concerner que 5 pays, sur les 66 représentations diplomatiques. Selon lui, cinq missions de la Ceni se rendront bientôt dans ces Etats pilotes pour récolter des informations relatives à la faisabilité de ces opérations.

Kindu : la mairie de Kindu instaure les « travaux communautaires » pour lutter contre l'insalubrité. Il accorde, par ailleurs, un moratoire de deux jours, à partir du 25 août, aux habitants de Kindu pour rendre propre leur environnement pollué par des détritiques, avant que les services de la ville ne passent au contrôle. « Le samedi,

nous allons passer porte-à-porte pour voir comment les gens ont assainis leurs milieux. Ceux qui sont au marché central vont assainir leurs milieux, ceux qui sont à Tokoloté vont assainir leurs milieux, maison par maison, avenue par avenue, quartier par quartier. Nous allons faire ce travail avec les chefs des avenues, les chefs des quartiers pour voir comment les gens ont assainis leurs milieux ». Il promet des sanctions aux récalcitrants. « C'est pour cela, nous avisons d'abord avant de procéder aux sanctions ».

Edgard Mateso : « Nous devons nous aligner derrière le personnel soignant et notre gouvernement pour arrêter la propagation d'Ebola ». « Tout en respectant les mesures barrières contre la maladie à virus Ebola, on se protège directement contre également la COVID-19. La population a pour devoir de respecter les mesures barrières. Pour ceux qui veulent encore alimenter des rumeurs pour susciter la résistance, pour le moment nous devons nous aligner derrière nos infirmiers, nos médecins, et notre gouvernement pour arrêter cette propagation, au lieu de continuer à douter, à hésiter et alimenter des rumeurs. » a rappelé le premier vice-président de la société civile du Nord-Kivu. Il appelle également le gouvernement congolais et ses partenaires à mettre à la disposition des équipes de riposte les moyens et matériels nécessaires. Cent-quatre-vingts cas contacts du patient zéro ont été identifiés et leur situation est suivie par les équipes de la riposte qui a déjà débuté avec le processus de vaccination.

Affaire Zoé Kabila : « Il s'agit d'un déguerpissement illégal, pour non-respect de la procédure » (avocat). L'avocat du député national, Zoe Kabila a affirmé, que la parcelle de laquelle son client a été déguerpi deux jours plus tôt appartient bel et bien à la société Katanga Premier dont Zoé Kabila est associé. Cette parcelle sise au numéro 2 de l'avenue Likasi, dans la commune de la Gombe, à Kinshasa abritait les bureaux du député. « Cette opération de déguerpissement s'est effectuée nuitamment par des militaires lourdement armés. Briser le portail, entrer dans la parcelle ». Il considère donc ce déguerpissement comme étant illégal puisque n'ayant pas respecté la procédure en la matière. Zoe Kabila, dit attendre d'être rétabli dans ses droits pour trouble de jouissance sur sa parcelle. « A la justice de trancher », dit-il, concernant le déguerpissement.

Kongo-Central : accusée de sorcellerie, une fillette de 12 ans brûlée sur plusieurs parties de son corps. Une fillette de 12 ans accusée de sorcellerie par sa famille a été brûlée sur plusieurs parties de son corps par une féticheuse, lors d'une séance supposée être de délivrance mercredi 24 aout dans la commune de Kabondo à Boma (Kongo-Central). Ce traitement a été encouragé par sa tante maternelle. Le commandant du commissariat de la police de la commune de Kabondo, rapporte que c'est à l'aide d'un feu ardent de bois de chauffe que la victime âgée de 12 ans, orpheline de mère, a été brûlée au niveau de la tête, des bras et des mains par une féticheuse nommée « Sarah ». Ces actes de torture visaient à obliger l'enfant à avouer « sa sorcellerie tout en acceptant la délivrance ». La petite fille a eu la vie sauve grâce à son grand-père maternel qui a saisi la police. Quant à la tante, le père et la marâtre de l'enfant, ils sont tous détenus à l'état-major de la police de la ville de Boma.

Ituri : la FRPI et le FPIC appellent au début effectif du programme DDRC-S. Elles ont lancé cet appel à l'issue de leur échange avec les autorités et représentants des communautés Bira et Ngiti, à Bunia, chef-lieu de l'Ituri. A l'occasion, ces miliciens ont également réitéré leur engagement à rester dans le processus de paix en cours dans cette province malgré certaines difficultés liées à la logistique.

Maï-Ndombe : la gouverneure séjourne à Kwamouth pour réconcilier Teke et Yaka, en conflit depuis quelques semaines. Pour ce faire, elle entend échanger avec les représentants de toutes les couches de la population de Kwamouth. Tout en appelant la population au calme, la gouverneure de Maï-Ndombe a exprimé sa ferme volonté à restaurer la paix dans la cité de Kwamouth. Elle a promis de porter assistance aux sinistrés. Après la gouverneure de Maï-Ndombe, le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur, Daniel Asele est arrivé, le même jeudi, à Kwamouth pour la même mission.

Kasaï-Oriental : mise en place d'un numéro vert pour dénoncer le monnayage des inscriptions des élèves. « Nous avons lancé cette campagne dans le cadre de décourager les chefs d'établissements véreux qui osent fixer un montant pour l'inscription ou la réinscription des enfants à l'école étant donné que c'est une pratique interdite par la circulaire du ministre de l'EPST, Tony Mwaba ». Il a promis des mesures disciplinaires à l'encontre des réfractaires afin de mettre fin à cette pratique qui, selon lui, ternit l'image du système éducatif congolais.

Crise à l'Assemblée provinciale du Tanganyika : la gouverneure Julie Ngungwa convoquée à Kinshasa, par le Vice-premier ministre et ministre de l'intérieur à la suite de la crise qui prévaut à l'assemblée provinciale et à l'insécurité qui sévit notamment à Kalemie et Manono. La gouverneure devra justifier le crédit de dix millions cinq cents mille USD contractés auprès de la Rawbank. Ce prêt est destiné aux travaux de réhabilitation d'infrastructures routières visant des échanges commerciaux à travers les différents territoires, avait-elle justifié.

Certains opposants craignent que cet argent ne soit utilisé pour d'autres fins. Ce conflit avait dégénéré en bagarre et saccage du siège de l'Assemblée provinciale, impliquant les députés et leurs militants politiques.

Ituri : 7 personnes tuées dans une attaque des ADF à Beke Mbela, dans leur incursion survenue, il y a trois jours, au village Beke Mbela, dans le territoire d'Irumu (Ituri). Le chef de la famille attaquée qui voulait s'en fuir a été blessé par balles et acheminé à une structure médicale à Beni (Nord-Kivu). Son épouse ainsi que leurs enfants ont tous été tués par ces rebelles et leur maison a été incendiée. Quelques jours avant cette attaque, la société civile de Boga alertait sur la présence des ADF ayant investi plusieurs villages du territoire d'Irumu.

Bukavu : 5 personnes meurent dans un incendie à Kadutu. L'incendie s'est déclaré à une heure du matin dans la maison située sur l'avenue Ruvumba au quartier Kajangu. Le feu a consumé la maison toute entière, tuant tous les occupants : les deux parents et leurs trois enfants.

Maniema : la société civile forces vives alerte sur le mauvais état du boulevard Joseph Kabila. Un grand trou s'est formé sur cette artère principale de la ville, ne laissant ainsi aux usagers qu'une seule voie de passage. Si rien n'est fait, ce trou va s'élargir et atteindre les maisons environnantes.

Opération zéro délinquant à Kolwezi : « des dérapages et des personnes injustement transférées à Kanyama Kasese ». Dans un rapport intitulé « Entre amateurisme et complaisance d'Etat », dans la province du Lualaba, la société civile du Lualaba et la commission parlementaire de l'Assemblée provinciale dressent un bilan provisoire et portent des critiques sur l'opération "zéro délinquant" menée par le gouvernement provincial contre la délinquance dans la ville de Kolwezi. Selon ce rapport d'enquêtes trois personnes sont décédées et six autres blessées au cours de cette opération. En outre, vingt-trois familles réclament leurs membres qui ont été déportés « injustement » vers Kanyama Kasese. Les deux organisations enquêtrices disent avoir auditionnés les blessés, les familles éprouvées et celles contestant la délinquance de leurs proches. « Il y a eu des nombreux dysfonctionnements qui ont abouti au drame déploré », attestent les membres de la commission d'enquête. Pour eux, « cette opération n'a aucune base légale, elle a été menée en toute irrégularité et s'est apparentée à un enrôlement forcé au sein du service national ». Les conclusions du rapport établies que les responsabilités sont partagées entre l'autorité provinciale qui en a donné l'ordre et les forces de sécurité qui l'ont exécuté.

Uvira : près de 300 acteurs de la société civile sensibilisés sur le retrait de la Monusco. Les participants à cette activité ont salué la clarté du message du chef de la mission onusienne en souhaitant la poursuite de cette sensibilisation dans la ville et le territoire d'Uvira. Un des activistes de la société d'Uvira, a recommandé au gouvernement de communiquer sur sa capacité d'organiser seule les élections et ce que la Monusco peut faire par rapport à la sécurité électorale. Ce dernier a affirmé avoir compris que le départ de la Monusco sera progressif, conformément à l'accord de siège signé entre l'ONU et le gouvernement congolais.

Nord-Kivu : un blessé dans un accrochage entre les jeunes et les militaires à Kiwanja. Selon des sources locales, cette victime faisait partie d'un groupe de manifestants qui se sont attaqués à la base et à un convoi des casques bleus de la Monusco. Ce vendredi matin, les forces de l'ordre se sont déployées pour dégager les barricades placées sur la RN2 au centre de la cité, a affirmé le bourgmestre de Kiwandja. Il a également précisé que le trafic routier, ainsi que les activités économiques, sont restés paralysés toute la matinée de jeudi dans son entité.

Ituri : un hélicoptère de la Monusco évacue 3 soldats Fardc de Mongwalu. Il s'agit des militaires qui avaient été blessés lors des affrontements entre des miliciens des groupes armés rivaux Codeco et Zaïre à Itendey à 30 km au nord-ouest de Bunia, le 11 août dernier. Admis à l'hôpital de Mongbwalu, leur état de santé préoccupant nécessitait une meilleure prise en charge. C'est pourquoi la Monusco les a évacués de Mongwalu à Bunia où ils sont désormais pris en charge à l'hôpital général de référence de la ville.

Tunis : le développement au cœur des échanges entre le gouvernement japonais et les gouvernements des pays africains. Le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde représente la RDC à la 8e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), ce vendredi 26 août. L'objectif de la 8e TICAD est de débattre des questions de développement économique, environnemental entre le Japon et l'Afrique. Les deux parties discuteront des mécanismes en vue de créer un monde durable. Le Japon « entend fortement soutenir un développement mené par les Africains eux-mêmes ». Environ 5.000 participants parmi lesquels 30 chefs d'Etat et de gouvernement venus de toute l'Afrique vont participer à ce sommet qui s'achèvera dimanche midi. En marge du sommet, un forum économique réunissant des hommes d'affaires est prévu ainsi que des "événements parallèles" associant la société civile autour de l'inclusion des femmes et l'innovation. **La TICAD 8 s'articulera autour de trois piliers**. Pour « l'économie » qui constitue le premier pilier, il s'agira d'accélérer davantage les investissements japonais en Afrique. Tout en soutenant des startups traitant des enjeux

sociaux et des entreprises vertes. Il s'agira également d'améliorer la sécurité alimentaire en Afrique et d'aborder le financement du développement. Le deuxième pilier concerne «la société». Son objectif est de construire une société résiliente et durable, de promouvoir des efforts dans les domaines de la santé, y compris les mesures contre le Covid-19 et la promotion de la Couverture santé universelle, de l'éducation pour les jeunes et les femmes et de l'environnement, notamment les mesures relatives au changement climatique et à la prévention des catastrophes. Le troisième pilier, intitulé «Paix et stabilité», il sera question de soutenir les efforts déployés par l'Afrique pour parvenir à une paix et une stabilité durables, de soutenir la consolidation de la démocratie et l'Etat de droit, et de prévenir les conflits.

Tanganyika : la Banque mondiale finance un projet de production, transformation et commercialisation des produits laitiers. Les responsables des coopératives de produits laitiers ont bénéficié des matériels pour le traitement et la pasteurisation du lait, des réfrigérateurs pour bien conserver le lait, des glacières, des réchauds à gaz, des casseroles, des réservoirs, des tricycles pour l'évacuation et la distribution de ce produit dans les différents centres de consommation. Ils collectent le lait et le transforment principalement en yaourt. Avec ces nouvelles acquisitions, ils vont le pasteuriser et l'embouteiller.

Samedi 27 août.

Les patrouilles de combat que mènent les Fardc dans la région de Beni améliorent la situation sécuritaire. « Les Fardc ont intensifié les patrouilles de combat surtout dans le secteur de Ruwenzori où il y a quelques semaines, on a assisté aux attaques répétitives des groupes Maï-Maï dans la commune de Lume. Mais aujourd'hui, les forces armées ont récupéré cette ville qui était sous menace des Maï-Maï Yira, et aussi la commune de Bulongo qui était attaquée régulièrement par les terroristes ADF/MTN dans notre secteur », explique le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 1 Grand Nord. Il en appelle à la collaboration de la population avec les forces de défense et de sécurité pour que la paix revienne à Beni.

Les opérations militaires conjointes Fardc-UPDF prolongées de deux mois, dans les territoires de Beni au Nord-Kivu et Irumu en Ituri. Cette décision a été prise au terme de deux jours des travaux d'évaluation de la troisième phase et de planification de la quatrième de ces opérations conjointes, tenus à Fort Portal, une ville ougandaise du district de Kabore. Dans sa déclaration à la fin de ces travaux, le général-major congolais, coordonnateur des opérations conjointes Fardc-UPDF, dénommées « Ushuja » a indiqué que tous les grands bastions des rebelles ADF ont été détruits et conquis par les deux forces depuis le lancement de ces opérations. Pour lui, cette nouvelle prolongation qui a été décidée par la haute hiérarchie militaire de deux Etats, permettra aux deux forces de mettre fin complètement aux groupes armés qui écument les territoires de Beni au Nord-Kivu et Irumu en Ituri notamment les rebelles de l'ADF.

Masisi : les groupes armés accusés de diverses exactions contre les civils à Osso. La société civile du territoire de Masisi (Nord-Kivu) a accusé, le 26 août, les groupes armés de pillage, de tracasserie et d'extorsion et diverses exactions sur les civils dans les villages du secteur Osso. Elle demande aux autorités militaires de renforcer les effectifs militaires et autres services de sécurité afin de rétablir la paix et la stabilité dans cette région. Le porte-parole des opérations Sokola 2, assure que les effectifs militaires suffisants sont toujours déployés dans le territoire de Masisi et appelle à la collaboration de la population, en dénonçant l'ennemi.

Plus de 100 jeunes de Mbuji-Mayi demandent d'être formés à Kanyama Kasese. Plus de 100 jeunes volontaires et délinquants de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) demandent, depuis quelques jours, à l'Etat de les envoyer à Kanyama Kasse pour bénéficier des formations professionnelles. « Ces jeunes pour qu'ils aillent à Kanyama Kasese, il y a des préalables, notamment la préparation logistique. Je suis heureux au moins qu'ici dans le grand Kasaï, en dehors des délinquants, plusieurs jeunes volontaires veulent s'inscrire volontairement au Service national. Nous avons du pain sur la planche parce que ces derniers temps, on voit presque dans toutes nos provinces, les jeunes réclamer pour aller à Kanyama Kasese. Nous sommes en train de travailler pour voir comment satisfaire la majorité de notre jeunesse», s'est réjoui le commandant du Service national.

Tshopo : une vingtaine de camions bloqués à l'entrée de Kisangani, depuis quelques jours. A la base, 4 gros véhicules renversés à la hauteur du point kilométrique 16 à la suite du mauvais état de cette route entravent la circulation à ce niveau. De grands borbiers parsèment cet axe routier, rendant ainsi le trafic difficile. « À partir d'Epulu, il y a de grands borbiers. Vous ne pouvez pas en sortir sans qu'on vous tire. Et aussi à l'entrée de la ville de Kisangani, les trous deviennent très grands et profonds ». Pour sa part, l'Office des routes (OR) attribue le délabrement de cette route à la fréquence des pluies pendant cette période.

Développement de 145 territoires : environ 43 marchés déjà attribués dans 7 provinces. « Ce qui est important c'est que nous avons publié 43 dossiers d'appel d'offre. Ce qui fait 43 marchés répartis dans les 7 provinces de la CEFEF. Ils sont localisés au niveau des provinces de Kinshasa, Kongo-central, Kwango, Kwilu, Mai-Ndombe, Sud et Nord Ubangi. D'ici la fin de la semaine prochaine, nous aurons 100% des marchés qui seront attribués. Je pense que mi-septembre est la date à laquelle nous allons signer tous les contrats », a expliqué le coordonnateur de la Cellule d'exécution des financements en faveur des Etats fragiles (CEFEF).

Maniema : la population de Kailo s'oppose au déplacement du bureau de la Ceni. Selon le député provincial du Maniema, Corneille Bushiri, la Ceni a décidé de déplacer ce bureau à la suite des vols à répétition des matériels. La centrale électorale a lève cette option après avoir diligenté une enquête sur place à Kailo. Le secrétaire exécutif provincial de la Ceni au Maniema a précisé que seuls les matériels seront déplacés à Kindu pour des raisons de sécurité mais le bureau y restera.

Beni : le CEPADHO salue la prolongation des opérations conjointes Fardc-UPDF. Le coordonnateur de cette structure, est persuadé que cette nouvelle phase sera plus décisive que les précédentes afin d'éradiquer les groupes armés dont l'ADF dans cette contrée. Cependant, il a recommandé aux deux forces militaires de se focaliser plus contre les groupes armés opérant dans le territoire de Mambasa (Ituri) et dans les secteurs de Ruwenzori et Watalinga, à Beni. Il a également demandé à cette opération conjointe de se pencher sur des corpuscules qui sont en train d'airés çà et là causant de nombreuses victimes parmi la population civile dans cette partie du pays. Parmi eux, ceux qui servent des béquilles aux rebelles ADF.

Ituri : plus de 100 000 personnes vivent dans des conditions difficiles, dans les chefferies de Bahema Baguru et Mambisa, dans le territoire de Djugu (Ituri). Selon la société civile de l'Ituri, l'activisme de ces miliciens du Codeco ne leur permet pas d'accéder à leurs champs et aux sites miniers pour leur survie. Ce qui a accentué la misère des habitants qui n'ont jamais reçu une assistance depuis 18 mois. Un acteur de la société civile, demande aux leaders du groupe armé Codeco de respecter leur engagement pour la cessation des hostilités dans cette contrée.

Pour la société civile de l'Ituri, ce regain d'insécurité est dû au retrait des Fardc de plusieurs positions du territoire de Djugu. Son coordonnateur, a plaidé pour le renforcement des dispositifs sécuritaires.

Le gouvernement appelé à se pencher sur la situation de Congo Airways où il y a risque de cessation de ses vols. Le Chef de l'Etat congolais a également demandé au Premier ministre, de se pencher sur les options nécessaires pouvant permettre à Congo Airways de dégager, dans un meilleur délai, les pistes de solutions idoines. Il a aussi demandé au gouvernement de « tout mettre en œuvre pour relancer les activités de la Régie des voies fluviales (RVF) et de la Société commerciale des transports et des ports (SCTP) afin d'éviter les conséquences sur la mobilité fluviale. Le Président de la République a indiqué qu'un rapport est attendu au Conseil des ministres du 9 septembre prochain sur la nécessité de relancer les activités de ces entreprises du portefeuille qu'il suit de manière la plus attentionnée.

Kwamouth : la délégation gouvernementale échange avec la population en vue de restaurer la paix. Les échanges ont porté sur la genèse du conflit entre Téké et Yaka et les solutions à mettre en place pour restaurer la paix à Kwamouth. Cette délégation conduite par le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Daniel Aselo, comprend aussi la ministre de la Justice, le ministre des Droits humains et le ministre des Affaires sociales, Actions humanitaires et solidarité nationale. Sept groupes ont été entendus ce même vendredi. Il s'agit entre autres des députés nationaux et provinciaux élus de Kwamouth, de chefs coutumiers, la société civile force vive de Kwamouth, les confessions religieuses, les notables Teke, des organisations de la jeunesse et associations des femmes.

Beni : lancement ce samedi de la première édition du Festival Tumaiini qui met en exergue la résilience et la paix. Initiée par le Conseil urbain de la jeunesse, en collaboration avec la mairie de Beni, cette messe culturelle est placée sous le thème « Espoir, résilience et paix ». L'objectif est de promouvoir les valeurs auprès des jeunes de Beni à travers leurs talents. Pendant deux jours, les artistiques musiciens, poètes, danseurs, peintres, entrepreneurs de la partie Est du pays vont partager le même podium au stade du 15 octobre de Beni ville pour parler de la paix à travers leurs œuvres. « Que ce festival ne se focalise pas sur les réjouissances mais plutôt et surtout sur les acquis de la pacification pour lesquels tous les jeunes et nous-mêmes sommes des acteurs. Et je crois à la mutualisation des efforts conjugués de tout un chacun pour que la paix soit observée dans notre région».

Ituri : 12 personnes enlevées par la Codeco à Mongwalu. Ces otages ont été acheminés au bastion de ce groupe armé à Mbau-Kadolu, à environ 11 km Mongwalu dans le territoire de Djugu. Le bourgmestre de la

commune de Mongwalu, indique que ces hommes armés se regroupent à la périphérie de son entité et menacent la stabilité de la région. Le couvre-feu est décrété et la police a intensifié les patrouilles pour déjouer toute attaque de ces assaillants. D'autres militaires poursuivent ces miliciens pour tenter de libérer ces otages.

Dimanche 28 août.

Bukavu : les officiers de la 33ème région militaire outillés pour endiguer la présence des enfants dans les mines. Cette formation a porté sur le rôle des services de sécurité notamment les Fardc dans le mécanisme de traçabilité des minerais et le respect des droits de l'homme dans les zones d'exploitation des minerais en RDC. Selon l'un des facilitateurs à cette rencontre, plus de mille cinq cents enfants aujourd'hui travaillent dans les mines dans la province du Sud-Kivu. « Il faut d'abord savoir que l'utilisation des enfants aux pires formes de travail est interdite par la Convention 182 de l'Organisation internationale du travail (OIT) » Il fait remarquer que le travail des enfants compromet leur avenir. Des moyens seront mis à la disposition des officiers par la hiérarchie afin de dissuader les récidivistes.

La police de proximité installée dans les avenues de Goma. Les postes de police sont installés progressivement dans les avenues de Goma (Nord-Kivu). Cette opération est soutenue par la population locale, en vue de faciliter les interventions des forces de l'ordre contre les bandits armés, surtout pendant la nuit. Devant cette situation, la population s'est engagée à collaborer avec la police.

Kinshasa : les autorités appellent les propriétaires des véhicules à s'acquitter de leur devoir fiscal. Ce 27 aout, le ministre provincial des transports de la ville de Kinshasa appelle tous les propriétaires des véhicules à l'obligation de payer les taxes, l'autorisation de transports des passagers et des biens ainsi que l'identification par autocollant des véhicules commis au transport rémunéré des personnes. Cette fois-ci, selon lui, tous les véhicules sont soumis au contrôle technique en dehors de celui du président de la République.

L'Université de Kalemie inaugure un nouveau bâtiment de 6 auditorios, le 27 aout. Ce nouveau bâtiment, est baptisé « Professeur Alexandrine Kisimba Kya Ngoy », du nom de la première rectrice de cette Université. Les auditorios sont spacieux, bien éclairés et aérés. En mars dernier, un autre bâtiment, dénommé « Muhindo Zangi » du nom de l'actuel ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, avait été inauguré. Et d'autres bâtiments sont en construction. L'Université de Kalemie compte plus de deux mille étudiants. Créée en 2004, elle fonctionnait comme extension rattachée à l'Université de Lubumbashi. Elle est devenue autonome depuis 2010.

Confusion à l'assemblée provinciale de la Tshopo. Alors que les médias locaux ont relayé le communiqué du bureau d'âge convoquant cette session extraordinaire pour ce samedi à 10h00, de son côté, l'ancien bureau a publié la veille un communiqué contraire, puisque ne reconnaissant pas ce bureau d'âge. Une véritable cacophonie dans cette institution. Le désordre qui a prévalu à l'organe délibérant provincial de la Tshopo était prévisible. Puisque le président de l'ancien bureau, Gilbert Bokungu n'a jamais accepté son éviction par une frange des députés provinciaux, dont trois membres de son propre bureau sur les cinq qui le composent. Ce désordre justifie la non-tenue de la session extraordinaire du mois d'août convoquée par le bureau d'âge présidé par Jean-Pierre Litema. Pour matérialiser son opposition à la tenue de cette session, l'ancien bureau a fait obstruer l'entrée de l'hémicycle. A cet effet, une voiture y a été placée. Aux alentours du bureau, un important dispositif sécuritaire était positionné pour parer à toute éventualité.

Plusieurs morts et blessés après écroulement d'un immeuble en construction à Butembo. Des sources locales parlent d'une quarantaine d'ouvriers qui exécutaient les travaux de construction d'un immeuble situé proche de la Division provinciale de la santé (DPS)/ Antenne de Butembo. Alors qu'il était à son quatrième niveau, l'immeuble s'est écroulé causant une dizaine de morts et des blessés. Certains habitants qui étaient sur le lieu ont pu s'échapper.

Matadi : l'OCC lance une nouvelle application de gestion des marchandises sous douane. transfert.occ.cd, c'est le lien que l'OCC vient de lancer pour accéder à l'application de gestion et de suivi des containers des marchandises en transfert sous douane vers Kinshasa. Cette innovation met ainsi fin à la gestion manuelle qui a prévalu durant plus d'une décennie. Avant de lancer cette application, l'Office congolais de contrôle a formé ses agents impliqués dans les circuits d'importation ainsi que les opérateurs économiques via les commissionnaires agréés en douane, la FEC et les déclarants en douane sur le fonctionnement de cette application.

Butembo : 4 morts à la suite de l'attaque de la position militaire de Mavono. Trois miliciens Mai-Mai Yira Force et un militaire Fardc ont été tués, lors de l'attaque ce 28 aout matin de la position militaire de Mavono,

dans la commune Bulengera, ville de Butembo. Deux militaires ont aussi été blessés. Le commandant urbain des Fardc à Butembo, appelle la population au calme et à multiplier la collaboration avec les services de sécurité ».

Ituri : les groupes armés appelés à déposer les armes pour un bon déroulement des élections. 75 partis politiques de l'Union sacrée et de l'opposition étaient représentés à ces assises. Pendant 2 jours, les participants ont échangé sur les dangers pour des élections apaisées en Ituri et leur implication pour l'accompagnement des institutions de la République dans ce processus. Parmi les obstacles, ils ont relevé l'activisme des groupes armés locaux et étrangers. Ils demandent « aux fils égarés de déposer les armes et de rejoindre le programme de désarmement pour s'approprier ce processus électoral ». Et au gouvernement et aux forces de sécurité, les mêmes acteurs leur demandent de traquer les forces négatives notamment les rebelles ADF. De leur côté, les leaders des partis politiques se sont engagés à sensibiliser leurs bases pour des élections apaisées en Ituri.

Jean-Pierre Bemba appelle à l'unité et à la cohésion des enfants de l'ancienne province de l'Équateur. « Pas question de division. Si nous sommes ensemble, nous serons forts. Moi, je considère toujours que le grand Équateur reste indivisible. Nous devons rester unis. Je vous demande de ne pas prêter l'oreille à ceux qui développent la thèse de la division du Grand Équateur », a recommandé Jean-Pierre Bemba, le président national du Mouvement de libération du Congo. Dans un autre chapitre, il a souligné l'importance du Programme de développement à la base des 145 territoires mis en place par le chef de l'État dans le but de changer la situation sociale de la population.

Insécurité dans l'Est de la RDC : Sama Lukonde appelle les partenaires de l'Afrique à exiger la traçabilité des matières premières. Le Premier ministre a appelé, le 28 août à Tunis, les partenaires de l'Afrique à être beaucoup plus regardant quant à la traçabilité des matières premières venant d'Afrique et à exiger plus de transparence dans les transactions financières y afférentes. Il l'a dit alors qu'il intervenait sur la thématique paix et stabilité à la 8e édition de la TICAD. L'objectif étant, selon le chef de l'exécutif congolais, de couler les sources de financement de l'activisme des groupes armés et des terroristes, amplifiées, à cette ère de transition écologique, par les convoitises nées de l'intérêt que représentent les minerais stratégiques, rapporte la Primature. Il a aussi dénoncé l'agression du Rwanda et est revenu sur la nécessité pour l'Afrique de combattre l'insécurité qui plombe son développement et a salué l'appui du Japon pour le retour de la paix. Le Premier ministre a alerté les participants aux assises de la TICAD 8 sur la menace terroriste et la persistance de l'insécurité dans la partie Est de la République démocratique du Congo. Comme solutions, le chef du gouvernement congolais insiste sur la prévention des conflits et la coopération en matière sécuritaire. Pour la RDC, en matière de paix et de sécurité, ainsi que de stabilité, il s'agit, de doter les armées africaines et les services spécialisés des capacités de protection civile, territoriale et nationale et des institutions notamment par la formation des hommes et des femmes commis à cette tâche. La 8e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique s'est clôturée ce dimanche 28 août.

Lundi 29 août.

Corneille Nangaa aux miliciens de l'Ituri : « Ne nous entretenons pas, envisageons plutôt les projets de développement ». L'ancien président de la Ceni, a profité de son séjour pour animer une conférence sur le thème « Rôle de la jeunesse dans la recherche de la paix et du développement dans un Etat post-conflit ». « Ne nous entretenons pas. Qu'on ne nous manipule pas. Regardons la situation en face. Et envisageons plutôt les options politiques qui permettraient qu'on arrête la guerre et que l'on commence les projets de développement. Car cette province est une province à potentialités énormes. L'image que l'on a aujourd'hui à travers le monde de l'Ituri, c'est l'image désolante de tueries, viols, massacres, guerre, groupes armés, ... Il nous appartient de travailler pour que cette image change. Il y a un temps pour tout. S'en est trop. Maintenant, il faut la paix, il faut le développement. Mes frères qui se sont énervés, qui sont frustrés pour une raison ou une autre et ont décidé de prendre les armes, nous leur disons que lorsqu'on tue, celui qui tire c'est un iturien et au bout du fusil c'est aussi un iturien ».

Maniema : le service de vaccination réfléchit à un projet pour vacciner un plus grand nombre d'enfants. Les autorités politico administratives, les organisations de la société civile, les cadres de la division provinciale de la santé et du Programme élargi de vaccination (PEV) ont analysé la situation actuelle des enfants non vaccinés, sous vaccinés et des communautés manquées par le service de vaccination dans cette province. Selon le médecin chef d'antenne PEV-Kindu, les données recueillies au cours de cet atelier de réflexion serviront de base pour l'élaboration d'un projet qui devra permettre de vacciner un plus grand nombre d'enfants. « Une fois que le projet sera élaboré, il sera question d'élaborer des stratégies pour pouvoir atteindre tous ces enfants. Parce que l'objectif est qu'on arrive à vacciner un plus grand nombre d'enfants ».

Maniema : environ 84 écoles primaires bénéficient des fournitures scolaires à Beia. Ce matériel, acheté grâce aux revenus de cette entité territoriale, est constitué entre autres de boîtes de craies, de stylos et de cahiers pouvant leur faciliter le démarrage des cours au premier mois de la rentrée scolaire 2022-2023. L'Inspecteur itinérant du pool primaire de Kalima qui a reçu ces fournitures a expliqué que ce n'est pas la première fois que cette autorité politico-administrative locale pose ce geste en faveur de ces écoles. Pour lui ces matériels vont beaucoup aider ces établissements scolaires qui, jusque-là, n'ont pas encore reçu les frais de fonctionnement depuis juillet dernier.

Kongo-Central : le gouverneur accorde une bourse d'études aux meilleurs lauréats de l'examen d'état. Cette bourse n'est accordée qu'aux élèves ayant obtenus au moins 75% à l'examen d'Etat. Les bénéficiaires sont ceux qui opteront pour les filières de développement. Il s'agit de l'agriculture, de mines, de techniques industrielles, de la construction et infrastructures, de l'énergie, des hydrocarbures, de la gestion de projet ainsi que de l'entrepreneuriat. Elle a pour but, d'orienter l'élite de la jeunesse de cette province vers les filières d'études qui vont directement contribuer au développement de la province. Pour cette première édition, 2021-2022, la bourse ne sera octroyée qu'aux 20 meilleurs sélectionnés.

Le ministre Mwando plaide pour la relance de l'agriculture. Pour le ministre du Plan, de retour de la 8^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, la relance du secteur agricole dépend de certains préalables dont le désenclavement de l'arrière-pays et la mise à niveau des variétés culturales. Il a proposé que les paysans congolais soient encadrés afin qu'ils bénéficient de nouvelles technologies sur le plan agricole. Pour lui, la diversification de l'économie congolaise va favoriser sa résilience à travers le pays.

Kwilu : l'université de Bandundu autorisée à rouvrir la faculté de médecine, qui était fermée depuis près d'une année pour non-viabilité. Pour le recteur, son université est désormais en ordre face aux exigences du ministère de l'ESU. « Il nous fallait construire un laboratoire, une bibliothèque moderne, et avoir des professeurs à nous propres, au moins quatre, et avoir aussi un protocole clair avec l'hôpital général de référence de Bandundu et les cliniques universitaires pour les pratiques professionnelles des étudiants. Nous nous sommes battus pour réaliser ce que la commission a évalué et cela a permis au ministre de pouvoir dire oui, c'est une faculté qui répond aux normes, elle peut maintenant fonctionner. Et beaucoup de nos étudiants attendaient cette grande nouvelle ».

Nord-Kivu : 8 combattants armés remis à la Monusco. Au moins huit combattants du groupe armé Union des Patriotes pour la Défense des Innocents (UPDI) ont été remis à la section, Désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation des groupes armés (DDRRR) de la Monusco en présence des responsables des Fardc à Kanyabayonga, dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu). Ces combattants se sont rendus auprès de l'organisation Jeunes ambassadeurs de la paix et du développement (JAPD-RDC), le 26 août.

Ituri : 14 personnes tuées dans une nouvelle attaque de Codeco à Lodjo. Après avoir abattu les victimes, la Codeco s'est livrée aux pillages de biens des habitations. Plusieurs personnes se sont déplacées de Lodjo vers la localité de Plito et d'autres entités, à la suite de cette attaque meurtrière, affirme le même responsable. Par ailleurs, la panique s'observe ce 29 août, dans la commune rurale de Mongwalu à 25 km du lieu de drame. C'est depuis plus d'une semaine que la présence de cette milice est signalée dans la région.

Ituri : la société civile juge insatisfaisants les résultats des opérations conjointes UPDF-Fardc. Les opérations militaires conjointes des Fardc et des Forces de défense du peuple ougandais (UPDF) vont se poursuivre pour une durée encore de deux mois. Cette décision militaire ne satisfait pas la société civile de l'Ituri qui pense qu'une évaluation inclusive sur le terrain devait être faite avant la poursuite de ces opérations. Elle estime que, les résultats de ces opérations conjointes ne sont pas satisfaisants. Les ADF continuent à être actifs dans le Sud d'Irumu et une partie du territoire de Mambasa, malgré les opérations en cours menées par les deux armées.

Beni : les jeunes appelés à contribuer au retour de la paix. Le Conseil urbain de la jeunesse de Beni (Nord-Kivu) a fait cette exhortation au cours de la première édition du Festival Tumaïni. Plusieurs autres activités culturelles étaient organisées en marge de ce festival culturel entre autres : les expositions d'œuvres d'art, des concerts de musique moderne et folklorique. Membre du cénacle de la plume d'or de Butembo, le poète Volonté Mappson estime que ce festival a atteint son objectif. « Beaucoup pensent que les gens ne vivent plus ici. En tant qu'artiste, je puis dire qu'il y a des fleurs qui poussent dans le sable. Et donc, à Beni on n'est pas mort, on est en train de se battre pour rester ici. On va se battre avec nos voix, avec nos micros, tout le monde dans son domaine, on va se battre pour que la paix revienne ». Plus d'un millier de personnes, ont répondu à ce grand rendez-vous culturel qui s'est tenu sur deux jours.

Mai-Ndombe : 2 morts et 5 maisons incendiées à la suite du regain de conflit entre Teke et Yaka. Après quelques jours d'accalmie, la situation sécuritaire est à nouveau tendue aux villages situés le long de la RN17 entre la ville de Bandundu et le village Mongata. Le député provincial élu de Kwamouth, confirme cette information et sollicite l'implication personnelle du chef de l'état pour une solution idoine à ce conflit.

Kasaï-Oriental : un accrochage interethnique fait 4 blessés graves à Tshilenge. Des sources locales rapportent que plusieurs maisons y ont été aussi incendiées. L'administrateur du territoire de Tshilenge, affirme que ces deux parties se disputent la limite des terres sur un gisement de diamant. D'après cette autorité politico-administrative, la goutte d'eau ayant fait déborder le vase est la présence du chef de village Bena Kanda dans la mine où il a réclamé des droits aux creuseurs de Bena Mbuyi qui exploitaient le diamant. Ces creuseurs l'ont passé à tabac. Ce qui a poussé les habitants du village Bena Kanda à s'affronter à ceux de Bena Mbuyi.

Kananga : plaidoyer pour la multiplication des points de vente de maïs de Kanyama Kaseke. La Nouvelle société civile congolaise a demandé « Que ces points de vente soient multipliés et organisés presque partout afin de permettre à toute la population là où elle se trouve d'acheter le maïs et d'en consommer sans difficulté ».

Lubero : des blessés et des maisons incendiées lors d'un conflit communautaire à Musindi. Au moins cinq personnes ont été blessées à l'arme blanche et des maisons incendiées lors d'une bagarre, qui oppose depuis samedi 27 août, les habitants des localités de Matulu et Bukununu dans le groupement Musindi au sud de Lubero (Nord-Kivu). Un conflit foncier est à la base de cette situation.

Nord-Kivu : une dizaine de localités occupées par des groupes armés dans le Sud Est de Lubero. Ces groupes armés locaux tracassent les habitants et commettent de nombreuses violations des droits de l'Homme. « Depuis le mois de mars cette année, presque toutes les localités qui longent la côte ouest du Lac Edouard, sont exposées aux activités des groupes armés. Sans oublier qu'il y a d'autres problèmes, notamment liés aux conflits de pouvoir et des terres » Cette insécurité oblige de nombreux habitants à abandonner leurs milieux.

Réhabilitation des routes à Mbandaka : la poussière cause plusieurs maladies. La saison sèche touche à sa fin à Mbandaka (Equateur). Mais la poussière que soulèvent encore les usagers sur les routes, en cours de réfection, ne cesse de provoquer des maladies au sein de la population locale. Il s'agit notamment de la toux et du rhume, qui sont devenus fréquents dans la ville. Le chef de division provinciale de la santé/Equateur, reconnaît que l'inhalation de la poussière est nocive à la santé. Il recommande simplement le port de cache-nez et invite les autorités à mettre en service des camions citernes, en vue d'asperger de l'eau sur les avenues poussiéreuses.

Bintou Keita à Beni : « Le départ de la Monusco est acté depuis plusieurs années ». Il existe des procédures pour demander le départ d'une mission des Nations unies. Le recours à la violence pour demander le départ de la Monusco est intolérable, a affirmé le 29 août à Beni (Nord-Kivu) la cheffe de la Monusco, Bintou Keita. « Le départ de la Monusco est quelque chose qui est acté depuis plusieurs années ». La cheffe de la Monusco a fait remarquer qu'une frange de la population veut le départ de la mission onusienne. Mais, il y a aussi des Congolais qui approuvent le travail que fait la Monusco, mais qui sont intimidés par certains acteurs. **Manifestations anti-Monusco : Bintou Keita reconforte le personnel de la mission onusienne à Beni.** La cheffe de la Monusco, a visité le 29 août à Beni (Nord-Kivu) le personnel des Nations unies dans le territoire de Beni en vue de le reconforter à la suite des manifestations anti-Monusco qui ont coûté la vie aux Congolais et au personnel onusien. Par la suite, elle a eu un échange avec la presse locale sur la situation sécuritaire en RDC. Répondant à une question sur le bilan qu'elle peut établir du travail que fait la Monusco, Bintou Keita a fait savoir qu'il faudrait prendre en compte tous les éléments du partenariat entre la Mission onusienne et le gouvernement. Elle affirme qu'après son entretien avec le maire de Beni, ce dernier lui a fait comprendre que la situation était en train de se calmer et que d'un moment à l'autre, il serait possible de reprendre les activités. « Aux vues de l'hostilité qui a été constante pendant plusieurs semaines et la continuation des menaces sur les réseaux sociaux, je pense qu'en tant qu'agent habilité pour la sûreté et la sécurité, c'est important d'être prudent dans le retour à des activités ; en sachant que l'impact de la situation qui a été vécue a été traumatisant pour la population mais aussi pour les personnes qui travaillent au sein de la Monusco ».

Félix Tshisekedi lance le Système intégré de gestion des marchés publics. Le ministère du Budget met en place un nouveau mode de gestion des marchés publics : le SIGMAP (Système Intégré de gestion des marchés publics). Le SIGMAP est un logiciel de gestion des marchés publics qui permet d'automatiser l'ensemble des procédures de passation des marchés, de réduire le délai de traitement des dossiers, d'assurer leur traçabilité ainsi

que la production automatique des statistiques. Le Président de la République s'est dit très heureux de matérialiser cette réforme, qui contribue à l'amélioration de la gouvernance des finances de l'Etat.

Manifestations des femmes de Sange contre la spoliation de leurs champs. Une centaine d'agricultrices sont descendues dans les rues le 29 août et ont barricadé la route Uvira-Bukavu, à Sange (Sud-Kivu). La circulation routière est restée bloquée pendant toute la matinée. La circulation a repris en début d'après-midi après une intervention musclée des forces de l'ordre et de défense. Les Congolais de la diaspora ressortissants de Sange projettent d'ériger mille maisons sociales dans l'espace des champs où ces femmes exerçaient leurs activités agricoles. Ces maisons devraient occuper une superficie de 150 hectares. Les manifestantes ne juraient que par l'arrêt des travaux d'aménagement des terrains qu'elles disent avoir hérité de leurs ancêtres et qu'elles exploitent depuis plusieurs années. Dans un memorandum, leur porte-parole réclame des dommages et intérêts pour les champs déjà détruits.

Programme de 145 territoires : Jean-Pierre Bemba mobilise le grand Equateur. Selon lui, aucun développement n'est possible dans la division. Voilà pourquoi le leader du MLC a aussi invité ses frères et sœurs de l'Equateur à l'unité et à la solidarité. Jean-Pierre Bemba a longuement échangé avec les Mbandakais. Ces derniers lui ont demandé de plaider auprès des autorités nationales pour l'électricité et l'eau potable, la mécanisation des agents et fonctionnaires de l'Equateur. D'autres doléances portent sur la création des emplois, avec la réhabilitation des entreprises telles que Bralima et Scibe-Congo, ainsi que la matérialisation du programme de développement de 145 territoires. L'orateur a, pour sa part, promis de transmettre ces doléances à qui de droit, ainsi que l'invitation pressante de la population à la visite de Félix Antoine Tshisekedi au Grand Equateur.

Mardi 30 août.

IXes Jeux de la Francophonie : les infrastructures accusent un grand retard. À moins d'une année du démarrage des IXes Jeux de la Francophonie à Kinshasa, la plupart des infrastructures sportives sont encore au niveau de la fondation. Le constat a été fait par le directeur de ces jeux, lors de la visite des chantiers le 29 août, dans la capitale congolaise. Il était accompagné de quelques experts de la Présidence de la République et des ministères sectoriels. Les IXes jeux de la francophonie sont prévus du 28 juillet au 6 août 2023 à Kinshasa.

Restauration de la paix dans l'Est : tout comprendre du régime de l'embargo au régime de notification de l'ONU appliqué en RDC. Le Conseil de sécurité des Nations unies peut prendre des mesures pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales s'il constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les recommandations faites, les sanctions prises ou certaines mesures prises contre les Etats et les individus. Et la RDC, dont la paix est menacée par les groupes armés locaux et étrangers est soumise à ce régime de sanctions qui vise, non pas le gouvernement, mais les groupes armés. En effet, conformément au paragraphe 2 de la résolution 1807 (2008), ces mesures ne s'appliquent plus à la fourniture, à la vente ou au transfert au Gouvernement de la RDC d'armes et de matériel connexe ni à la fourniture d'une assistance ou des services de conseil ou de formation ayant un rapport avec la conduite d'activités militaires destinés au Gouvernement de la RDC. **Comprendre l'instauration de l'embargo sur les armes en RDC.** En 2003, la RDC est coupée en deux et les hostilités se poursuivent dans la partie Est du Pays. Situation qui menace le processus de paix amorcé par l'Accord global et inclusif signé en décembre 2002. C'est ainsi qu'est adoptée la résolution 1493 le 28 juillet 2003 qui instaure un embargo sur les armes en RDC. Sont concernés, tous les groupes armés étrangers et congolais opérant dans le Grand Kivu. Mais aussi tous les groupes qui ne faisaient pas partie de l'Accord global et inclusif sur la transition en RDC. Aussi, ce régime a été modifié et reconduit à plusieurs reprises. Mais le grand changement intervient en 2008 avec la résolution 1807. On ne parle plus d'embargo mais plutôt du régime de notification qui ne concerne que les vendeurs d'armes. Cela veut dire que les fournisseurs du gouvernement congolais doivent notifier l'ONU avant de livrer les armes en RDC. Mais là encore cette mesure a été assouplie en juin 2022 avec la résolution 2641 qui ramène l'obligation de notification à seulement 5 types d'armes légères. Le but de cette mesure est « d'asphyxier les groupes armés et mieux contrôler la circulation de ces armes légères » et faire en sorte que les groupes armés soient privés de tout accès aux armes et aux autres moyens de faire la guerre. **Des sanctions du Conseil de sécurité.** La résolution 2641 votée le 30 juin de l'année en cours par le Conseil de sécurité a suscité des commentaires controversés. Le Conseil de sécurité peut prendre des mesures pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales en vertu du Chapitre 7 de la charte des Nations Unies. Elles vont des sanctions économiques et commerciales à des mesures plus ciblées telles que des embargos sur les armes. Ces mesures permettent de maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales de la manière la plus efficace. « Le fait est qu'un certain nombre d'armes se retrouvent entre les mains des groupes armés et c'est une des raisons de la persistance des conflits qu'on constate notamment à l'Est de la RDC depuis tant d'années. Et ce que le Conseil de sécurité souhaite c'est qu'on en

finisse et qu'on puisse empêcher toute fourniture d'armes à ces groupes. Et à partir de ce moment-là, ils auront difficile à se battre contre la RDC ». Cet avis est partagé par Augustin Kahindo Muhesi, professeur des sciences politiques à l'Université de Goma et à l'Université Catholique de Graben à Butembo au Nord-Kivu. Il estime que le trafic d'armes étant une question internationale, il revient donc au Conseil de sécurité d'y veiller par un certain nombre des mesures afin de combattre l'activisme des groupes armés dans plusieurs régions du monde dont en RDC. **Spécificité de la résolution 2641.** Dans cette résolution, le Conseil de sécurité se déclare préoccupé par la persistance de groupes armés nationaux et étrangers dans l'Est de la RDC et par les souffrances qu'ils infligent à la population civile du pays. Par ailleurs, pour maintenir, consolider ou restaurer la paix dans les régions en proie à l'activisme des groupes armés, le Conseil de sécurité prend certaines mesures pour étouffer les actions de ces forces négatives à travers des résolutions qui concernent plusieurs pays. Dans la 2641, le conseil de sécurité a reconduit le régime de notification d'armes en RDC qui n'est pas à confondre avec un embargo sur les armes. « Il est demandé aux fournisseurs d'armes de notifier au Conseil de sécurité que telles ou telles armes ont été fournies aux forces régulières du gouvernement de la RDC. Et le type d'armes concernées a été réduit dans la dernière résolution. Donc, maintenant il ne s'agit plus que d'armes légères. Donc si le gouvernement achète des chars ou des avions ou des bateaux etc., les fournisseurs ne doivent pas notifier. C'est simplement s'il s'agit d'armes légères et de petits calibres et des munitions. Il n'y a pas d'embargo sur les armes que voudraient acquérir la RDC » D'autres experts congolais proposent que cette résolution soit bien vulgarisée par toutes les parties afin de dissiper le malentendu au sein de l'opinion.

Ituri : « Tant qu'il y aura des messages de haine, les groupes armés continueront à se révolter contre d'autres communautés » (ACRA). Une formation de 3 jours a réuni 72 jeunes animateurs de terrain et leaders communautaires, sur les techniques de sensibilisation communautaire et de collecte de données. Après leur formation, ces jeunes ont pour mission, non seulement de sensibiliser les communautés ethniques sur l'importance du vivre-ensemble et de la paix, mais aussi d'appeler ceux qui ont pris les armes à rejoindre le programme de Désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et réinsertion (DDRC-S). « Le programme DDRC-S ne peut pas commencer, car il doit se faire au sein des communautés. Mais si les communautés ne s'entendent pas, elles vont continuer à s'entretuer. C'est pourquoi, il faut amener un autre type de message, celui de la paix. Ceux qui doivent véhiculer ces messages de paix, ce sont les membres de nos différentes communautés » a estimé le coordonnateur de l'association congolaise pour la recherche académique.

Bunia : la Monusco fait un don des médicaments au centre de santé Bankoko. C'est pour permettre à ce centre de santé d'assurer une bonne prise en charge des malades souffrants du paludisme, des maladies respiratoires, des infections gastriques et digestives mais aussi pour la santé des femmes enceintes. Cette donation s'inscrit dans le cadre du mandat de la Monusco, celui d'appui à la protection des civils. Le centre de santé de Bankoko enregistre en moyenne quinze malades par jour.

Kinshasa : la police disperse la marche des partisans du parti de Kabund. Selon le porte-parole du parti alliance pour le changement « l'objectif essentiel de notre manifestation n'est pas seulement la relaxation du président Kabund. Nous sommes en phase d'exiger la cessation des poursuites judiciaires à sa charge. Parce que ces poursuites sont illégales partant de la disposition 107 de la constitution qui est prohibitive de toute poursuite judiciaire à un parlementaire pour des raisons d'opinion et de vote émis par lui dans l'exercice de ses fonctions ». En réaction, la police affirme que cette marche n'a pas été autorisée. Jean-Marc Kabund a été placé le 9 août sous mandat d'arrêt provisoire et conduit directement à la prison centrale de Makala, après son audition au parquet près la Cour de cassation à Kinshasa. L'ancien premier vice-président de l'Assemblée nationale est poursuivi pour avoir tenu des propos qualifiés d'injurieux, de nature à alarmer la population et à porter atteinte à l'honneur dû aux institutions publiques et à la dignité du chef de l'Etat.

Butembo : l'écroulement d'un immeuble tue 6 personnes (officiel). L'immeuble s'est écroulé alors que des ouvriers qui exécutaient les travaux de construction étaient arrivés au quatrième niveau. Certains habitants du quartier qui étaient à proximité ont pu s'échapper. Six morts et six blessés ont été enregistrés. Ce bilan définitif permet de clôturer les travaux de recherche.

Les résultats de l'Examen d'Etat du Tanganyika 1, Kinshasa/Mont-Amba, Hors frontières, Sud-Ubangi 2 et Kwango 2 sont déjà disponibles. Par ailleurs, les résultats du Nord-Kivu 1, Nord-Kivu 3, Mongala 2, Kasai-Oriental 2, Kasai-Central 1, Ituri 1, Maniema 1, Maniema 2 et Haut-Lomami 2 sont aussi déjà disponibles depuis le 27 août. Ces résultats sont disponibles à travers les quatre opérateurs de téléphonie cellulaire opérant en RDC.

Conflit interethnique à Kwamouth : des militaires déployés pour rétablir la paix et la suspension de l'administrateur de ce territoire. Il s'agit des résolutions prises par la délégation gouvernementale qui a séjourné dans le territoire Kwamouth, pendant au moins 72 heures, dans le but d'apaiser les peuples Teke et Yaka en

conflit interethnique depuis plusieurs semaines. La gouverneure a notamment annoncé la nomination des nouveaux responsables locaux de la police nationale congolaise (PNC) et de l'Agence nationale de renseignements (ANR). Les autorités sanctionnées ont été accusés par la population de complicité et de légèreté dans la gestion de ce conflit entre Teke et Yaka. Le déploiement des militaires porte déjà ses fruits. Un des hommes armés, identifié comme le cerveau des conflits interethniques a été arrêté avec deux de ses complices.

Beni : le PDDRC-S demande aux groupes armés d'attendre patiemment l'effectivité du programme. « Nous devons parler aux combattants pour savoir, pourquoi ils ont pris des armes ? Avec quel objectif ? C'est avec cette approche que nous allons arriver à démobiliser ces groupes armés, parce que notre projet est communautaire. Nous sommes à Beni pour voir avec l'ensemble des notables, comment nous pouvons mettre les batteries en marche, pour que les groupes armés puissent comprendre comment trouver la paix sans agression, en passant par la démobilisation. Nous demandons juste aux combattants d'être patients. Aux groupes armés du Nord-Kivu, il est temps de reconstruire le pays », a déclaré le coordonnateur provincial adjoint du programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation. Il a annoncé que deux zones d'intervention d'encadrement des ex-combattants ont déjà été identifiées : la zone de Masisi et la zone de Lubero.

Kindu : des vendeuses de piment et d'aubergine saluent le travail d'une ONG qui leur facilite l'accès aux produits. Ces femmes qui effectuaient une longue distance pour acheter ces produits expriment leur satisfaction car, selon elles, grâce à l'apport de cette ONG des jeunes, elles peuvent enfin se procurer chaque jour 10 à 15 bassins de piment ou d'aubergines. Elles demandent « au gouvernement et aux hommes de bonne volonté » d'appuyer les jeunes réunis au sein de cette ONG afin qu'ils élargissent leurs champs pour ainsi permettre aux autres femmes d'avoir ces produits maraîchers. L'ONG Réseau d'experts pour la lutte contre le changement climatique au Maniema exécute depuis le début de cette année le projet d'agriculture maraîchère (PAGRIM) dans le village Tomenga à 10 km de Kindu sur la route Lokando. Ce Réseau produit, pour le moment, les piments et aubergines blanches en grande quantité. Selon le président du conseil d'administration de ce réseau, l'objectif de sa structure est de promouvoir cette culture au Maniema, créer l'emploi, relancer l'économie de la province.

Maniema : amélioration de la circulation après la réhabilitation du tronçon routier Kindu-Kibombo Ces travaux sont financés par une structure privée : la Dynamique Salomon Idi Kalonda (DSKD). Sur un total de 160 km de route à réhabiliter, les engins de l'Office des routes en sont à 95 km. Tous les grands bourniers qui se trouvaient sur cette route sont aplanis.

Haut-Katanga : l'ONG Afriwatch dénonce la présence des militaires et policiers dans les sites miniers, malgré l'interdiction du gouvernement provincial. Au cours du conseil provincial de sécurité qui avait traité, le 17 août, de la situation sécuritaire qui prévaut dans les villes de Lubumbashi, Likasi et Kasumbalesa, le gouvernement provincial avait sommé les policiers et les éléments des FARDC qui font le gardiennage dans les carrières minières artisanales du Haut-Katanga de quitter ces sites. Ils avaient alors 48 heures pour exécuter cette décision. Le conseil provincial de sécurité avait aussi invité les commandants des FARDC et de la police nationale ainsi que les autorités judiciaires à interpellier tous les militaires et policiers en situation irrégulière dans ces sites. L'ONG Afriwatch qui salue cette mesure rappelle que malgré cette interdiction, les militaires et policiers y sont toujours visibles. Elle demande « qu'un suivi soit fait pour la bonne application de cette mesure ».

« Un député national touche 21.000 USD par mois », dénonce Martin Fayulu. Les députés de la RDC sont « mieux rémunérés que ceux des pays riches comme la France et les USA. Il est établi que depuis janvier 2022, un député national touche 21.000 \$ par mois. C'est de la corruption à grande échelle. J'exige la démission du bureau de l'Assemblée nationale », écrit le président de l'Engagement citoyen pour le développement (ECIDE) sur son compte Tweeter. Martin Fayulu dit ne pas comprendre que, dans un pays comme la RDC, « où 70% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, un député soit rémunéré 15 fois plus qu'un professeur d'université, 30 fois plus qu'un médecin et 200 fois plus qu'un huissier de la Fonction publique. » Pour lui, il s'agit bel et bien de la « corruption à grande échelle, gabegie et pillage éhonté des finances publiques de la part d'un pouvoir usurpateur en quête désespérée de légitimité interne. »

Kasaï-Oriental : distribution d'outils aratoires à 500 agriculteurs de Miabi, de la part des fondations André Kadima et Ultime Espoir, qui sont financées par la présidence de la République. En outre, 100 hectares des bénéficiaires de cette dotation sont en train d'être labourés gratuitement par les deux organisations. Cette action a pour but d'accroître la production agricole et lutter contre l'insécurité alimentaire dans ces localités où les habitants s'adonnent plus à l'exploitation minière.

Bukavu: plaidoyer pour la restauration de la confiance entre la Monusco et la population. La Monusco et toutes les couches sociales de la province réfléchissent, depuis ce mardi 30 août à Bukavu, sur la nécessité de restaurer et renforcer les relations de confiance entre elle et les communautés locales. Ces assises des deux jours sont présidées par le gouverneur de la province du Sud-Kivu. Cet atelier part d'un constat : la confiance perdue entre la Monusco et les communautés locales de la province du Sud-Kivu, à la suite de récentes manifestations dirigées contre elle. Voilà pourquoi il faut un nouveau bail de confiance entre les deux parties.

Tanganyika : 714 cas de choléra dont 14 décès enregistrés en 8 mois à Moba. Le choléra ne faiblit pas et la prise en charge se fait difficilement, a indiqué le 30 août le médecin chef de zone de santé. Selon la même source, la prise en charge est encore précaire, puisque les intrants sont en quantité insuffisante. C'est la zone de santé ou le bureau central qui s'organise pour ravitailler tous les sites là où il y a les cas de choléra.

Mercredi 31 août.

Examen d'Etat : un finaliste malheureux se pend à Kananga. Ce jeune homme de 18 ans s'est donné la mort pour n'avoir pas supporté son échec. En réaction, la Nouvelle société civile congolaise (NSCC) condamne cette façon d'agir, tout en demandant aux candidats malheureux de l'Examen d'Etat de ne pas perdre espoir.

Mai-Ndombe : pas d'examen national de fin d'études professionnelles et des métiers dans le territoire de Kwamouth à cause de l'insécurité. C'est à la suite des tensions interethniques entre les communautés Téké et Yaka. Le directeur provincial de la formation professionnelle du Mai-Ndombe, demande aux autorités tant nationales que provinciales d'imposer la paix à Kwamouth afin de permettre aux candidats de passer ces épreuves. **Mai-Ndombe: nouvelles tueries dans le conflit interethnique Tékés-Yaka,** perpétrées mardi 30 août. Cinq personnes ont été abattues sur la route qui sépare la ville de Bandundu, chef-lieu de la province du Kwilu et le village Mongata dans la province de Mai-Ndombe. Des sources concordantes renseignent que des assaillants armés, identifiés comme appartenant à l'une des tribu en conflit, ont érigé des barrières sur cette route et procédé à un contrôle systématique des pièces d'identité des passants à la recherche de personnes de la tribu opposée. C'est là qu'ils auraient tués les cinq personnes. La gouverneure de la province de Mai-Ndombe, a annoncé le 29 août, le déploiement des militaires dans tous les coins de Kwamouth pour sécuriser la zone. Ce déploiement fait partie des résolutions prises par une délégation du gouvernement provincial et national qui avait séjourné à Kwamouth 3 jours plus tôt, pour chercher des solutions à la résolution du conflit qui oppose les Tekes et les Yakas.

Bunia : le calme rétabli à la prison centrale après le soulèvement des détenus. Ces derniers contestaient l'interpellation de leur représentant appelé communément 'Kapita général', par l'auditorat militaire. Les détenus ont cru à son transfèrement vers une autre prison de la RDC. Ce qui a suscité la colère des détenus qui sont montés sur le toit en jetant des projectiles sur des agents de l'ordre. La police a répliqué par des tirs de sommation pour maîtriser les manifestants avant l'intervention de l'unité commandos des Fardc. Des voix s'élèvent pour demander le désengorgement de cette prison qui compte à ce jour 2 093 détenus pour une capacité théorique de 500 places.

Kinshasa : le Lycée International de Kinshasa déguerpri sans préavis à quelques jours de la rentrée des classes. A cinq jours de la rentrée scolaire, les responsables du Lycée International de Kinshasa se voient interdits d'accès dans les installations de l'établissement depuis mardi 30 août. Le promoteur du Lycée, révèle que cela fait suite à la « résiliation du contrat par le bailleur qui est le président du Senat, Modeste Bahati Lukwebo ». L'avocat conseil dudit lycée, dit que son client ne s'oppose pas à l'idée de quitter le lieu, mais, demande au bailleur de respecter le préavis de six mois délivré par le service de l'habitat allant jusqu'en février 2023 avant d'interdire l'accès au site de l'école. « Malgré ce préavis légal, nous sommes surpris de constater qu'on a renforcé les policiers autour de la concession et même dans la concession, on interdit à mes clients d'entrer dans la concession ».

Kwilu : mort d'un détenu à la prison centrale de Gungu faute de traitement médical. Plusieurs autres pensionnaires de cette prison sont dans un état de santé déplorable, ont constaté, le même jour, le procureur de la République, le chef de parquet de Gungu, le bourgmestre ainsi que le président de la société civile. Tous les prisonniers malades n'ont pas accès aux soins médicaux, a déploré le président de la société civile de Gungu. Dans le souci d'éviter d'autres décès, le chef de parquet a décidé de libérer quelques détenus dont l'état de santé est préoccupant et sollicite l'affectation d'un personnel médical à la prison de Gungu.

Emoluments de 21 000 USD par mois : le Collectif de députés nationaux dénonce la calomnie et la diffamation, dans une « déclaration erronée de Martin Fayulu visant à soulever le peuple congolais contre

l'Assemblée nationale ». « Le C26 informe l'opinion nationale que l'émolument du député national est resté inchangé depuis 2021. Il est conforme à la loi des finances et n'atteint même pas 30% de la somme évoquée par des laboratoires bien connus. Ce paiement est effectué tant soit peu par rapport à la dignité d'un député national en tant qu'élu légitime du peuple congolais, tel que le stipule la Constitution ». Le C26 invite ainsi Martin Fayulu à puiser des informations correctes auprès des députés nationaux de l'ECIDE présents à l'Assemblée nationale. **Georges Kapiamba : « Allouer mensuellement à chaque député des émoluments de 21.000 USD constituerait un scandale »**, parce qu'à l'antipode de la politique du peuple d'abord prônée par le Président de la République et impliquant la réduction du train de vie des institutions ». L'ONG de défense des droits de l'homme appelle le bureau de l'Assemblée nationale à clarifier cette question en publiant les émoluments effectivement alloués aux députés nationaux. « Car, l'Assemblée nationale en sa qualité d'autorité budgétaire devra déférer à l'exigence de redevabilité qui impose un Etat de droit. Le peuple dont elle est l'émanation a droit à une information certaine et crédible », argumente ACAJ. Georges Kapiamba affirme que l'ACAJ a déjà déclenché les enquêtes à son niveau.

Bunia : des affrontements entre Fardc et Codeco depuis deux jours à Mongwalu. Ces combats ont commencé mardi 30 aout lorsque des miliciens de la Codeco venus en grand nombre se sont introduits vers 11 h dans au moins trois quartiers de Mongwalu. Il s'agit de Shuni, Dépôt et Plaine Kanga où ils ont pillé et incendié plus de dix boutiques et trente maisons d'habitations. Les Fardc ont repoussé ces assaillants dans la soirée. Un calme précaire a été observé la nuit de mardi à mercredi avant que les combats ne reprennent le matin dans la périphérie de Mongwalu où des détonations d'armes ont été entendues. Des sources de sécurité rapportent que la cible des combattants de Codeco était l'état-major des Fardc où est détenu un de leurs compagnons. L'attaque visait donc à le libérer. Ces combattants ont occasionné un déplacement massif de la population vers des villages proches.

Goma : la DGM interdit aux agents de la DGDA d'habiter au Rwanda. La lettre de la Direction Générale de Migration (DGM) rappelle aux agents de la Direction Générale des douanes et Accises (DGDA) qu'il existe des instructions permanentes qui interdisent aux fonctionnaires congolais de résider dans les pays étrangers. Pour le président de la société civile de Goma, « cela devrait être le même cas pour beaucoup de services de l'Etat comme l'Office de Gestion du Fret Multimodal (OGEFREM), Office Congolais de Contrôle (OCC), la DGM elle-même et d'autres agences de sécurité. Nous pensons qu'ils sont suspects tous ceux qui vont là-bas ».

Maniema : la chefferie de Matapa manque des infrastructures sociales de base. « 80% des écoles ne sont pas bien construites. Les écoliers, les élèves étudient dans des mauvaises conditions. Un autre problème auquel fait face la chefferie de Matapa, c'est l'accès à l'eau potable. La chefferie de Matapa est productrice du paddy. Mais les agriculteurs voient souvent leurs champs dévastés par une maladie. Ils sont impuissants face à cette situation.

Libération de 32 enfants en conflit avec la loi à Matadi. Cette remise en liberté est le « fruit du plaidoyer du gouverneur de province auprès du tribunal pour enfants de Matadi, en vue de réunifier ces enfants avec leur famille », notent les autorités judiciaires. Cette réunification familiale est sollicitée par le gouverneur de province, conformément aux prescrits de la loi portant protection de l'enfant. En fait, la prison centrale de Matadi ne dispose pas d'un établissement de garde et d'éducation des enfants (EGEE). Et de ce fait, les enfants en conflit avec la loi, partagent la même cour avec les adultes. La présidente du tribunal pour enfants de Matadi a plaidé auprès du gouverneur de province, pour la construction d'un EGEE, la dotation d'une subvention à cette juridiction et d'un charroi automobile pour le transport des enfants en vue de leur meilleure prise en charge.

Kananga : UCOFEM assiste l'orphelinat "Marie mère de l'Espérance". L'Union congolaise des femmes des médias, (UCOFEM) du Kasai-Central a offert 40 kits de fournitures scolaires aux enfants de l'orphelinat "Marie mère de l'Espérance", le 30 aout à Kananga.

Nord-Kivu : 7 prévenus comparaissent devant le tribunal militaire à Sake. Trois de ces prévenus, originaires de Kirumbu sont poursuivis pour enlèvement, viol et meurtre par étrangement d'une jeune fille de 18 ans à Kirumbu. Deux autres, originaires de Murambi dans le groupement Kamuronza, sont accusés d'enlèvement d'une femme à Kahoncho. Et les deux autres, respectivement de Kashuga (Bashali) et Sake (Kamuronza), sont poursuivis pour participation à un mouvement insurrectionnel, détention illégale d'arme et association de malfaiteurs.

De nouveaux hauts magistrats prêtent serment. De hauts magistrats de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat et de siège ainsi que les membres de la Cour des comptes ont prêté serment ce mercredi 31 août devant le chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi, au Palais de la nation. Ils ont été nommés par ordonnance en juin et juillet

derniers. Certains parmi eux sont promus et d'autres remplacent des retraités. Cette prestation de serment a également concerné les conseillers à la Cour de cassation et au Conseil d'État.

Beni : les écoles s'activent à accueillir les élèves. Au complexe scolaire Marie Corasson, une école conventionnée catholique agréée, les inscriptions ont commencé depuis le 25 août pour les nouveaux venus et la confirmation de place pour les anciens. Tout est fin prêt pour débiter l'année scolaire lundi prochain, fait savoir sœur Kavugho Meso Lucie, directrice de l'école. Un peu à côté, se trouve l'Institut de l'Avenir de Beni (IAB), une école privée. Là, l'ambiance reste la même. Une dame rencontrée sur place estime qu'elle trouve nécessaire d'amener son enfant dans une école privée, au regard des grèves souvent observées dans les écoles publiques. Cependant, l'ambiance reste encore timide sur le marché des fournitures scolaires. Quelques parents rencontrés, disent ne pas disposer de moyens nécessaires pour s'en procurer ; au regard du nombre de leurs enfants et du prix des fournitures qu'ils jugent élevé.

